

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

LE

GRAND-DUCHÉ DE POSEN

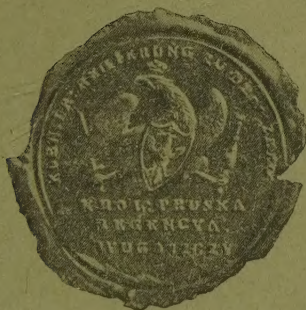
De 1815 à 1830

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

A. LIPIŃSKA



*Fac-similé du sceau octroyé en 1815
aux autorités du Grand-Duché*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

LE

GRAND-DUCHÉ DE POSEN

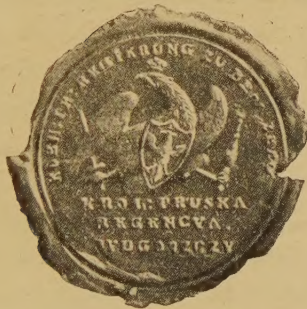
De 1815 à 1830

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

A. LIPÍŃSKA



*Fac-similé du sceau octroyé en 1815
aux autorités du Grand-Duché*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

AVANT-PROPOS

Je me suis attachée dans ce travail à étudier les efforts du gouvernement prussien pour germaniser le pays et la résistance des Slaves contre cette invasion étrangère. Dans cette lutte, les Polonais ont fait preuve d'une énergie et d'une résistance qui ont surpris et déconcerté leurs oppresseurs. Jamais ils n'ont prouvé plus clairement leur droit à l'existence nationale que depuis le moment où, par un coup de force criminel, ils avaient été rayés du nombre des peuples indépendants. Les classes populaires, que l'égoïsme imprudent de la noblesse avait retenues dans une longue enfance et que le partage avait laissées presque indifférentes, ont été réveillées de leur torpeur par les maladresses et les persécutions de l'Allemagne. « Tant que durera le monde, dit le proverbe national, le Polonais ne sera jamais le frère de l'Allemand. » La haine du Niemets, qui avait été un moment atténuée par les défaillances et les vices du gouvernement oligarchique, s'est réveillée entière et vivace quand les paysans se sont aperçus que leurs maîtres nouveaux voulaient leur enlever leur langue et leur terre. Adam de Brême au ^x^e siècle reprochait au duc de Saxe, Bernard, d'avoir forcé les Obotrites par son avarice et sa cruauté à revenir au paganisme : *ad necessitatem paganismi coegit*. — La situation n'est pas aujourd'hui différente et « l'insatiable avidité du Saxon », dont parlait déjà Hel mold, a eu pour résultat de réveiller les rancunes séculaires et de ranimer le patriotisme somnolent. « De longs

jours se passèrent, écrivait au début du moyen âge le saxon Widikind, et les deux partis étaient toujours aux prises, les Saxons combattaient pour la gloire et pour un vaste empire, les Slaves pour la liberté ou l'extrême servitude. » Jusqu'à aujourd'hui, en dépit de l'immense supériorité de leurs adversaires, les Slaves du Grand-Duché de Posen (*) maintiennent leurs positions. On a beau emprisonner et maltraiter leurs enfants, leur interdire de se construire un foyer, ils s'attachent avec une énergie désespérée à ce sol arrosé de leurs sueurs depuis dix siècles et la roulotte de Drzymała brave la ploutocratie berlinoise.

(*) Nous avons conservé les noms Slaves des villes par conséquent aussi celui de la capitale, Poznań ; cependant lorsqu'il s'agit de la dénomination du Grand-Duché de Posen, création nouvelle, nous nous conformons à la terminologie des stipulations du traité de Vienne. Cf. Martens, d'Angeberg, Klüber.

L E
GRAND-DUCHÉ DE POSEN
DE 1815 A 1830

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION POLONAISE AU CONGRÈS DE VIENNE

SOMMAIRE.

Les causes du nouveau partage de la Pologne en 1813. — La politique de lord Castlereagh et sa note au Congrès de Vienne. — La réponse du chancelier Hardenberg. — Les stipulations de Vienne concernant les garanties nationales, — la liberté de la navigation, — du choix du domicile, etc. — L'expression d'« incorporation du Grand-Duché de Posen dans la monarchie prussienne » est évitée dans le traité.

En 1814, l'Europe épuisée par les crises traversées, ébranlée par les dernières secousses, n'aspirait qu'à la paix. Malgré ce désir universel de repos, les intérêts en jeu étaient si divers et les ambitions opposées si difficiles à concilier qu'au Congrès de Vienne, les négociations furent longues, pénibles, et qu'à plusieurs reprises un conflit parut presque inévitable.

A la dernière minute cependant, les diverses puissances reculèrent devant une rupture. La Pologne fit les frais de leur réconciliation.

Par le traité de Kalisz, conclu le 16 février 1813 entre

Alexandre I^{er} et Frédéric-Guillaume III, le tsar s'était engagé à ne poser les armes que lorsque la Prusse aurait retrouvé une situation analogue à celle qu'elle avait eue en 1806 et obtenu une compensation suffisante pour les territoires qu'elle avait perdus à Tilsit. Cette stipulation fut confirmée par l'Angleterre à Reichenbach le 14 juin et par l'Autriche à Toeplitz (9 septembre 1813).

Au moment où il signait le traité de Kalisz, Frédéric-Guillaume III ne désirait pas réclamer les territoires qui lui avaient été enlevés. Il connaissait le désir d'Alexandre qui depuis longtemps poursuivait la reconstitution du Royaume de Pologne, et il s'y prêtait d'autant plus volontiers qu'il espérait trouver une large indemnité dans le royaume de Saxe (1).

L'Autriche cependant ne pouvait pas voir sans inquiétude l'établissement sur les frontières de la Bohême d'une puissance rivale dont elle surveillait les menées et dont elle redoutait les ambitions.

Elle trouva un appui dans l'Angleterre qui redoutait le progrès de l'influence russe et dont les chefs très réactionnaires ne voulaient pas laisser créer un nouvel Etat constitutionnel. Les puissances alliées se divisaient ainsi en

(1) Les politiques et les diplomates prussiens avaient conservé un souvenir assez peu encourageant de leur domination en Pologne, et ils étaient en général d'accord pour diriger leurs ambitions vers l'Allemagne. Zerboni di Sposetti, conseiller des domaines (futur président du Grand-Duché de Posen), signalait en 1813, pendant son séjour à Varsovie, le penchant général des esprits pour la domination russe. « Mon souverain ne devrait pas tenir à rentrer dans la possession des provinces polonaises, et même il devrait plutôt être disposé à s'indemniser en Allemagne au-dessous du prix (unter dem Preise) ». *Zur Geschichte der Provinz Posen* Manfred Laubert, p. 13 ; *Sonder-Veröffentlichungen der historischen Gesellschaft*, Posen, 1908, Ab Treitschke, t. I, p. 421.

deux groupes, et, à un certain moment, il sembla que l'on fût près d'une déclaration de guerre (1).

Cependant, aucune des puissances ne désirait une rupture ; on trouva une solution intermédiaire en sacrifiant l'unité de la Pologne, pour laisser sur le trône de Dresde Frédéric-Auguste et sauver ainsi le principe de légitimité si hautement proclamé par Talleyrand.

Dans le courant de février 1815, le partage de la Pologne était en majeure partie réglé dans ses grandes lignes. Pour grossir le lot de la Prusse, Alexandre I^{er} se résigna à d'importantes concessions ; il renonça aux frontières revendiquées à l'origine et finit même par céder la ville de Thorn, une des positions principales sur la Vistule. Obligé de renoncer ainsi à ses ambitions primitives, il essaya du moins d'arracher à ses alliés la reconnaissance de la nationalité polonaise, et parvint à obtenir une série de stipulations qui devaient garantir l'unité nationale du peuple qu'il n'avait pu rassembler sous ses lois.

Le Tsar n'avait pas réussi à réaliser ses rêves, mais il ne les avait pas abandonnés ; il était donc prudent de ne pas lui faciliter la propagande qu'on le soupçonnait de méditer. Pour cela il était indispensable que la Prusse et l'Autriche fissent quelques concessions à leurs sujets polo-

(1) Le 11 décembre 1814, une proclamation du grand-duc Constantin engageait les Polonais à se réunir pour défendre leur patrie contre l'ennemi. L'alarme fut vive à Vienne. Les diplomates prussiens même s'inquiétèrent, et Hardenberg chargea le colonel von Schöffer, envoyé prussien à Pétersbourg, qui séjournait dans ce temps-là à Vienne, d'exprimer ses inquiétudes à Alexandre I^{er} et, au besoin, de formuler des réserves.

Le tsar excusa la conduite de son frère en prétendant qu'elle n'avait pour but que d'enrôler plus facilement sous les drapeaux les vieux guerriers polonais en touchant leur corde patriotique et d'éviter ainsi de leur part toute agitation.

naïs. La note circulaire du 12 janvier 1815 de Lord Castlereagh, note qui était en quelque sorte le faible écho des grands principes proclamés par le Congrès de Vienne sur le droit public et l'indépendance des peuples, fut donc bien accueillie par les Puissances.

Tenant compte de l'opinion publique anglaise, le représentant britannique qui s'était constamment opposé à la réunion de provinces polonaises sous le sceptre russe, revendiqua, à défaut de mieux, un système administratif propre au génie du peuple polonais. Sa note avait le caractère d'un conseil platonique et non d'une condition que l'Angleterre aurait imposée aux Puissances copartageantes et dont elle aurait surveillé l'exécution.

Dans sa note, Lord Castlereagh déclarait en effet, au nom de sa cour, le vœu « qu'elle a constamment manifesté de voir en Pologne un Etat indépendant plus ou moins considérable en étendue qui serait régi par une dynastie distincte et formerait une puissance intermédiaire entre les trois grandes Puissances (1) ». « Pour établir, dit plus loin Castlereagh, la tranquillité publique dans toute l'étendue du territoire qui composait anciennement le Royaume de Pologne sur quelques bases solides et libérales qui soient conformes à l'intérêt général, il est d'une haute importance d'y introduire, quelle que soit d'ailleurs la différence des institutions politiques qui s'y trouvent actuellement établies, un système d'administration dont les formes soient à la fois conciliantes et en rapport avec le génie de ce peuple ». En exposant l'inutilité d'un système de représailles, le ministre anglais exprime le désir ardent « que le bonheur et la paix soient assurés à

(1) *Nouveau Supplément au recueil de traités*, fondé par Frédéric de Martens, t. I, p. 377.

cette partie importante de l'Europe par un engagement réciproque des augustes monarques auxquels ont été confiées les destinées de la nation polonaise, que soit traitée comme Polonaise la partie de ce peuple qui se trouvera placée sous leur domination respective, quelles que soient d'ailleurs les institutions politiques qu'il leur plaise d'y créer. »

La réponse du chancelier prussien, le prince de Hardenberg, datée du 30 janvier 1815 (1), déclare que les principes développés dans la note anglaise sur la manière d'administrer les provinces polonaises placées sous la domination des différentes puissances, sont, selon ses propres termes : « entièrement conformes aux sentiments de Sa Majesté prussienne. Assurer, dit-il, la tranquillité de ces provinces par un mode d'administration adapté aux habitudes et au génie de leurs habitants, c'est là réellement l'établir sur la base solide et libérale d'un intérêt commun ; c'est en agissant ainsi qu'on montre aux peuples, que leur existence politique peut rester libre de toute atteinte, quel que soit le système politique auquel le sort les a liés ».

La pensée qui avait présidé aux stipulations du Congrès de Vienne était claire. L'Autriche et la Prusse avaient repoussé la reconstitution politique de la Pologne, mais elles ne contestaient pas à ses habitants leur droit à une existence nationale. Dans un traité solennel et conclu sous la garantie de l'Europe, elles s'engageaient à respecter leur liberté civile, leur langue, leur religion, leurs institutions. Ces droits généraux et communs se rapportaient à tout le territoire polonais d'avant 1772, c'est-à-dire à la Pologne

(1) *Nouveau Supplément au recueil de traités*, t. I, p. 384.

qui avait pour limites : à l'Occident la Silésie, le Margraviat de Brandebourg et la Poméranie ; au Sud le pays des Cosaques Zaporogues, la Petite Tartarie, la Moldavie et la Transylvanie avec la Hongrie ; au Nord la mer Baltique et à l'Est la Russie.

Il n'est pas douteux que les promesses de Frédéric Guillaume III et de François I^{er} leur avaient été inspirées par la volonté d'Alexandre I^{er}. C'est pour le consoler de ses résignations qu'on avait inséré dans l'acte final du Congrès l'article 1, § 2.

« Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder (1). »

En dépit de ce que cette formule avait de vague, elle n'en proclamait pas moins en principe le droit à l'existence de la nation polonaise, et les garanties qu'elle stipulait prenaient une forme plus précise dans l'article 3 du traité signé par la Prusse et la Russie le 21 avril/3 mai 1815.

« Les Polonais, sujets respectifs des Hautes Parties Contractantes, obtiendront des institutions qui assurent la conservation de leur nationalité d'après les formes d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiendront jugera convenable de leur accorder (2) »

Il est utile de signaler les modifications introduites dans cet article quant à la forme et quant au fond, en le rapprochant d'une part de l'article 5 correspondant du traité

(1) Martens, *Nouveau recueil de traités*, t. II, p. 384.

(2) Martens, *Nouveau recueil de traités*, t. II, p. 238. L'on remarquera *que*

conclu à la même date entre la Russie et l'Autriche et, d'autre part, de l'article final.

L'un et l'autre stipulent une représentation et des institutions nationales, mais le traité russo-prussien ajoute que les institutions doivent assurer la conservation de la nationalité. En outre, les termes du début mettent au premier rang, avant même les considérations d'ordre matériel, une raison morale : « L'esprit national, l'avantage du commerce, les rapports qui peuvent ramener la stabilité dans l'administration, l'ordre dans les finances, la prospérité publique et individuelle dans les provinces de leur nouvelle contiguïté, tout a été consulté (1). »

Dans ces articles nous pouvons ainsi distinguer deux points essentiels : tout d'abord l'engagement réitéré et clair d'assurer aux Polonais des institutions nationales et de garantir leur nationalité, et d'autre part la manière d'exécuter cette garantie, celle-ci flexible et appropriée à l'existence politique de chaque gouvernement.

Les actes internationaux ne peuvent être transformés au gré d'une des Puissances Contractantes : la moindre modification implique au contraire le consentement de toutes les parties signataires du traité. Le traité de Vienne déclare même, dans son article 118 : « Les traités, conventions, déclarations, règlements et autres actes particuliers qui se trouvent annexés au présent acte, et nommément le traité du 21 avril-3 mai 1815 entre la Russie et la Prusse, sont con-

la traduction dans le texte allemand de l'existence politique par « bürgerlichen Daseins » n'est pas suffisamment claire et exacte et devrait plutôt être définie par : « politische Selbständigkeit ».

(1) Klüber : « Acten des Wiener Congresses », Vol. VI, p 97 pub. à Erlangen, 1816, chez Palm et Enke.

sidérés comme parties intégrantes des arrangements du Congrès et auront partout la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le traité général (1). »

A tout considérer, les signataires des stipulations ne s'engageaient pas d'une manière nette et précise quant aux garanties politiques données à la nation polonaise. Ils lui promettaient une représentation nationale, mais celle-ci dépendait de la manière de voir et des desseins du gouvernement. Les garanties nationales étaient beaucoup plus réelles et précises ; car il est impossible d'admettre qu'une institution nationale, quelle que soit la forme qu'on lui donne, se trouve privée des éléments qui lui sont essentiels. Même si on voulait exclure les autres facteurs principaux, les traditions, et les coutumes administratives et judiciaires, il est inévitable de maintenir au moins la langue du pays.

Un autre trait des stipulations du traité de Vienne était d'une importance capitale pour la nationalité polonaise : elles posaient comme principe que l'ancienne Pologne devait être considérée comme un ensemble territorial. C'est ce qui ressort de la plupart des articles de la Convention ; tous les articles suivants en témoignent (2) :

ART. IV. — Les habitants et propriétaires du pays dont la séparation a lieu en conséquence du présent traité, s'ils veulent se fixer dans un autre gouvernement, auront pendant six ans la liberté de disposer de leurs propriétés de quelque nature qu'elles soient, de les vendre, de quitter le

(1) Fr. de Martens, *Nouveau recueil de traités*, t. II, p. 430.

(2) Angeberg, *Recueil de traités*, p. 664-670. — Voir encore le traité conclu entre la Prusse et la Russie.

Les articles du traité entre l'Autriche et la Russie sont conçus dans des termes à peu près analogues.

pays et d'exporter le produit de ces ventes en argent comptant ou en fonds d'autre nature, sans empêchement ni déduction quelconque.

ART. V. — Il y aura une amnistie pleine, générale et particulière en faveur de tous les individus de quelque rang, sexe ou condition qu'ils puissent être.

ART. VI. — Par suite de l'article précédent, personne ne pourra à l'avenir être recherché ou inquiété en aucune manière pour cause quelconque de participation directe ou indirecte, à quelque époque que ce soit, aux événements politiques, civils ou militaires en Pologne. Tous les procès, poursuites ou recherches seront regardés comme non avenus ; les séquestres ou confiscations provisoires seront levés, et il ne sera donné suite à aucun acte provenant d'une cause semblable.

ART. VIII. — La qualité du sujet mixte quant à la propriété sera reconnue et maintenue.

ART. IX. — Tout individu qui possède des propriétés sous plus d'une domination est tenu, dans le courant d'une année, à dater du jour où le présent traité sera ratifié, de déclarer par écrit, par devant le magistrat de la ville la plus proche ou le capitaine du cercle le plus voisin ou bien l'autorité civile la plus rapprochée dans le pays qu'il a choisi, l'élection qu'il aura faite de son domicile fixe. Cette déclaration que le susdit magistrat ou autre autorité devra transmettre à l'autorité supérieure de la province, le rend pour sa personne et sa famille exclusivement sujet du souverain dans les Etats duquel il a fixé son domicile.

ART. XI. — Si un individu quelconque, propriétaire mixte avait négligé, au bout du terme prescrit d'une année, de faire la déclaration de son domicile fixe, il serait consi-

déré comme étant sujet de la Puissance dans les Etats de laquelle il avait son domicile, son silence dans ce cas devant être envisagé comme une déclaration tacite.

ART. XII. — Tout propriétaire mixte qui aura une fois déclaré son domicile, n'en conservera pas moins, pendant l'espace de huit ans, à dater du jour des ratifications du présent traité, la faculté de passer sous une autre domination, en faisant une nouvelle déclaration de domicile et en produisant la concession de la Puissance sous le gouvernement de laquelle il veut se fixer.

ART. XIII. — Le propriétaire mixte qui a fait sa déclaration de domicile ou qui est censé l'avoir faite conformément aux stipulations de l'article 11, n'est pas tenu à se défaire à quelque époque que ce soit des possessions qu'il pourrait avoir dans les Etats d'un souverain dont il n'est pas sujet. Il jouira, à l'égard de ces propriétés, de tous les droits qui sont attachés à la possession. Il pourra en dépenser les revenus dans le pays où il aura élu son domicile sans subir aucune détraction au moment de l'exportation. Il pourra vendre ces mêmes possessions et en transporter le montant sans être soumis à aucune retenue quelconque.

ART. XVI. — Dans le cas qu'il fût dévolu à un individu qui ne possède aujourd'hui que dans l'un des deux gouvernements une fortune quelconque à titre d'héritage, de legs, de donation, de mariage, dans l'autre gouvernement, il sera assimilé au propriétaire mixte et sera tenu de faire dans le terme prescrit la déclaration de son domicile fixe. Ce terme d'un an datera du jour où il aura apporté la preuve légale de son acquisition.

ART. XVII. — Il sera libre au propriétaire mixte ou à son fondé de pouvoirs, de se rendre en tous temps de l'une

de ses possessions dans l'autre, et, pour cet effet, il est de la volonté des deux cours que le gouverneur de la province la plus voisine délivre les passeports nécessaires à la réquisition des parties. Ces passeports seront suffisants pour passer d'un gouvernement dans l'autre.

ART. XVIII. — Les propriétaires, dont les possessions sont coupées par la frontière, seront traités, relativement à ces possessions, d'après les principes les plus libéraux.

Les propriétaires mixtes, leurs domestiques et les habitants, auront le droit de passer et repasser avec leurs instruments aratoires, leurs bestiaux, leurs outils, etc., d'une partie de la possession ainsi coupée par la frontière dans l'autre, sans égard à la différence de la souveraineté, de transporter de même d'un endroit à l'autre leurs moissons, toutes les productions du sol, leurs bestiaux, et tous les produits de leur fabrication, sans avoir besoin de passeports, sans empêchement et sans payer de droit quelconque.

ART. XIX. — Les sujets de l'une et de l'autre des deux Puissances, nommément les conducteurs de troupeaux et les pâtres, continueront à jouir des droits, immunités et privilèges dont ils jouissaient par le passé. Il ne sera également mis aucun obstacle à la pratique journalière de la frontière entre les limitrophes (*Gränz Verkehr*).

ART. XX. — La juridiction du domicile sera aussi celle qui décidera entre particuliers des questions provenant du chef de ces territoires. Mais c'est le forum du territoire dans lequel sera située la propriété en litige qui fera exécuter la sentence. Cette disposition sera en vigueur pendant l'espace de dix ans au bout desquels les deux hautes Cours se réservent de convenir s'il y a lieu, d'une autre règle.

ART. XXII. — La navigation de tous les fleuves et canaux de toutes les parties de l'ancienne Pologne (année 1772) dans toute leur étendue, jusqu'à leur embouchure, tant en descendant qu'en remontant, que ces fleuves soient navigables actuellement ou qu'on les rende tels à l'avenir, ainsi que sur les canaux qui pourraient être entrepris, sera libre, de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à aucun des habitants des provinces polonaises qui se trouvent sous le gouvernement russe ou prussien.

Les mêmes principes établis en faveur des sujets des deux Puissances seront appliqués à la fréquentation des ports pour lesdits sujets ; bien entendu qu'il ne s'agit ici que des ports où ils peuvent arriver au moyen de la navigation des fleuves, canaux et rivières en question, ou au moyen de celle du Haff pour l'entrée de celui de Königsberg.

ART. XXIII. — Le droit de halage et d'attelage sur les rives des fleuves, les bords des rivières et des canaux sera commun à tous les sujets en question. Les bateliers seront assujettis néanmoins aux règlements de police concernant la pratique de la navigation intérieure.

ART. XXIV. — Pour assurer davantage encore la liberté de la navigation, pour en écarter toute entrave pour l'avenir, les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues de n'établir qu'une seule espèce de droit de navigation portant sur la capacité, le jaugeage du vaisseau ou sur le poids de son chargement. Il sera nommé de part et d'autre des commissaires pour régler ce droit qui sera porté à un taux très modéré uniquement destiné à entretenir les fleuves et les canaux en question dans un état navigable. Ce droit, une fois approuvé par les deux cours, ne pourra plus être changé que d'un commun accord. Il en sera de

même à l'égard des bureaux à déterminer pour la perception de ces mêmes droits. Le péage établi de cette manière sera perçu sur le territoire de chacune des deux puissances contractantes pour le compte respectif de chacune d'elles. Si l'une des deux puissances contractantes cependant faisait à ses frais l'établissement d'un nouveau canal, les sujets de Sa Majesté prussienne ne pourraient jamais être assujettis à des droits de navigation plus élevés que ceux de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. La réciprocité sera entière à cet égard.

ART. XXV. — En conséquence du principe admis dans l'article précédent, tous les droits onéreux quelconques d'entrepôt, de rompre charge, d'étape, de non allège et autres de pareille nature qui pourraient avoir existé contrairement à la liberté de la navigation des fleuves, rivières et canaux en question dans toute leur étendue, seront abolis à jamais.

ART. XXVI. — Quant aux droits ou privilèges de quelques villes et leurs ports, qui pourraient porter atteinte aux droits de propriété et qui seraient par conséquent en contradiction avec les principes réciproquement adoptés, il a été convenu qu'ils seraient examinés par une commission composée de commissaires des deux Cours pour convenir des abolitions nécessaires et pour procurer ainsi au commerce la liberté et l'activité nécessaires à la prospérité.

ART. XXVIII. — Afin d'activer autant que possible la culture dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, d'exciter l'industrie des habitants, de consolider leur prospérité, les deux Hautes Parties Contractantes, pour ne laisser aucun doute sur leurs vues bienfaisantes et paternelles à cet égard, sont convenues de permettre à l'avenir et pour

toujours entre toutes leurs provinces polonaises (à dater de 1772) la circulation la plus illimitée de toutes les productions et produits du sol et de l'industrie de ces mêmes provinces. Les commissaires nommés pour les arrangements à faire, conformément aux stipulations de l'article 26 seront chargés également de convenir dans le terme indiqué de six mois, d'un tarif d'après lequel sera payé le droit d'entrée et de sortie de toutes les productions de la nature, du sol, des manufactures et des fabriques des provinces mentionnées ; ce droit ne pourra pas excéder 10 o/o de la valeur de la marchandise au lieu de son expédition. S'il convenait aux deux Cours d'établir un droit sur l'importation réciproque des grains, il sera réglé sur le taux le moins onéreux par les mêmes commissaires selon les instructions qui leur seront données. Pour éviter que des étrangers ne profitent des arrangements pris en faveur des provinces citées, il est arrêté que tous les articles et produits de ces dernières qui passeront d'un gouvernement dans l'autre seront accompagnées d'un certificat d'origine, sans lequel ils n'entreront pas. A défaut de celui du consul s'il se trouvait trop éloigné, celui du magistrat du lieu sera admis.

ART. XXIX. — Quant au commerce de transit, il sera parfaitement libre dans toutes les parties de l'ancienne Pologne. Il sera soumis au péage le plus modéré. La même Commission indiquée aux articles XXVI et XXVIII déterminera le mode d'après lequel cette valeur devra être constatée et avisera aux moyens les plus sûrs pour éviter toute espèce de retard dans les expéditions aux douanes ou d'autres vexations de quelque nature qu'elles puissent être.

ART. XXX. — Les stipulations arrêtées dans les articles

ci-dessus, relatifs au commerce et à la navigation ne pourront point souffrir d'application partielle. En conséquence jusqu'à l'époque qui ne pourra point passer le terme de six mois où la commission mentionnée aura terminé son travail, la navigation continuera sur le pied où elle se trouvait dans les derniers temps. A l'égard du commerce d'importation, chacun des deux gouvernements appliquera pendant cette époque intermédiaire les mesures qu'il jugera convenables.

En somme ces articles garantissaient aux Polonais des droits importants. Outre les stipulations concernant les institutions et la représentation nationale, ils leur assuraient la liberté du commerce et de la navigation. Ils leur permettaient de choisir la puissance dont ils acceptaient la domination. Ils allaient jusqu'à leur donner la possibilité de revenir sur leur choix 8 ans après l'avoir fait.

Au point de vue des biens, de larges avantages étaient assurés aux propriétaires qui pouvaient disposer de leurs domaines au mieux de leurs intérêts. En définitive, un esprit d'équité inspirait toutes les clauses de la Convention ainsi que la volonté de respecter les situations acquises et de ne pas entraver le développement ultérieur des pays annexés. Ce qu'il y avait de plus caractéristique dans ces traités, c'est qu'on y évitait partout à dessein le mot d'« incorporation » relativement aux provinces polonaises annexées à l'Etat prussien. En comparant dans l'acte final du Congrès les articles concernant la prise de possession des autres provinces, nous voyons que c'est seulement lorsqu'il s'agit des acquisitions polonaises qu'on n'indique jamais que la Prusse les réunira à sa monarchie, tandis que c'est un terme consacré pour les autres acquisitions prussiennes. Pour mieux se rendre compte de cette distinction,

il faut citer l'article 2 du traité conclu entre la Prusse et la Saxe où il est dit (1) : « Sa Majesté le roi de Saxe renonce à perpétuité pour lui et ses successeurs et tous ses descendants en faveur de Sa Majesté le roi de Prusse à tous ses droits et titres sur les provinces et districts du territoire du royaume de Saxe désignés ci-après, et Sa Majesté le roi de Prusse possédera ces pays en toute souveraineté et propriété et les réunira à sa monarchie ». Nous voyons donc en termes explicites : réunira à sa monarchie, tandis que l'article XXII concernant les provinces polonaises s'exprime ainsi : Sa Majesté le roi de Saxe, tant pour lui, ses héritiers et successeurs que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs, renonce à perpétuité à tout titre quelconque, domanial ou autre, qui pourrait dériver de la possession du duché de Varsovie. Sa Majesté reconnaît les droits de la souveraineté sur ces pays tels qu'ils ont été stipulés par le traité de Vienne du 21 avril/3 mai de cette année pour les provinces qui passent sous le sceptre de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, avec le titre de roi de Pologne, pour les parties qui, sur la rive droite de la Vistule, retournent à Sa Majesté l'empereur d'Autriche ainsi que les provinces qui seront possédées par Sa Majesté le roi de Prusse sous le titre de Grand-Duché de Posen. »

L'unique conclusion qu'on puisse tirer de cette comparaison, est que le Congrès, en évitant le terme « réunira à la monarchie » lorsqu'il s'agit des provinces polonaises annexées à la Prusse, a voulu déterminer une *unio personalis hereditaria*, et non une *unio realis incorporativa* (2).

A l'appui de cet argument, on doit citer l'exemple de

(1) Martens, vol. II, p. 273.

(2) Cieszkowski August, *Zusammenstellung von Staats und Volkstsurkunden*, p. 10.

l'incorporation résolue par le Congrès de Vienne dans l'acte final du 9 juin dont les articles 65, 66, 73 définissent une union complète des anciennes provinces belges avec les Pays-Bas (1).

Des termes mêmes qu'emploie Frédéric-Guillaume III avant de signer le traité conclu entre la Russie et la Prusse, il ressort que l'esprit des stipulations du traité de Vienne fut bien compris par les parties contractantes (2).

(1) « Les anciennes provinces des Pays-Bas et les ci-devant provinces belges, les unes et les autres fixées par l'article suivant, formeront, conjointement avec les pays et territoires désignés dans le même article, sous la souveraineté de S.M. le Prince Royal d'Orange Nassau, le Royaume des Pays-Bas. Cette réunion devra être intime et complète de telle façon, que les deux pays ne formeront qu'un seul et même Etat. » « De même, dans le traité du 31 mai 1815 entre le roi des Pays-Bas et l'Autriche, la Grande-Bretagne et la Russie, ainsi que par la fin du traité de la Haye du 21 juillet 1814, l'*Unio realis incorporativa* est clairement désignée. » Martens, *N. R.*, vol. II, p. 38.

(2) « Après avoir lu, dit-il, et examiné le contenu de ce traité et ses (Anlagen) annexes, nous l'avons trouvé conforme à notre volonté et nous l'avons en conséquence accepté, approuvé, confirmé et ratifié comme nous l'acceptons, approuvons, confirmons et ratifions par les présentes pour nous et nos successeurs, promettant sur notre parole royale d'en faire exactement et fidèlement exécuter le contenu. »

Signé :

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

CHAPITRE II

LES PREMIÈRES ANNÉES : EXPOSÉ GÉNÉRAL.

SOMMAIRE.

Le Grand-Duché de Posen et ses limites. — Les circonstances qui obligèrent Frédéric-Guillaume III à hâter la prise de possession du pays. — Les lettres patentes de la prise de possession. — La proclamation royale du 15 mai et ses expressions paradoxales. — Les habitants du Grand-Duché, leur nombre et les deux éléments : german et slave. — L'origine de l'élément allemand en Posnanie. — Le prince Radziwiłł ; ses idées ; son activité ; son rôle. — Zerboni di Sposetti ; ses antécédents ; son affaire avec Hoym. — L'accueil fait à Radziwiłł par la province. — Le discours du Statthalterl. — Le serment prêté par les habitants du Grand-Duché. — Les dispositions hostiles du général Thümen. — L'organisation de l'administration et des tribunaux. — Schönermarck. — Le témoignage de Royer Luehnes. — L'incident de l'alarme du 30 avril. — Les deux courants de la politique gouvernementale. — Les négociations avec le général Kosiński : sa correspondance. — La cour de Radziwiłł, foyer de la vie mondaine. — La franc-maçonnerie nationale. — L'influence libérale de Hardenberg dans le verdict qui frappa les membres de la Société nationale patriotique. — Les mesures économiques. — La misère du pays et ses causes. — La création de la Société du Crédit Foncier. — Les clauses du traité de Vienne violées par la Convention douanière. — Les impôts. — Conclusion.

La Prusse, par le traité de Vienne, rentrait en possession d'une partie du territoire qu'elle s'était approprié dans les trois partages de la Pologne : 1772, 1793, 1795. Les territoires qu'elle avait acquis alors formaient 2.702 milles carrés. A la paix de Tilsit, 1807, elle en avait perdu 2.126 milles carrés qui avaient servi à constituer le

Duché de Varsovie. Le Congrès de Vienne lui en rendait 624.53 milles carrés.

Le pays auquel le traité de Vienne donne le nom de Grand-Duché de Posen se compose de l'ancien palatinat de Posnanie, environ 260 milles carrés (1), d'une partie du palatinat de Kalisz (2), d'une partie de la Cujavie, c'est-à-dire des anciens palatinats de Inowroclaw et de Brzèsès Kujawski, de tout le palatinat de Gniezno, de 17 milles carrés du palatinat de Sieradz et des Terres de Chełmno et de Michałów.

Mais les deux dernières terres, malgré les résolutions du Congrès de Vienne, furent jointes à la Prusse Occidentale (3).

Le Grand-Duché de Posen a pour limites : au Nord, l'arrondissement de Kwidzyna, à l'Ouest les arrondissements de Francfort et de Liegnitz, au Sud les arrondissements de la régence de Breslau et d'Oppeln, à l'Est une partie du royaume de Pologne, formé par le traité de Vienne, et une partie de l'arrondissement de Kwidzyna (4).

Les Prussiens se hâtèrent de prendre possession de leurs nouveaux territoires. Deux raisons essentielles devaient hâter cette occupation : la ruine économique du pays et la disposition des esprits peu favorables à la domination prussienne. La misère du pays, déjà très grande en 1813,

(1) A l'exception du district de Wałec annexé à la Prusse Occidentale.

(2) Les anciens districts de Pleszew, Ostrzeszow, Oddalanow.

(3) Par la patente du 15 mai 1845, le roi promit d'annexer au Grand-Duché de Posen, à la place du district de Chełmno et de Michałów, le district de Koronowo et de Kamień. Malgré les réclamations de plusieurs diètes, Frédéric-Guillaume III n'exécuta pas sa promesse royale.

(4) Plater, *Description historique et statistique du Grand-Duché de Posen*, p. 2-3.

avait été augmentée par les exigences de l'occupation russe qui avait voulu en tirer le plus de profit possible. Manfred Laubert (1) nous en fait un tableau lamentable. L'argent manquait partout. Les collecteurs en province prélevaient les impôts sans en rendre compte et en disposaient à leur gré. Ils interdisaient aux autorités provinciales et aux contribuables toute correspondance directe avec le siège du gouvernement à Varsovie. De cette façon ils empêchaient que des plaintes contre leur gestion pussent parvenir en haut lieu. Dans la capitale ainsi que presque dans tout le pays, les fonctionnaires ne touchaient plus leurs appointements. Les hôpitaux étaient dans une situation horrible, « die Grausam erregt ».

Le dernier budget du Duché de Varsovie accusait 63.833.785 florins de revenus en face de 67.569.440 florins de dépenses (2). Le déficit théorique n'était donc alors que de 4 millions. Mais la situation avait été sensiblement aggravée par la guerre et les dilapidations. Bientôt toutes les ressources liquides avaient été épuisées : les troupes qui passaient ou stationnaient dans le pays étaient entretenues par réquisition ; même pour les fournitures dont elles avaient besoin, on obligeait les ouvriers à travailler sans salaire. Où passaient donc les crédits inscrits au budget ? Cette question préoccupa vivement le conseiller Zerboni (3).

(1) Dans les *Studien zur Geschichte der Provinz Posen während der Freiheitskriege*, p. 5 ; (*Sonder-Veröffentlichungen der historischen Gesellschaft*), Posen, 1908.

(2) Żółtowski, *Die Finanzen des Herzogthums Warschau*, besondere Tabelle.

(3) Envoyé à Varsovie par le gouvernement prussien pour terminer les négociations relatives aux sommes de Bayonne et régler la question des banques de la Prusse Méridionale, transformée en Duché

Les inquiétudes inspirées par l'état économique du pays n'étaient pas les seules. Zerboni signalait à son gouvernement les manœuvres des partisans de la Russie qui trouvaient dans les nouveaux territoires prussiens un accueil favorable. Il envoyait ainsi à son chef le Chancelier une adresse officielle remise au prince Adam Czartoryski pour qu'il la présentât au quartier général russe et même à l'Empereur (1). « Les plus légères apparences de la possibilité d'un tel avenir, disait cette adresse, le retour sous le gouvernement prussien, jettent l'effroi et la consternation dans le cœur des citoyens qui, par l'emplacement de leurs propriétés, se voient exposés à passer sous le gouvernement prussien ou autrichien et ne peuvent envisager qu'avec désespoir la chance douloureuse d'une séparation avec leurs frères, etc. » (2). Il est vrai que les membres du comité central des conseillers du département de Poznań avec le vieux Poniński à leur tête n'avaient pas signé cette déclaration. C'est que, selon Zerboni lui-même, quelques jours auparavant ils avaient appris de Berlin que les départements de Poznań, Kalisz et Bydgoszcz, allaient être annexés à la Prusse. Ils avaient reculé devant la crainte d'encourir la disgrâce de leur futur souverain : il est certain qu'ils ne désiraient rien plus que la paix pour leur pays épuisé (3) et qu'ils étaient prêts à se résigner au fait accompli, mais le gou-

de Varsovie, Zerboni possédait de plus les biens de Wieruszow dans le département de Kalisz, il était donc directement lésé par le désordre qui régnait dans l'administration.

(1) Original en français.

(2) Sous prétexte qu'il changeait trop souvent de quartier, l'Empereur Alexandre n'a point voulu recevoir Czartoryski avec sa déclaration.

(3) Dr. Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 48.

vernement prussien n'avait dans leurs sentiments qu'une confiance des plus limitées.

Dans tous les cas, il était urgent de mettre fin aux agissements des fonctionnaires russes des finances, qui, sachant qu'ils administraient provisoirement le pays, appliquent sans scrupule la maxime « après nous le déluge » ! Les fermiers des domaines de l'Etat étaient obligés de payer non seulement les arriérés, mais encore tout au moins une demi-année d'avance, le fermage (1). Zerboni dénonce ces procédés à Hardenberg le 20 août 1814 et le presse d'occuper sans retard le pays.

Dans son rapport du 14 avril 1814, le général Thümen insiste vivement dans le même sens. — Dans les derniers moments, écrit-il, les fonctionnaires de Varsovie exercent une pression pour prélever d'avance les impôts d'Etat. Zerboni ajoute le 4 mai : « Tout ce que dit Thümen et même davantage est généralement connu. Les exactions que subit le pays sont atroces, il est sucé jusqu'à la moelle des os. On emporte tout ce qui se laisse emporter sur mes biens de Wieruszow, gouvern. de Kalisz ; on en est arrivé au point qu'il faut procurer aux paysans, non seulement le blé pour la semence, mais du grain pour faire le pain. Le pays est traité comme un objet sans maître et, par conséquent, il faudrait employer à toute force les moyens pour l'occuper au plus vite. Ce serait la seule manière de calmer l'agitation des habitants. Quant au reste, on appliquerait d'autres mesures pour le rendre inoffensif » (2).

Frédéric-Guillaume III prit en considération les rensei-

(1) Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 21.

(2) Traduit de l'allemand.

gnements fournis par Zerboni ; aussi se hâta-t-il de mettre fin à ces désordres administratifs dans les nouvelles acquisitions polonaises. Douze jours après la signature du traité russo-prussien à Vienne le 3 mai, il publia les lettres patentes de la prise de possession.

La situation distincte du Grand-Duché de Posen en face de la monarchie prussienne est nettement accusée par ces lettres patentes. Si on les compare aux lettres patentes concernant la prise de possession des autres provinces annexées à la Prusse, on constate que ce sont les seules où il soit question d'un Statthalter (lieutenant-général), où l'expression de l'incorporation à l'Etat soit évitée et où on ne fasse pas remplacer les anciennes armoiries par l'aigle prussien (1).

« En vertu d'une convention conclue avec les puissances participant au Congrès de Vienne, y lisons-nous, plusieurs de nos anciennes possessions polonaises sont retournées à nos Etats. Ces possessions consistent dans les parties des acquisitions prussiennes de 1772, annexées au Duché de Varsovie ; plus la ville de Toruń (Thorn) avec un territoire nouvellement fixé pour cette ville ; le département actuel de Posen à l'exception d'une partie des districts de Powidz (Poussec) et de Pyzdry (Peysern) ; la partie du département de Kalisz, qui s'étend jusqu'à la rivière de Prosna à l'exception de la ville et du cercle de ce nom. De ces domaines, les cercles de Chełmno (Kulm) et Michałów (Michelau) dans les limites de 1772, plus la ville de Thorn avec son territoire nouvellement fixé, font retour à notre province de Prusse occidentale, à laquelle est aussi annexée,

(1) Chodzko d'Angeberg, *Le recueil des traités concernant la Pologne*, p. 687.

à cause de la disposition du fleuve, la rive gauche de la Vistule, mais seulement avec les localités riveraines du fleuve ou situées sur ses bords immédiats. *Par contre nous réunissons les autres districts* auxquels nous ajoutons de la Prusse occidentale le cercle actuel de Koronowo (Krone) et de Kamiń, comme ancienne partie du district de Noteć (Netze), en une province séparée particulière (le texte dit *besondere*) (1) que nous posséderons sous le nom de Grand-Duché de Posen, de même que nous prenons le titre de Grand-Duc de Posen en l'ajoutant à notre titre royal, ainsi que les armoiries de cette province dans celles de notre royaume ; en donnant à notre lieutenant-général de Thümen l'ordre d'occuper avec nos troupes la partie de ces anciennes provinces, nous lui avons ordonné d'en prendre officiellement possession avec notre conseiller intime actuel Zerboni di Sposetti, nommé président supérieur du Grand-Duché de Posen.

« Les circonstances ne nous permettant pas de recevoir en personne le serment hommagial de cette province, nous avons choisi à cet effet Son Altesse le prince Antoine Radziwill, nommé notre lieutenant (*statthalter*), dans le Grand-Duché de Posen et nous lui avons donné plein pouvoir pour prendre en notre nom les dispositions se rattachant à cet objet. En foi de quoi nous avons signé ces lettres patentes de main propre et les avons fait sceller de notre sceau royal. »

FRÉDÉRIC-GUILLAUME, Roi.

Frédéric-Guillaume III en définissant le Grand-Duché de Posen comme une province spéciale particulière (*besondere*), lui assignait une situation distincte dans ses

(1) Klüber, *Acten des Wiener Congresses*, vol. 7.

Etats (1). Le titre de Grand-Duc ajouté au titre royal, la garantie des institutions pour conserver la nationalité polonaise, justifiaient la confiance que le pays avait de ne pas être incorporé dans la monarchie prussienne.

Le même jour où furent publiées les lettres patentes, le gouvernement lança aux habitants du Grand-Duché de Posen une proclamation de Frédéric-Guillaume III.

Dans cette proclamation, le roi assure aux Polonais du Grand-Duché de Posen le maintien de leur patrie en déclarant : « Vous aussi vous avez une patrie, et avec elle la preuve combien je sais apprécier votre attachement (2). »

Il est vrai que la suite atténuait singulièrement ces paroles encourageantes : « Vous serez incorporés à ma monarchie sans avoir besoin de renoncer à votre existence nationale. Vous participerez à la constitution que j'ai l'intention de donner à mes fidèles sujets, et vous recevrez comme les autres provinces de mon royaume une constitution provinciale. »

Dès le début apparaissait ainsi, avec une clarté menaçante, le sacrifice que le nouveau maître entendait imposer à ses sujets. Il louait leur patriotisme, mais pour les inviter à y renoncer. Il voulait au moins que chez eux, le culte de la Pologne se confondît avec le dévouement à la Prusse.

Dès le début aussi, il montrait en parlant de l'incorporation dans la Monarchie qu'il n'était pas disposé à laisser gêner sa politique par les clauses des traités de Vienne. Il savait bien que la plupart des signataires de ces traités

(1) Nous insisterons sur cette distinction d'une façon plus précise lorsqu'il sera question du serment hommagial prescrit pour les fonctionnaires administratifs de la nouvelle province.

(2) *Le Moniteur Fr.* du 9 juin 1815, n° 160.

n'avaient attaché aucune valeur spéciale à ces formules et qu'il ne se trouverait personne en Europe pour intervenir en faveur des vaincus.

Dans ces conditions il est difficile de comprendre ce que signifiait la promesse que les Polonais n'auraient pas à renoncer à leur existence nationale ; la nationalité ne dépendant que des sujets eux-mêmes, n'a point besoin d'une autorisation quelconque pour rester vivace.

Il faut admettre que dans l'esprit de Frédéric-Guillaume III et de ses conseillers, il s'agissait uniquement du respect de la langue polonaise, et c'est bien en effet ce qu'indique le reste de la proclamation :

« Votre langue, dit le roi, dans la suite de la proclamation, sera employée conjointement avec la langue allemande dans les actes publics, et chacun d'entre vous, selon ses facultés, aura accès à tous les emplois, à tous les honneurs, à toutes les dignités de mon royaume. Mon lieutenant qui est né au milieu de vous résidera aussi au milieu de vous. Il me fera connaître vos désirs et vos besoins et vous renouvellera les intentions de mon gouvernement. Votre concitoyen, mon premier président, organisera le Grand-Duché selon les instructions que je lui ai données ; il dirigera les diverses branches de l'administration jusqu'à ce que l'organisation soit achevée. Il emploiera en cette occasion, selon leurs connaissances et selon la confiance qu'ils inspirent, ceux de vos concitoyens qui se sont appliqués à la partie administrative des affaires publiques. Dès que l'organisation sera terminée, les diverses branches de l'administration seront mises en activité. Je veux que le passé soit entièrement oublié. Toute ma sollicitude n'aura en vue que l'avenir. C'est dans les temps futurs que j'espère trouver les moyens de ramener encore une fois

dans le chemin de la prospérité ce pays qui a fait tant d'efforts au-delà de ses forces et qui se trouve dans un état d'épuisement profond. L'expérience vous a donné de fortes leçons. J'espère pouvoir compter sur votre reconnaissance.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

Il semble en somme que le gouvernement prussien n'ait pas encore adopté une ligne de conduite tout à fait déterminée. Ses promesses étaient ambiguës et ses déclarations contradictoires. Il était peu logique de parler de l'incorporation dans la monarchie, alors que diverses autres mesures, le maintien de la langue nationale, la nomination d'un Polonais au poste de lieutenant spécialement créé pour lui, la promesse de confier à des Polonais les fonctions publiques, paraissaient impliquer une très large autonomie et le respect des anciennes traditions.

Il est probable que ces hésitations s'expliquent, au moins en partie, par la conduite de l'Empereur Alexandre. Frédéric-Guillaume III n'avait pas voulu se montrer moins libéral qu'Alexandre. Il redoutait de mécontenter ses nouveaux sujets, et se croyait obligé de tenir compte, au moins dans une certaine mesure, du caractère libéral de la constitution octroyée au royaume de Pologne. La nomination du prince Antoine Radziwiłł comme gouverneur général (Statthalter) du Grand-Duché de Posen était une conséquence directe de ce système de conciliation et semblait garantir aux habitants la sincérité des promesses royales.

*
* *

A cette époque le chiffre total de la population de la Posnanie s'élevait à 779.000 habitants, mais la densité de la population n'était pas la même dans les deux régences

qui constituaient le Grand-Duché. Dans la première, celle de Bydgoszcz, elle était de 1.139 habitants par mille carré ; dans la seconde, celle de Poznań, de 1.793 par mille carré (1).

La proportion de la nationalité allemande à la nationalité polonaise était à cette époque dans le rapport de 1 à 4 (2). Dans l'Est du Duché, la majorité des habitants était polonaise ainsi que depuis le lac de Goplo et vers le Sud de la frontière de la Haute-Silésie. Les Allemands l'emportaient dans les parties voisines de la Marche de Brandebourg, au Nord de l'ancien district de Noteć dont la Prusse s'était nantie dans le premier partage, en 1772. Les cercles situés entre ces deux limites formaient un territoire de transition.

Les districts où la nationalité allemande se trouvait prépondérante étaient ceux de Szubin, Bydgoszcz, Wyrzysk, Chodzieszyn, Czarnkowo; dans la régence de Bydgoszcz, de Międzychod, Międzyrzec (Meseritz), Babimost (Bomst), Wschowa (Fraustadt) dans la régence de Poznań (3).

Presque toute la population allemande était protestante

(1) Dr Buzek, *Histoire de la politique nationale du gouvernement prussien*, présente p. 541, le tableau suivant de la population en ajoutant cependant que le chiffre de 1816 est approximatif et donne le nombre des habitants civils et militaires :

	toute la population	catholiques	protestants	juifs
1816. . .	820.176	537.907	230.247	51.960
1825. . .	1.031.925	677.083	289.711	65.131
1831. . .	1.046.480	674.036	302.763	69.681
1840. . .	1.223.097	780.690	365.305	77.100
1849. . .	1.333.713	847.670	409.286	76.757
1905. . .	1.986.637	1.347.292	608.219	30.433 (sic)

(2) Ch. Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 203.

(3) Bäck, *Die Provinz Posen*, p. 34.

et les habitants polonais étaient catholiques, à l'exception de quelques nobles, calvinistes très peu nombreux.

Parmi les habitants allemands du Grand-Duché de Posen, il faut distinguer cinq éléments différents :

1° Les colons allemands établis dans le pays depuis le xiii^e siècle par les ordres monastiques et particulièrement par les moines de Cîteaux.

2° Les bourgeois allemands qu'avaient appelés les souverains, la noblesse et le clergé.

3° A ces éléments anciens, se joignirent au xvi^e siècle des protestants d'Allemagne qui fuyaient la persécution. Quand la Réforme qui avait paru un moment sur le point de conquérir la Pologne fut arrêtée par un retour offensif de l'Eglise catholique, les Jésuites qui redoutaient la propagande de l'hérésie combattirent l'influence germanique. Mais leur influence ne s'établit que lentement et les idées de tolérance restèrent longtemps assez puissantes pour attirer en Pologne beaucoup de protestants de l'Empire.

Après la paix de Westphalie, un grand nombre de Silésiens luthériens vinrent s'établir en Pologne où les Gorka et après eux les Czarnkowski les accueillirent sur leurs domaines le long de la frontière de Brandebourg. D'autres nobles calvinistes, les Leszczyński (1) en particulier, suivirent leur exemple.

4° Le mouvement d'immigration germanique se con-

(1) Leszczynek et ensuite Leszno furent ainsi des foyers rayonnants de germanisation. La famille Unrub, d'origine silésienne, établit au xvii^e siècle beaucoup de ses compatriotes silésiens dans ses nombreuses propriétés, à mentionner : Les biens de Babimost, Trzciel (Tirsztigiel), Kargowa, Wytomysl, Punisz, Szamocin, Schotkin, peuplés par des protestants. Bojanowo fut fondé par les Bojanowski avec des émigrés évangéliques allemands.

tinua sous la dynastie saxonne dans tout le Palatinat de Poznań. Des colonies allemandes furent établies par les seigneurs polonais comme les Szoldrski, les Opaleński, les Potulicki ;

5° Après le premier partage de la Pologne, Frédéric II s'efforça d'attirer de nouveaux colons allemands et il fit venir des paysans de Franconie, de Bade, de la Hesse, de Hanovre, de Brunswick, de Meklembourg, d'Anhalt, de Thuringe, mais surtout du Wurtemberg (1).

Le pays fut en même temps envahi par une multitude de fonctionnaires de tous ordres dont le nombre s'accrut encore après le second partage de la Pologne.

Morawski (2) donne le chiffre de 9.000 fonctionnaires allemands envoyés dans la Prusse méridionale ; après 1794 les domaines de la Couronne (les *Starostwa*) et les biens confisqués furent distribués aux favoris de Frédéric-Guillaume II et aux Junkers prussiens qui les morcelèrent et y appelèrent des cultivateurs allemands. Toute cette population allemande était plus favorisée matériellement dans le Grand-Duché de Posen que dans les anciennes provinces prussiennes. Ainsi dans les villes

(1) Les Brandebourgeois seuls ne furent pas acceptés, afin de ne pas affaiblir la population de leur province. Le grand Frédéric poussa encore plus loin la sollicitude pour l'augmentation de la population du Brandebourg. Nous pouvons en citer un témoignage : « Le roi de Prusse, écrivait le résident de Saxe le 18 mars 1791, a fait emporter de la Pologne presque 7.000 filles de 16 à 20 ans et il exige que de chaque certain nombre d'arpents, il lui soit livré une pucelle ou fille avec une vache, un lit, et trois ducats en argent. » Ces Polonaises avec leur bagage étaient transportées et mariées dans la Poméranie prussienne. « Cette rigueur, concluait le diplomate saxon, a poussé les habitants au désespoir. » Cité par Albert Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, p. 296.

(2) *Histoire du peuple polonais*, vol. VI, p. 7.

polonaises on ne payait pas de droit d'abattage et de mouture. En opposition avec ce qui se passait dans le reste du royaume, différents objets étaient exempts de droits de douane, par exemple le sel, les harengs, etc.

La présence sur le territoire de Posen de deux populations hostiles et rivales devait rendre particulièrement difficile la tâche du gouvernement. Comment les rois de Prusse qui avaient l'ambition de conquérir la prépondérance dans la Confédération germanique, n'auraient-ils pas été amenés par cette ambition même à essayer d'assurer dans la principauté le triomphe des colons allemands?

Les Polonais cependant, dont la perspicacité aurait dû être éveillée par les souvenirs du passé, mirent assez longtemps avant de soupçonner les mobiles secrets de la politique prussienne et ils croyaient alors en toute bonne foi aux promesses qu'ils avaient reçues. La nomination de Radziwiłł comme gouverneur général fut accueillie en particulier comme un gage des bonnes intentions royales.

Le prince Radziwiłł, allié à la maison régnante par son mariage avec la princesse Louise de Hohenzollern (1), se rattachait à une illustre famille polonaise. Il avait réussi, sans trahir son attachement à ses origines, à mériter les sympathies des Allemands (2).

En 1806, il avait conseillé au gouvernement prussien de témoigner aux Polonais beaucoup de confiance. Il pres-

(1) Fille d'Auguste-Ferdinand et petite-fille de Frédéric-Guillaume I^{er}, roi de Prusse, nièce de Frédéric-le-Grand.

(2) Il était très considéré dans certains cercles germaniques : Stein, qui avait des relations très amicales avec le prince Louis-Ferdinand et sa sœur, la princesse Louise Radziwiłł, parlait de lui dans les termes les plus flatteurs. Selon son témoignage, le prince Radziwiłł s'occupait déjà en 1807 de la question polonaise en Prusse. Lehmann, *Freiherr von Stein*, t. II, p. 11.

sait alors Frédéric-Guillaume de prendre le titre de roi de Pologne, de manière à contrebalancer l'influence française, et de créer une armée nationale polonaise qui servirait, dans la guerre qui se préparait, à combattre Napoléon.

Il avait assisté au Congrès de Vienne, et quand il s'était agi des armoiries du Grand-Duché, il avait proposé que l'on adoptât l'aigle blanc avec le chiffre royal (1), mais on trouva cette idée « *bedenklich* » méritant réflexion. On finit par se décider à associer l'aigle blanc à l'aigle noir sur un même écusson.

Il avait signé avec les ministres Bülow et Boyen, le 7 avril 1815, la Convention relative aux officiers originaires du Grand-Duché de Posen qui avaient servi auparavant dans l'armée polonaise. Sur leur demande ils seraient admis dans l'armée prussienne avec leurs anciens grades et seraient traités comme les militaires des autres provinces annexées à la Prusse.

Le rôle que Frédéric-Guillaume assigna au prince Radziwiłł ne fut guère d'ailleurs qu'honorifique, et le pouvoir réel appartint au président supérieur du Grand-Duché, Zerboni di Sposetti (2).

En chargeant Zerboni d'organiser la nouvelle province, le gouvernement de Frédéric-Guillaume III avait été particulièrement bien inspiré. Le nouveau président était connu pour ses principes libéraux et la droiture de son caractère.

(1) Voigt Rhetz *Denkschrift ueber die politische Stellung*, p. 58.

(2) Zerboni était né à Breslau en 1766. Sa famille était catholique et d'origine italienne, son frère commerçant. Il fit ses études chez les Jésuites et à l'Université de Halle, où il suivit les cours de droit. Au début de sa carrière en Prusse Méridionale, il fut conseiller des domaines à Piotrków (1795). Auparavant il avait été conseiller de guerre (Kriegsrath) à Głogowa, en Silésie.

Sous le règne précédent il avait flétri le gaspillage honteux des biens de la couronne (les *Starostwa*) et les trafics scandaleux du ministre *Hoym* (1). Sa franchise et son courage lui avaient valu une disgrâce honorable. Dénoncé par *Hoym*, *Zerboni* fut arrêté par l'ordre de Frédéric-Guillaume II et enfermé dans la forteresse de Glatz le 17 septembre 1796. On avait trouvé dans ses papiers les statuts d'une ligue « *Evergetenbund* ». Accusé de haute trahison, il avait été emprisonné dans la forteresse de Magdebourg et jeté dans un cachot nauséabond et humide, où on lui avait refusé toute société et tout travail intellectuel. Remis en liberté par Frédéric-Guillaume III, il fut menacé d'une nouvelle arrestation pour avoir publié sans autorisation les actes de son procès.

(1) C'est une triste page de l'administration prussienne dans les dernières années du règne de Frédéric-Guillaume II.

Dans la Prusse Méridionale, le gouvernement s'empara des biens de la couronne (*Starostwa*) et des anciens domaines affectés à l'entretien de la table royale (*Tafelgüter*) et en disposa pour récompenser largement ses fidèles serviteurs.

De leur côté, les fonctionnaires trafiquèrent dans les départements de Varsovie, de *Kalisz* et de Poznań, de 241 biens seigneuriaux confisqués après l'insurrection de 1794. Ces biens avaient une valeur réelle de 20 millions de thalers. Ils furent évalués à 3 millions 1/2, et adjugés à des prix dérisoires (*Komornicki*, *La Pologne en Occident*, p. 178). Depuis le ministre *Hoym* et ses satellites, parmi lesquels un certain *Triebenfeld* (de la plus basse origine, autrefois chasseur dans les maisons polonaises et congédié pour des vols multiples) (*Christian Meyer*, *Die Provinz Posen*, p. 194), le général *Bischowswerder*, le valet de chambre royal *Rietz*, jusqu'au fils du chancelier *Goldbeck*, aux différents degrés de la hiérarchie, chacun eut sa part du gâteau.

Certains hôteliers de Berlin hébergeaient à prix réduit les fonctionnaires de l'Etat pour être compris dans la distribution des domaines ; si leurs espérances étaient déçues, ils réclamaient le paiement de ce qui leur était dû réellement. Des témoins oculaires s'étonnent que

En 1815, la mémoire de la droiture et de la fermeté de Zerboni était encore bien vivante dans la région qui avait souffert des dilapidations de Hoym, et sa nomination fut favorablement accueillie. Lorsque les premières divisions de l'armée prussienne occupèrent Poznań, elles ne trouvèrent aucune opposition de la part du pays, et la ville offrit même au général Thümen (1) un banquet où prirent part plusieurs centaines de convives ; le soir il y eut au théâtre une représentation de gala. Le 8 juin, le général Thümen et Zerboni di Sposetti prirent au nom du roi

la nation supporte tranquillement cette situation lamentable (*Materialien zur Geschichte*, p. 139). « On envoie en Pologne le rebut des fonctionnaires ; quelquefois ce sont des gens sans aveu, par exemple le landrath v. Navrath qu'on accuse d'avoir été incendiaire et d'avoir dévalisé les passants sur les grands chemins ; le conseiller Wargarsky qu'on accuse du meurtre d'un certain abbé Lniski, assassiné dans la maison du conseiller lui-même. Le président v. Appeln à Piotrków s'est suicidé après la découverte de ses fraudes. Le conseiller de guerre Denso est congédié pour avoir recouvré illégalement des impôts injustes. Le fiscal de la Chambre (Kammerfiscal) Schmakenburg et le fiscal de la vénerie (Jagdfiscal) Haym sont également congédiés à la suite de semblables méfaits. » On peut s'imaginer que de tels fonctionnaires n'ont pas entravé les opérations de Hoym et de ses comparses. Seuls Zerboni et son ami Held ont eu le courage de s'y opposer (Christian Meyer, *die Provinz Posen*, p. 197). Held, qui avait dénoncé ces scandales dans son ouvrage *Die wahren Jacobiner im preussischen Staat. Überall und nirgends*, 1801, connu sous le nom de « Livre noir », fut condamné pour lèse-majesté et pour offenses à deux ministres (Hoym et Goldbeck) à une année et demie de forteresse et destitué. On confond souvent ce livre appelé d'après la couleur de sa reliure et de sa tranche « Livre noir », avec le registre noir renfermant la liste des biens gaspillés dans la Prusse Méridionale, dont Held se servit pour sa défense et qui fut publié sans son autorisation dans *les Feuerbränden*.

(1) Thümen, qui jugeait ses forces militaires très faibles, par rapport au territoire du Duché, proposa, après l'occupation, pour en imposer au pays, de le faire parcourir constamment par de fortes patrouilles.

possession du pays. Le même jour, au son des cloches et au bruit des canons, après un office solennel célébré à la cathédrale, on procéda à la cérémonie de l'enlèvement des aigles polonais qui ornaient les édifices publics (1). Les Posnaniens envoyèrent d'assez bonne grâce, le 17 juin 1815, une députation qui rendit hommage au souverain à Charlottenbourg. Toutes les classes y étaient représentées à l'exception des paysans. Le prince Radziwiłł arriva à Poznań le 20 juillet. Aux portes de la ville, la foule détela les chevaux de son carrosse et le traîna jusqu'au palais de la lieutenance, au milieu du plus vif enthousiasme (2). Le 3 août, le serment de fidélité fut prêté dans les mains de Radziwiłł, à l'église paroissiale. Le texte du serment prescrit aux fonctionnaires administratifs du Grand-Duché de Posen prouve d'une façon irréfutable que le roi reconnaissait encore une distinction nette entre le Grand-Duché et les autres provinces de sa monarchie : « Je reconnais Sa Majesté le roi de Prusse pour souverain unique et légitime de ce pays, et cette partie de la Pologne qui est échue au roi de Prusse, en vertu du Congrès de Vienne, pour ma patrie, en m'engageant à la défendre au prix de mon sang, contre toute force oppressive, contre chacun et en quelques circonstances que ce soit (3). »

Les textes sont précis et ils indiquent avec une lumineuse netteté que, d'après le roi lui-même, le Grand-

(1) On recula cependant devant la difficulté d'enlever l'énorme aigle blanc qui dominait la tour de l'hôtel de ville, et il a continué de planer sur la cité jusqu'à nos jours où, noirci par le temps, il peut donner l'illusion de l'aigle de Prusse.

(2) Malgré ce que dit Treitschke quant à la méfiance des habitants à l'égard du gouverneur *Mein*, vol. II, p. 246.

(3) Żychliński, *Histoire des Diètes*, vol. I, p. 19.

Duché de Posen était la seule patrie de ses fonctionnaires polonais et qu'il n'exigeait leur dévouement que pour cette partie distincte de sa monarchie.

Comme d'autre part le serment était postérieur à la proclamation du 15 mai et qu'il était exigé des agents du pouvoir, il acquérait une importance décisive. C'était en quelque sorte l'interprétation officielle qui autorisait les habitants à ne voir dans la formule antérieure qu'une déclaration sans valeur précise.

Radziwiłł prononça, à l'occasion de la prestation du serment hommagial à Poznań, un discours (1) où il se montra des plus circonspects. Il commença par rappeler les bouleversements que l'Europe avait traversés depuis un quart de siècle ; « Pour mettre fin à cette période de troubles et rétablir un ordre régulier et solide, tous les peuples ont été condamnés à de cruels sacrifices. Il a été impossible de restaurer dans toute son intégrité un passé trop lointain ; on aurait exposé l'avenir à de nouveaux dangers. Les souverains, même les plus dévoués à leurs sujets, ont été obligés de céder des provinces qui leur appartenaient depuis des siècles. Quant à vous, habitants du Grand-Duché de Posen, en vertu des traités solennels garantis par l'Europe entière, vous devez former une partie distincte, mais inséparable de la monarchie prussienne à laquelle votre sort doit être désormais attaché. Acceptez les conditions nouvelles que nous imposent un accord unanime et l'intérêt général de l'Europe. Rejetez les illusions dangereuses. Considérez les avantages que vous garantit le nouvel ordre de choses, comprenez les devoirs qui y sont attachés et dont l'accomplissement seul peut assurer votre bonheur. C'est

(1) Publié à Poznań, 1866, librairie de Kaminski et Cie.

là ce que conseille la raison et ce qu'exige l'intérêt national. » Le lieutenant-général fit ensuite l'apologie de la Prusse, de son organisation sociale, de sa liberté civile, du courage et du patriotisme de ses armées, de sa civilisation avancée et de ses institutions : « Acceptez, dit-il, avec reconnaissance les décrets de la Providence qui vous unit à un tel royaume. Tenez fidèlement le serment que vous allez prêter, et, tout en conservant la langue, les traditions, les coutumes polonaises, attachez-vous sincèrement au nouveau souverain. »

A la fin de la cérémonie, Radziwiłł prit de nouveau la parole. Il rappela que dans la Prusse Méridionale, au moment de la seconde occupation, la prospérité matérielle s'était rapidement développée grâce aux sages institutions introduites par l'administration de Frédéric-Guillaume II. « Sa Majesté, dit-il, est résolue à suivre les mêmes principes administratifs que l'expérience a consacrés. Sa volonté est aussi que vous jouissiez des bienfaits de la constitution future qu'il a promise à ses peuples et des droits des citoyens. Elle a l'intention de confier à vos compatriotes, selon leurs capacités, des fonctions gouvernementales. En m'investissant d'une nouvelle dignité dans la monarchie prussienne, elle connaissait à la fois mon dévouement et mon zèle pour sa personne et la part que je prends, comme Polonais, aux intérêts polonais. Elle a voulu manifester ses intentions bienveillantes en me chargeant de veiller sur toutes les affaires du pays. Elle daigne ajouter à mes attributions la convocation des diétines et de la diète provinciale, la présidence dans les élections des représentants et dans les délibérations de la diète, la surveillance des fonctions et des institutions nationales du pays. Sa Majesté daigne aussi me faire participer aux affaires concernant

les lois et l'organisation de la province, à la détermination des limites des cantons et des départements, s'il en est besoin. Sa Majesté m'honore encore de la charge de recevoir des pétitions, de proposer le clergé pour les dignités supérieures ainsi que de proposer les fonctionnaires aux divers degrés de la hiérarchie gouvernementale à partir du rang de conseiller de district (Landrath). Sa Majesté daigne enfin m'investir de l'octroi des titres, ordres, décorations, dignités, honneurs de toutes sortes et du droit de grâce dans la province. En considérant, chers compatriotes, toutes ces attributions, vous verrez qu'elles concernent tout ce qui peut établir l'ordre public, garantir l'intérêt général et le bonheur particulier. Tous mes efforts auront pour but d'assurer ces salutaires résultats. Je ne saurais, ajouta le prince en terminant, vous donner une meilleure preuve des bienveillantes intentions de mon roi qu'en vous citant les paroles qu'il m'a écrites : « Tu me concilieras l'amour de mes sujets par la stricte observation de la justice et de l'ordre ainsi que par une protection effective. »

Ce qui ressort clairement de cette cérémonie, comme de tout ce que nous savons des premiers jours de l'occupation, c'est que les Polonais étaient prêts à accepter loyalement la domination de Frédéric Guillaume III. On n'aperçoit aucun indice de résistance, on n'entend aucune note discordante. Les promesses du Roi relatives à la protection de la nationalité polonaise avaient été accueillies avec confiance et elles semblaient suffisamment garanties par la nomination de Radziwiłł et de Zerboni. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les crises terribles des dernières années avaient épuisé les courages. Depuis 13 ans, c'est-à-dire depuis le premier partage de la Pologne en 1772, le

pays avait traversé tant de péripéties qu'il était à bout de forces. Sans doute l'on ne désespérait pas de revoir des jours meilleurs; mais les Polonais, s'ils n'abdiquaient pas leurs espérances nationales, les ajournaient. Ils sentaient qu'ils avaient besoin, avant de rien entreprendre, de se refaire, ils acceptaient la trêve qui leur était indispensable; ils comptaient sur l'appui matériel et moral de l'Allemagne pour développer les ressources du pays. Il eût suffi de quelque intelligence et de quelque probité pour transformer en loyalisme sincère ces bonnes volontés confiantes.

En face de ces dispositions pacifiques, le gouvernement prussien, en dépit des assurances de quelques-uns de ses agents, restait soupçonneux et sourdement hostile. Le général Thümen rêvait volontiers de conspirateurs et de trahison. Afin d'exercer une surveillance permanente sur les habitants, Thümen proposa à Zerboni d'instituer dans les places importantes du Grand-Duché de Posen la charge nouvelle de commandant d'étape (Etapēnkōmāndanten). Zerboni s'opposa à cette mesure. Il s'opposa plus vivement encore à la proposition que lui fit Thümen d'organiser immédiatement la gendarmerie à la manière prussienne pour surveiller directement les seigneurs (1).

Zerboni avait des vues plus larges parce qu'il avait le cœur plus haut; il se consacra loyalement à donner au nouveau Duché une organisation qui favorisât son développement normal. L'administration du Duché de Varsovie avait été calquée sur le régime français. Des départements, gouvernés par un préfet, assisté d'un conseil départemental, étaient divisés en districts administrés par

(1) Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 49.

des sous-préfets qui avaient à côté d'eux un conseil de district. Les communes urbaines avaient à leur tête des maires et des conseils municipaux. Dans les communes rurales, le bailli (wójt) était assisté des échevins (Ławnicy). Zerboni substitua à ce régime napoléonien l'administration prussienne. Le pays fut divisé en deux régences (Regierungsbezirk) (1), Poznań et Bydgoszcz, qui eurent à leur tête des présidents, assistés d'une commission collégiale (Kollegialisch gebildete Regierungs-Kommission).

Dans les 26 districts, l'administration ne fut pas entièrement transformée : les landrätthe remplacèrent les sous-préfets ; ils étaient généralement choisis parmi les propriétaires fonciers, proposés par le Statthalter, nommés par Zerboni. Dans leurs attributions rentrait la police et tout ce qui concernait l'ordre et la sécurité publique. Ils avaient sous leur autorité les municipalités, les maires et les baillis ainsi que les Dorfschulze. Mal rétribués, leurs traitements étaient si précaires qu'ils ne suffisaient pas pour couvrir les frais de bureau et de déplacement. Ils devaient donc en partie recourir à leurs ressources personnelles (2).

De l'ancien système, on garda les maires et les baillis (Wójt) à la tête des communes, mais leurs conseils furent supprimés. Les fonctions de baillis furent exercées géné-

(1) Chaque régence comprenait trois sections : la 1^{re} pour les affaires intérieures ; la 2^e pour les cultes et l'instruction ; la 3^e pour les impôts, les domaines et les forêts.

(2) Les Landrätthe touchaient pour les frais de bureau 60 thalers, pour les frais de déplacement 150 thalers, pour l'entretien d'un greffier 260 thalers. M. Meyer, *Mittheilungen aus der Geschichte der Königlichcn Regierung* (Jahrbuch des historischen Vereins des Netzdistríkts), Bromberg, 1886.

ralement par les propriétaires fonciers. La direction générale de la province appartenait au Président supérieur Zerboni qui, dans toutes les affaires importantes, s'adressait directement au roi et aux ministres, sans l'intermédiaire de Radziwiłł. Ses attributions comprenaient : « La haute main sur toute l'administration de la province, la décision sur les mesures à prendre dans les circonstances urgentes, la surveillance du clergé catholique pour que, dans l'exercice du culte, il respectât les droits de la famille royale » (1).

A côté du Président supérieur et des autorités judiciaires et administratives qui relevaient directement de lui, l'autorité ecclésiastique était exercée par l'archevêque, chef du clergé catholique dans les diocèses de Poznań et de Bydgoszcz, ou par l'évêque et le consistoire protestant.

Les forces militaires dépendaient du général commandant le 5^e corps d'armée.

Les services des forêts, de la perception des impôts, de l'hygiène, de l'instruction, etc., étaient confiés à diverses commissions administratives.

Dans les tribunaux, au Code Napoléon qui régissait jusqu'alors le Duché de Varsovie, on substitua la loi prussienne, le Landrecht, comme au temps de la Prusse Méridionale (en 1797), mais avec quelques modifications.

Zerboni, en annonçant que la loi prussienne allait

(1) « Przestrzeganie praw panującego w rzeczach kościoła katolickiego ». Le texte ne détermine pas d'une manière précise la nature de ces droits. Il s'agissait probablement pour le président supérieur de veiller à ce que le clergé catholique n'usât pas de son influence sur les fidèles pour les détourner de leurs devoirs envers le roi de Prusse protestant. Plater, *Description historique et statistique du Grand-Duché de Posen*, p. 100 ; Rumpf, *Preussische Monarchie*, p. 56.

rentrer en vigueur, à la réserve cependant des droits des paysans qui seraient maintenus temporairement tels qu'ils étaient réglés par la constitution du Duché de Varsovie.

Pour la justice aussi, on traita le Grand-Duché de Posen comme une province spéciale (*besondere*).

La Haute Cour d'appel à Poznań fut composée d'un premier président, de deux présidents, de 15 conseillers et de 4 assesseurs ; elle jugea en dernier ressort les causes civiles et criminelles.

Au-dessous, deux *Oberlandgerichte*, un pour la régence de Bydgoszcz et un pour celle de Poznań. Ils comprenaient des présidents, des vice-présidents, des conseillers. Dans leur compétence rentraient toutes les affaires relatives au domaine de l'Etat et aux biens des particuliers dans le cas où les objets en litige dépasseraient 5.000 thalers. Ils formaient la seconde instance dans les causes criminelles et décidaient en première instance dans les affaires entraînant la peine de mort, la perte de la noblesse, la destitution des fonctions, les amendes au-dessus de 5.000 thalers, l'amende équivalente à l'emprisonnement de dix ans. Toutes les autres causes étaient confiées aux *Landgerichte*.

Enfin, au dernier échelon étaient les justices de paix, qui avaient pour tâche la conciliation des parties ; leur compétence s'étendait aux causes dont l'objet ne dépassait pas la valeur de 50 thalers, les affaires de tutelles et d'héritages au-dessous de 200 thalers. Elles devaient décider des arrestations dans les affaires criminelles (1).

On voit que les transformations opérées dans l'organi-

(1) Karl Martell, *Beiträge zur Geschichte der Gerichtsorganisation in der Provinz Posen*, *Zeitschrift der historischen Gesellschaft für der Netzdistrikt*, Jahrgang XVIII, p. 58, Posen, 1903.

sation judiciaire se réduisaient à modifier la constitution des tribunaux. Du régime français, les juges de paix se trouvaient maintenus ; seulement leur nombre était augmenté, les tribunaux de simple police et les tribunaux civils et correctionnels étaient remplacés par les Landgerichte.

Les villes seigneuriales passèrent sous la juridiction royale.

Ce qu'il y avait d'essentiel dans ces changements, c'était qu'on instituait à Poznań même, une Haute Cour d'appel propre à la province. Tandis que, sous le régime antérieur, les recours en dernière instance venaient devant la Cour de cassation supérieure de Varsovie, désormais les affaires ne relevaient d'aucune juridiction extérieure au Grand-Duché de Posen.

Pour la procédure, on maintint avec certaines modifications l'enquête publique et personnelle introduite avec le Code Napoléon.

La langue polonaise serait conservée dans toutes les transactions judiciaires ; la langue allemande ne serait employée que dans les arrondissements où elle prédominait réellement. Cependant, dès 1817, par le règlement du 9 février, on réservait à la langue allemande quelque priorité dans certains cas : par exemple les tribunaux civils et militaires devaient l'employer exclusivement quand ils s'adressaient aux autorités supérieures judiciaires (1) (§ 144).

De plus on devait se servir exclusivement de l'allemand toutes les fois que les deux parties, ou même seulement le demandeur le connaissaient, et aussi quand elles ne

(1) Dr Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 49, 50.

savaient pas bien l'une des deux langues du pays (§§ 146, 150).

Enfin, en cas d'absence des intéressés, l'avocat pouvait plaider en allemand.

Résolu à tenir les engagements pris dans le protocole de Vienne du 7 avril 1815, Zerboni avait promis de choisir les fonctionnaires administratifs et judiciaires parmi les habitants du Grand-Duché de Posen. Les présidents des Landgerichte pouvaient être pris parmi la noblesse indigène.

La nomination de Gorzeński, ancien conseiller du tribunal, à la présidence de la Cour d'appel, semblait indiquer que, conformément à la parole royale, les fonctions publiques seraient effectivement confiées aux Polonais. Malgré cela, on aperçoit nettement dès le début les défiances du gouvernement qui s'applique à concentrer l'autorité réelle dans les mains allemandes.

Radziwiłł n'avait qu'un rôle représentatif à côté de Zerboni, vrai gouverneur du Grand-Duché. De même Gorzeński, président de la Cour d'appel, n'eut guère que des fonctions de parade et ce furent des Allemands qui, comme directeurs ou vice-présidents des tribunaux furent les vrais chefs de la juridiction dans la province. Pour être directeur et vice-président du Landgericht, il fallut désormais avoir exercé des fonctions judiciaires en Prusse (1) ; par conséquent c'étaient des carrières réservées aux Allemands.

L'organisation des tribunaux fut confiée à Schönermarck, originaire de la province du Rhin, second président de la Haute Cour d'appel.

(1) Karl Martell, *Beiträge zur Geschichte der Gerichtsorganisation in der Provinz Posen*, p. 56.

Zerboni avait trouvé en lui un collaborateur qui comprenait ses désirs et dont les tendances s'accordaient avec les siennes ; il arriva même à Schönermarck de montrer plus de confiance et de générosité que le président. Zerboni, hanté par le souvenir des défections de 1806, avait ainsi proposé d'exiger des fonctionnaires une déclaration écrite par laquelle ils s'engageraient à remplir fidèlement leurs devoirs envers la patrie et le royaume. Hardenberg s'inquiéta de l'impression défavorable que ne manquerait pas de produire une exigence aussi singulière. Il demanda l'avis de Schönermarck. « Je considère la contre-lettre comme superflue, lui répondit celui-ci le 26 juillet 1816, et, seules, les circonstances confuses de la politique actuelle ont pu suggérer une telle idée, mais on ne peut sérieusement songer à l'appliquer comme moyen d'empêcher les parjures, car celui qui manque à sa fidélité peut trouver des excuses (1). »

La réforme des tribunaux, entreprise par Schönermarck, fut exécutée selon les promesses données par Zerboni dans sa déclaration. La langue polonaise fut employée, comme nous l'avons vu précédemment, pendant les premiers temps conjointement avec la langue allemande dans la juridiction et l'administration. Le journal officiel du gouvernement, *Amtsblatt der Regenz Posen*, fut rédigé en allemand et en polonais.

Les manifestations de la bonne volonté gouvernementale furent cependant de courte durée ; nous en avons la preuve dans les relations du major de Royer Luehnes, accrédité comme aide de camp et conseiller militaire à la Cour de Radziwiłł et dont le rôle véritable était d'exercer

(1) Voigt Rehtz, *Denkschrift über der politische Stellung der Provinz Posen*, p. 72, Berlin, 1849.

un contrôle discret sur la conduite du lieutenant-gouverneur (1). Ce témoin oculaire, choisi comme surveillant du prince Radziwiłł et de la province, dans son rapport du 3 octobre 1816, reproche aux magistrats leur pédantisme et leur attachement à la lettre des formules (2).

(1) Il s'exprime lui-même ainsi : « J'étais l'oreille et l'œil de Son Altesse » (le Chancelier Hardenberg) « Elle comptait sur moi pour connaître la vérité comme si elle était sur les lieux (Manfred Laubert), *Berichte des Majors Royer, 1816-1817*, p. 83. Royer, d'origine française, avait passé une partie de sa vie comme chambellan à la cour du prince Henri et ensuite à celle de Ferdinand Auguste Hohenzollern, père de la princesse Louise Radziwiłł. Sa situation à Poznań n'était pas stable et ses fonctions étaient regardées seulement comme provisoires. Déjà en 1816, lorsqu'il dressa l'état des fonctionnaires, Frédéric Guillaume III remarquait que Royer ne devait pas avoir de successeur. Pendant deux ans, ses services parurent nécessaires pour renseigner le gouvernement sur l'attitude de l'autorité et sur les opinions des habitants, mais ensuite sa mission fut considérée comme achevée.

Son caractère, tel qu'il se révèle à travers ses rapports, ne paraît pas avoir été très élevé, mais ils indiquent un esprit libéral et un sens politique très fin. Percevant nettement le danger russe, pour le prévenir il voulait concilier les Polonais à la Monarchie prussienne ; leur attachement pour Napoléon lui semblait une vraie garantie de leur sincère fidélité.

(2) Suivent quelques réflexions sur l'organisation de la nouvelle province : sûrement, écrit-il, le système de laisser aux administrateurs la latitude nécessaire pour modifier les mesures prises, selon le temps, selon les lieux, selon les hommes, sûrement ce système est aussi onéreux qu'honorable pour les administrateurs. Il leur impose de bien plus grands devoirs. Il les soumet à une grande responsabilité ; il exige d'eux bien plus de lumières, de qualités personnelles, de talent, de dévouement. L'administration d'une nouvelle province n'est plus un simple rouage d'une grande machine mue par une seule force ; il y a là encore un ressort particulier dont il faut soigneusement surveiller l'emploi, qu'il faut craindre de casser en voulant le forcer, et dont il ne faut pourtant pas négliger de tirer le service qu'il peut rendre au reste de la machine.

A propos du personnel judiciaire, il ajoute qu'on se plaint de ce que l'élément polonais est supplanté et remplacé par des fonctionnaires allemands malgré les assurances de la patente royale de 1815.

Royer ne s'exprime pas avec plus d'enthousiasme sur le lieutenant général. D'abord la nomination de Radziwiłł à ce poste ne l'enchanté pas : les Polonais y attachent trop de prix et les Allemands le considèrent comme un intrus chargé de surveiller leurs compatriotes (1).

Dans la lettre du 15 décembre 1816, Royer se plaint aussi du peu d'harmonie qui règne entre les fonctionnaires et de l'absence d'un plan unique.

« Le but que Votre Altesse s'est proposé n'est donc point encore atteint, l'administration de cette province ne présente point encore à ses habitants un ensemble respectable. »

Les relations entre Zerboni et Thümen étaient en effet très tendues ; l'esprit libéral de Zerboni s'accordait mal avec la méfiance du général commandant qui voulait aper-

(1) « Beaucoup de méfiance, beaucoup de mécontentement, dit Royer, doit naître de cette disposition des esprits et par conséquent nuire essentiellement au but que s'est proposé votre Altesse, et Sa Majesté, en désignant le prince Radziwiłł pour cette place. Tel que je le connais, il n'est pas l'homme qui, par de justes mais fermes mesures, saurait maintenir son autorité contre les échecs qu'elle pourra recevoir de l'administration. Le prince n'est pas l'homme non plus qui pourrait promptement détruire les préventions que sa naissance doit inspirer contre lui aux Allemands. Avec les intentions les plus pures, il augmentera peut-être, au lieu de la diminuer, cette fâcheuse méfiance qu'ils ont de lui. Quel peut être le résultat de ce que je viens d'exposer à Votre Altesse ? Que la dignité dont le prince est revêtu sera bientôt avilie aux yeux de ses compatriotes. Les Polonais diront et le lui ont peut-être déjà fait entendre : on n'a voulu que nous amuser par de trompeuses promesses, et c'est vous qu'on a choisi pour mieux nous abuser ! »

cevoir partout des menaces de révolte. L'incident suivant (1) permet de se faire une idée de la disposition de ces deux autorités gouvernementales : le 30 avril 1816, les postes militaires de la ville furent renforcés et munis de cartouches. Des patrouilles et des gendarmes parcouraient les rues, et, la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, la garnison de Poznań prit les armes et fut dirigée sur le faubourg de Wilda. A l'île de la cathédrale, on amena à midi deux canons, gardés par une forte escorte. Sur la place d'armes on mit en batterie six canons, et deux obusiers chargés sur la place des exercices. Le 2 mai, Thümen, par l'intermédiaire du commissaire de guerre Holder-Egger, demanda au président un fonds supplémentaire pour la concentration des troupes dans la province ; il motivait sa démarche par le besoin de rassembler les troupes. Zerboni répondit qu'il ne s'exposerait pas à prendre cette responsabilité avant de savoir la cause de cette mesure.

Alors le commandant Thümen, s'adressant au chef de police Hassforth, l'invita à faire arrêter tous ceux qui parlaient d'un complot afin qu'on pût tirer d'eux des indications plus précises.

Hassforth, ne voyant aucun indice qui annonçât des événements extraordinaires ni aucune fermentation des esprits, supposa que Thümen voulait par là justifier ses mesures hâtives contre un danger imaginaire et demanda conseil à Zerboni. Le président, qui craignait de jeter le ridicule sur les autorités prussiennes et qui redoutait surtout que ces incidents ne fussent exploités par le gouvernement de Varsovie, s'attacha à en réduire l'importance et s'efforça de faire croire qu'il ne s'agissait que de simples

(1) Cité par Manfred Laubert dans les *Historische Monatsblätter für die Provinz Posen*, 1904, p. 88.

exercices de la garnison. Cependant des nouvelles inquiétantes étaient arrivées à Berlin, et le chancelier, par estafette, demanda des renseignements au président. En dernière analyse, on s'aperçut que toute l'agitation de Thümen avait son origine dans une conversation qu'avait surprise le capitaine de recrutement de la Landwehr. Il avait entendu des Polonais dire : Le premier mai nous irons contre les Prussiens (1) (gegen die Preussen); « na Prusaków. » Cela ne suffisait peut-être pas à justifier les alarmes du général.

A ce moment, il y avait dans l'administration du Grand-Duché de Posen, comme dans le gouvernement de Berlin, deux courants qui se manifestaient très nettement. Zerboni, Schönermarck, Royer, sans cesser de faire passer avant tout les intérêts prussiens et pour favoriser ces intérêts mêmes, voulaient qu'on pratiquât une politique de conciliation. Sans doute il n'entrait pas dans leur pensée d'entretenir les Polonais dans des illusions inutiles et dangereuses, et ils étaient fort éloignés de vouloir encourager l'espoir de l'indépendance parmi les nouveaux sujets de Frédéric-Guillaume III; mais ils regardaient comme nécessaire de contrebalancer l'influence russe, et pour cela de gagner la confiance de la population.

L'autre courant, représenté par Thümen, s'inspirait d'opinions absolument opposées. Ces divergences avaient d'ailleurs moins leur origine dans l'opposition des convictions que dans celle des tempéraments. Thümen était

(1) Zerboni supposa à juste titre que le capitaine, qui avait l'oreille dure, avait confondu na Prusaków avec do Prusaków, c'est-à-dire que les Polonais voulaient simplement dire : le 1^{er} mai nous irons chez les Prussiens, puisqu'à cette date, ils devaient être enrôlés dans la milice territoriale.

un militaire, qui ne comprenait que la discipline de la caserne : les Polonais étaient des sujets, ils n'avaient qu'à obéir.

La modération et la bienveillance témoignées par Zerbini aux habitants du Grand-Duché ne s'expliquent pas uniquement par la générosité naturelle du Président ni même par les tendances libérales que représentait son chef, le chancelier Hardenberg. — Le Tzar Alexandre I^{er} ne négligeait rien pour se concilier les sympathies des Polonais, il était tout naturel que la cour de Prusse crût sage de ne pas provoquer de trop fâcheuses comparaisons. Il s'établit ainsi entre les cabinets de Pétersbourg et de Berlin une sorte de rivalité qui profita aux Polonais. On peut supposer que c'est aussi bien à cette rivalité qu'au protocole spécial du 7 avril 1815, signé par les ministres prussiens (Bülow et Boyen), russes et autrichiens (1), que l'on doit attribuer les démarches de Frédéric-Guillaume III auprès du général Kosiński. Par l'entremise du ministre de la guerre Boyen, le roi proposa au général d'entrer dans l'armée prussienne avec le grade de général lieutenant. Si jamais Alexandre se laissait en apparence forcer la main par ses sujets de Varsovie et essayait d'achever la restauration de la Pologne, le meilleur moyen de déjouer son projet n'était-il pas d'opposer à ses Polonais d'autres Polonais ?

C'était l'idée des libéraux, des Hardenberg, des Knesbeck, des Boyen. Mais la volonté du souverain toujours hésitante ainsi que son amitié personnelle pour Alexandre I^{er} contrecarrait la politique de ses ministres, et c'est son

(1) Il assurait au Grand-Duché de Posen des régiments nationaux d'infanterie et de cavalerie en proportion des forces du pays, sous le commandement d'un officier polonais.

opposition qui empêcha la formation d'une armée nationale dans le Grand-Duché.

D'ailleurs ce projet était contraire aux conceptions personnelles du roi. En effet, Frédéric-Guillaume III, à ce point de vue, n'avait d'autre théorie que celle de Frédéric II ; il n'imaginait pas d'autre armée que l'armée du roi. Même la Landwehr prussienne lui inspirait des défiances et il finit par se séparer de Boyen.

On tenait pourtant à Berlin, à faire entrer dans les armées prussiennes un général polonais aussi éminent que Kosiński, et on espérait que son influence et son exemple engageraient ses compatriotes dans la même voie.

Le général Kosiński était alors le personnage militaire le plus en vue dans le Grand-Duché de Posen (1).

Sa brillante carrière militaire, ses sentiments patriotiques attiraient nécessairement l'attention sur lui. Les administrateurs prussiens comptaient sur lui pour contrebalancer près des vétérans de Napoléon l'action de Dombrowski, qu'Alexandre I^{er} avait nommé palatin et général.

Il semble avoir longuement hésité avant d'accepter le grade de lieutenant général prussien, et il ne s'y décida que dans l'espoir d'être utile à son pays.

Dans le courant de la correspondance (2) qui s'engagea

(1) Amilkar Kosiński, né en Posnanie en 1769, quitte le pays en 1794 et s'enrôle dans l'armée italienne de la République française. Lorsque les légions polonaises sont organisées par le général Dombrowski, Kosiński est nommé chef de bataillon. Chef de brigade en 1803, il prend part aux campagnes de 1807 et 1809. Général de division en 1812, il commande près du Bug un corps formé de la garde nationale et de la *pospolite*. Il reçoit la croix de commandant *virtuti militari*.

(2) La correspondance d'Amilkar Kosiński publiée à Poznań, 1861, librairie Żupański.

entre lui et les autorités militaires et dont il faut citer les pièces capitales pour se rendre exactement compte des tendances gouvernementales, il est impossible d'apercevoir aucune trace des arrière-pensées que lui ont attribuées certains historiens qui le soupçonnent d'avoir songé à former dans le Grand Duché une armée polonaise pour la réunir un jour à l'armée du Royaume et chasser à la fois les Russes et les Prussiens.

Très indifférent aux avantages matériels et aux honneurs il ne nous apparaît dominé que par des considérations patriotiques (1).

Quand Frédéric-Guillaume III lui offrit le grade de lieutenant général dans l'armée prussienne (2), Kosiński-

(1) Lettre au ministère de la guerre, le 19 décembre 1816. Ecrite en français. « Le brillant de la gloire et les honneurs qui nous séduisent dans la jeunesse n'ont plus la même force pour un homme blanchi sous le casque, dont la santé est délabrée par de longs et pénibles travaux militaires, et auquel les malheurs nationaux inspirèrent une sorte d'aversion pour la vie publique ; il me faut, M. le ministre, pour renoncer au bonheur domestique, des motifs plus puissants, un but plus solide, une perspective d'une utilité majeure, et telle que j'ai eu l'honneur de vous exposer dans ma précédente du 29 novembre. Mais Votre Excellence m'assure que cette lettre fut soumise aux yeux du roi, qu'en conséquence Sa Majesté daigne m'agréer à son service, que je dois être placé comme je le désire. »

(2) Lettre de Frédéric-Guillaume III à Kosiński du 9 janvier 1817 : « J'ai reçu avec une satisfaction parfaite votre déclaration en date du 19 du mois passé, dans laquelle vous prononcez le désir d'entrer dans mes armées.

« La gloire qui vous distingue m'est garante de la sincérité de vos sentiments, et je suis charmé de m'attacher un général de votre mérite. Si, pour le moment, je n'ai pas une sphère d'activité convenable à vous offrir, je me propose au moins d'y penser. Le ministre de la guerre est chargé de vous communiquer l'état de vos appointements ; au reste vous entrez dans mes armées comme lieutenant général, qualité correspondante à celle que vous occupez actuellement.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

ki, malgré les réserves inquiétantes des engagements royaux, put se juger autorisé à croire que le roi de Prusse était disposé à constituer une armée polonaise.

Il ne se livrait pas cependant sans réserve et se demandait visiblement si le gouvernement prussien ne cherchait pas uniquement à le compromettre.

Il ne s'expliquait pas ainsi la hâte qu'on mettait à l'inscrire dans les cadres de l'armée prussienne puisqu'on n'avait pas encore de fonctions à lui confier. Ne voulait-on pas simplement soulever contre lui les soupçons et la colère du chef de l'armée du royaume de Pologne, le grand duc Constantin. Il était visiblement préoccupé de la crainte qu'on ne le soupçonnât de s'être laissé acheter par la Prusse.

Aussi demande-t-il qu'on attende pour déterminer son traitement qu'on ait trouvé l'occasion de l'employer activement. Il se montre froissé de certains termes contenus dans les lettres du roi et du ministre (1).

(1) On y parlait de l'accomplissement de son désir, alors que la proposition d'entrer au service de Frédéric-Guillaume était venue de Berlin.

Lettre du 28 janvier 1817 écrite en français au major Royer :

« Vous serez étonné, cher major, d'apprendre que la missive du Roi et celle du ministre m'ont causé une surprise et même plus de peine que de surprise. Rappelez-vous que le général Thümen me fit part de la décision du ministre, touchant ma pension, au moment de votre départ ; par conséquent je n'ai pas pu écrire à Varsovie plus tôt que le 16 pour en prévenir la commission du Trésor du royaume, et une déclaration (en conformité de l'article 12 du traité de Vienne) adressée au lieutenant du royaume n'est datée que du 20 courant. Cependant la nomination dont le roi daigne m'honorer date du 9 du même mois, et si cette nomination est annoncée à l'ordre du jour de l'armée comme il y a lieu à craindre, elle peut donc être connue au grand-duc avant ma déclaration. Vous connaissez ses sentiments, pensez ce qui peut en résulter... J'en frémis et avec d'autant plus forte raison, que ceux à qui est la faute sont invulnérables, et il faut pour les convenances que tout tombe sur moi, que je devienne vic-

Divers incidents accrurent la défiance de Kosiński et ne lui permirent guère de se faire d'illusion sur les intentions du roi relativement à l'organisation militaire du Grand-Duché et sur le rôle qu'il lui réservait. Au mois de mai de 1817 (1), le général Thümen fut chargé de proposer

time expiatoire. Et pourquoi cette précipitation ? Le roi exprime dans sa lettre, avec une extrême bonté, sa satisfaction de me voir sous ses drapeaux ; mais il dit en même temps que, pour le moment, il n'a pas une sphère d'activité convenable à m'offrir, ce qui veut dire à peu près que, pour le moment, je suis inutile pour le service de Sa Majesté. J'aurais donc dû rester *in petto* jusqu'à ce que cette sphère d'activité ne se fût étendue. Croit-on que 4.000 thalers d'appointements peuvent servir de stimulant à mes affections ? Mais je vous jure, sur tout ce qu'il y a de plus sacré pour les hommes d'honneur, que de tous les défauts qui ravalent l'humanité, celui d'un vil intérêt m'est totalement inconnu ; je n'ai même pas l'idée des sensations qu'il peut produire. Au contraire, cette corde touchée dans la lettre du roi et dans celle du ministre de la guerre m'a tellement choqué que, si je ne croyais pas ce style comme celui d'usage, je l'aurais prise pour une offense. Je n'ai jamais envisagé les appointements que comme la restitution des frais que le service impose. Aussi vous me donnerez la plus grande preuve d'amitié en engageant le ministre de se désister de la désignation des appointements, donations et de tels émoluments, avant qu'il ne trouve l'occasion de m'employer activement.

« Le Roi, dans sa lettre, parle de ma déclaration du désir d'entrer dans ses armées ; le ministre, de ma requête à Sa Majesté, de l'accomplissement de mon désir. Je me flatte, cher major, que vous me connaissez trop, pour ne pas me croire, ni si présomptueux, ni si sot à me formaliser de ces expressions ; je les avouerais volontiers si c'était l'exactitude de la vérité. Vous qui connaissez aussi bien que moi toutes les pièces que j'ai écrites dans cette affaire, pourriez-vous m'indiquer, et cette déclaration des désirs simples et nets de ma part, et cette requête présentée au Roi ?... Serait-ce le langage de cette sphère élevée ?... Ou bien est-ce celui d'une circonspection politique pour le cas de tout événement ?... Tâchez, si vous le pouvez, de m'expliquer cette énigme qui met en torture mon esprit ? »

(1) L'ordre du cabinet publié par le général Thümen dans l'*Amtsblatt* du 13 mai 1817 annonçait que le roi, comme nouvelle preuve

les officiers pour l'escadron de la garde qui devait être recruté parmi les habitants du Grand-Duché.

Kosiński se plaignit. On essaya de lui démontrer que ses susceptibilités étaient excessives. « La formation d'un escadron de la landwehr était arrêtée avant votre nomination, écrivait le major Royer (1), et la proposition à faire de quelques officiers est un objet de si peu d'importance qu'il n'est pas étonnant que l'on n'ait pas eu recours pour cela au général Kosiński. Il y avait une activité un peu plus importante à lui confier. Mais les idées n'étaient pas encore arrêtées sur ces soins graves à lui confier ; sa nomination avait fait une sensation trop forte pour qu'on ne fût pas inquiet de l'effet qu'elle aurait produit sur un gouvernement ami contre lequel déjà on la représentait comme dirigée ; les idées elles-mêmes n'étaient pas discutées et mûries par tous ceux qui étaient appelés à en juger l'utilité ou à se prononcer sur elles : voilà en gros les causes de votre inactivité. Le prince Radziwiłł se joint à moi pour vous demander patience, il travaille beaucoup pour vous, je lui dois cette justice, mais il a tant à faire sous tous les rapports. »

La réponse du général Kosiński prouve qu'il n'avait pas été convaincu par les raisons qu'on lui objectait.

Il craignait la mauvaise impression produite dans le pays par la nouvelle que le gouvernement, qui n'avait

de sa bienveillance, ordonnait qu'un escadron de la garde à cheval de la milice territoriale fût formé par les habitants du Grand-Duché. Cet escadron comme la garde de la landwehr des autres provinces, devait être incorporé au corps de la garde et des grenadiers et séjourner tantôt à Berlin, tantôt à Poznań. Les grades d'officiers seraient occupés par des habitants de la province et la proposition des officiers appartiendrait au général Thümen.

(1) Ecrit en français.

pas de fonction à lui offrir, avait confié cependant à d'autres (1) le droit important de choisir les officiers.

Chaque mois qui s'écoulait augmentait sa défiance.

Le 16 décembre 1817 il envoya une nouvelle lettre au ministre de la guerre Boyen pour lui rappeler sa position des plus équivoques envers ses compatriotes : « Tout doit avoir son terme, écrit-il, et il est temps qu'un dénouement quelconque m'explique le rôle énigmatique que je joué depuis un an et qui ne m'étonne pas moins moi-même que les spectateurs. » (2)

Il s'adressait au général Boyen comme à un frère d'armes et non comme au ministre de la guerre, pour lui demander conseil sur la résolution qu'il avait prise de démissionner. « Considérant, dit plus loin la lettre du général, que depuis un an ma condition ne change pas, qu'il n'y a aucune apparence qu'il pût y avoir dans le Duché quelque institution que ce soit et bien moins une institution militaire dans l'esprit national, que la landwehr même s'organise par une méthode inverse de l'esprit du pays, que presque toutes les familles, les plus notables, pour s'en délivrer, se déclarent vassales du royaume de Pologne, croyant enfin m'apercevoir que le but pour lequel j'ai cru devoir sacrifier mon repos et le reste de ma santé délabrée n'existe plus, j'ai pris la résolution de quitter le service. »

(1) Suite de la lettre à Royer. « Cette commission se fit connaître à Posen avec emphase ; on veut y démêler de la malice, j'ai de la peine à le croire. Cependant, je puis vous assurer qu'elle a produit un effet qu'il sera impossible d'effacer si jamais on en voulait revenir, ce qui n'aura pas lieu. Je m'étonne, mon cher major, comment vous autres, résidant dans la capitale et en communion avec tous ceux qui dirigent le gouvernement, comment pouvez-vous ignorer ce qui se passe sous la carte et, si vous le savez, comment pouvez-vous vous flatter de réussir ? »

(2) Ecrit en français.

Sur ces entrefaites, Zerboni en rentrant de Berlin proposa à Kosiński de commander la landwehr du Grand-Duché de Posen.

Kosiński déclina cette offre parce que la formation de la milice territoriale, telle que la comprenait le roi, était contraire à l'esprit national.

Elle n'avait en effet ni la langue ni les couleurs du pays et ne répondait ainsi en rien à l'espoir des Polonais et aux promesses primitives de Frédéric-Guillaume III.

Le prince Radziwiłł admit lui-même que dans ces conditions il était impossible à Kosiński d'accepter la proposition. Le lieutenant général insista néanmoins pour que le général ajournât sa demande de congé. « Mais, dit Kosiński, dans sa lettre du 5 avril 1819, en offrant sa démission au ministre de la guerre (1), les seize mois de mon service inactif m'ont suffisamment convaincu que tout mon sacrifice a été inutile pour la question nationale, et si je pouvais avoir encore une ombre d'illusion là-dessus, je n'hésiterais pas à me rendre à vos conseils. »

Le gouvernement n'accepta pas encore la démission du général, et par la lettre du 9 mai 1820 adressée par Kosiński à M. de Witzleben, adjudant général du roi à Berlin, nous apprenons qu'on l'a nommé commandant de la ville de Poznań le 3 avril. Un mois s'écoula sans qu'il reçût les moindres renseignements relatifs aux fonctions de premier commandant. Ces lenteurs l' alarmaient ; il ne pouvait pas croire qu'on le destinât à remplacer le capitaine Wilamowitz, le commandant actuel de la ville de Poznań, dont les fonctions subalternes ne correspondaient nullement au grade supérieur qu'il occupait. Aussi demanda-t-il à

(1) Publié en polonais dans le Journal Littéraire, 1843, n° 14.

Witzleben de le tirer de cette fausse position, qui le discréditait parmi ses compatriotes, excitait les jalousies dans l'armée dont il était un membre inutile tout en constituant une charge pour l'État.

Une nouvelle missive du 10 septembre 1820 et adressée au lieutenant général de Hake, ministre de la guerre, nous montre Kosiński plaidant toujours sa cause désespérée (1).

(1) En français. Il y expose son cas depuis l'origine de cette affaire, il rappelle que c'est le major Royer qui lui a fait les premières propositions de s'engager au service de Sa Majesté.

« Quoique je ne doutais point, écrit-il, de sa mission, j'ai cependant préféré, après avoir convenu avec lui du principe, de m'expliquer directement avec le ministre de la guerre. Les copies de la correspondance ci-jointe A. C. D., ainsi que la réponse du ministre B (Réponse du ministre du 19 décembre 1816), mettent à l'évidence l'accord dans nos manières de voir, et je supplie Votre Excellence de donner une attention particulière aux expressions que j'ai pris la précaution de souligner : j'ai reçu aux premiers jours de 1817 ma nomination, et peu de temps après je fus mandé de me rendre à Berlin pour se concerter de ce qu'il y avait à faire dans le Grand-Duché de Posen. Ce fut alors que nous rédigeâmes conjointement avec Son Altesse Monseigneur le prince Radziwiłł, sur la demande du ministre de la guerre, le mémoire sur la formation de la milice nationale et territoriale du Grand-Duché, dont Son Excellence nous témoigna sa pleine satisfaction, mais dont on n'a plus fait question !

« Toute l'année 1817 et une partie de 1818 se passèrent donc en réclamations stériles de ma part et en réponses évasives de la part du ministre ; enfin, M. le président supérieur du Grand-Duché fut chargé de me proposer de la part du ministre de la guerre : que je me charge de l'inspection de la landwehr du Duché dans la formation actuelle.

« La formation de la Landwehr dans le Duché n'est pas nationale et par conséquent elle ne répond pas à l'idée qu'on doit se former de son institution et de sa dénomination qui indique une milice nationale et territoriale. En vertu de l'article III du traité de Vienne qui garantit les institutions nationales aux provinces séparées du ci-de-

De toute cette longue correspondance, il résulte clairement que le cabinet de Berlin, en laissant espérer au Grand-Duché de Posen l'organisation d'une armée nationale, n'avait eu d'autre but, en flattant le patriotisme polonais, que de faire accepter plus facilement le lourd fardeau du service militaire obligatoire. L'entrée du général Kosiński dans l'armée prussienne devait servir de gage de la loyauté gouvernementale et en même temps disposer ses compatriotes à suivre son exemple. Le géné-

rant Duché de Varsovie, le Grand-Duché conserve l'aigle blanche pour son armoirie particulière.

« 2° Les couleurs nationales polonaises sont adoptées pour l'uniforme civil.

« 3° La langue du pays est conservée dans l'administration.

« La landwehr du Duché n'a ni armes, ni couleurs, ni langue nationale ; elle n'est pas même commandée par des nationaux. Convaincu comme je le suis, que cet outrage de la méfiance est profondément senti par la province, pouvais-je, en homme d'honneur, me charger de la direction d'une institution qui, au jour de l'épreuve, ne répondra pas à son but. Aussi je n'ai pas accepté l'offre du ministre de la guerre et j'ai pris le parti de donner ma démission ; ce que Votre Excellence verra par les pièces ci-jointes E. F. ainsi que par la réponse du ministre qui m'annonce que S. M. diffère sa décision sur ma demande. On m'a fait depuis plusieurs propositions : on m'a offert la place de conseiller d'Etat au département des affaires étrangères ; puis celle de gouverneur dans une des places fortes de la Prusse ; je les ai refusées parce qu'elles ne répondaient pas au but. J'aurais accepté l'honneur d'appartenir à la Maison militaire de Sa Majesté comme aide-de-camp s'il eût plu au roi d'avoir en qualité de Grand-Duc un aide-de-camp distinctif de cette province ; mais cette proposition, embrassée d'abord avec chaleur, tomba sans que je sache de quelle manière. Enfin, ma nomination au commandement de Poznań n'est pas compatible avec tous les précédents de ma vie militaire et politique. C'est ce dont Votre Excellence daigna convenir elle-même. Je la prie, en conséquence, de solliciter auprès de Sa Majesté la révocation de cette nomination et d'obtenir le congé absolu du service militaire qui, ne présentant aucune utilité pour l'Etat, est sans but pour moi. »

ral, dès qu'il avait compris les intentions réelles du roi de Prusse, s'était efforcé de dégager sa responsabilité. Mais le cabinet de Berlin, qui avait cru trouver en lui un instrument docile, craignait que son départ ne révélât trop nettement la véritable intention du roi. Sous des prétextes plus ou moins fallacieux, il retarda son départ et ne consentit à accepter sa démission que quand il fut évident que Kosiński ne serait jamais l'instrument docile qu'il avait espéré. On s'était convaincu d'ailleurs que le général n'exerçait pas l'influence désirée par les autorités et que les Polonais ne montraient aucun empressement à entrer au service prussien. La situation européenne permettait de plus de se dégager peu à peu des engagements contractés à Vienne et on laissa bientôt tomber dans l'oubli l'idée de constituer dans le Grand-Duché une armée nationale.

La Cour désormais s'en remit exclusivement à Zerboni du soin de concilier à la couronne ses nouveaux sujets. Le premier président sut ménager les habitants de la province qui lui était confiée en appliquant des mesures propres à apaiser les esprits. L'introduction du service militaire obligatoire, très lourd pour un pays qui avait si cruellement souffert des guerres récentes, était l'objet de plaintes fréquentes. Les campagnes avaient été dépeuplées par l'enthousiasme patriotique, qui avait entraîné dans les armées napoléoniennes des milliers de volontaires. Zerboni sut adoucir la loi du service militaire en accordant des dispenses aux recrues qui en avaient réellement besoin.

Le résultat des mesures de Zerboni fut en somme très nettement favorable. Grâce à la prudence de cet administrateur, non moins que grâce aux circonstances, les

redoutables difficultés que crée toujours un changement politique radical, furent résolues sans que les modifications introduites qui bouleversaient toutes les habitudes et froissaient des intérêts si divers, provoquassent de résistance sérieuse.

La présence des nouveaux fonctionnaires était accueillie avec résignation, presque avec confiance, et le château du lieutenant général était devenu un foyer de vie mondaine où se rencontraient les Allemands et les Polonais. Le prince Radziwiłł n'était ni un esprit très élevé, ni un politique très fin. Excellent musicien (1), bienveillant, aimable, hospitalier, il tenait avec bonne grâce le rôle que lui avait assigné Frédéric Guillaume III. Les fêtes se succédaient, animées et somptueuses dans l'ancienne résidence des Jésuites devenue le palais du gouvernement. Le souvenir de ces premiers mois d'insouciance et d'espoir — de cette lune de miel du mariage de raison accepté par les Polonais, s'est conservé dans les *Mémoires* de la fille du général Dombrowski, Madame Mańkowska (2).

Dans les nombreuses réceptions de la cour à Poznań, la noblesse polonaise ne faisait pas trop mauvais ménage avec les militaires et les fonctionnaires allemands.

Le général Umiński qui, en 1806, avait travaillé à soulever la grande Pologne, paraissait au palais du gouver-

(1) Il composa la musique pour le *Faust* de Goethe. Chopin, pendant son séjour à la cour de Poznań, l'a beaucoup appréciée.

(2) *Mémoires* de Mme Mańkowska, p. 68. Elle raconte par exemple un bal costumé représentant les différents personnages de la tradition polonaise et précédé par des tableaux historiques : Le prince Antoine et sa fille Elise avaient fait personnellement des recherches pour reproduire les scènes dans leurs détails les plus minutieux. Piast avec sa femme Rzepicha (l'origine de la première dynastie polonaise) étaient représentés par le prince et la princesse Radziwiłł.

neur avec la cocarde noire et blanche et buvait à la santé de l'armée prussienne (1).

D'autres militaires, d'éminents Polonais, ajoute Royer, dans son rapport du 22 juillet, montrent une disposition sinon démonstrative, au moins loyale, comme le général Turno, et une conduite qui doit rassurer sur leurs vues.

Il semble bien cependant que les hommages des Polonais s'adressaient exclusivement à la personne du prince et ils s'irritaient du peu de déférence avec laquelle les traitaient les administrateurs.

« La vérité que je dois à Votre Altesse, écrit Royer dans son rapport du 25 décembre, me force à lui dire que la considération du prince n'est point encore assez relevée de l'échec que l'administration lui a fait souffrir dans les commencements (2). On le regarde toujours comme sans crédit sur le gouvernement, sans influence dans les affaires ; ceux qui ne savent pas le véritable état des choses imputent sa conduite à la paresse, à l'insouciance. Ceux qui sont mieux instruits sont plus mécontents encore, car ils disent : Comment ôte-t-on toute considération à celui qui doit représenter le roi et ne lui laisse-t-on d'autre rôle que celui de donner des dîners et des bals, d'autres fonctions que celle de solliciter des titres de comtes et de chambellans ? » (3)

« Le prince Statthalter, assure Royer, n'est pas sans reproches à cet égard. Il a trop fermé les yeux sur le mal

(1) Manfred Laubert, *Die Berichte des Majors v. Royer Luehnes über die Provinz Posen und Polen, 1816-1817*.

(2) Radziwiłł eut au début un conflit de compétence avec Boyen, ministre de la guerre.

(3) Manfred Laubert, *Die Berichte des Majors v. Royer Luehnes über die Provinz Posen und Polen, 1816-1817*, p. 78.

Les lettres de Royer sont en français.

que lui faisait cette vie inerte qu'il mène ici ; il s'est laissé trop intimider par les difficultés qu'il a prévu qu'on lui opposerait. Lorsque j'énonce avec tant de franchise les torts d'un homme auquel j'ai l'honneur d'être attaché par tant de liens puissants, je puis ajouter que ses torts cependant ne viennent pas tant de lui que de la fausse position dans laquelle le gouvernement l'avait placé, en lui demandant de grands résultats et en lui refusant les moyens de les produire. »

C'est avec chaleur que Royer parle de l'activité bien-faisante de la princesse Radziwiłł (1), des institutions charitables qu'elle a créées. La princesse Louise Radziwiłł, devenue la favorite de l'opinion publique, justifiait les sympathies qui l'avaient accueillie, par son intelligente charité (2). Elle laissa un très bon souvenir dans le pays et contribua à diminuer les rancunes des Polonais contre ses compatriotes.

Les fonctionnaires et les notables suivaient l'exemple que leur donnait la famille du gouverneur. Les réceptions et les fêtes étaient nombreuses et brillantes. Les représentants des deux nationalités s'y coudoyaient et se retrou-

(1) Dans le différend, qui surgit après la mort du prince Ferdinand Auguste Hohenzollern, Royer embrassa le parti de la fille du prince, Louise Radziwiłł, contre son frère, et celui-ci, par rancune, suspendit sa pension et lui contesta le capital qui lui avait été légué par le prince Henri Hohenzollern, son ancien bienfaiteur.

(2) Pour soulager la misère, elle fit venir des sœurs garde-malades et s'occupa activement de toutes les institutions de bienfaisance. Il parait douteux cependant, en dépit de la bonté de son cœur, qu'elle ait payé de retour la sympathie des Polonais, car, à la cour du Statthalter il n'y avait qu'un seul compatriote du prince, un certain Michalski, qui servait de conseiller et de secrétaire à Radziwiłł. *Mémoires de Mottly*, témoin oculaire. Promenades à travers la ville, t. V, p. 32.

vaient aussi dans les cercles (casinos) (1). Les animosités devenaient moins vives, et des relations normales rapprochaient les anciens adversaires. Cette bonne volonté réciproque se maintint et l'entente ne fut pas sérieusement troublée tant que les libéraux exercèrent quelque influence à Berlin.

C'est à ces influences libérales de Hardenberg qu'on doit attribuer, sans doute, l'indulgence relative avec laquelle furent traités les membres de la société patriotique découverte en 1821 par la trahison du colonel Sznajder. Cette association, dont l'idée première venait du général Dombrowski, avait pour but de répandre les idées nationales sous le couvert de la franc-maçonnerie.

Łukasiński et le lieutenant-colonel Machnicki l'avaient établie dans le royaume de Pologne ; Louis Szczaniecki, aide de camp du général Dombrowski, la propagea dans le Duché de Posen en 1819 (2).

Mais en Posnanie, cette association ne voulut pas couvrir ses travaux patriotiques sous de loyales apparences franc-maçonniques. Le buste de l'empereur Alexandre, placé dans la loge (3), fut dès la première tenue brisé par des patriotes trop ardents (4). On confiait déjà aux associés du premier grade le but réel de cette franc-maçonnerie et

(1) *Promenades à travers la ville*, t. IV, p. 133.

(2) Schmitt, *Histoire Polonaise après les partages*, vol. V, p. 373, Lemberg, 1894.

(3) Selon l'usage adopté par les loges du royaume de Pologne.

(4) Les sociétés franc-maçonniques provinciales se composaient d'un certain nombre de sections (Obwód) qui se décomposaient elles-mêmes en sous-sections (gminy) de 10 membres chacune. Le maître de chaque sous section avait des rapports avec le maître de la section et celui-ci se tenait en relations directes avec le Comité central.

bientôt elle se transforma en société nationale de (1) « Kossinierzy ». A la tête de cette société qui tendait à la reconstitution de la patrie, se mirent en 1821 les généraux Mielżyński et Umiński. Une assemblée générale des sociétés franc-maçonniques eut lieu le 3 mai à Bielany près de Varsovie, et on les réunit toutes sous le nom de « Société patriotique nationale et générale ». Elle fut dirigée par le Comité central de Varsovie où chaque province eut son représentant (1). La Société se répandit rapidement dans le royaume de Lithuanie, en Volynie et dans le Grand-Duché de Posen ; elle comptait déjà 5.000 membres lorsqu'un agent de police, Karski, s'y introduisit. Parti pour Paris avec des documents très compromettants, il se fit arrêter à la frontière. En outre, un certain colonel Sznajder, emprisonné pour cause de bigamie, livra au Grand-Duc Constantin, en échange de son acquittement, les secrets de la société. Elle fut dissoute presque en même temps dans les deux Etats. Dans le Grand-Duché de Posen, seul le général Umiński fut condamné à quelques mois de forteresse ; les autres associés furent mis en liberté (2).

..

Dans l'ordre moral, ce verdict modéré devait aussi bien disposer les esprits pour le gouvernement prussien que, dans l'ordre matériel, les mesures économiques du président supérieur. Il s'efforçait de relever la prospérité natio-

(1) « Les Faucheurs » en souvenir des faucheurs de l'armée de Kosciuszko.

(2) Schmitt, *l'Histoire polonaise après les partages*, vol. IV, p. 373.

(3) Askenazy, *La Russie et la Pologne*, p. 133. Motly, *Promenades à travers la ville*, p. 133, vol. I, prétend cependant que de nombreux affiliés payèrent de prison leur patriotisme. Un des premiers emprisonnés fut Mathieu Mielżyński incarcéré à Thorn. — Il semble bien pourtant que la répression fut assez modérée.

nale, très convaincu que le meilleur moyen de désarmer les rancunes était de favoriser le bien-être du pays.

Il s'appliquait activement à panser les plaies qu'avait laissées l'époque précédente. La contrée avait été saignée à blanc, ruinée à fond par les impôts, le passage continu des troupes, les réquisitions, surtout par le blocus continental, désastreux pour une région purement agricole qui tirait ses principales ressources de l'exportation de ses grains en Angleterre (1).

La situation avait été encore aggravée par la brusque introduction du Code napoléonien et par les modifications qu'il avait entraînées dans les conditions sociales et économiques du pays. L'article IV de la Constitution avait proclamé l'abolition du servage (2). La crise très grave provoquée par cette émancipation surprit les seigneurs dans une condition très difficile.

La plupart des domaines étaient grevés de dettes considérables et les ressources liquides leur manquaient absolument pour transformer un système d'exploitation qui s'était maintenu depuis des siècles.

Dans les territoires occupés par la Prusse, la prodiga-

(1) La domination des Français venus pourtant en libérateurs, avait eu la conséquence inattendue et d'apparence paradoxale de détruire la richesse nationale. C'est que, d'une part, les Polonais avaient sacrifié à leur patriotisme toutes leurs économies ; on empruntait même à cet effet sur les propriétés rurales. D'autre part par suite du siège de Dantzig, tout trafic de ce port avec l'Angleterre avait été arrêté, l'exportation n'avait plus de débouché, le blé en surproduction était gratuitement consommé à l'intérieur par les troupes. Même après Tilsit, Dantzig n'en resta pas moins fermé à tout commerce anglais, à cause du blocus continental.

(2) L'esclavage est aboli. Tous les citoyens sont égaux devant la loi ; l'état des paysans est sous la protection des tribunaux. D'Angeberg, *Recueil des traités*, p. 470.

lité et l'insouciance des propriétaires fonciers avaient été encouragées par l'administration qui préparait ainsi leur ruine et l'invasion de l'élément germanique. Elle exploitait adroitement les défauts qu'avaient développés les traditions politiques du pays. Depuis un temps immémorial, la magnificence et l'hospitalité étaient considérées en Pologne comme les vertus essentielles de la noblesse, et, dans un pays où tout dépendait de l'élection, elles formaient la source de sa puissance et de son autorité. Comme aucune ambition n'était interdite aux seigneurs, chaque grande famille songeait nécessairement à se créer des partisans nombreux. A l'exemple de Rome, en Pologne tout seigneur avait ses clients et sa cour. Il accueillait les enfants de la petite noblesse pour leur apprendre les belles manières et les initier à la vie mondaine. C'est ainsi que les jeunes gens se préparaient à la future vie de chevalier au milieu du luxe et d'une existence somptueuse. Revenus dans leurs modestes maisons (*Szlacheckie dworki*), les représentants de la petite noblesse conservaient leurs habitudes de jeunesse ; ils imitaient leurs protecteurs et étalaient un luxe qui ne répondait guère à leurs très restreintes ressources (1).

Le servage et l'évolution historique générale s'étaient opposés à la formation d'une bourgeoisie qui, appliquée à s'enrichir, sût apprécier la valeur de l'argent. Personne ne sentait le prix de l'économie et ne s'attachait à assurer l'avenir. Les ressources liquides manquaient et les fortunes les plus considérables étaient embarrassées et grevées de dettes énormes. Pour satisfaire leurs caprices momentanés et obtenir des avances immédiates,

(1) *Zastaw się a postaw się.* « Engage ta propriété mais montre-toi », dit le proverbe polonais.

les propriétaires étaient prêts à subir les conditions les plus onéreuses et ils avaient accueilli avec une frivolité insouciant et joyeuse les avantages que leur offrait le gouvernement étranger (1), sans se préoccuper des conséquences désastreuses que leur légèreté devait entraîner pour leurs familles et pour la nation tout entière. Au début, les circonstances qui amenèrent un afflux de capitaux étrangers voilèrent les conséquences de ces engagements imprévoyants. La Pologne fournissait des céréales à l'Europe entière et à ses armées. Les banques et les institutions prussiennes, empressées de profiter des circonstances, se faisaient une active concurrence. Le prix des domaines haussa dans des proportions importantes. Grisés par cette prospérité factice, les propriétaires augmentèrent leurs dépenses personnelles en profitant des facilités du crédit.

Habités aux coups de main héroïques, ils apportaient dans les finances leurs traditions aventureuses ; aussi se

(1) C'est toujours une tactique immorale de la part d'un gouvernement de spéculer sur les faiblesses de ses sujets en leur fournissant les moyens de développer leurs défauts latents. En 1792, on forma dans la Prusse Méridionale des commissions pour la régularisation des hypothèques ; les propriétaires fonciers furent convoqués à des dates fixées ; les créanciers durent aussi comparaitre, sous peine de perdre leurs droits. Au nombre de ces créanciers, se trouvaient des institutions allemandes de toutes sortes, par exemple des banques (Seehandlung), les caisses des mineurs et des veuves, etc. Lorsqu'eut lieu le règlement des hypothèques, on voulut connaître le plus exactement possible la valeur réelle des propriétés. Pour cela on examina les prix d'acquisition lors des derniers contrats, les actes de partage des successions et d'autres transactions ainsi que tous les documents de nature à permettre d'établir le total des dettes dont les biens étaient chargés. De cette manière, on acquit des données certaines sur lesquelles le crédit put s'établir sans courir le risque de dépasser la valeur réelle des biens, et toujours dans l'idée d'exproprier tôt ou tard par ce crédit même les propriétaires polonais.

laissèrent-ils entraîner à des entreprises hasardeuses. Quand le prix du blé retomba au taux normal, cette richesse factice s'évanouit et les dettes réelles pesèrent lourdement sur les biens grevés d'hypothèques. Le pays traversait ainsi une crise redoutable, quand survint la guerre de 1806 et le blocus continental qui achevèrent de le ruiner.

Napoléon ne fit rien pour améliorer la situation et il exploita sans ménagement l'enthousiasme qui portait vers lui les Polonais (1)

Par la convention de Bayonne du 10 mai 1808, le Duché de Varsovie se trouva débiteur d'une somme de 20.000.000 francs qui devait être payée avec les intérêts à 5 o/o dans l'espace de trois ans. Pour couvrir les intérêts et l'amortissement, la moitié des revenus de la Couronne devait être remise à Dresde. Napoléon était un créancier fort impérieux et sa créance primait toutes les autres. Les revenus réservés ne suffirent pas, et, pour satisfaire à ses réclamations, le roi de Saxe, duc de Varsovie, dut ordonner, le 28 juillet 1808, de suspendre tous les paiements des caisses publiques. Pendant toute la durée de son existence, le Duché de Varsovie n'arriva jamais à se libérer de ses dettes.

Les traités de Vienne avaient reconnu aux gouvernements de Prusse et de Russie le droit de poursuivre le recouvrement des sommes dont le Duché de Varsovie s'était

(1) On en a un exemple dans l'affaire des sommes de Bayonne. — Elles étaient ainsi appelées du lieu où la convention entre Napoléon et le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, fut signée le 10 mai 1808. Ces sommes provenaient de la banque du roi de Prusse et de la caisse des veuves et des mineurs et elles avaient été prêtées avec garantie d'hypothèques sur les propriétés foncières en Prusse Méridionale.

reconnu redevable vis à-vis de Napoléon. Les obligations du département de Poznań étaient particulièrement lourdes (1), et la situation financière apparaissait presque désespérée. La valeur de la terre avait tellement baissé que le prix moyen de la propriété en 1815 était de 88 marks par hectare en vente aux enchères, 124 marks dans les transmissions par successions et 232 marks dans les contrats de vente ordinaire (2).

Le mauvais état des voies de communication empêchait le développement de l'agriculture (3).

Pour éviter la ruine générale des propriétaires fonciers, il fallait au plus vite leur assurer des ressources liquides. Il n'est que juste de reconnaître l'habileté et la sagesse des mesures adoptées par la nouvelle administration pour remédier au mal. Elle interdit d'abord temporairement de revendiquer par voie judiciaire les capitaux prêtés sur les biens (4), en autorisant seulement la réclamation des intérêts arriérés d'une demi-année. Mais ce qui contribua de la manière la plus efficace à sauver de la ruine la propriété terrienne, ce fut l'institution du Crédit Foncier, fondée sur la responsabilité solidaire des sociétaires dont les biens représentaient une valeur minimum de 5.000 tha-

(1) Le chiffre de ces dettes s'élevait :

Pour le département de Varsovie à	635.878	thalers
— — — Plock	1.793.033	—
— — — Kalisz	44.745	—

Tandis que pour celui de Poznań il allait jusqu'à 2.851.599 —

Pour le département de Bydgoszcz 442.080 —

Komornicki, *Pologne en Occident*, p. 178.

(2) Sarrazin, *die Entwicklung der Preisen des Grunds in der Provinz Posen*, p. 57, Halle, 1897.

(3) Dans tout le Grand-Duché, il n'y avait que 16 kilomètres de chaussée dans la régence de Bydgoszcz.

(4) La grande propriété était endettée de 6 millions de thalers.

lers. Les obligations émises par la société (Pfandbriefe) étaient garanties par l'ensemble des biens des associés, et portaient intérêt à 5 $1/4$ o/o, dont on prélevait 1 o/o pour l'amortissement et $1/4$ pour les frais d'administration. La dette devait s'amortir en 41 ans. Le Crédit Foncier jouissait d'une autonomie complète sous le contrôle du gouvernement (1).

Bientôt le pays ressentit le contre-coup de ce bienfait. Les méthodes d'exploitation se transformèrent. Les biens changèrent d'aspect avec leurs bâtiments neufs ou restaurés (2). Les races de bétail furent améliorées et l'élevage donna un surcroît de revenus.

Le relèvement durable de l'agriculture, qui était presque la seule ressource du pays, dépendait cependant avant tout des conditions faites à l'exportation.

Les clauses du traité de Vienne qui semblaient reconnaître la liberté du commerce entre les diverses parties de l'ancienne Pologne (3), furent violées presque aussitôt.

Le tarif douanier fixé par la Prusse et la Russie le 20 novembre 1819 établissait les bases du système prohibitif (4).

Le 6 décembre 1822, une seconde convention douanière frappait d'interdiction l'entrée en Russie d'un certain nombre de marchandises et menaçait d'anéantir l'industrie principale du Grand-Duché de Posen, la fabrication

(1) Reconnaissants de l'appui prêté par Zerboni à la fondation de la société du Crédit Foncier, les grands propriétaires terriens firent frapper une médaille commémorative de sa création et placèrent le portrait du président supérieur dans la salle des séances de l'édifice.

(2) Ainsi que le prouve l'augmentation des assurances.

(3) Georges de Martens, *Nouveau recueil de traités*, t. II, p. 242-244, art. 22, 23, 24, 25, 28, 29 du traité entre la Russie et la Prusse.

(4) Herzog, *Die Entwicklung gewerblichen Verhältnisse im Regierungsbezirk Posen*, p. 72.

du drap, qui trouvait dans le royaume de Pologne son débouché presque unique. Presqu'en même temps, la frontière douanière entre le Duché et les pays prussiens, sur la rive droite de l'Elbe, fut supprimée, laissant la voie libre à la concurrence de l'industrie allemande beaucoup plus développée.

Malgré cette détresse générale, aggravée par la mauvaise récolte de 1816 qui entraîna la famine dans presque toute l'Europe centrale, le gouvernement prussien dès son début augmenta les impôts dans le Grand-Duché de Posen. Sur 536 milles carrés et 813.885 habitants, on perçut 8.387.124 florins, c'est-à-dire environ 10 florins par tête (1).

Cette somme paraissait excessive aux habitants lorsqu'ils se souvenaient que du temps de la République polonaise, avant le partage de 1772, une population (2) de 13.000.000 d'habitants ne payait que 13 millions de florins (3) et cela à l'époque où le clergé contribuait aux

(1) Les impôts se divisèrent ainsi qu'il suit :

Impôts fonciers (klassen et grundsteuer).

Impôts de consommation.

Impôts sur l'industrie.

Droits de timbre.

Droits de gabelle.

Chaque feu payait mensuellement 5 silbergroschen.

Le chiffre des impôts fut réparti :

Entre les biens de la couronne pour	1.747.518
— forêts — —	84.912
— revenus fixes pour	3.302.928
— — éventuels	3 251.766
Total.	8.387.124

Komornicki, *La Pologne en Occident*, p. 224.

(2) Plater, *Description historique et statistique du Grand-Duché*, p. 122, d'après Friedrich « Alt und Neu Polen », p. 566.

(3) Plater, *Description historique et statistique du Grand-Duché de Posen*, p. 116, donne le nombre d'habitants : 13.869.140 pour toute la Pologne de 1768. Staszyc, dans la « Statistique de la Pologne » indique

impôts par le « *subsidium charitativum* » et où les nobles devaient la capitation et le fouage (Pogłowne i podymne) (1).

Si l'on cherche à résumer la situation dans les premières années qui suivirent l'occupation, l'impression est en somme assez complexe. Au début, les Polonais acceptent avec résignation leur condition nouvelle ; ils accueillent sans défiance les promesses royales, et Frédéric-Guillaume III montre des velléités plus ou moins sincères, d'appliquer les clauses de « *sauvegarde* » insérées dans le traité de Vienne relativement aux institutions nationales.

Presque aussitôt, cependant, les actes et l'attitude du gouvernement, incertains et capricieux, marquent une absence de sincérité bien faite pour éveiller de légitimes inquiétudes. En même temps que les impôts sont augmentés et que le service militaire obligatoire est appliqué dans toute sa rigueur, l'élément slave est supplanté par l'élément germanique dans les fonctions publiques les plus importantes et, après quelques tentatives peu sérieuses d'organisation, la pensée de créer une armée nationale est abandonnée.

On nomme lieutenant général un Polonais, mais ses pouvoirs sont purement apparents. On proclame en principe les droits de la langue polonaise, mais on prépare sournoisement le triomphe de l'allemand. En un mot, toute la politique de la Cour de Berlin nous apparaît comme contradictoire ; son apparente générosité est sans cesse démen-

14 millions comme chiffre de la population ; Lelewel en relève 12.289.000 (la Pologne et son histoire, vol. I, p. 218).

(1) Korzon, *Histoire intérieure de la Pologne sous Stan. Auguste*, vol. III, p. 111.

tie, par des arrière-pensées et des précautions qui révèlent sa défiance et son hostilité sournoise. Le roi ne croit pas à la fidélité de ses nouveaux sujets et il ne pense qu'à se prémunir contre les défections qu'il prévoit.

L'hostilité sourde qu'ils rencontrent décourage bientôt la bonne volonté des Polonais. Leurs déceptions sont d'autant plus amères et leurs rancunes d'autant plus vives que les droits dont ils sont peu à peu privés, sont garantis par des stipulations diplomatiques officielles. En face d'un système d'usurpations progressives et de dénis de justice continus, le mécontentement va germer dans les esprits et, en s'y développant sourdement, il effacera l'impression des efforts parfois très réels de l'administration pour aider au relèvement économique du peuple.

CHAPITRE III

SITUATION MATÉRIELLE. — LES PAYSANS.

SOMMAIRE.

Les diverses catégories des paysans en Pologne. — Les colons allemands : leur établissement ; leur juridiction. — Aggravation de la condition des paysans du ^{xiv}^e au ^{xviii}^e siècle. — Premiers essais de réforme. — Projets libéraux de la Constitution du 3 mai et de Kosciuszko. — Les relations du seigneur et du serf. — L'indifférence patriotique du paysan. — Mesures prises par Frédéric II pour développer l'agriculture. — Tentatives du gouvernement de la Prusse Méridionale pour adoucir le sort des paysans sans froisser les seigneurs. — Diversité des corvées. — Transformation des conditions rurales par la Constitution donnée au Duché de Varsovie : — Conséquences funestes. — Condition des paysans après 1815 : — La situation s'améliore à partir de 1819 ; — Réglementation des relations rurales promulguée en 1823 ; — Les paysans polonais favorisés par le gouvernement ; — Conditions mises à l'accession à la propriété ; — Les difficultés de la transition. — La distinction des classes de cultivateurs accentuée par la baisse des prix. — Changements apportés aux contrats de louage de service. — Evaluation des corvées par les sommes payées. — Augmentation du prix de la terre après la réglementation. — L'organisation de l'agriculture dans les grands domaines après la réglementation. — Progrès dû à Dezydery Chłapowski. — Les conséquences de son œuvre.

Au moment de son annexion à la Prusse, le Grand-Duché de Posen était un pays essentiellement agricole (1). C'est

(1) D'après Meyer (*Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 95), les paysans, avant le premier partage de la Pologne, auraient formé les 9/10 de la population, qui s'élevait alors à 14 millions d'habitants.

donc la condition des classes rurales que nous devons étudier d'abord ; mais, pour la comprendre, il est nécessaire de rappeler rapidement l'évolution historique qui avait abouti au servage des paysans.

Depuis une époque très reculée, on distinguait en Pologne deux catégories de paysans : les cultivateurs libres et les serfs.

A l'origine, les paysans libres, « Kmiecie », Kmethones, établis sur les biens de la couronne, n'étaient soumis qu'à des redevances fixes et à des prestations régulières et leurs communes s'administraient elles-mêmes.

Par la suite, les rois distribuèrent aux couvents et aux seigneurs une partie de leurs domaines, et les paysans qui s'y trouvaient établis furent peu à peu soumis aux mêmes obligations que les autres tenanciers.

Les serfs seigneuriaux, d'après Ostrowski (1), se divisaient en cinq classes :

a) Les servi glebae, serfs de terre et de poursuite, ainsi nommés parce qu'ils étaient en quelque sorte attachés au territoire d'une seigneurie déterminée ; s'ils s'en éloignaient, leur seigneur pouvait les ramener par la force ;

b) Les servi adscriptii, établis sur un domaine à la suite d'un contrat écrit qui les obligeait, ainsi que leurs héritiers, à certaines corvées perpétuelles ;

c) Les censiti qui devaient payer de la terre cultivée un certain cens ;

d) Les conditionales établis seulement pour un certain temps ;

e) Les inquilini, fermiers, jardiniers, qui prenaient à bail un jardin, une maison ou un morceau de terre.

(1) *Le droit civil de la nation polonaise*, Varsovie, 1787.

En outre, il y avait des paysans qui étaient liés aux seigneurs par des baux emphytéotiques. Les emphytéotes étaient des fermiers avec bail à long terme, 40, 50, 60 ans, ils étaient nombreux sur les domaines royaux (1).

A côté de cet élément indigène, des fermiers allemands avaient été appelés de Souabe et de Franconie au ^{xiii}^e siècle par les moines de Cîteaux. On avait eu recours à eux surtout pour défricher les forêts qui couvraient encore une bonne partie du pays ; de là leur nom de Hauländer.

Leur établissement se faisait généralement par l'entremise d'un entrepreneur ou locator (2).

Les colons, avec l'autorisation du prince et après un traité conclu avec le seigneur, se réunissaient autour de lui avec leurs mobiliers et leurs instruments aratoires pour fonder un nouveau village ou prendre possession d'un ancien centre de culture.

Chacun d'eux obtenait une charrue (Hufe lahn) lan (3) le curé en recevait de 1 à 3, le locator, plusieurs.

Les paysans recevaient la propriété héréditaire de leur lot, à condition de payer une redevance fixe aux seigneurs et une dîme à l'évêque. Ils étaient exempts de corvée, sauf la « Heeresfolge », expeditio, service d'ost, et les prestations des charrois pour la construction du Burg princier.

Ils conservaient leur loi nationale, *jus Theutonicum*, le droit de Magdebourg. La juridiction inférieure était exer-

(1) A. Thoma, *Ueber die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen in Grossherzogthum Posen*, p. 52, Berlin, 1878.

(2) Christian Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 57.

(3) Selon le dictionnaire de Linde, la grande charrue (wielki lan) égale 362.800 aunes et la petite charrue (mniejszy), 115.200 aunes carrées ; 2 aunes = 3 pieds.

cée par le locator autorisé par le prince ; dans ce cas, on lui donnait le titre de scultetus « Schultheis », maire de village, et il était libre de cens et de dîme.

C'était le maire qui était chargé de percevoir les cens des paysans.

Les villages allemands formèrent ainsi des communes libres, avec des prestations fixes et modérées. Le prince lui-même ou un juge de sa cour rendait les verdicts dans les causes graves ; dans des cas spécialement importants, on pouvait recourir aux tribunaux de Halle et de Magdebourg. Cependant, dès 1365, on institua une haute cour à Cracovie pour juger les causes des Allemands, et désormais il fut interdit aux colons de s'adresser aux tribunaux étrangers (1).

En Posnanie, les villages d'origine allemande étaient assez nombreux. Les plus anciens datent du commencement du XIII^e siècle.

Jusqu'au XIV^e siècle, la condition des paysans polonais ne fut pas sensiblement plus dure que celle de la majorité des agriculteurs dans le reste de l'Europe. La noblesse n'avait pas le privilège de la juridiction et le paysan trouvait justice et protection dans les tribunaux des castellans (sądy kasztelańskie wielkoksiażęce) (2).

Pendant le règne de Casimir le Grand, le paysan est encore sous la protection de la loi royale, comme

(1) Casimir le Grand, qui fut un politique habile et fin, voulut répandre la culture dans le pays par les colons allemands, mais en même temps les soustraire à l'autorité des tribunaux de Halle et de Magdebourg pour les empêcher de subir l'influence germanique et faciliter leur assimilation avec le peuple autochtone. Il mit 6 ans à réaliser ses idées qui prirent corps dans le statut de Wislica (1347). Komornicki, *La Pologne à l'Occident*, p. 90.

(2) v. Grevenitz, *Die Bauern in Polen*, p. 5, Berlin, 1818.

en fait preuve le célèbre Statut de Wislica (1347) (1).

Il jouit d'une certaine liberté personnelle (2), et cette liberté est reconnue, au moins en principe, jusqu'à la fin du xv^e siècle.

Le statut de Wislica reconnaît également au paysan le droit de propriété personnelle (3).

A la fin du xiv^e siècle, la situation des paysans devint plus mauvaise. Pour assurer le trône de Pologne à une de ses filles, Louis de Hongrie, à la diète de Koszyce, en 1374, octroya aux nobles différents privilèges.

Dès lors leur autorité sur les paysans s'accrut rapidement, et bientôt ils confondirent le laboureur serf avec les prisonniers de guerre qu'on traitait en esclaves.

Maîtres de Dantzig depuis la paix de Thorn (1466), ils augmentèrent leurs exportations de blé, étendirent leurs cultures et exigèrent des corvées plus nombreuses de leurs tenanciers qui commencèrent à chercher un refuge dans les libres campagnes de la Lithuanie et de la Petite-Russie.

(1) Il stipule dans quelles circonstances un Kmetho peut quitter son seigneur. — Kmetho nequaquam recedat a Domno suo, nisi domo bona relictæ, et decenter septa : Solum in necessitate domini, juxta consuetudinem hactenus observatam. Thoma, *Ueber die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen*, p. 25.

(2) Deux familles de chaque campagne pouvaient sans motifs quitter le seigneur. Grevenitz, *Die Bauern in Polen*, p. 17. Bandtkie, dans *L'histoire du droit polonais*, p. 91, dit qu'avant le règne de Casimir le Grand, 3 ou 4 familles étaient libres chaque année de quitter leurs terres et leurs maîtres.

(3) Quand un paysan meurt sans postérité, les prétentions que le seigneur pourrait avoir sur l'héritage doivent être considérées comme *absurda*. La fortune du défunt, c'est-à-dire ses biens mobiliers et immobiliers, reviennent de droit aux parents les plus proches. Grevenitz, p. 7.

Pour empêcher ces évasions, les seigneurs, par la constitution de 1496, limitèrent la liberté des villageois (1).

Après l'extinction de la famille Jagellon, la couronne cessa d'être héréditaire et la noblesse qui jouait le rôle essentiel dans les élections arracha facilement aux souverains de nouveaux privilèges. Le paysan n'eut plus désormais le droit de quitter son seigneur sous aucun prétexte (2) et il ne put plus ester en justice.

Seuls les serfs des domaines de l'Etat eurent le droit de s'adresser à un tribunal spécial (*referendargericht*) (3).

Dès ce moment, le tenancier des seigneurs, privé de toute protection légale, ne dépend plus que de la bonne volonté de son maître.

Même alors cependant le paysan polonais n'est ni un esclave, ni même un serf, dans le sens complet et juridique du mot. Le seigneur ne peut pas vendre sa personne et le laboureur conserve même un certain droit de possession sur la parcelle qu'il cultive. La loi l'a attaché au sol, *glebae adscriptus*, pour assurer au propriétaire, dans des conditions fixes, le personnel d'exploitation qui lui est indispensable.

Il n'est pas douteux cependant que le sort des laboureurs fut dès ce moment singulièrement dur, et nous en trouvons la preuve dans les sermons de Skarga et dans les témoignages de divers écrivains du xvi^e siècle (4).

(1) Lehtonen, *Die Polnischen Provinzen Russlands*, p. 35.

(2) Bandtkie, *L'histoire du droit polonais*, p. 552, Varsovie.

(3) Lehtonen, *Die Polnischen Provinzen Russlands*, p. 35.

(4) Skarga, dans ses sermons politiques, exhorte ses compatriotes à ménager les membres inférieurs du corps de la République : « Dans notre République les castes supérieures ne doivent point dédaigner les bourgeois et les paysans qui sont de votre part l'objet d'une telle oppression. Regardez comme ils vous portent, vous nourrissent et

En dépit de quelques timides tentatives des rois (1), la situation de la population rurale ne cesse cependant de s'aggraver jusqu'au XVIII^e siècle, où, sous l'influence des idées philosophiques et du progrès des connaissances économiques, la nécessité de réformes radicales commença à être aperçue d'abord par quelques esprits éclairés et rallie peu à peu d'assez nombreux partisans.

Stanislas Leszczyński s'occupa, théoriquement au moins, du sort des serfs, et dans son livre *La voix libre*, il attribua la ruine du pays à l'oppression des cultivateurs.

En 1733 la municipalité de Poznań, propriétaire de plusieurs domaines, reconnut à ses sujets la liberté personnelle et limita leurs corvées.

Dans le palatinat de Kalisz, l'abbé Wacław Swinarski améliora de même la condition de ses serfs.

Brzostowski, sur ses biens de Merecz, libéra ses paysans des corvées moyennant un cens annuel ; les Poniatowski, les Chreptowicz, les Massalski, André Zamoyski, Tyszkiewicz, Butrymowicz, Stan. Potocki, les princes Czartoryski, Ogiński, Jablonowski, Tyzenhaus, suivirent son exemple dans leurs propriétés (2).

vous enrichissent. Ayez des égards pour eux, etc. »

Nouvelle Revue, n° 32, 15 avril 1903. *L'éloquence de la chaire en Pologne*, article de L. Leger.

Fr. Krasiński, dans la réponse à Sigismond Auguste (datée du 15 décembre 1568), André Frycz Modrzeski, *De l'amélioration de la République*, Jacob Pżyłuski, Coxus, Pelrycy.

(1) Ces sentiments plus équitables se manifestent, d'une façon encore bien insuffisante dans l'élévation de l'amende fixée pour l'assassinat d'un paysan ; en 1631, sous le règne de Sigismond III, elle fut portée de 60 à 260 florins. Szoldrski, *Die landwirtschaftliche Entwicklung*, p. 19.

(2) Szoldrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 17-18.

Enfin, la diète de 1780 chargea Zamoyski de rédiger un projet de loi sur l'amélioration du sort des paysans. On voulait leur donner des droits égaux à ceux dont jouissaient les autres habitants et leur assurer l'instruction dans les écoles primaires.

La question du servage fut naturellement une de celles qui occupèrent le plus la *grande diète* (de 1788 à 1792).

La Constitution du 3 mai 1791 (1), dans son chapitre IV, déclara les paysans citoyens de l'Etat et leur accorda la protection de la loi. Une commission spéciale fut chargée de préparer une réforme radicale de l'institution du servage, mais la Confédération de Targowica et la guerre avec la Russie détruisirent dans leurs germes toutes ces généreuses tentatives.

Malgré tout cependant, ces discussions et ces projets ne demeuraient pas complètement sans résultats et, depuis lors, la condition des paysans tend visiblement à s'adoucir (2).

Le célèbre manifeste de Kosciuszko, 7 mai 1794, est comme le résumé et l'aboutissement du travail qui, depuis un demi-siècle, s'accomplissait dans les esprits.

Il reconnaissait aux serfs la liberté personnelle et le choix libre de quitter leurs tenures. Ils recevaient la possession héréditaire de leurs terres moyennant des corvées et des redevances très modérées. Les tribunaux et les écoles leur étaient ouverts. Le manifeste de Polaniec ne resta pas lettre morte ; malheureusement (3) les circonstances en interrompirent presque aussitôt l'exécution.

(1) Szoldrski, *Die landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 22.

(2) Cette amélioration est constatée par les historiens polonais et allemands. Voir Holsche, vol. II, p. 406-407.

(3) Szoldrski, *Die landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Po-*

Même à l'époque où les lois qui réglaient la condition des paysans étaient les plus dures, elles étaient dans une certaine mesure adoucies par les mœurs. Les serfs n'étaient véritablement opprimés que sur les domaines, malheureusement trop étendus, des grands seigneurs qui laissaient à des intendants l'administration de leurs propriétés. Il est trop certain cependant que les propriétaires, même s'ils éprouvaient quelque pitié pour leurs tenanciers, se préoccupaient avant tout de tirer de leurs terres tous les bénéfices que la loi leur permettait d'en espérer et que leurs exigences réduisaient la population rurale à un état d'extrême misère.

De là des rancunes légitimes qui s'accumulèrent au cours des siècles d'oppression. Attaché à son village, mais nourrissant contre son maître une implacable haine, le paysan ne pouvait ni connaître, ni aimer une patrie qui était indifférente à ses souffrances. Les partages, dont il ne prévoyait pas les lointaines conséquences, ne provoquèrent dans son âme engourdie aucune colère et il accepta sans révolte la nouvelle domination qui ne paraissait menacer que ses maîtres et qui adoucissait peut-être sa dure condition.

De fait, Frédéric II chercha à améliorer la situation économique des provinces annexées à son royaume, et il s'appliqua à y favoriser le progrès de l'agriculture, s'attacha à répandre des procédés plus perfectionnés de labour et d'élevage (1), récompensa les propriétaires dont les

sen, p. 23. Comp. T. Korzon, *Histoire intérieure de la Pologne sous Stan. Auguste*, t. I, p. 487-492, publiée à Varsovie, 1896.

(1) Ordonnance du 3 février 1782. — Christian Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 139.

biens étaient exploités rationnellement, institua des fermes modèles. On fit venir des paysans de Dessau pour répandre la culture du houblon.

Le canal de la Noteć (Netze) à la Brda (Brahe) qui met en communication l'Oder et la Vistule, fut achevé en trois ans. Il coûta 7 millions de thalers, mais transforma une partie du pays.

De vastes marécages se transformèrent en terres arables ou en riches prairies. Les communications de la Silésie et de la Marche avec Dantzig devinrent faciles et l'exportation du blé enrichit les habitants.

Après le deuxième partage, le gouvernement prussien appliqua la même politique dans la Prusse Méridionale.

La patente du 25 avril 1793 régla et améliora la condition juridique des paysans ; le servage fut aboli, et l'édit du 28 mars 1794 autorisa les tenanciers à s'adresser aux tribunaux s'ils avaient à se plaindre de leurs maîtres.

On établit à côté des juges patrimoniaux des magistrats publics (*justitiar, justycjarjusze*), et bien que ceux-ci fussent payés par les seigneurs et restassent ainsi soumis à leur influence, ils apportèrent au moins quelque limite à l'arbitraire antérieur. Les paysans furent un peu moins maltraités dans la répartition des impôts et la part contributive des seigneurs fut plus que doublée (1).

Après l'insurrection de 1794, le chancelier Goldbeck essaya d'amorcer une réforme générale et de préparer l'abolition progressive du servage. Son plan parut cependant trop radical et on se contenta de quelques mesures de détail : on interdit aux ^{1 u l a r u}populations d'élever arbitrairement les corvées et de louer leurs sujets aux seigneurs voisins ; les nobles qui maltraitaient leurs serfs purent être frappés

(1) Szoldrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 28.

d'amende et même de prison. Mais ces mesures de protection demeurèrent lettre morte.

Le ministre Schrötter et le ministre Hoym, très complaisants pour les propriétaires, menacèrent de révocation les fonctionnaires trop zélés dans la cause des villageois. Le Code général prussien devint obligatoire le 1^{er} septembre 1797, mais il n'accordait pas au paysan une entière liberté personnelle.

Peut-être craignait-on tout d'abord de mécontenter les propriétaires fonciers (1), et on avait besoin de la main-d'œuvre servile pour les domaines de l'Etat, qui avait hérité des biens de la couronne et confisqué les domaines du clergé. Cependant, en 1798, les nobles polonais, de leur plein gré, demandaient l'abolition du servage. « Nous sommes arrivés à cette conclusion, disaient-ils, non que les charges soient plus lourdes dans cette province que dans les autres provinces du pays, mais parce que cette mesure éveillera chez les paysans l'amour de la propriété et de l'ordre et fera le bonheur des propriétaires fonciers eux-mêmes » (2). Mais le gouvernement central ne tint aucun compte de cette pétition.

L'Etat prussien en était encore au régime féodal et il n'avait aucune raison d'introduire dans ses nouvelles provinces un système de gouvernement qu'il n'osait pas appliquer dans le reste du royaume. Il se borna donc à abolir les abus les plus criants, mais il laissa aux seigneurs une importante partie de l'autorité publique. Il leur reconnut ainsi le droit de désigner les recrues des régiments. Dans les domaines royaux, les prestations et les redevances res-

(1) Skarbek, *Histoire du Duché de Varsovie*, vol. 1, p. 29.

(2) M. Handelsman, *Napoléon et la Pologne*, p. 28, Ab. Lehmann Stein, t. II, p. 48.

tèrent ce qu'elles étaient auparavant et aucune mesure générale ne fut prise pour régler le sort des serfs seigneuriaux (1).

Dans les propriétés de nobles, les corvées étaient si différentes que, même dans le plus proche voisinage, on ne peut en établir une moyenne, elles dépendaient du caractère plus ou moins généreux du seigneur.

Sur les biens du clergé, les prestations étaient moins lourdes, cependant elles avaient augmenté rapidement pendant les siècles (2).

En somme, dans les premières années du xix^e siècle, la condition du paysan de la Prusse polonaise avait été

(1) Le paysan d'une métairie d'une charrue de Culm d'un « Culmhufe » (1 Culmhufe à 60 arpents magdebourgeois = 2 hufe de Magdebourg à 30 arpents), était tenu à une manœuvre par semaine et à une prestation de chevaux et voitures deux fois par semaine, il devait en outre donner annuellement : 1 ou 2 boisseaux (scheffel) d'avoine (54, 96 lit), 2 poules, de 15 à 30 œufs, de 1 à 2 écheveaux de fil, de plus rendre encore un certain nombre de corvées à merci (darmochy).

(2) Comme on peut se rendre compte par le tableau suivant (donné par Lehtonen, *Die polnischen Provinzen Russlands*, p. 39).

1 journée par semaine pour une charrue	—	lan	—	en	1481
2	—	—	—	—	1530
6	—	—	—	—	1581
24	—	—	—	—	1603
32	—	—	—	—	1681

Au xviii^e siècle, la charrue ne valait que la huitième partie de l'ancienne et on exigeait 12 jours de corvée tandis qu'au xvi^e siècle, on travaillait de 1 à 6 jours pour la même étendue.

Ce tableau est de Lubomirski, extrait de Lehtonen, p. 39.

Grevenitz, (*Die Bauern in Polen*, p. 2) démontre que selon le dictionnaire de Linde lahn, 1 an hufe divisé en trois champs, correspond à l'espace qui peut être labouré par une charrue dans une année, plus tard on établit comme mesure une étendue relative, propre à nourrir une famille, donc variable selon le sol. En Silésie 1 hufe correspond à 502.250 aunes carrées.

améliorée dans une assez large mesure ; protégé contre les abus de l'autorité seigneuriale, il tendait à devenir un usufruitier héréditaire qui, en échange du sol qu'il exploitait, était tenu à des redevances déterminées.

Dans les années de mauvaises récoltes, il avait droit aux secours de son maître. Sa seule servitude consistait dans l'impossibilité de quitter son maître et son village et de chercher ailleurs une situation meilleure (1).

Si l'on songe à l'état économique général du pays et au développement intellectuel des habitants, retardé par de longs siècles d'oppression, on sera peut-être disposé à admettre que le régime établi par l'administration prussienne, quelque contraire qu'il paraisse aux idées absolues de justice et d'égalité, était peut-être celui qui devait le mieux favoriser le progrès de la nation et qui était le plus conforme aux intérêts réels des habitants.

Lorsque de la Prusse Méridionale Napoléon forma le Duché de Varsovie, l'article 4 de la Constitution proclama l'abolition du servage. C'était une déclaration de principe formulée par des hommes qui n'avaient aucune idée de la situation du pays et qui avaient cru pouvoir appliquer les doctrines de la Révolution française sur un théâtre où manquaient les conditions mêmes de cette révolution, c'est-à-dire l'existence d'une classe rurale propriétaire.

Avec la liberté personnelle, les paysans, indépendants désormais, n'obtenaient pas la propriété et ils n'étaient même pas affranchis de leurs devoirs de serfs. Si les articles 1 et 2 de la Constitution permettaient aux paysans de changer leur domicile, les villageois qui voulaient quitter leurs métairies étaient obligés (art. 5) de rendre aux maîtres de la terre les semailles, le cheptel et les instruments aratoi-

(1) Skarbek, *Histoire du Duché de Varsovie*, vol. I, p. 188.

res, sauf toutefois s'ils pouvaient prouver qu'ils les avaient perdus avant le 9 octobre 1808 par épizootie ou autre accident (1).

Ceux qui voulaient garder leurs fermes, les conservaient une année, sous les mêmes obligations que par le passé. Ce délai écoulé, les rapports de seigneur à paysan devaient être réglés par un contrat dressé en présence des officiers judiciaires.

Sauf dans le cas, infiniment rare, où un texte précis assurait au paysan la possession héréditaire du sol, la loi autorisait le propriétaire à renvoyer son fermier, à condition de le prévenir à l'avance. Si le paysan ne voulait pas accepter les clauses du contrat proposé, le seigneur était libre d'incorporer la terre de la métairie dans son domaine direct.

L'article n° 4 de la Constitution fut confirmé par le décret royal du 21 décembre 1808 qui, en termes vagues, reconnaissait aux paysans la liberté absolue de quitter leurs fermes en cas de différend avec leurs maîtres et de porter plainte devant les tribunaux.

Les agriculteurs polonais ne comprirent pas tout d'abord le sens des nouvelles institutions. Ils s'imaginèrent simplement que les redevances et les corvées étaient supprimées et qu'ils devenaient propriétaires du sol et du cheptel. Quand ils connurent la portée de l'acte d'émancipation, qui les ruinait en les affranchissant et qui leur enlevait, en échange d'une liberté théorique, la possession d'un sol qu'ils détenaient en vertu de la coutume, leur désillusion fut amère.

Sous l'effet de la déconvenue, non moins que des an-

(1) Thoma, *Über die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen*, p. 95.

ciennes rancunes, beaucoup d'entre eux, grisés par le mot de liberté, abandonnèrent leurs tenures et cherchèrent fortune ailleurs. D'autres se présentèrent pour prendre leurs domaines abandonnés. Il se produisit un vaste déplacement de population et cette migration amena un résultat des plus funestes. Les nouveaux fermiers ne connaissaient pas le sol qu'ils avaient à exploiter ; les capitaux leur manquaient absolument, ils se défiaient des propriétaires qui, ruinés par la guerre, l'occupation étrangère et le blocus continental, leur imposaient des conditions très dures. Le résultat immédiat fut la misère générale et la décadence de l'agriculture.

Parmi les paysans qui avaient abandonné leurs fermes, un certain nombre essayèrent de gagner leur vie comme ouvriers. Mais, dans un pays où l'industrie n'existait pas encore, le travail était rare. Ils étaient réduits aux pires expédients et tombèrent dans la mendicité et le vagabondage.

Les effets moraux de l'abolition du servage ne furent pas moins funestes que ses résultats économiques. Les liens qui jadis rattachaient encore le paysan aux propriétaires et qui avaient malgré tout maintenu une certaine unité nationale se brisèrent définitivement. Aigris par leurs souffrances, les paysans en rejetèrent la responsabilité exclusive sur leurs anciens maîtres. Leur détresse actuelle raviva les souvenirs de l'antique oppression. Ils se détachèrent de plus en plus d'une patrie qui ne leur rappelait qu'injustice et famine, et puisque leurs seigneurs regrettaient le régime disparu, ils furent disposés à accueillir les souverains nouveaux.

Cet état d'esprit, pour peu que le gouvernement prussien sût en profiter et ménager les sentiments intimes de

la masse de ses nouveaux sujets, était de nature à lui faciliter singulièrement sa tâche.

La détresse du pays était générale et profonde. Elle était le résultat de causes multiples et souvent fort anciennes.

Dans l'ancien royaume, les biens de la couronne, qui représentaient une importante partie du sol, étaient abandonnés à des starostes viagers, qui ne songeaient qu'à tirer de leurs fermes les revenus les plus élevés possibles et épuisaient la terre. Les propriétés du clergé n'avaient pas en général été plus sagement administrées.

Les magnats, absorbés par les intrigues politiques, vivaient d'habitude loin de leurs domaines qu'ils abandonnaient à des intendants cupides et ignorants. Les petits propriétaires, la Szlachta, vivait sur ses biens, mais elle n'avait ni les capitaux ni les connaissances nécessaires pour une exploitation intelligente. Très fière de ses privilèges et de ses armoiries, elle traînait une existence misérable, très voisine de celle des paysans, dont elle partageait l'ignorance et les préjugés.

Les paysans enfin, qui n'étaient jamais sûrs de ne pas être dépouillés de leurs tenures, n'avaient aucune raison de chercher à améliorer leurs méthodes de culture, parce qu'ils n'auraient fait ainsi qu'inciter leurs maîtres à accroître leurs exigences. Comme de plus ils comptaient, en cas d'extrême misère, sur les secours du seigneur, ils n'avaient qu'une pensée, travailler le moins possible : une heure de repos, une mesure d'eau-de-vie, la foire et le pardon, tous leurs plaisirs se réduisaient à ces quelques joies élémentaires.

D'un bout à l'autre de l'échelle sociale, tout semblait ainsi calculé pour paralyser l'esprit d'entreprise et de travail, pour décourager l'épargne et pour entretenir des ha-

bitudes d'inertie et de routine. La terre, à peine fumée, médiocrement travaillée, s'épuisait et les récoltes étaient très inférieures à ce qu'elles auraient dû être. Cependant la fertilité naturelle du sol et le peu de densité de la population, laissaient disponibles pour l'exportation des quantités importantes de blé. Mais l'argent ainsi introduit dans le pays n'arrivait qu'à quelques grands seigneurs qui le gaspillaient aussitôt en folles prodigalités ou le dépensaient à l'étranger, de sorte que le luxe de quelques familles était acheté par la ruine progressive de la masse du peuple.

Le gouvernement prussien, qui recevait ainsi ce pays anémié et appauvri, s'appliqua à lui rendre quelque vitalité, et en somme il y réussit. Il fut d'abord bien servi par sa timidité même. Après tant de bouleversements, des réformes radicales eussent été plus dangereuses qu'utiles. Ce que la population demandait, c'était avant tout un régime régulier, une administration protectrice qui, sans modifier l'ordre de choses ancien, arrêât les abus et préparât des modifications plus profondes. L'on était arrivé à une de ces heures où il n'y a de médecine raisonnable que l'expectative ; et Frédéric-Guillaume III eut le mérite de ne pas gêner la nature dans son travail de reconstitution.

Il s'attacha à ménager les nobles. Provisoirement, les ordonnances de 1811 qui avaient interdit en Prusse de priver les paysans de leurs revenus, ne furent pas appliquées dans le Duché de Posen (1-2).

(1) Elles ne furent exécutées que dans le district de Noteć (Netze) annexé à la Monarchie prussienne depuis le premier partage de la Pologne et germanisé par les 11.000 colons allemands.

(2) Le publicandum du 3 juin 1815 annonça que « les relations actuelles des propriétaires avec les villageois héréditaires se trouvant sur leur bien comme avec les autres paysans seraient maintenues. Les

D'autre part, la patente du 2 novembre 1816, en annonçant la mise en vigueur dans le Grand-Duché du code général prussien, déclarait que les relations entre les propriétaires et les paysans seraient prochainement réglées par un décret spécial. Les seigneurs en conclurent qu'on appliquerait dans la province l'édit de 1811 relatif à la population rurale de la monarchie prussienne et qu'il leur serait désormais impossible de mettre la main sur les terrains des paysans.

Ils se hâtèrent donc de profiter du délai qu'on leur laissait pour expulser les colons de leurs métairies et les transformer en simples journaliers, en incorporant leurs terres au bien domanial. De nombreuses expropriations eurent ainsi lieu sur les grandes seigneuries, et elles provoquèrent des plaintes nombreuses.

Sur les domaines de la petite noblesse, où les relations entre les maîtres et les paysans avaient toujours été plus patriarcales, la condition des laboureurs n'était pourtant rien moins que prospère.

Les bâtiments étaient délabrés, les vergers fort rares, le bétail misérable, privé de bons pâturages (1).

Du moins les tenanciers conservèrent en général leurs parcelles et l'administration essaya d'établir une situation à peu près régulière.

Une commission spéciale fut chargée de présenter un exposé exact de l'état de la question rurale avant 1816.

paysans seront considérés comme personnellement libres et usufruitiers de la terre cultivée en échange de corvées. Les seigneurs ainsi que les paysans sont autorisés à rompre leur contrat après avoir donné avis une année à l'avance. Thoma, *Ueber die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen*, p. 101.

(1) Les pâturages étaient propriétés communes et le trèfle et autres plantes fourragères inconnus dans les fermes.

En 1818, dans la régence de Bydgoszcz, sur les propriétés seigneuriales, il y avait 8.200 fermiers agriculteurs dont 3.600 cultivaient leur propre terre ou étaient des tenanciers héréditaires, et 4.600 étaient des paysans corvéables (1).

Les paysans propriétaires étaient surtout nombreux dans le cercle de Czarnków, voisin de la Marche de Brandebourg et où la proportion des Allemands était particulièrement forte.

Le long du canal de Bydgoszcz et sur les bords de la Note navigable, les paysans censitaires dominaient.

Comme moyenne approximative, on peut prendre dans ces districts les charges qui pesaient sur les fermiers d'une charrue de Magdebourg, savoir :

6 jours de prestation personnelle par semaine, ou 3 jours de prestation avec voitures et chevaux, sans compter les petits services et les redevances en nature (poules, œufs, etc).

Dans le district de Inowrocław en Cujavie, la plupart des métairies des biens nobles étaient de 1/2 à 1 charrue de Magdebourg, les paysans en dehors des redevances en nature et des corvées à merci devaient :

De 6 à 10 jours de corvée par semaine.

Dans le district de Wągrówiec, où les terres sont de qualité inférieure, les métairies étaient en général plus étendues.

Selon les sources officielles (2) leurs obligations pour une charrue de Culm étaient :

5 à 6 jours de prestation personnelle de la saint-Martin à la saint-Georges (3).

(1) Thoma, *Über die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen*, p. 116.

(2) Thoma, *Über die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen*, p. 119.

(3) Du 11 octobre au 23 avril.

8 jours de prestation personnelle de la saint-Georges à la saint-Martin, ou bien des corvées d'attelage, évaluées proportionnellement.

En outre, depuis le commencement jusqu'à la fin de janvier ils devaient un ou deux jours par semaine de travail pour le battage au fléau, étaient tenus de transporter avec les voitures seigneuriales le blé au marché, d'envoyer à tour de rôle les hommes pour la brasserie, de râtisser les jardins, d'apporter et fendre le bois avant les jours de fête, de tondre les brebis, de fournir des voitures pour amener les nouveaux serviteurs dans les biens, d'envoyer des journaliers pour la construction des bâtiments, de s'occuper de la récolte, enfin de fournir une certaine quantité d'écheveaux de fil, de poules, d'oies, d'œufs et de champignons (1).

Bandtkie (2), en parlant d'autres contrées, prétend que les paysans de 30 à 60 arpents magd. devaient faire à la corvée 10 journées par semaine pendant 6 mois et 5 journées par semaine pendant la seconde moitié de l'année.

La situation était en somme infiniment complexe. Très souvent les obligations variaient de domaine à domaine ; la population se divisait en catégories qui empiétaient les unes sur les autres. La condition des fermiers n'était pas la même que celle des Inquilini (jardiniers) et des Zagrodnicy (Haüsler). Le gouvernement se heurta donc à des difficultés extrêmes quand il essaya d'introduire quelques règles précises au milieu de cette variété de coutumes, née d'une tradition séculaire et d'usurpations graduelles. Il se borna d'abord à des améliorations partielles.

Le 6 mai 1819, il décida que désormais le seigneur ne

(1) Thoma, *Über die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen*, p. 119.

(2) G. Samuel Bandtke, *Historische Analecten*, p. 107-108.

pourrait plus congédier le fermier par un simple avis préalable.

Dès lors, les autorités gouvernementales connurent du droit des paysans sur les terres qu'ils cultivaient, et les différends à ce sujet furent tranchés selon la loi générale prussienne (1).

Les paysans polonais se trouvaient ainsi à cette époque plus favorisés que les paysans allemands des vieilles provinces de la monarchie prussienne, où les réformes édictées par Stein et Hardenberg étaient souvent annulées par les nombreuses exceptions apportées à la loi.

En 1821 le gouvernement s'occupa d'établir quelles métairies devaient être considérées comme propriété du tenancier et quelles autres devaient être des fermes à bail héréditaire, payant le cens en espèces.

L'ordonnance de 1823 réglant définitivement la condition des paysans fut en général bien accueillie par eux.

Leur situation générale s'améliorait à la suite du développement du commerce qui entraînait la hausse du prix du blé et de la valeur des biens.

Comme les redevances n'avaient pas été relevées en proportion, ils désiraient conserver le plus de terres possible et ils se montraient souvent peu disposés à accepter la séparation de leurs propriétés de celles de leurs maîtres, comme en témoigne le maréchal Moltke dans ses *Souvenirs*, p. 144-156, vol. II.

Ce partage était rendu singulièrement difficile par les changements de domination qui s'étaient succédé dans le pays et l'extraordinaire obscurité des titres de possession.

Le nouveau règlement prussien manquait évidemment

(1) Christian Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 206.

de précision ; c'était moins un texte de loi qu'une dissertation sur un problème difficile ; le gouvernement faisait appel à la bonne volonté des propriétaires ; pour le cas où les deux parties ne pourraient pas s'entendre à l'amiable, on créait un Comité spécial avec une autorité judiciaire (1).

A la tête de la commission instituée pour la réglementation des relations entre les seigneurs et les paysans, était Pantaléon Szuman, un des propriétaires polonais les plus considérés.

La politique de l'autorité prussienne, en dépit de ses lenteurs et de ses incertitudes, n'en indiquait pas moins très nettement la pensée de profiter des fautes séculaires de la noblesse et de se créer des partisans dans la classe si longtemps opprimée.

Les paysans polonais furent ainsi traités beaucoup plus favorablement que ceux des vieilles provinces. L'indemnité de rachat qu'ils avaient à payer pour les biens qu'ils gardèrent fut moins élevée ; ils conservèrent pour une période plus ou moins longue certains droits d'usage sur la propriété seigneuriale (pâturage, droit de ramasser du bois de chauffage) ; le nombre des paysans qui furent considérés comme fermiers et autorisés à ce titre à racheter leurs terres fut plus considérable (2).

Enfin tous les domaines ruraux qui payaient le cens temporairement ou héréditairement purent devenir la propriété du tenancier, à condition que celui-ci appartint à la classe des paysans.

Cette dernière clause qui menaçait d'enlever à la noblesse polonaise une importante partie de ses domaines, provo-

(1) Lubiński, *Réglementation des conditions*, p. 20.

(2) Szoldrski, *Die landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 45-46 ; d'après Donniges, *Die Landeskulturgesetzgebung*, p. 340.

qua dans ses rangs de très vives protestations, et elle obtint à diverses reprises de sérieuses modifications. En 1836, il fut décidé que seuls, les paysans soumis à la prestation des voitures, des chevaux ou des bœufs ou ceux qui cultivaient 25 arpents de terre pourraient revendiquer la propriété du sol qu'ils exploitaient.

Les métairies qui n'étaient pas occupées par un tenancier (*pustki*), devaient être, dans un délai fixé par la loi, affermées par le seigneur, si l'ancien maître n'avait pas laissé d'héritier. Le seigneur était libre de donner des métairies à des paysans de son choix, mais il ne pouvait exiger en retour aucune indemnité (*wkupne*).

Si le seigneur, dans le délai fixé, n'avait pas établi un paysan sur la métairie vacante, la commission de réglementation choisissait dans la commune un candidat capable, et à son défaut, mettait la ferme en adjudication (1).

Dans le cas où le tenancier d'une métairie était, par suite de sa vieillesse, incapable de continuer l'exploitation, il pouvait être remplacé par un autre qui devait en échange lui servir une rente viagère ; cependant, s'il avait des fils en âge d'être fermiers, on l'autorisait à en désigner un pour hériter de la propriété.

On s'en remettait aux intéressés du soin de fixer les limites des métairies, les questions relatives aux bâtiments et l'indemnité due aux seigneurs. La commission n'intervenait que si les parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord. L'indemnité du seigneur pouvait consister dans l'abandon d'une partie de la terre cultivée par le paysan, dans une redevance en nature ou en argent, ou enfin dans

(1) Łubieński, *La réglementation des conditions des paysans*, p. 23.

le maintien pendant un certain temps de la corvée qui, alors, ne dépasserait pas trois jours par semaine.

Dans aucun cas, le seigneur n'enlèverait au paysan plus de la moitié du sol qu'il détenait, et encore à condition de lui laisser assez de terre pour qu'il pût nourrir une paire de bœufs et employer utilement sa force de travail.

Les métairies rachetées devenaient la propriété franche du paysan, c'est-à-dire, n'étaient plus soumises aux dîmes et aux redevances.

Les corvées maintenues cesseraient de plein droit 24 ans après la loi de régularisation. Elles viseraient toujours un travail déterminé ; excepté pendant la moisson, elles ne dépasseraient jamais trois jours par semaine de prestation personnelle et, seulement durant les trois premières années, trois jours par semaine de prestations avec charrettes et chevaux (1).

Ces chiffres pourraient cependant être dépassés dans le cas où le seigneur prouverait à la commission qu'un nombre supérieur d'ouvriers lui était absolument indispensable, à condition que la culture de la ferme n'en souffrît pas, ou bien s'il abandonnait au paysan une parcelle prise sur son propre domaine.

Si le paysan ne recevait pas la moitié de la terre qu'il détenait auparavant, ses corvées ne dépasseraient pas la moitié de celles qu'il fournissait autrefois.

Toute autre obligation contraire à la liberté personnelle était interdite.

Si le rachat stipulait une redevance en espèces, elle pouvait être acquittée en une ou plusieurs fois.

(1) Lubieński, *La réglementation des conditions des paysans*, p. 26-27.

Les redevances en nature seraient rachetées sur une base fixe d'après le prix moyen des céréales pendant 14 années dont on déduirait les deux années où le blé avait été le plus élevé et le moins cher. Le résultat de ce prix moyen pouvait être modifié au gré des parties (1).

L'ensemble de ces stipulations prouve clairement que le gouvernement prussien, tout en désirant améliorer la condition des serfs, s'était préoccupé de ne pas bouleverser trop brusquement la situation du pays. Il s'était appliqué à atténuer l'effet d'une émancipation complète et à assurer à la grande propriété la main-d'œuvre qui lui était indispensable. Il était manifeste, d'autre part, que la liquidation n'irait pas sans de multiples difficultés et qu'elle donnerait lieu à d'innombrables conflits. L'administration n'en était peut-être pas autrement attristée et elle espérait que l'animosité que créeraient entre les propriétaires et leurs anciens serfs les règlements de comptes, assurerait son pouvoir, en empêchant la formation d'un grand parti national.

Comme elle n'avait aucune raison de favoriser les seigneurs qui avaient toujours été regardés comme l'élément le plus hostile à la domination germanique, la commission se montra assez équitable dans le règlement des indemnités.

Il était à craindre, comme l'événement le prouva, que les paysans, privés de la tutelle à laquelle ils étaient accoutumés, fussent incapables de diriger l'exploitation de leurs métairies. De fait, la conséquence de la régularisation fut une crise agraire grave ; beaucoup de biens ruraux furent mis en vente et les prix fléchirent.

(1) Łubieński, *La réglementation des conditions*, p. 36.

Pour empêcher la diminution successive de la petite propriété rurale, il fut interdit aux seigneurs, pendant 10 ans, d'acheter des fermes.

Des mesures furent prises pour assurer aux paysans une exploitation facile, en groupant les tenures et en leur assurant l'accès de leurs champs.

Dans le Grand-Duché, $\frac{1}{4}$ des terres cultivées se trouvaient entre les mains des paysans, tandis que la proportion dans les autres parties de la Pologne était de $\frac{2}{3}$ en Podlasie-Lubelskie et de $\frac{3}{4}$ ou même de $\frac{4}{5}$ en Volynie et en Ukraine.

Nous pouvons en conclure que par rapport aux autres provinces polonaises, la culture en Posnanie était dans un état relativement avancé. En effet, les seigneurs ne devaient pas sacrifier plus d'un quart de la terre pour s'assurer la main-d'œuvre nécessaire aux trois quarts restants ; ailleurs, au contraire, il leur fallait donner la moitié, les $\frac{3}{4}$ et même les $\frac{4}{5}$ du sol pour tirer de ce qu'ils conservaient un profit fort maigre, ce qui démontre nettement qu'en Posnanie la valeur de la terre était plus grande que dans les autres palatinats. Nous savons ainsi qu'en 1785, la même étendue de terre qui ne valait que 4 florins près de Varsovie, coûtait 4 ducats dans le district de Rawicz (1).

D'une manière générale, la valeur des terres diminuait en Pologne à mesure qu'on avançait de l'ouest à l'est, et cela s'explique sans peine par la facilité des débouchés.

Même dans la grande Pologne cependant, malgré cette supériorité relative, les méthodes de culture étaient fort anciennes.

Sur les biens des seigneurs, comme sur ceux des paysans,

(1) Korzon, *Histoire intérieure de la Pologne sous Stanislas-Auguste*, 2^e éd., II vol. p. 281.

on ne connaissait que le même système d'assolement bien-nal avec deux années de jachères.

L'influence des méthodes allemandes et la réglementation qui crée vraiment la propriété individuelle amena de rapides progrès. Le drainage améliora les prairies et l'élevage se développa (1).

Le colon, sûr de ne pas être chassé de son bien, entretenait avec soin les bâtiments d'exploitation (2).

Il n'est guère douteux que les paysans propriétaires tirèrent de la nouvelle législation des avantages sérieux ; ils arrivèrent peu à peu à une prospérité qu'ils n'avaient jamais atteinte jusque-là ; mais ils connurent aussi des jours difficiles et ils furent ainsi durement éprouvés par les crises agricoles et la baisse des prix.

L'année qui suivit la promulgation de la loi de réglementation, le prix du seigle tomba à la moitié de ce qu'il

(1) Il y avait en *Posnanie* :

	Bêtes à				
	Chevaux	cornes	Brebis	Cochons	Chèvres
En 1816. . . .	74.739	272.729	796.114	127.092	521
» 1822. . . .	91.712	313.031	1.106.333	150.896	1.166
» 1831. . . .	115.719	385.461	1.666.220	180.200	2.665
» 1840. . . .	148.041	507.262	2.465.401	287.563	4.303
» 1849. . . .	157.240	501.865	2.529.278	233.011	13.628

Szołdrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung*, p. 39.

(2) Les registres des sociétés provinciales d'assurance contre l'incendie accusent une augmentation des valeurs inscrites dans les polices et révèlent par là même, la plus-value des propriétés bâties (les valeurs assurées pour les édifices s'élevèrent au total de 8.626.550 thl. en 1824 à 13.207.025 thl. en 1836).

On peut se faire une idée de l'état des bâtiments en 1816 par la statistique de Bergman, *Zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 14. D'après cet auteur le nombre des constructions en maçonnerie était de 230.831 dans toute la province. Celui des édifices surmontés de toits en tuile de 8.972.

Tous les autres bâtiments étaient en bois.

était en 1823, les autres espèces de blé suivirent à peu près la même diminution de cours comme le démontre le tableau suivant.

**Prix moyen des produits agricoles dans la province
et la ville de Poznań en 1.000 kg et en Marks.**

	Froment		Seigle		Orge		Avoine		Pommes de terre	
	camp.	ville	camp.	ville	camp.	ville	camp.	ville	camp.	ville
1816. .	188	177	118	109	87	121	104	105	30,5	49
1817. .	231	228	148	147	105	95	113	111	36	31
1818. .	187	185	124	132	104	99	111	120	35	35
1819. .	144	142	101	107	88	84	94	67	26	26
1820. .	124	89	76	70	70	63	80	69	23	21
1821. .	130	116	70	61	57	43	60	50	23	19
1822. .	129	117	87	77	68	57	76	68	22,5	22
1823. .	124	121	96	91	85	77	89	86	34	36
1824. .	86	88	45	45	41	36	46	43	18	17
1825. .	77	84	41	45	39	39	44	43	14	15
1826. .	86	86	64	64	57	54	63	61	21	23
1827. .	105	101	93	86	80	76	84	76	25	26
1828. .	121	117	94	87	80	75	84	79	23	30
1829. .	143	146	79	81	66	59	73	74	19	22,3
1830. .	133	132	87	84	61	69	81	75	24	27
1831. .	186	187	133	139	106	100	117	114	33	41
1832. .	136	145	105	107	94	87	100	90	26	27
1833. .	105	107	71	76	58	49	70	64	16	18 (1)

Cette baisse des prix ne profitait qu'à une seule classe de la population rurale.

Jusqu'alors la Pologne n'avait point connu de classe ouvrière proprement dite. Les lois agraires de 1823 à 1851 créèrent dans les villageois deux groupes qui devenaient de plus en plus distincts à mesure qu'ils s'éloignaient de leur point de départ. Elles ne donnèrent pas en effet la propriété aux « locataires closiers » (2) qui se trouvèrent dans

(1) Szoldrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 41.

(2) *Chalupnicy-zagrodnicy*.

une situation très précaire. Leur liberté fut reconnue, mais ils perdirent leurs droits antérieurs sur la chaumière et l'enclos qu'ils occupaient ainsi que la protection du seigneur, ils formèrent dorénavant la classe des ouvriers agricoles et ne purent désormais compter que sur leur propre travail. Pour cette classe, la baisse du prix des denrées eut certaines conséquences favorables en facilitant leur existence. Leur condition cependant demeurait très instable et ils traversaient des périodes très dures.

Les paysans propriétaires, de leur côté, furent gravement atteints par la baisse des prix des céréales survenant au moment où ils n'avaient pas encore l'habitude de la liberté et où ils étaient obligés d'organiser leur exploitation. Dans les années qui suivirent la régularisation, il arriva souvent que le fermier, incapable de se suffire, abandonnait son bien qui ne le nourrissait pas (1). A la longue cependant, ceux qui avaient persisté, triomphèrent des difficultés du début ; les prix se relevèrent et dès lors la distinction s'accrut entre les propriétaires et les ouvriers des champs. Les journaliers eux-mêmes se divisaient en deux catégories : les uns ne possédaient rien et les autres possédaient quelques petites propriétés, une cabane, un jardin. La plupart se livraient aux seigneurs par des contrats annuels. En échange de leur travail, ils recevaient le logement, le chauffage, les pommes de terre, de quoi entretenir une ou plusieurs vaches, un cochon, quelques poules et un ou deux arpents qu'ils aménageaient à leur guise. Au début ils s'engageaient à faire de 3 à 5 jours de travail par semaine, et étaient libres de disposer à leur gré du reste de leur temps. Lorsque la

(1) Sołdrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 89.

culture de la terre devint plus intensive, les seigneurs qui avaient besoin d'un plus grand nombre de travailleurs et qui ne voulaient pas se charger de construire et d'entretenir trop de chaumières, préférèrent louer des ouvriers à la journée en les payant suivant la saison de 4 à 5 sgr. les hommes, et de 2 1/2 à 4 sgr. les femmes (1).

La forme féodale de travail disparut ainsi peu à peu et fut remplacée par le salariat contemporain.

On estime à environ 24.000 le chiffre des habitants qui, de 1823 à 1840, devinrent propriétaires d'un domaine arable (2).

On a calculé, bien que ces moyennes soient assez vaines, que l'arpent de Magdebourg (1) revenait au paysan à 3 et demi flr. de bail, c'est-à-dire à un chiffre relativement bas en proportion du prix des terres qui se releva immédiatement à mesure que les conditions économiques rede-

(1) 50 pfenn. 25, 40 pfn.

(2) Nombre des arpents de Magdebourg

qui leur furent reconnus de. . . . 1.309.192

Journées de prestations des chevaux
et des voitures, abolies de cette ma-
nière 1.770.632

Journées de prestations personnelles. 3.832.565

Sommes payées par les paysans dans
cet espace de temps :

Valeur en cens. 2.107.862 flor. 15 gr.

Valeur en céréales 2.837 boisseaux à
8 flor. 22.696 flor. 28 gr.

Valeur — la réduction de l'impôt sur
les biens seigneuriaux. 1.999.452 flor.

Valeur des intérêts du capital, 237.419,
touchés par les seigneurs. 11.870

Total de. 4.133.881 flor. 13 gr. (sic)

Somme totale payée annuellement par

les paysans 4.133.881 flor. 13 gr.

Lubieński, *La réglementation des conditions des paysans*, p. 57-59.

(3) Un arpent de Magdebourg = 25.532 a.

vinrent normales (1). Si, comme nous l'avons vu, la période de transition fut dure pour beaucoup de paysans, les seigneurs privés de la main-d'œuvre que leur assurait la corvée, traversaient aussi des jours difficiles. Beaucoup d'entre eux furent obligés de vendre leurs terres et sans le secours du Crédit Foncier, le capital juif aurait accaparé une grande partie du sol. Le Crédit Foncier, qui avançait à un taux modéré des capitaux qui s'amortissaient automatiquement, sauva nombre de propriétaires de la ruine et permit aux plus habiles d'étendre leurs domaines au détriment de leurs voisins moins adroits ou moins heureux.

Sous l'effet de nouvelles conditions économiques, l'aristocratie polonaise se transforma. Ceux qui ne parvenaient pas à s'adapter au régime moderne et conservaient leurs habitudes de frivolité, d'insouciance et d'ostentation, succombaient ; les autres, qui après une période de lutte plus ou moins longue, réussirent à se maintenir, se divisaient en deux catégories plus nettement distinctes. Les premiers ne visaient qu'à l'épargne sans songer à développer la production agricole. Satisfaits pour peu que leurs biens rapportassent au delà de leurs dépenses courantes, de manière à les laisser réaliser de légères économies, ils ne contribuèrent en rien au progrès de l'agronomie. Mais ils transmet-

(1) Prix de la terre en Ha et M.

	Prix de vente			Prix de succession			Prix dans les enchères.		
	Pet. prop.	Moy. prop.	Grd. prop.	Pet. prop.	Moy. prop.	Grd. prop.	Pet. prop.	Moy. prop.	Grd. prop.
En 1800.		207	159			84			
» 1801-1810 . . .			269			165			218
» 1811-1820 . . .		232	266		204				125
» 1821-1830 . . .	113	210	133		124	186			147
» 1831-1840 . . .	149	132	164	100	138	199			
» 1841-1850 . . .	195	243	274	152	180	254			186

Sarrazin, *Die Entwicklung der Preise des Grundes und Boden in der Provinz Posen*, p. 57. Publié à Halle, 1897.

taient leurs principes à leurs descendants et, les circonstances aidant, ils réussirent à amasser de grandes terres et des capitaux importants dans les mêmes familles.

Les autres, peu nombreux, étaient de pseudo-progressistes, ils avaient entrepris une série de travaux qui modifiaient plutôt l'apparence que le fond même de leurs domaines. Ils élevaient des constructions magnifiques, des habitations somptueuses, entourées de parcs superbes, ils faisaient venir des étalons de prix et toute sorte de reproducteurs coûteux, qu'ils laissaient du reste mourir de faim sur leurs maigres pâturages. Aussi au lieu de développer l'élevage, ils perdaient de grandes sommes dans ces vellétés de progrès mal approprié. Leur insuccès servait d'exemple aux voisins, les décourageait de l'agronomie moderne et les amenait à tirer cette simple conclusion qu'il valait mieux s'en tenir aux vieux systèmes d'économie et laisser les « nouvelles blagues » aux Allemands.

Heureusement un homme éminent parmi les seigneurs du Grand-Duché, comprit la vraie nécessité du progrès, et par son exemple efficace, entraîna dans la nouvelle voie les propriétaires fonciers. Ce seigneur, dont le mérite au point de vue de l'exploitation agricole en Posnanie, fut aussi grand que celui de l'illustre Thaer pour l'agronomie allemande, était le général Dezydery Chłapowski, colonel de la grande armée de Napoléon 1^{er} et aide de camp de l'Empereur. En 1813, il hérita de son père Turew, un bien endetté, d'une étendue de 11.000 arpents de Magdeb.; voyant qu'il avait une expérience plus grande en fait de stratégie qu'en matière agricole, doué d'une volonté de fer et d'une énergie toute militaire, il partit pour l'Angleterre où dans les domaines du comte de Leicester, ainsi qu'à l'école agromique d'Edimbourg, il s'initia aux secrets de l'agricul-

ture. Après un séjour de 18 mois, il rentra au pays pour appliquer dans ses biens tout ce qu'il avait appris du progrès moderne. Sa vive intelligence sut tenir compte des conditions locales auxquelles il adapta avec succès les connaissances pratiques acquises en Angleterre. Ce qui produisit l'effet le plus immédiat dans le pays, c'est que, dès 1830, il parvint à libérer, à la suite des bons résultats de son système agricole, le bien de Turew des hypothèques dont il était chargé. Loin de vouloir profiter d'une manière égoïste des lumières empruntées à l'étranger, il chercha à en faire bénéficier, le plus possible, ses concitoyens. Dans ce but, il entretenait toujours et gratuitement 12 jeunes gens pour les instruire, et ceux-ci à leur tour communiquèrent à d'autres par leur exemple l'expérience et les théories qu'ils avaient reçues directement de leur maître à Turew. En dehors de ses élèves, ne ménageant ni son temps ni ses forces, il était toujours prêt à donner des conseils de vive voix ou par écrit à tous ceux qui les sollicitaient. En outre, il publia une brochure sur l'agriculture, fonda un journal spécial « Szkołka niedzielna » pour instruire les paysans sur la culture de la terre. En un mot, par son exemple et par son activité sociale, le général Chłapowski mérita un souvenir ineffaçable dans la mémoire de ses compatriotes. Il eut sur le développement rationnel de l'agronomie une influence décisive, c'est à lui qu'elle doit d'avoir pris un nouvel essor, sans lequel elle n'aurait pas pu, de nos jours, rivaliser avec l'agriculture allemande, qui s'était si hautement vantée de sa supériorité inébranlable sur la « misérable polnische Wirtschaft ».

CHAPITRE IV

LES VILLES. — LE COMMERCE. — L'INDUSTRIE.

SOMMAIRE

Exposé général de la situation. — Les causes essentielles empêchant le développement économique : — Le manque de besoins ; — Les villes médiates. — Les villes royales. — La bourgeoisie. — Les corporations. — Le commerce. — Les Juifs. — Les mauvaises voies de communication. — Poznań : — Sa fondation ; — Sa germanisation ; — Son essor national ; — Sa floraison ; — Sa décroissance. — Bydgoszcz. — Gniezno. — Kruszwica. — La réforme de Stein. — Les mesures gouvernementales : — Impôts doublés ; — Charges imposées aux villes. — Essai de réformes avantageuses. — Les métiers facilités. — Les industries : — Fabrication du drap ; — Son développement et sa ruine par la violation des articles du traité de Vienne. — Les conventions douanières de 1819 et 1822. — Les trois industries en progression. — Manque de capital. — La déchéance de la foire de la saint Jean. — Conclusion.

Nous avons constaté les conditions difficiles dans lesquelles se trouvaient les propriétaires et les cultivateurs de la terre. Au moment où le Grand-Duché passait sous la domination allemande, la situation du commerce et de l'industrie n'était pas plus favorable. Les longues années de guerre avaient eu sur ce domaine aussi les résultats les plus tristes. Si la vie industrielle était en 1815 moins active qu'aux heures les plus prospères, il faut d'ailleurs reconnaître qu'elle n'avait jamais été particulièrement brillante. Les raisons en sont faciles à découvrir. La Pologne

était restée pendant fort longtemps un pays exclusivement agricole et rural. Les besoins des populations y étaient modestes et leurs désirs limités. La culture du sol et l'industrie domestique suffisaient à les satisfaire. Elles ne sentaient guère la nécessité d'améliorer leur condition et elles n'en avaient pas les moyens. Le facteur obligatoire de tout développement industriel, le capital, demande en effet, pour se constituer, une certaine stabilité dans la situation du pays, une tranquillité politique et sociale à l'intérieur et à l'extérieur. Lorsque, par contre, le sol est en jachère, piétiné par le passage continuel des troupes, il est impossible que des réserves s'accumulent. La masse des habitants, dans une lutte continuelle pour la vie, perd toute initiative et toute vigueur intellectuelle et morale. Elle finit par s'habituer à sa misère, la consommation se réduit au minimum, l'esprit de création disparaît et tout espoir de progrès cesse. C'était le cas du Grand-Duché de Posen en 1815. Le peuple des campagnes se suffisait à lui-même par le simple travail domestique, et ses exigences n'allaient pas au delà des produits qu'il se procurait par son effort personnel. Les grandes forêts lui fournissaient le gros et le petit gibier ; les lacs nombreux de Posnanie abondaient en poisson ; les ruches aménagées dans les arbres donnaient à profusion du miel qui servait à la fabrication de la boisson nationale, l'hydromel ; la cire assurait l'éclairage : les fourrures des animaux sauvages préservaient du froid. Le lin, cultivé dans une large mesure, était employé à la confection des toiles fines et grossières, et la laine des brebis était tissée en toutes sortes de draps ; la paille ne faisait pas défaut pour les couvre-chefs rustiques.

Les paysans, dont les ressources pécuniaires étaient nulles, trouvaient ainsi, sans quitter leurs villages, ce qui

était indispensable à leur existence primitive. Les ouvriers, dont la clientèle était peu exigeante, n'étaient pas amenés à se spécialiser ; leur habileté technique était médiocre et les produits de leurs travaux demeuraient rudimentaires. La plupart des villes, de plus, appartenaient aux seigneurs. Ici encore se manifeste d'une manière évidente le funeste résultat de l'omnipotence de la noblesse favorisée par les rois électifs. Quand elle sollicitait l'autorisation royale de fonder des villes, elle n'avait en vue que d'augmenter ses revenus de nouvelles redevances qu'il ne lui eût pas été possible d'obtenir des paysans, monopoles du débit des boissons, péages, marchés, etc... Libres de choisir eux-mêmes l'emplacement de leurs villes, les seigneurs ne se demandaient pas toujours si elles se trouvaient dans des conditions géographiques favorables. Ils se laissaient le plus souvent guider par des considérations secondaires et purement momentanées. Beaucoup de villes s'élevèrent ainsi à la porte d'une église ou d'un couvent, afin de profiter de l'affluence des fidèles ; en organisant des foires fréquentes, on y attirait à certains jours une foule importante de visiteurs. Mais, en même temps, on développait ainsi chez les paysans leur penchant à l'oisiveté et à la boisson. La foire finie, le commerce d'occasion, provoqué d'une manière factice, cessait, et les petites villes retombées dans leur sommeil quotidien, redevenaient des places mortes et isolées. Les bourgeois n'étaient donc guère que des cultivateurs que leurs conditions, leurs habitudes et leurs connaissances ne séparaient pas des serfs. La division du travail ne faisait aucun progrès, les produits de l'industrie urbaine n'étaient guère supérieurs à ceux du village et la population n'acquerrait ni les traditions ni les capitaux qui constituent la force de la bourgeoisie.

Dans l'ancienne Pologne, c'étaient les seigneurs propriétaires qui octroyaient à leurs sujets urbains le droit d'exercer les métiers organisés en corporations ; c'étaient eux qui levaient les impôts, nommaient les autorités et rendaient la justice. Le droit allemand assurait aux communes qui en jouissaient une certaine autonomie, mais elles étaient rares, et le plus souvent leurs privilèges avaient été rétreints ou abolis ; généralement les bourgeois seigneuriaux, sauf quelques privilèges secondaires, étaient soumis au même régime que les autres sujets du propriétaire.

Dans le Duché de Varsovie la loi avait en principe amélioré leur condition, mais l'incertitude de la situation et les sourdes résistances de la noblesse avaient annulé l'effet de ces réformes théoriques.

Quand le Grand-Duché de Posen retomba sous la domination prussienne, il comptait plus de 100 villes médiates (1). Elles passèrent sous la juridiction gouvernementale. Les seigneurs continuèrent jusqu'en 1833 à percevoir les impôts personnels et professionnels ; mais désormais, ils

(1) Baranowo, Baszków (lieu de naissance de Marie Leszczyńska), Bnin, Bojanowo, Borek, Buk, Chodzieszyn, Czarnkowo, Czempin, Dobrzyń, Dupin, Gołancz, Gostyń, Grodzisk, Janowice, Jarocin, Jaranowo, Jutrosin, Kargowa, Kempno, Kieszkowo, Kobyla-Góra, Kobylin, Krotoszyn, Książ, Kwieciszewo, Łabiszyn, Łekno, Leszno, Łobżenica, Łopienno, Lwówek, Margonin, Miasteczko, Międzyrzecz, Mielżyn, Mieszkowo, Miejska, Góra, Miłosław, Nowe Miasto, Nowymost, Nowy Tomysl, Obrzycko, Oddalanów, Opalenica, Ostrowo, Pakość, Pogorzel, Pleszewo, Przemyśl, Pszczel, Osieczno, Radolin, Raszków, Rogowo, Rosrązewo, Rohrbruch, Ryczywół, Rydzyna, Szmigiel, Szubin, Schollen, Służewo, Sulmierzyce, Stęszewo, Swarzędz, Trzciel, Sieraków, Wielichowo, Witkowo, Wolsztyn, Wronki, Wrzesnia, Zbąszyń, Żydowo. — Heinrich v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 232 ; Leipzig, 1864.

ne purent plus arbitrairement augmenter les charges des habitants. Les maires furent nommés par le gouvernement royal, mais les employés subalternes furent, comme par le passé, désignés par les seigneurs.

La loi rurale de 1823 s'appliquait aussi aux relations des bourgeois et de leurs seigneurs ; mais elle était très peu claire, et les autorités supérieures n'avaient pas tenu à la rendre plus explicite. En 1833 seulement, le décret du 15 mai régla définitivement la situation des villes seigneuriales, et ce fut désormais l'Etat qui leva les impôts par l'office des caisses gouvernementales (1). Pour les droits qu'ils perdirent ainsi, souvent les seigneurs ne reçurent aucune indemnité ; ailleurs on évalua en espèces, les redevances et les obligations des bourgeois seigneuriaux, et l'on établit sur cette base la rente que les villes étaient obligées de payer et dont elles pouvaient se libérer par un versement équivalant à vingt annuités. Comme elles n'avaient pas les capitaux nécessaires au rachat, l'Etat vint à leur secours en se chargeant de payer les propriétaires au moyen d'obligations dont il touchait lui-même la rente en surélevant l'impôt. Cette réforme fut accomplie de 1833 à 1838. Les villes seigneuriales, trop pauvres pour supporter cette charge supplémentaire, perdirent leur rang et devinrent de simples communes rurales (2).

Les villes de la Couronne jouissaient, sous l'autorité et la juridiction royale, de plus de liberté que les villes médiates ; mais comme celles-ci, elles souffraient de l'absence de bonnes voies de communication et du régime politique et social.

(1) Heinrich v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 233.

(2) Dr J. D. Marchlewski, *Les relations sociales et économiques dans les terres polonaises sous la domination prussienne*, p. 53 ; Léopol, Société polonaise, 1903.

C'est au XIII^e siècle que les princes et les seigneurs avaient commencé à attirer des bourgeois allemands dans les villes récemment fondées (1).

Comme les paysans, les bourgeois allemands furent amenés par des « locators » (2) qui, en récompense de leur activité, recevaient la charge de MAIRES héréditaires, *wojtostwa dziedziczne*, dans les villes peuplées par leurs compatriotes. Les mairies comprenaient différents biens (propriétés, rentes, usufruits), que les « *Erbvogten* » avaient le droit de léguer à leurs femmes et à leurs filles. Ils exerçaient la juridiction inférieure, selon la loi allemande. Les causes plus importantes étaient portées devant les tribunaux de Halle et de Magdebourg.

Dans la grande Pologne, les villes suivantes étaient soumises à la loi allemande : Wschowa (3), Leszno, Gorka, Sarnowo, Rydzna, Czempin, Koscian, Czarniejewo, Trzemeszno, la nouvelle ville de Poznań et Gniezno (4).

(1) C'est ainsi que Przemyslas les attira en 1253 dans la nouvelle ville de Poznań qu'il bâtit sur la rive gauche de la Warta, il les appela à Szrem la même année et en 1251 à Kostrzyn. Son frère Boleslas fonda en 1261 Zduny et Keynia. Przemyslas II en 1280 Rogozno ; et le prince Ladislas Nakło en 1299.

(2) Nous possédons quelques noms de ces locators allemands, on mentionne ainsi le nom de Baldwin dans la fondation de Powidz, Thomas dans celle de Poznań, Lambrecht à Zduny, Johannes et Peter Dedz à Rogozno, Peter V. Dusden à Nakło. Ch. Meyer, *Geschichte des Landes Posen*, publié à Posen chez Jolowicz, p. 145 ; Ch. Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 61.

(3) Wschowa, en allemand Fraustadt, que se disputèrent longtemps les Piast de Pologne et de Silésie.

(4) Ainsi, naquirent dans la Grande Pologne, les villes de droit germanique. A Mogilno, Keynia, Gąsawa, Rogozno, Kruszwica, Inowrocław, le droit allemand fut considéré comme droit coutumier.

En établissant les bourgeois allemands dans le faubourg de Srodka à Poznań, Przemyslas leur avait assuré de nombreux privilèges ; il leur avait octroyé le droit de tenir une foire par année ; leur avait construit une église et un bazar et même, en 1281, les avait autorisés à élire un maire allemand (1). Il est évident qu'au début les Polonais, au moment où ils ouvraient le pays aux étrangers, ne songeaient nullement à préparer leur fusion avec les autres habitants du pays.

Casimir le Grand, le premier, s'inquiéta de l'autorité qu'exerçaient dans le royaume des juridictions étrangères ; il institua un tribunal supérieur pour les causes de droit allemand, et interdit dès lors de s'adresser aux tribunaux de Halle et de Magdebourg ; plus perspicace et moins imprévoyant que ses prédécesseurs, tout en accordant des privilèges spéciaux aux Germains, il voulait soustraire ainsi les colons à l'influence de leur pays en leur facilitant l'assimilation avec la population polonaise, sans pourtant exercer sur eux aucune sorte de pression.

Les bourgeois allemands apportèrent dans la Grande Pologne leur organisation du travail industriel et le régime des corporations (2).

(1) Ed. Pehmler, *Die preussische Beamten*, p. 73 ; Léopol, 1886.

(2) Elles apparaissent pendant la minorité de Boleslas le Timide, le gouvernement de son tuteur Henri le Barbu, prince de Silésie, très favorable à la tradition germanique. On en aperçoit les premières traces dans la sentence prononcée par le conseil de ville de Poznań contre les fabricants et marchands de draps. Nous n'en trouvons cependant aucune mention dans la charte de fondation de la nouvelle ville, sans que cela prouve le moins du monde qu'elles n'aient pas existé alors.

Lukaszewicz, *Tableau historique et statistique de la ville de Posen*, vol. I, p. 325 ; Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe im Regie-*

Comme partout au moyen âge, les corporations exerçaient une autorité absolue sur les bourgeois et les ouvriers et elles eurent une influence décisive sur l'évolution économique du pays. Au xvi^e siècle, elles étaient assez puissantes pour entrer en lutte ouverte avec les représentants de l'autorité royale et prétendaient fixer elles-mêmes le prix des denrées et des produits, en dépit des palatins et des starostes.

Pour se passer d'elles, Sigismond I^{er} les abolit (1) (1543) : mais son édit souleva de très vives résistances, et Sigismond Auguste dut leur rendre leur liberté (1550).

Leurs privilèges furent confirmés et complétés par les chartes de 1611, 1659, 1667, 1764, 1768 qui interdisaient l'exercice des métiers industriels à tous ceux qui n'en faisaient pas partie. Spécialiser les ouvriers et restreindre la concurrence, tel était le but essentiel de leur existence. Leur rôle n'était peut-être pas indispensable dans un pays où les étrangers n'apportaient guère leurs produits qu'à l'époque de quelque grande foire et où il n'était pas très nécessaire par conséquent de défendre le travail indigène. Elles eurent du moins l'avantage de favoriser la fondation de classes ouvrières disciplinées et de les protéger dans une certaine mesure.

Depuis l'antiquité, la Grande Pologne était traversée par une voie commerciale assez fréquentée qui mettait en communication les pays du Sud et la Baltique. Les échanges y prirent de bonne heure une certaine importance et

rungsbezirk Posen bis zum Jahre 1831. *Festschrift der Handels-Kammer zu Posen.*

(1) *Grande Encyclopédie d'Orgelbrandt*, vol. IV, p. 977.

ils expliquent le luxe déployé par Boleslas I^{er} quand il reçut à Poznań et à Gniezno l'empereur Othon III.

La conquête de la Russie Rouge et de Kiev étendit le mouvement des échanges et, sous la dynastie des Jagellons, la Pologne dut en partie sa puissance à son rôle d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient. Les rois comprirent d'ailleurs assez vite l'importance de ces questions économiques, et grâce à leur intelligente protection, les marchands polonais arrivèrent à une réelle prospérité.

Le xvi^e siècle marque l'apogée de ce développement extérieur. A ce moment, quelques négociants posnaniens ont des comptoirs à Leipzig et à Dantzig (1). Sigismond Auguste, Etienne Batory, Sigismond III et Ladislas IV s'occupent activement de les protéger et de les encourager ; même la guerre de Trente ans qui bouleversa l'Europe, contribue dans une certaine mesure à l'extension de l'industrie du pays par l'arrivée des ouvriers protestants, qui, persécutés en Silésie, se réfugient en Grande Pologne.

La Pologne ne pouvait pas échapper cependant à l'influence des causes générales qui, depuis la prise de Constantinople par les Turcs et la découverte de l'Amérique, transformaient les conditions de la vie économique et avaient déjà entraîné la ruine des grandes cités allemandes. Leur action fut aggravée par les circonstances politiques.

Les guerres avec la Suède au dix-septième et au dix-huitième siècles, furent désastreuses pour le commerce posnanien ; beaucoup de villes furent ravagées et pillées et

(1) Jean Crypten et Christophe Rydt, par exemple : celui-ci fondateur de la première école protestante à Poznań ; Louis Plater, *Tableau historique et statistique du Grand-Duché*, p. 147.

elles ne se relevèrent plus de leur décadence (1), d'autant plus que presque aussitôt après Frédéric II frappa de droits exorbitants l'exportation de quelques-unes des principales productions de la Pologne.

Malgré tout cependant, et en dépit de ses longues souffrances, la Posnanie, au moment où elle fut unie pour la première fois à la Prusse, était certainement dans un état économique plus avancé que le reste du royaume (2).

D'autre part, pendant les années qui suivirent le partage, la Diète se préoccupa de rechercher les moyens d'améliorer les conditions matérielles du pays. On transforma dans un sens plus libéral les statuts des corporations qui jusque-là n'admettaient dans leur sein que des catholiques. Les foires, tombées en déchéance depuis les guerres suédoises, furent réorganisées et retrouvèrent quelque prospérité. On facilita l'établissement des commerçants étrangers. Mesures intelligentes, mais trop tardives pour avoir quelque résultat.

L'occupation prussienne de 1793 réunit toute la Grande Pologne sous le même gouvernement. La décadence, commencée depuis un siècle et demi, avait favorisé les progrès d'un nouvel élément étranger qui devait rendre le relèvement particulièrement difficile. A mesure que la situation devenait moins propice aux conditions d'un commerce

(1) Au commencement du xviii^e siècle, dans tout le Palatinat de Poznań, il n'y avait que 7 villes protégées par des enceintes fortifiées : Koscian, Keynia, Kurnik, Poznań, Gniezno, Nakło, Wschowa. — Ch. Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 109, Gotha, 1891.

(2) « J'avais vu une grande partie du pays qui nous revient dans le partage ; il est le plus avantageux au point de vue commercial. » Lettre de Frédéric II à son frère Henri, juin 1772. Cité par Ch. Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 132.

normal, les échanges étaient peu à peu passés entre les mains des juifs, plus humbles, plus souples, qui acceptaient plus aisément les caprices des maîtres et qui se dédommageaient par des gains illicites de leurs tyranniques fantaisies. Indifférents aux injures et au mépris des chrétiens, ils ne se crurent pas tenus de suivre les règles de la probité et ils introduisirent dans les affaires des habitudes de brigandage qui achevèrent la ruine de leurs concurrents. Struensee, qui n'est pas un fanatique, nous dit que c'est pour eux une bagatelle et presque une habitude que de conclure des accords illicites ou d'arranger d'adroites faillites. « Je crois, dit-il, que dans toute la Prusse Méridionale, il se trouverait à peine 50 commerçants juifs considérables qui aient mené leur commerce depuis 20 ans sans de telles manœuvres (1). »

Leur nombre s'était rapidement accru. D'après le recensement de 1794, les villes du département de Poznań, sur un total de 175.406 habitants, comptaient 34.811 israélites (2). Dans les campagnes, sur 422.761 habitants, 1.768 juifs. Tous les cabarets étaient tenus par les juifs, que les corporations autorisaient à être boulangers, barbiers, cochers, pelletiers, savonniers, musiciens, tanneurs, bijoutiers, fabricants de boutons et de passementerie (3). Ils deviennent un des éléments essentiels de la vie rurale et comme un des caractères du paysage polonais. On ne se représente pas plus un marché sans le « faktor » juif, qui préside à toutes les transactions et pourvoit à tous les besoins du château, qu'une ville sans ces brocanteurs

(1) Ch. Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 199,

(2) *Ibid.*, p. 200.

(3) *Ibid.*, p. 113.

juifs, à l'affût des plus minces affaires et des besognes les plus scabreuses. Avec ses favoris en tire-bouchons, pauvre de mine, humble d'allure, des peaux de lièvres suspendues sur son dos, à la main une corbeille pour acheter des poules et des œufs, il trotte par tous les temps et tous les chemins pour extorquer à vil prix leurs produits aux paysans. Il guette leur arrivée au marché, et, à force de se cramponner au vendeur, il parvient à conclure l'affaire à son gré. Si le succès le favorise, il achète un pauvre bidet et parcourt la contrée dans une voiture à deux roues ; désormais rien ne lui échappe : aux commissions les plus humbles, il joint des négoce quelquefois très lucratifs. Adroit et tenace, aucune rebuffade ne le décourage ; chassé par la porte, il rentre par la fenêtre jusqu'au moment où sonne l'heure favorable. Au cabaret, il est maître du village. Il vend aux paysans un infect poison et il extorque à leur ivresse deux ou trois fois le prix de l'ignoble mélange qu'il leur a versé. Il éveille les convoitises et sa complaisance avisée ne ménage pas les avances, aux prodiges et aux imprévoyants : tant pis pour eux s'ils ne peuvent pas payer au jour fixé le capital et les intérêts usuraires. Une fois tombé dans ses mains, le paysan devient une proie qu'il exploite et qu'il maintient dans un véritable esclavage. Il le force à lui livrer à des prix ridicules les produits de son travail, le blé de son champ, le lait de sa métairie, et lui impose en outre toutes sortes de corvées.

Il porte allègrement un surnom ridicule et caractéristique de sa personnalité (1) et il ne le rejette qu'après fortune faite, au moment de son établissement en ville. Là, il devient épicier, marchand de blé en gros, il pratique l'usure sur

(1) Par ex. Kiszka, Motyl, Rudy.

une plus large échelle et prend dans son filet des victimes plus considérables. Dès lors, sous la domination prussienne, il ajoute un suffixe allemand à son prénom primitif de Mendel, Szloma, Symka, Lévi, et il devient ainsi : Mendelsohn, Szlomborg, Simonsohn, Levinsohn.

Son accoutrement juif est vite changé en habit de ville, et, chef d'une maison de commerce, il se prétend Allemand et tâche de concilier avec la loi du pays ses habitudes d'usure et ses louches pratiques.

Le gouvernement prussien ne se préoccupa guère de surveiller leurs manœuvres (1) ; en leur refusant la liberté de circuler dans les anciennes provinces de l'Etat, il rendit leur exploitation plus onéreuse dans les provinces polonaises.

Le règlement du 6 mai 1816 (2) décida qu'en vertu « du paragraphe 34 de l'ordonnance du 11 mars 1812, les juifs, établis dans les provinces prussiennes où ils avaient déjà acquis le droit de citoyens, ne seraient pas autorisés à accepter des coréligionnaires étrangers comme rabbins et serviteurs du temple, ou comme ouvriers, artisans, apprentis ou aides. Les juifs du Grand-Duché de Posen, n'ayant pas l'indigénat, seraient par conséquent considérés comme juifs étrangers. S'ils voulaient chercher en dehors du duché des moyens d'existence, les autorités de police seraient tenues de les éloigner. En faisant cette communication aux juifs du Grand-Duché, ajoute l'édit, nous recommandons aux autorités de ne pas leur donner de pas-

(1) Frédéric II se borna à défendre aux juifs d'habiter dans les campagnes pour la raison qu'ils ne cultivaient pas la terre, mais s'occupaient uniquement du commerce. Il fit aussi expulser du pays les juifs mendiants. — Ch. Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 149.

(2) *Amtsblatt des Regierungsbezirks Posen*, 1816, n° 2, p. 22.

seports pour les autres provinces, où il leur est interdit d'occuper des situations ».

On serait tenté d'admettre que le gouvernement prussien redoutait que les Polonais n'échappassent à l'oppression économique dans laquelle les maintenaient les juifs. Le 14 mai 1820, le *Journal officiel* confirme l'arrêté du 6 mai 1816 (1).

« Sa Majesté daigne ordonner que l'édit du 11 mars 1812 (2) qui règle la situation des juifs, ne sera pas appliqué aux provinces rentrées sous la domination prussienne et qu'on doit jusqu'à nouvel ordre maintenir les conditions existantes. Sa Majesté ordonne aussi que, jusqu'au moment où les relations des juifs seront fixées par la loi dans les nouvelles provinces, ils ne pourront pas se transporter dans les autres provinces. En attendant et jusqu'à nouvel ordre, les conditions actuelles seront donc maintenues dans le Grand-Duché de Posen, et nous ordonnons aux autorités de veiller strictement à ces prescriptions. »

Le gouvernement n'ignorait cependant pas la détresse des habitants, et il avait été averti des funestes conséquences du monopole économique qu'avaient conquis les juifs. La *Gazette posnanienne*, quasi-officielle, dans le numéro 26 de 1817, citait des passages caractéristiques d'un mémoire de Stenger : « Les juifs ont pris le commerce dans leurs mains en trafiquant de tout ce qui peut assurer sans travail un gain appréciable. Ce sont eux qui sont la cause principale de la pauvreté du paysan. Les foires et les marchés offrent à leur adresse l'occasion de faire passer le bien des chrétiens dans les familles juives. »

(1) *Amtsblatt*, 1820, n° 25, p. 374.

(2) L'édit déterminait les conditions dans lesquelles les juifs pouvaient être naturalisés.

L'absence de capitaux, la misère et l'imprévoyance qui étaient les principaux facteurs de l'exploitation juive, étaient entretenus par l'état lamentable de la viabilité.

Vers la fin du XVIII^e siècle, la poste ne passait que deux fois par semaine suivant un double itinéraire, d'un côté par Bydgoszcz, Inowrocław, Toruń, Königsberg, et de l'autre par Poznań, Rogoźno, Wągrowiec et Gdańsk.

En dehors de la poste pour les voyageurs, des postillons à cheval et des estafettes assuraient tant bien que mal le service de correspondance (1). Pour arriver du département de Bydgoszcz à celui de Poznań, ils mettaient 15 heures ; pour franchir la même distance, la voiture de la poste avait besoin de 4 à 5 jours, les routes étaient si mal entretenues que les véhicules ne résistaient pas plus de deux ans, encore quand les accidents n'étaient pas trop nombreux et trop graves. Quand il fut possesseur du pays, Frédéric II ne s'émut guère de cet état de choses. « Les routes ne sont pas si mauvaises dans ces contrées que vous le représentent les maîtres de poste, répondait-il à l'administrateur qui lui avait exposé l'état désastreux des chemins (2) ; elles ont aussi peu besoin de réparations que celle de Charlottenburg à Berlin. » Il se contenta, 15 jours plus tard, de décréter (3) que tout postillon qui aurait versé une voiture recevrait 50 coups de bâton. Il n'est pas démontré que ce procédé ait suffi à rendre les voies plus praticables.

Dans la Prusse Méridionale, l'administration allemande ne fut ni plus active, ni plus habile. Une lettre de Zer-

(1) E. Hoffmann, *Hundertjährige Arbeit in Ostmark*, Zeitschrift der historischen Gesellschaft, V. Jahrgang 1890, p. 357.

(2) *Ibid.*, Lettre du 12 octobre 1772.

(3) *Ibid.*, p. 359.

boni (1), écrite à Stägemann le 16 avril 1811, en fait foi : « Par rapport à nos anciennes provinces, cette région, à l'époque de l'occupation prussienne, est restée très en retard au point de vue de la civilisation ; feu Gross, Salbader, Hoym ont retardé ses progrès de 40 ans. »

L'existence du Grand-Duché de Varsovie d'autre part fut trop agitée pour qu'il fût possible de s'occuper sérieusement des travaux publics.

La situation dans le Grand-Duché de Posen était donc aussi lamentable en 1815 qu'en 1772, et toute l'activité commerciale demeurait concentrée dans la capitale.

Poznań (2), dont on a attribué le nom à la rencontre supposée de trois frères pendant longtemps séparés, Lech, Czech et Rus, a été fondé à une époque inconnue, mais certainement fort ancienne, sur la rive droite de la Cybina, près de son confluent avec la Warta ; c'est là qu'au x^e siècle, fut fondée la cathédrale. Przemyslas et Boleslas, créateurs du nouveau Poznań, sur la rive gauche de la Warta en 1240(3), germanisèrent la ville en y appelant des bourgeois allemands à qui ils accordèrent la loi de Magdebourg, de sorte qu'en 1281, elle était administrée par un maire et des échevins allemands.

Sous Ladislas Łokietek et Casimir le Grand, l'élément national tend à reprendre le dessus, et dès 1405(4), la muni-

(1) Publiée par Franz Rühl, *Briefe und Aktenstücke*, vol. 1, p. 148, Leipzig, 1899. — Le futur président du Grand-Duché était à ce moment chargé de régler à Varsovie la question financière entre la Prusse et le Grand-Duché.

(2) Dans le sceau épiscopal employé avant 1234, Posen Poznań lat. Posnania. — Le chroniqueur Martin Bielski attribue l'étymologie de Poznań à Pozno. D'autres la rattachent au nom d'un fondateur hypothétique Pózny (posthume).

(3) Łukaszewicz, *Tableau historique et statistique de Poznań*, vol. I, p. 5, publié à Poznań, 1838.

(4) *Idem*, p. 67.

cipalité se compose de Polonais, sauf deux conseillers allemands ; cependant on continue à écrire les actes en allemand ; après avoir passé par différentes épreuves, la ville atteint au xvi^e siècle une remarquable prospérité. En 1567, elle comptait 30.000 habitants (1) parmi lesquels les documents de 1550 donnent les noms de 200 familles allemandes qui pouvaient représenter avec leurs domestiques de 2.500 à 3.000 âmes (2).

Sous le règne de Sigismond Auguste, et après l'établissement des Jésuites (3) qui favorisent l'esprit national, l'importance et le nombre des Allemands diminuent. Dans les livres des corporations et dans les registres officiels, la langue polonaise prend peu à peu la place de l'allemand. Les étrangers émigrent (4), ou se slavisent. Poznań, au début du xvii^e siècle, comptait encore de 150 à 200 familles allemandes sur une population de 28.000 habitants dont 4.000 Juifs : le registre de 1633 n'en indique plus que 100 à 150 (5).

(1) Heinrich v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 410.

(2) Łukaszewicz, *Tableau historique et statistique de Poznań*, vol. I, p. 70.

(3) En 1571.

(4) C'est aussi l'âge d'or de la littérature polonaise dans laquelle se distingue le nom posnanien d'André Krzycki, publiciste, poète et archevêque de Gniezno. Il a chanté les victoires de Sigismond I^{er}, et, dans des épigrammes satiriques il blâme la licence amenée par la reine Bona Sforzia en Pologne. C'est l'époque où l'évêque Jean Lubrański fonda à Poznań la célèbre école qui portait son nom et eut pour élèves ou professeurs : Le poète Clément Janicki, célèbre par ses élégies latines, Grégoire de Szamotuły, le fameux titulaire de la chaire de droit à l'Académie de Cracovie ; Joseph Struss, l'éminent médecin connu dans toute l'Europe ; Wacenty Wróbel, traducteur de la bible, et bien d'autres aussi remarquables.

(5) Chr. Meyer, *Geschichte des Landes Posen*, p. 109.

Cette transformation subit un temps d'arrêt à l'époque de la dynastie saxonne et l'immigration germanique recommence.

La prospérité de la ville a d'ailleurs été profondément atteinte par les guerres suédoises du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècles. En 1800, elle ne compte pas plus de 15.253 habitants et parmi eux 2.748 Juifs (1). Le commerce y est représenté par 71 marchands, dont 15 Juifs (2). Une grande partie de la cité avait alors les apparences d'un village. Sur ses 1.309 maisons, 629 étaient couvertes de chaume. Cependant ses six édifices publics, ses trois collèges, vingt-neuf églises et ses hôpitaux très nombreux restaient comme des témoins de l'ancienne prospérité. Les maisons à pignons qui entouraient le marché et le bel hôtel de ville gothique avec sa façade renaissance, lui conservaient un aspect pittoresque et amusant (3).

En 1803, Poznań fut en partie détruite par un incendie (4). La période suivante ne permit guère de réparer

(1) H. v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 413.

(2) *Ibid.* Dans les divers métiers et professions il se trouvait 8 marchands de vin, 12 commerçants en farine, 6 docteurs, 4 pharmaciens, 2 imprimeurs, 10 relieurs dont 2 juifs, 12 peintres, 2 sculpteurs, 1 fabricant d'orgues, 25 musiciens, 7 horlogers, 7 bijoutiers, 1 fondeur de cloches, 4 brosiers, 2 restaurateurs, 1 pâtissier, 2 fabricants d'épices, 5 cafetiers, 22 cabaretiers et distillateurs dont 3 juifs, 25 brasseurs, 31 boulangers, 44 bouchers, 6 meuniers, 109 cordonniers (2 juifs), 23 tailleurs (17 juifs), 50 fourreurs (46 juifs), 10 gantiers (3 juifs), 6 chapeliers, 12 passementiers (10 juifs), 7 cordiers, 4 ferblantiers, 8 savonniers, 2 tapissiers juifs, 13 maréchaux-ferrants, 9 barbiers, 8 perruquiers, 21 jardiniers, 9 bateliers. On voit en somme par cette énumération que le commerce de la capitale posnannienne était celui d'une ville de province qui a oublié son temps de grandeur.

(3) Hübner les appelle très belles. H. v. Wuttke.

(4) Un grand nombre d'autres villes de la Posnanie comme Warta

les maux, et quand elle rentra sous la domination prussienne, la ville comptait environ 20.000 habitants (1).

A l'exception de quelques belles églises (2), de l'hôtel de ville et du somptueux bâtiment des Jésuites occupé par le lieutenant général, Poznań manquait d'édifices grandioses, et les palais de grands seigneurs y étaient rares.

Le pavage des rues laissait beaucoup à désirer et les tentatives de la nouvelle administration pour les améliorer ne donnèrent pas sans doute de résultats très rapides. Un règlement publié par le *Journal officiel* le 19 septembre 1816 (3) se contenta de remettre en vigueur une ordonnance du 8 avril 1808 ; elle ordonnait à toutes les person-

Zagorow, Sroda, Rawicz, Wschowa, Widawa furent ravagées simultanément par des incendies dont les causes restèrent mystérieuses. Généralement les malfaiteurs envoyaient aux habitants des lettres anonymes dans lesquelles ils exigeaient de l'argent et les menaçaient, en cas de refus. Le pays était alors parcouru par des bandes de miséreux : beaucoup de soldats et de fonctionnaires avaient été brutalement renvoyés sans indemnité et mouraient littéralement de faim. La perte subie par ces derniers s'élevait à 102 millions de florins polon. et on ne leur versa qu'une indemnité de 25 millions (Handelsman, *Napoléon et la Pologne*, p. 23 ; *ab Die Ehemaligen Beamten*, annexe 2). Seuls, les vieux officiers incapables de servir obtinrent une solde de 4 ans. Morawski, *L'histoire du peuple polonais*, vol. VI, p. 8.

(1) Au point de vue des confessions les proportions étaient les suivantes :

Catholiques	10.346	soit	59.96 0/0
Protestants	4.321	—	19.77 0/0
Juifs	4.435	—	20.36 0/0

32 personnes d'autres religions.

18.211 habitants d'après Wuttke en 1816, p. 414, 21.814 d'après Casimir Zimmerman, *Banque des Négociants*, ch. I, p. 33.

(2) La cathédrale, l'église des Dominicains, du Saint-Corps, des Franciscains, de la Sainte-Vierge.

(3) *Amtsblatt*, n° 163, p. 400.

nes qui venaient vendre leurs denrées au marché de Poznań d'apporter trois pierres prises dans les champs, pour la réparation du pavé et de les déposer dans une place fixée à l'entrée de la ville. Quiconque ne se conformait pas à l'ordonnance payait une amende d'un groschen par pierre.

Le commerce se trouvait dans la main des juifs ; beaucoup d'entre eux n'avaient pas de magasin ; ils apportaient leurs marchandises dans les maisons de leurs principaux clients (1).

Les seigneurs posnaniens s'approvisionnaient à Poznań ou à Bydgoszcz (Bromberg) ou bien encore faisaient venir de l'étranger en contrebande les objets désirés. Ici aussi, c'étaient les Juifs qui servaient d'intermédiaires. La physionomie de la ville, assez somnolente pendant la plus grande partie de l'année, se transformait à l'époque de la foire de la saint Jean. Les seigneurs des environs arrivaient dans des voitures archaïques attelées de 4 à 6 chevaux et chargées d'énormes malles ; derrière les carrosses se balançaient des laquais, chargés de surveiller les bagages. L'affluence était telle que le prix des vivres haussait dans des proportions exorbitantes. D'importants marchés se traitaient et le chiffre des affaires conclues pendant ce temps s'élevait à 3 millions de thalers.

Les foires de Bydgoszcz étaient beaucoup moins fréquentées.

C'était la deuxième grande ville du Grand-Duché de Posen. Fondée au XI^e siècle par Casimir le Rénovateur, elle avait changé plusieurs fois de maîtres ; au moyen âge, elle prit une certaine importance. Redevenue ville royale, au

(1) Motty dans ses mémoires : « Promenades à travers la ville », vol. V, p. 8, dit que cet état de choses s'est maintenu jusqu'en 1830.

xvi^e siècle, elle reçut le droit régulier de battre monnaie (1) ; les Bernardins y instituèrent un Collegium philosophicum et theologicum dont le succès fut rapide ; mais cette période de prospérité fut éphémère : ravagée à plusieurs reprises par la peste (1629, 1656 et 1770), Bydgoszcz tomba au rang des petites villes et ne compta plus que 4.694 habitants. Le canal, construit par Frédéric II, qui réunit la Brda, l'Oder et la Vistule, lui rendit sa prospérité et elle devint le centre d'un commerce assez actif (blé, peaux, laine et bois).

En 1816 elle avait une population de 6.123 habitants (2). Beaucoup moins importante que Poznań, elle avait dépassé l'ancienne capitale de la Posnanie, Gniezno (Gnesen). La légende polonaise raconte que Lech trouva dans la forêt, sur la place de laquelle s'élève actuellement la ville, un nid (Gniazdo) d'aigles blancs. De là le nom de la ville et les armoiries du pays. Ce fut d'abord un des sanctuaires des Slaves païens.

Après la conversion de Mieczyslas au christianisme, les divinités nationales furent noyées dans le lac, le temple dédié à Nia fut détruit en 966, et sur ses ruines on éleva la cathédrale. Quand en l'an mille, l'empereur Othon III vint en pèlerinage au tombeau de saint Adalbert, martyrisé par les Prussiens auxquels il avait voulu porter la foi chrétienne, il fonda l'archevêché de Gniezno dont relevèrent les diocèses polonais qui dépendaient jusque là de Magdebourg.

(1) Il y a encore des thalers de Bydgoszcz. Heinrich, v. Wuttke, p. 278.

(2) 3.325 luthériens, 53 réformés, 2.522 catholiques et 223 juifs. Elle possédait un collège catholique, une école cantonale, un tribunal de première instance « Landgericht », un consulat.

Jusqu'au ^{xiii}^e siècle, Gniezno fut le lieu de couronnement des rois et garda des apparences de capitale. Mais en 1253, Przemyslas établit sa résidence à Poznań, et la décadence de Gniezno commença. Bien que régie par la loi de Magdebourg, elle conserva toujours son caractère polonais. Ses destinées furent mélancoliques. Pillée et incendiée par l'Ordre teutonique, elle fut ravagée par les Suédois en 1656 et décimée par la peste en 1702.

Au ^{xviii}^e siècle, elle ne comptait déjà plus que 3.566 habitants dont 313 juifs. Le chiffre de la population n'augmenta pas beaucoup dans la période suivante, et en 1816, elle ne comptait que 451 feux et 3.034 habitants (1).

Elle n'avait conservé de sa splendeur passée que sa belle cathédrale avec le chapitre, composé de 36 prêtres.

Kruszwica (2), le berceau de la première dynastie polonaise, ne gardait de même de son ancienne gloire que son dôme et une tour légendaire en ruines (3). Son importance momentanée et sa ruine rapide s'expliquent par sa situation géographique. Baignée d'un côté par les eaux du lac Gopło, et de l'autre adossée à des marécages, elle fut naturellement choisie comme un refuge inaccessible par les chefs primitifs des tribus voisines. Mieczyslas II y bâtit une cathédrale et en fit le centre de l'évêché de Cujavie (4), fondé en 1033. Mais dès 1139, elle fut remplacée par Włocławek et dès lors délaissée par les autorités royales et épiscopales ; perdue au milieu de ses marécages, elle tomba au

(1) 592 juifs et 285 luthériens. H. v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 315.

(2) Appelée Crusvica dans la bulle d'Innocent II de 1133.

(3) C'est là que se serait réfugié le cruel roi Popiel, mangé par les souris.

(4) Venatius fut le premier évêque de Cujavie. H. v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 348.

rang de bourgade. En 1816, elle n'avait que 135 habitants et 10 prêtres desservant sa cathédrale. Elle ne tenait pourtant pas la dernière place parmi les anciennes villes du Grand-Duché, dont certaines comptaient moins de 100 habitants par exemple Kobyla Góra qui ne possédait que 66 âmes (1).

Le ministre Stein avait eu la pensée de mettre fin à une situation qui ne répondait plus à la réalité et de réduire au rang de villages ces vieilles cités déchuës. Pour ménager cependant les traditions, il s'était borné par la suite à proposer la division des villes en deux catégories, suivant que leur population atteignait ou non mille habitants. Il n'eut pas le temps de réaliser ses projets. Il ne put même pas obtenir l'abolition de la douane qui séparait la nouvelle Prusse Méridionale de la vieille Prusse Orientale. Elle rapportait 208.000 thalers et l'on recula devant la perte de ce revenu (2).

L'administration prussienne songea beaucoup moins à améliorer le sort de ses nouveaux sujets qu'à leur imposer des charges nouvelles. Les impôts furent augmentés. On doubla la taxe de fouage et la capitation pour les juifs et on institua l'impôt de consommation (3). Les charges des contribuables s'accrurent de telle sorte que, dans les petites villes, des maisonnettes d'une valeur de 20 à 30 thalers durent payer, outre l'impôt foncier (4), de 1 à 1 1/2 thaler de fouage, au lieu de 6 groschen (5). Le ministre

(1) Lehmann, *Freiherr von Stein*, p. 351, Leipzig, 1902.

(2) Max Lehmann, *Freiherr von Stein*, p. 348.

(3) Verbrauchsteuer.

(4) Grundsteuer. H. v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 227-228, ab. Holsche, II, p. 524.

(5) 6 groschen — 60 pfennig.

Struensee qui avait pu se rendre directement compte des effets de cette législation nouvelle, en signala les abus en 1802 (1). Les ouvriers, écrivait-il, souffrent de l'augmentation des impôts, et cet état de choses a une répercussion pernicieuse sur les petites villes; les artisans peuvent à peine se nourrir de leurs gains; ils vivent dans la misère.

Pour gagner la noblesse on avait remis en vigueur les règlements qui interdisaient aux bourgeois d'acheter des propriétés foncières (2).

Après 1815, de nouvelles et très lourdes obligations grevèrent les habitants des villes. Ils durent non seulement fournir le logement aux garnisons, — dans toute la régence de Bydgoszcz il n'y avait qu'une caserne (3), — mais fournir des chevaux à la landwehr. L'autonomie des villes, reconnue en principe, fut annulée de fait par la loi qui, en reconnaissant aux bourgeois l'élection des autorités municipales, réservait aux autorités royales le droit de les confirmer (4). Il serait injuste cependant de ne pas reconnaître que quelques mesures purent contribuer à améliorer la condition des villes. Déjà Frédéric II, pour stimuler le commerce urbain, avait décrété que, sauf les charrons, forgerons, charpentiers, sabotiers, tous les artisans ne pouvaient exercer leur métier que dans les villes. Pour favoriser l'activité nationale, il interdit l'exportation des matières premières nécessaires à l'industrie, telles que la laine et

(1) H. v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, p. 228.

(2) Edit du 4 juin 1793. — Cbr. Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 201.

(3) M. Meyer, *Mittheilungen aus der Geschichte der Königlichen Regierung in dem Regierungsbezirk Bromberg von dem Jahre 1815 bis 1820*, *Jahrbuch der hist. Gesellschaft*, 1886.

(4) Marchlewski, *Les relations sociales et économiques*, p. 52.

les peaux. De même les objets manufacturés, la cotonnade, la soie et les étoffes en drap ne payèrent désormais plus de droit d'entrée (1).

Les restrictions imposées par les corporations pour l'exercice des divers métiers furent atténuées. Il suffit désormais à un ouvrier pour recevoir un certificat de maîtrise de confectionner un « chef-d'œuvre », en présence d'un jury composé d'artisans compétents et d'un membre de la municipalité (2).

Malheureusement, la politique douanière du gouvernement paralysa les effets qu'il était permis d'attendre de ces mesures libérales, et l'industrie au lieu de progresser périclita. Le tarif de 1818 (3) ruina la production de la toile, et le chiffre des métiers tomba de 1.674 en 1816 à 792 en 1822.

La principale production du pays était celle des draps. Dès 1383 les nombreuses fabriques de Grande Pologne en exportaient à Moscou et à Nowgorod où ils faisaient

(1) Chr. Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 144, Gotha, 1891.

(2) La suppression des privilèges exclusifs des corporations souleva de longues protestations. A la diète de 1827 la ville de Wschowa demanda qu'on revint à l'ancien ordre de choses, au moins en ce qui concernait les boulangers, les bouchers et les cordonniers ; c'étaient les métiers les plus nombreux ; les tailleurs étaient généralement Juifs. La ville de Dolsk (Doltzig) maintint de sa propre autorité les règlements abolis, et quand, en 1830, les autorités officielles lui reprochèrent cette intervention illégale, elle répondit que le silence du gouvernement créait une sorte de prescription. Dans les villes seigneuriales les propriétaires protestèrent de même contre les libres exercices de métiers qui les privaient de revenus importants, dont ils continuaient pourtant de payer le 24 0/0 à l'Etat. Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 38.

(3) Il frappait de 2 flor. pol. et de 12 groschen la livre de toile fine et de 24 grosch. pol. celle de toile ordinaire. *Gazette du Grand-Duché de Posen*, 17 juillet 1818, n° 62.

une concurrence souvent heureuse aux plus beaux produits des Pays-Bas (1).

En 1525, le livre de l'hôtel de ville de Wschowa mentionne 36 corporations drapières (2). A ce moment l'exportation des draps polonais en Silésie et en Prusse est très importante (3). Ils pénètrent jusqu'en Chine où on les désigne sous le nom de « Mesericki » (4). Par une exception heureuse et presque unique, l'industrie drapière profita de la domination napoléonienne. Il fallait habiller les armées impériales et de plus le blocus continental empêchait l'entrée des produits anglais tandis que les draps allemands étaient frappés de droits de douane très élevés. On estime que 2.200 familles vivaient alors de cette industrie. Chacune d'elles produisait annuellement 50 pièces de drap d'une valeur moyenne de 14 thalers. Międzyrzec à elle seule fournissait 30.000 pièces (5). Rawicz avait 327 familles de drapiers et fabriquait 13.660 pièces (6). Les villes de Bojanowo, Szmi-giel, Jutrosin, Zduny, Leszno étaient à côté de Rawicz et

(1) Plater, *Description historique et statistique du Grand-Duché de Posen*, p. 143 ; Leipzig, librairie étrangère, 1846.

(2) Jahrgang XII, *Zeitschrift der hist. Gesellschaft*, p. 382.

(3) En 1554, le duc de Prusse Albert envoie le greffier de la vieille ville de Königsberg pour fixer d'accord avec les maires des villes posnaniennes la longueur et la largeur des pièces à exporter. — T. Wotschke, « Bericht eines Königsbergers Stadtschreibers über seine Verhandlungen in Posen, Koscian, Wschowa ». *Historische Monatsblätter*, 1906, p. 145-146.

(4) Provenant de la ville de Międzyrzec. L'ambassadeur prussien de Brandt raconte dans ses mémoires que le souvenir de ce drap y est encore en estime et que le commerçant russe applique jusqu'à aujourd'hui cette dénomination de « Mesericki » à la qualité supérieure du drap allemand. Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 33.

(5) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 33.

(6) Chr. Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 199.

de Międzyrzec des centres importants de production. Comme le principal débouché des draps polonais était, en dehors de la Pologne, la Russie et l'Orient, la condition essentielle pour que les manufactures du Grand-Duché de Posen pussent se maintenir était qu'il conservât ses libres relations avec les autres parties de l'ancienne République.

Les articles 21-29 du traité conclu le 3 mai 1815 entre la Prusse et la Russie avaient garanti en principe la liberté des transactions, mais quand on en vint à l'application, de graves difficultés surgirent. Il fallait en effet établir dans les diverses monarchies intéressées une double frontière (1) qui séparerait des anciennes possessions les provinces polonaises annexées. Dans l'étendue de ces frontières commerciales, les terres polonaises auraient été soumises au point de vue douanier à un régime commun. En dehors même de toute question matérielle, cette reconstitution économique de l'unité polonaise était de nature à soulever en Allemagne les plus sérieuses inquiétudes. Les diplomates prussiens n'avaient accepté ces clauses que par déférence pour Alexandre et avec l'idée bien arrêtée d'annihiler dans la pratique une condition dans laquelle ils voyaient un chef-d'œuvre de diplomatie polonaise (*Polnische Meisterstück*) (2).

Ils se mirent à l'œuvre au lendemain même du Congrès de Vienne. Parmi les articles relatifs au commerce entre les diverses parties de l'ancienne Pologne, il s'en trouvait un qui garantissait le libre transit des produits polonais, sous la simple restriction d'un péage insignifiant. La

(1) Smolka, *La politique de Lubeck*, vol. I, p. 240.

(2) *Ibid.*, vol. II, p. 333. Zimmerman, *Die preussischen Industrie und Handelspolitik*.

Prusse prétendait mêler les deux questions du transit et de la liberté des transactions commerciales entre les diverses provinces polonaises. En échange du libre passage du blé polonais par ses ports de la mer Baltique, elle exigea l'entrée de ses produits dans le Royaume et en Russie (1).

C'est dans cet esprit que les délégués prussiens, Leipziger, le directeur de la régence et le conseiller Simmler, envoyés à Varsovie, interprétèrent les articles du traité de Vienne, ils offrirent un tarif de 2 o/o pour le transit polonais à condition que les marchandises prussiennes pussent librement pénétrer jusqu'à la Chine. Quelques-uns de leurs arguments étaient difficiles à réfuter et mettaient l'empereur Alexandre dans une situation délicate. Il hésitait toujours à exécuter pour sa part les conditions du traité de Vienne, ce qui eût impliqué pour la Russie le rattachement économique de la Lithuanie au Royaume (2). Hardenberg, avec une douce ironie, insistait sur le sens de ces conventions de 1815 qui s'appliquaient à toute l'ancienne Pologne. Le commissaire plénipotentiaire de la Russie, Nowosilzow, pour échapper à cette logique désagréable, abandonna purement et simplement les garanties qui avaient été accordées à la Pologne.

Le traité du 15 mars 1815 stipulait : « quant au commerce du transit, il sera parfaitement libre dans toutes les parties de l'ancienne Pologne. Il sera soumis au péage le plus

(1) Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. 2, p. 333.

(2) C'est-à-dire l'union de toutes les provinces polonaises. L'exécution des articles du traité de Vienne plaçait la Russie entre deux alternatives : ou bien séparer de l'Empire tous les gouvernements de l'ancienne Pologne par une ligne de douane et créer ainsi un territoire polonais, ou bien ouvrir les frontières russes à l'industrie prussienne.

modéré ». Au contraire, la convention de Varsovie décida « que les droits de transit à payer dans les villes et ports maritimes pour les productions d'origine polonaise exportées d'une province de la domination de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, ainsi que pour les marchandises étrangères à destination des mêmes provinces seraient fixés à 5 o/o pour l'exportation, à raison du prix stipulé par le tarif de convention et à 4 o/o pour l'importation, d'après les tarifs ci-joints calculés sur les prix que les marchandises ont sur rade, et dont le montant ne pourra être haussé que d'un accord mutuel (1). »

Frédéric-Guillaume III refusa de ratifier cette convention, mais la condescendance de Nowosilzow avait affaibli la valeur des revendications polonaises. Les négociations reprirent et se prolongèrent jusqu'en 1818. Les ministres prussiens étaient divisés sur les mesures à prendre. Tandis que le ministre des affaires étrangères n'était pas éloigné de quelques concessions, dont il espérait un heureux effet sur l'opinion publique du Royaume, Klewitz, ministre des finances, considérait surtout le côté matériel de la question ; il espérait d'ailleurs aigrir les Polonais du Royaume contre la domination russe, en fermant les portes à leur blé qui constituait leur principale richesse. Sous ces divergences apparentes se dissimulaient ainsi en réalité de lointaines et sournoises ambitions (2).

Pour atteindre leur but, les Prussiens ne regardèrent pas aux moyens, et l'historien allemand Zimmermann signale les tentatives qui furent faites pour acheter à Varsovie la

(1) Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. 2, p. 353.

(2) Smolka, « Stimmung gegen Russland zu machen ». *La politique de Lubecki*, vol. II, p. 361. Zimmermann, p. 63.

connivence des négociateurs polonais (1). Elles demeurèrent infructueuses.

L'unité commerciale, garantie par le traité de Vienne aux Polonais soumis à différents souverains, avait dès le début provoqué en Prusse d'ardentes protestations. Le président de la Prusse occidentale, Schön, en indiquait les inconvénients avec une véhémence particulière.

Il dénonçait à Bülow les pertes qui en résulteraient pour la monarchie qui ne trouverait plus en Pologne le blé, le bétail, la potasse, qui lui étaient nécessaires. Il insistait sur les comparaisons défavorables que provoquerait fatalement le séjour dans le pays de commissionnaires étrangers qui, libres de tout service militaire, n'auraient d'autres obligations envers l'Etat que de payer les impôts une année d'avance (2). Comment de semblables privilèges accordés à des résidents étrangers n'affaibliraient-ils pas l'attachement des sujets au gouvernement ?

Les inquiétudes des adversaires de la Pologne ne furent pas de longue durée, et le traité du 19 décembre 1818 (3), entre la Prusse et la Russie, frappa le commerce de transit de droits de 1,5 à 3 o/o (4). Cette Convention atteignait gravement les intérêts polonais. « Les Polonais, dit l'historien allemand (5), n'avaient atteint aucun de leurs buts : ni la Prusse, ni l'Autriche, n'avaient accordé des conditions

(1) Smolka, *La politique de Lubeck*, vol. II, p. 362.

(2) Franz Pühl, *Briefe und Aktenstücke*, vol. II, p. 113.

(3) Et ratifié le 18 février 1819.

(4) Les draps posnaniens à destination de la Chine ne payaient que 2 0/0 de douane, mais à la condition d'être expédiés en Chine dans les deux ans, ce qui gênait singulièrement les négociants. Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 40.

(5) Zimmermann, *Die preussischen Industrie und Handelspolitik*, p. 63.

spéciales à leurs provinces polonaises, et tout le résultat de leurs vastes plans se réduisait à faciliter dans une certaine mesure le commerce prussien avec l'Orient ; il n'est pas étonnant qu'ils aient été peu satisfaits du traité » (1).

Le nouveau régime cependant, en même temps qu'il mécontentait gravement les Polonais, ne fut pas sans causer quelques dommages aux fabriques russes, établies pour la plupart sur les propriétés des grands seigneurs ; le mécontentement des oligarques qu'Alexandre tenait par dessus tout à ne pas irriter, l'obligea à un brusque revirement, et, par le manifeste du 12/24 mars 1822, il revint au système prohibitif (2). Il rétablit les lignes de douane à la frontière russo-polonaise et rendit au Royaume de Pologne son autonomie douanière.

C'était une grave atteinte pour le commerce prussien, et Frédéric-Guillaume III ne ménagea pas l'ironie à son auguste frère dans sa réponse à la lettre où Alexandre excusait sa décision par une nécessité impérieuse (3).

« Je connais trop bien, écrivait le roi de Prusse le 22 mars 1822, la scrupuleuse fidélité de Votre Majesté à garder la foi des traités pour ne pas être sûr qu'elle a dû croire subir la loi d'une nécessité impérieuse, quand elle m'a exprimé le désir de voir des modifications essentielles apportées aux dispositions de la Convention qui règle les rap-

(1) « Die Polen hatten keines ihrer Ziele erreicht, weder Preussen noch Österreich hatten ihren polnischen Provinzen eine Sonderstellung eingeräumt und das ganze Resultat ihres weit angelegten Planes waren einige Erleichterung der preussischen Handels mit dem Osten ; kein Wunder, dass sie über den Vertrag wenig erbaut sind » ; Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. II, p. 363 et 364.

(2) Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. II, p. 371.

(3) *Ibid.*, p. 372.

ports commerciaux entre la Russie d'un côté et la Pologne de l'autre (1). »

La diplomatie prussienne, qui voyait ainsi annulés ses efforts antérieurs, reprit ses anciens arguments.

« Les relations commerciales entre la Prusse et la Russie, disait le mémoire des conseillers intimes, Hoffmann et Ancillon, se trouvent replacées dans la situation où elles se trouvaient immédiatement après la conclusion du traité du 21 avril/3 mai 1815.

« En vertu de ce traité, chacune des deux puissances a le droit de demander que l'on nomme des deux parts des commissaires chargés de convenir d'un commun accord des moyens d'exécuter les articles 21-29 de ce traité.

« La Prusse y a toujours été disposée ; elle l'est encore. Ce n'est pas de son côté que sont venues les difficultés, les restrictions, les modifications. Elle apportera toujours les mêmes facilités dans cette négociation. Jusqu'à ce qu'elle ait eu lieu et qu'elle ait amené des résultats satisfaisants, la Prusse reste placée dans le cas prévu par l'article 30 du traité de Vienne. Il y est dit que les stipulations arrêtées dans les articles 21-29 ne pourront pas souffrir d'applications partielles... »

« A l'égard du commerce d'importation, chacun des deux gouvernements adoptera dans ces provinces polonaises les mesures qu'il jugera convenables à ses intérêts. Le Roi a donné l'ordre à son ministère de prendre ces objets en considération (2). »

La Cour de Berlin put s'apercevoir bientôt que ses arguments avaient perdu de leur force et que la pensée de

(1) Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. II, p. 372.

(2) *Ibid.*, vol. II, p. 374.

soumettre la Lithuanie aux mêmes conditions commerciales que le Royaume de Pologne n'inspirait plus à Alexandre la même épouvante.

En attendant et pendant que les diplomates continuaient à lutter de subtilités et de finesses, le tarif douanier du 26 novembre anéantissait le commerce du drap en Posnanie, 111 objets étaient en outre frappés de prohibition, parmi eux les produits des vanniers, cordonniers, charpentiers, passementiers ; les autres devaient payer des droits exorbitants (1).

Un Landrat à Rawicz, calculait qu'une pièce de drap, qui revenait au marchand de 13 à 14 thalers et qu'il pouvait vendre tout au plus de 15 à 16 thalers, devait payer 7 thalers et demi de douane (2). Restait la contrebande, avec tous ses risques. Elle trouva quelque temps un appui dans la connivence ou la faiblesse des fonctionnaires du Royaume. Mais la situation changea radicalement dès que le prince Lubecki prit la direction du ministère des finances. Résolu à poursuivre les abus qui entravaient la renaissance industrielle du Royaume, il commença par chasser et par emprisonner tout le personnel de la douane de Nieszawa (3). Désormais tous les fonctionnaires qui manquaient à leurs devoirs professionnels furent sérieusement punis. Une maison de commerce à Moscou dut payer à elle seule 80.000 roubles d'amende (4).

Privés ainsi de leurs derniers débouchés, les fabricants de drap de Posnanie n'avaient plus d'autres ressources que

(1) Adolphe Herzog, *Die Entwicklung der gewerblichen Verhältnisse*, p. 72, Poznań, 1867.

(2) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 40.

(3) Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. I, p. 298.

(4) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 40.

de liquider. D'après les renseignements fournis par les industriels de Rawicz (1), Fr. Charles Braun, Bergman, Kupke et Benjamin Seidel, la production, qui montait autrefois à 20.000 pièces, tomba alors au quart de ce chiffre et au-dessous. Les ouvriers sans travail quittèrent leurs métiers et se firent cultivateurs ou bien franchirent la frontière russe pour s'établir dans le royaume de Pologne, où on les attirait par de sérieux avantages. Ils étaient exempts d'impôts pendant 6 ans ; leurs fils n'étaient pas soumis au service militaire ; ils recevaient même des secours en argent comptant et le logement gratuit dans les bâtiments de la Couronne (2). Un grand nombre d'ouvriers posnaniens se transportèrent à Lodz et Białystok, dont les fabriques dépassèrent vite les manufactures du Grand-Duché de Posen (3). Tandis que l'industrie du Royaume prenait un essor remarquable, dans la Pologne prussienne la misère succéda à l'ancienne prospérité ; à Rawicz, les malheureux drapiers, pour ne pas mourir de faim, demandaient aux autorités locales la permission de mendier (4).

« Si la situation ne se modifie pas, écrivait le président supérieur, dans l'espace d'une année, les fabriques de draps, si vantées au Congrès de Vienne que c'est une des principales raisons pour lesquelles on jugea nécessaire de res-

(1) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 44.

(2) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 45-46.

(3) En 1824, les draps du Royaume exportés en Chine représentaient environ 2 millions flor. ; 5 ans plus tard, l'exportation montait à 6.826.000 flor. ; elle dépasse 7 millions flor. en 1830, et la totalité des draps fabriqués dans le pays s'élève à 40.000.000 flor. Le florin polonais valait environ 0 fr. 60. Smolka, *La politique de Lubecki*, vol. I, p. 311-376.

(4) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 45.

serrer nos limites, seront ruinées ou transportées dans le royaume de Pologne » (1).

On essaya de quelques palliatifs. Zerboni, toujours soucieux du bien-être du pays, demanda au ministre de la guerre que l'armée et en particulier le cinquième corps en garnison à Poznań, achetassent leurs draps dans le Grand-Duché.

Les échantillons et les prix parurent satisfaisants au ministre, qui approuva les propositions de Zerboni. Malheureusement, cette aubaine ne profita guère aux fabricants ; un certain Isaak Caro obtint l'entreprise et imposa aux tisserands des conditions si dures qu'ils se plaignirent contre cette exploitation du capitaliste (2). Des protestations arrivèrent aussi contre lui de Bojanowo. Bien que la misère y fût moindre que dans les autres villes manufacturières, les ouvriers redoutaient l'approche de l'hiver de 1824. Les commerçants n'avaient pas pu écouler leurs produits à la foire de Leipzig, leur unique débouché, bien que, pour éviter de nouveaux frais de transport, ils eussent baissé les prix de 2 à 3 thalers (3).

En dehors de cette commande pour l'armée, obtenue par les instances de Zerboni, de quelques secours financiers, consentis aux associés de la maison Kupke, Seidel, Krüger, Haehnel à la condition que les machines achetées par l'Etat fonctionneraient sous la surveillance des autorités et lui reviendraient après 10 ans, nous n'apercevons aucune trace d'une intervention administrative en faveur de la fabrication des draps. Ce n'était évidemment pas suffisant pour enrayer la décadence provoquée par la

(1) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 45.

(2) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 46.

(3) *Ibid.*, p. 46.

concurrence des produits allemands, de qualité supérieure, et par les prohibitions douanières.

La ruine fut achevée par le traité de commerce conclu le 11 mars 1825 entre la Prusse et la Russie. Lubecki, plus préoccupé d'assurer le progrès de l'industrie naissante du Royaume que de maintenir les liens des diverses provinces polonaises, avait obtenu l'interdiction complète de l'entrée des produits manufacturés étrangers. Les draps posnaniens étaient décidément exclus des marchés russes et chinois. La décadence économique s'accrut dès lors avec une rapidité presque vertigineuse, et 60 ans plus tard il ne subsistait plus d'une industrie jadis prospère et riche, qu'une vingtaine de fabriques (1). Les villes de Bojanowo, Babi-most, Wschowa, Leszno, Międzyrzec, Rawicz, Wolsztyn, Zaborowo, réputées dans le passé pour leurs manufactures, ne conservèrent plus rien de leur ancienne importance.

La disparition de l'industrie du drap fut une perte irréparable pour le pays. Elle était en effet la seule qui eût une sérieuse importance. Tout au plus pouvait-on citer à côté les cordonneries de Poznań et de Pleszew, qui jouissaient d'une certaine renommée, ainsi que les ganteries de Bydgoszcz et de Poznań. Pour être complet il faudrait signaler encore la fabrication des chapeaux dans les villes de Rawicz, Wschowa et Piła, les tanneries de Piła qui avaient pris un certain développement, et la brasserie de Grodzisk qui passait pour la meilleure de la Grande Pologne (2).

Tout cela était en somme assez insignifiant, et d'ailleurs, pour une cause ou pour une autre, presque toutes les villes

(1) Le nombre de fabricants drapiers qui s'élevait en 1816 à 1.586, tomba en 1819 à 1.032. — Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 50.

(2) Bäck, *Die Provinz Posen*, p. 121.

furent atteintes dans leur activité par leurs nouvelles conditions d'existence. L'impôt et la concurrence de la bière allemande atteignirent gravement les brasseries dont le nombre tomba en 30 ans de 740 à 243 (1).

Bien qu'un grand nombre d'amidonneries eussent été transformées en distilleries, celles-ci diminuèrent rapidement depuis l'impôt de 1819 sur l'eau-de-vie (2).

Les fabriques de papier ne supportaient pas mieux la concurrence occidentale (3).

La fabrication de la potasse tomba en trente ans de 18 à 1 (4).

Ces pertes ne sont que bien peu compensées par les progrès des verreries (10 en 1852 au lieu de 2 en 1822), des briqueteries et des tuileries, favorisées par l'essor de l'agriculture qui se manifeste par la construction de nombreux bâtiments de fermes selon le modèle allemand (5).

(1) Dr Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 51, donne ce chiffre pour 1851, tandis que selon Szoldrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 44, en 1857, il se trouvait 200 brasseries dans les campagnes et 211 dans les villes.

(2) 1.173 distilleries en 1816

573	—	1831
379	—	1836
285	—	1846

Szoldrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*, p. 44.

(3) 19 maisons en 1822, 7 en 1852.

(4) Le prix du bois entraîna la déchéance des fabriques de potasse. — Dr. Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe*, p. 50.

(5) En 1819	183 briqueteries
« 1822.	259 —
« 1825.	304 —
« 1828.	296 —
« 1831.	269 —

En dehors des causes multiples qui expliquaient les souffrances du commerce et de l'industrie, une raison essentielle devait longtemps rendre impossible tout développement industriel. C'était l'absence complète du capital. Un pays aussi absolument épuisé par de terribles crises politiques et une longue période de guerres, aurait eu besoin, pour se relever, de ménagements continuels et d'une protection attentive et presque tendre. Il ne suffisait pas, pour le régénérer, de la correction froide et souvent dédaigneuse et presque hostile de fonctionnaires étrangers. L'anémie générale se manifestait par l'amoindrissement des foires de la saint Jean, autrefois si importantes pour Poznań. « Toutes les affaires boitent, lisons-nous dans le rapport de Zerboni en 1820, et les capitalistes sont tellement rares qu'ils font des conditions fort pénibles aux débiteurs et n'accordent pas de prêt sans se garantir par un gage. » Son témoignage est confirmé par la *Gazette du Grand-Duché* (1). « La foire de la saint Jean a prouvé un manque général de numéraire. Les propriétaires fonciers et les fermiers qui avaient des échéances à payer n'y sont arrivés qu'en nombre très restreint; en dépit de leur meilleure volonté, le bas prix du blé et de la laine, ainsi que l'indigence des commerçants de ces produits, ne leur permettant pas de s'acquitter de leurs obligations. »

Cette situation se prolongea sans que les autorités, im-

En 1834.	359	briqueteries
« 1837.	414	—
« 1840.	516	—
« 1843.	703	—

Szoldrski, *Die landwirtschaftliche Entwicklung*, p. 123.

(1) N° 59 du 22 juillet 1820.

puissantes ou indifférentes, aient pris des mesures sérieuses pour y remédier.

L'institution du Crédit foncier (1821) ne profita qu'aux seigneurs terriens.

La réduction du nombre des foires à quatre par an pour chaque ville, avantageuse pour le paysan à qui elle enlevait des occasions de flâneries et de dépenses inutiles, n'était évidemment pas faite pour relever le commerce et satisfaire les citadins.

A tout prendre, le gouvernement paraît se désintéresser complètement de la condition des villes. Son inertie est même si complète que l'on est tenté d'y voir un parti-pris et un calcul. Veut-il réserver un nouveau débouché aux produits des anciennes provinces prussiennes ? Espère-t-il arriver plus aisément à germaniser le pays quand il n'aura plus en face de lui qu'une population rurale, et craint-il que les villes ne soient un foyer de résistance nationale ? Même si ces pensées ne se sont pas nettement présentées à l'esprit des administrateurs prussiens, il n'est guère douteux qu'elles ont sourdement inspiré leur attitude. Toutes les fois que les Allemands sont en présence des Slaves, il est nécessaire de faire une large part à ce sentiment de haine et de mépris que les meilleurs des Germains ressentent pour une race qu'ils considèrent comme inférieure.

CHAPITRE V

LA SITUATION MORALE : L'ÉGLISE, L'INSTRUCTION, LA LANGUE. GERMAINS ET SLAVES

SOMMAIRE.

La situation morale : — I. l'Eglise. — L'importance du clergé en Pologne. — La Réforme : La réaction catholique : — Les jésuites, leur influence. — La proportion des deux confessions. — Les juifs. — La politique de l'administration prussienne vis-à-vis du clergé. — La sécularisation des biens ecclésiastiques contraire au traité de Grodno. — Circulaire pour préparer la suppression des couvents. — Le clergé froissé par la diminution de ses revenus. — Théophile Wolicki et ses relations avec les autorités. — L'affaire de Gołańcz. — II. Les écoles : La situation au moment de l'occupation prussienne. — Les tendances du nouveau gouvernement. — Les professeurs allemands. — L'extension des écoles protestantes. — L'Etat s'arroge le droit de confirmer tous les professeurs. — Les excès de zèle des nouveaux fonctionnaires. — Discours de Kaulfuss. — L'opinion de Royer de Luehnes. — L'ordonnance du 13 décembre 1822. — Les tracasseries officielles. — L'affaire des bagues. — Mémoire de Wolicki. — III. Les relations entre les Allemands et les Polonais : — La situation s'aggrave après la démission de Zerboni. — Mauvaises dispositions et nouvelles exigences des fonctionnaires. — Causes de mécontentement de la société polonaise. — La morgue et la vanité prussiennes. — Les mesures préconisées par Royer de Luehnes : La politique de germanisation à outrance et le programme de Grolman. — Le réveil du patriotisme polonais.

Le gouvernement prussien, quelques garanties que, sous la pression des circonstances et des instances d'Alexandre I^{er}, il eût consenti à donner à la nationalité polonaise, se défiait de ses nouveaux sujets. Il était convaincu que sa domination ne serait assurée que du jour où il aurait déra-

ciné les anciens souvenirs et préparé le triomphe de l'élément allemand. Privés de leur indépendance politique, les Slaves de Posnanie devaient de leur côté s'attacher avec une passion désespérée aux institutions et aux traditions qui leur permettaient de conserver au moins leur autonomie morale : leur Église, leurs écoles, leur langue. C'est sur ces terrains qu'allait s'engager une lutte incessante et acharnée qui rendit impossible toute réconciliation entre les habitants et l'administration.

Au début, la situation du royaume était si difficile et si complexe, les problèmes si nombreux, les ressources si faibles, l'administration encore si incertaine et ses traditions mêmes si mal établies, qu'il eût été imprudent d'avouer des projets trop menaçants. Le gouvernement ne brusqua rien, dissimula ses desseins, parut disposé à respecter ses promesses, s'efforça de préparer ou d'entretenir la confiance. Il connaissait le zèle catholique des Polonais et l'influence prépondérante qu'exerçait le clergé sur la foule des habitants. Il s'appliqua à le ménager et à ne pas tourner contre lui dès le début une force dont il sentait la puissance. Opprimé depuis des siècles, sans protection et sans appui, le paysan avait cherché dans l'Église sa dernière consolation et sa suprême espérance ; il suivait avec une naïveté touchante et une obéissance aveugle les conseils de son curé. Le meilleur moyen d'obtenir sa soumission, c'était qu'elle lui fût prêchée par le prêtre à qui il avait l'habitude de remettre ses destinées. L'autorité prussienne s'attacha donc à gagner les sympathies des ecclésiastiques. Au début, ses relations avec le plus haut représentant de l'Église catholique, l'archevêque Raczyński, furent nettement amicales et toutes les occasions de conflit furent évitées avec soin.

Introduite par le premier roi polonais Mieszko qui, avec sa cour et une grande partie de son peuple, reçut le baptême des mains du moine tchèque Bohwid, la foi chrétienne prit des racines profondes dans le pays. La Grande-Pologne eut la première l'honneur d'accepter les lumières chrétiennes, de jeter dans les eaux du lac de Gniezno ses divinités païennes et de voir fonder les évêchés de Poznań, Gniezno et Kruszwica. Le catholicisme, facilement victorieux des anciennes traditions, était devenu par la suite comme le symbole de la nation polonaise. Il y avait cependant dans le pays un certain nombre de dissidents. A l'époque de la Réforme, le voisinage de l'Allemagne y avait favorisé la propagande luthérienne (1). Mais les nouvelles doctrines avaient trouvé un redoutable adversaire dans l'évêque Adam Konarski qui, pour les combattre, avait installé les Jésuites dans l'église de Saint-Stanislas et dans l'hôpital de Sainte-Gertrude. Ils avaient rapidement ramené à la foi catholique les grandes familles un moment ébranlées. Après la mort de Lucas Gorka, le principal appui des protestants, son palais qui abritait le temple luthérien fut acheté par la municipalité de Poznań, qui l'offrit aux Bénédictines et interdit aux réformés d'ouvrir désormais un temple dans la ville.

Les succès de la contre-réforme furent d'ailleurs favori-

(1) Dès l'année 1530, des assemblées luthériennes se tinrent dans le palais de Gorka à Poznań. Un temple public fut inauguré en 1564, et trois ans plus tard, une école luthérienne fut ouverte (fondée par Zacharie Rydt, riche bourgeois qui l'installa dans sa propre maison). Un précepteur amené d'Allemagne apprit aux enfants à lire et écrire et leur enseigna les premières notions de la religion ainsi que les éléments essentiels de l'arithmétique. Les démarches de l'évêque Adam Konarski obtinrent du roi la fermeture de cette école. Łukaszewicz, *Nouvelles historiques sur les dissidents*, p. 12, p. 64, p. 210; Poznań.

sés par les luttes intestines des dissidents. Cependant, l'hérésie ne disparut pas complètement. Souvent, les seigneurs posnaniens, pour une raison ou pour une autre, offraient aux protestants un asile sur leurs domaines ; c'est ainsi que les Frères Bohêmes, qui avaient un moment compté d'assez nombreux adhérents dans le Royaume, se maintenaient à Leszno et dans diverses communes. Les Luthériens, de leur côté, trouvaient une protection dans le voisinage de l'Allemagne et leur nombre était sans cesse renforcé par les immigrés venus de l'autre côté de la frontière ; le palatin de Kalisz Grudzinski leur avait octroyé la liberté de construire un temple et une école dans sa ville de Swarzędz, à une lieue de Poznań.

Après l'expulsion des Jésuites, le nombre des églises protestantes progressa si rapidement à la fin du xvm^e et au commencement du xix^e siècle, que selon la statistique de Zedlitz en 1825 on ne comptait pas en Posnanie moins de 70 temples luthériens. En 1816, il y avait en Posnanie 230.247 protestants (1), presque tous d'origine étrangère (2).

Le gouvernement prussien comptait sur la docilité bienveillante de ces dissidents que leur foi et leur origine rapprochaient de l'Allemagne. Ils furent placés sous la surveillance d'un consistoire qui siégea à Poznań : l'administration temporelle relevait de l'autorité royale. La province fut divisée en 17 districts ecclésiastiques ; chacun d'eux avait à sa tête un surintendant. Dans les paroisses, la fabrique composée du pasteur, des élus de la commune et du patron de l'église (3), était chargée de la gestion financière.

(1) Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 541.

(2) 0,5 à 0,6 0/0 de Polonais, tandis que sur les 537.907 catholiques il n'y a que 5 à 6 0/0 d'Allemands. Bergmann, *Zur Geschichte der Entwicklung*, p. 35.

(3) Bäck, *Die Provinz Posen*, p. 125.

La Prusse ne redoutait pas non plus l'opposition des Juifs qui, au nombre de 51.960, formaient les 6,3 o/o de la population totale (820.176 âmes) (1). Arrivés dans le pays avant le xiii^e siècle, ils avaient reçu des souverains des privilèges qui leur garantissaient une complète liberté confessionnelle. L'administration les soumit aux mêmes règles que leurs coreligionnaires du reste de la Prusse, c'est-à-dire que leur situation fut d'abord assez pénible. Ils n'étaient pas considérés comme de véritables citoyens et ne pouvaient quitter sans autorisation le lieu où ils étaient fixés. Ce ne fut que sensiblement plus tard, et pour des raisons d'ordre général plutôt que local, qu'elle songea à relever leur condition et à étendre leurs droits.

Sans inquiétude du côté des Juifs, comptant sur la docilité et l'appui des Protestants, les autorités prussiennes s'attendaient au contraire à rencontrer une vive hostilité dans la population polonaise, demeurée presque exclusivement catholique et c'était celle-ci qu'elles devaient s'efforcer de germaniser. Afin de ne pas augmenter encore la difficulté d'une tâche qu'elles pressentaient ardue, sans prévoir peut-être complètement l'invincible ténacité qu'elles allaient rencontrer, elles s'attachèrent à ne pas jeter de suite dans l'opposition le clergé dont elles redoutaient l'influence traditionnelle. C'est ainsi que rien ne fut changé dans le droit de présentation aux prébendes, qui appartenait comme par le passé aux seigneurs du lieu, sous les réserves anciennes.

Le Code Napoléon avait introduit les registres de l'état civil qui devaient être tenus par les administrateurs des paroisses (décret royal du 23 février 1809) (2) ; dorénavant

(1) V. Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 541.

(2) M. Meyer, *Die Kirchenbücher im Regierungsbezirk Bromberg, Jahrbuch der histor. Gesellschaft für den Netzdistrikt*, 1898, p. 6. — Lettre du 18 mai 1810, de l'archevêque Raczyński au roi. Cor-

les curés ne pouvaient accorder la bénédiction religieuse qu'après l'accomplissement des cérémonies civiles. — L'ordonnance du 9 novembre 1816 décida que désormais les curés seraient déchargés de leurs fonctions civiles, et, le 1^{er} mars 1817, les chapitres de l'*Allgemeine Landrecht* (partie II, § 481) relatifs aux naissances, aux baptêmes et aux mariages, durent être appliqués en Posnanie. Un règlement spécial ordonna qu'à l'avenir les prêtres des différentes confessions ne seraient obligés qu'à tenir en ordre les registres de l'église, en double exemplaire, en latin et en polonais, et seulement en polonais si le curé n'était pas assez fort en latin.

L'archevêque Raczyński était un ancien Jésuite ; sa piété était profonde, ses connaissances théologiques fort étendues ; ses talents de mathématicien lui avaient attiré quelque renom. Le prince Radziwiłł, dont les droits se réduisaient presque à présenter aux décorations, fut heureux de l'occasion qui s'offrait à lui d'exercer ses modestes fonctions, et il demanda pour Raczyński la distinction la plus élevée, l'aigle noire en même temps que l'aigle rouge de 1^{re} classe pour l'évêque Gorzeński (1).

Ces faveurs ne coûtaient pas cher au Trésor. Mais on ne gouverne pourtant pas uniquement avec des hochets, et il fallait aborder les questions difficiles. La plus délicate était celle des possessions ecclésiastiques.

Au moment de la première prise de possession, le traité de Varsovie du 18 juin 1773 et l'article 5 du traité de

responnance des autorités ecclésiastiques avec les autorités civiles du Duché de Varsovie, p. 84-87. Publié en 1816.

(1) Manfred Laubert, *Standeserhöhungen und Ordensverleihungen*, p. 181, *Zeitschrift der historischen Gesellschaft*. Posen, 1908.

Grodno (1) avaient garanti aux catholiques du pays tombé sous la domination prussienne, le maintien du *statu quo* pour le culte, les églises et leurs biens. Le même article stipulait encore que les droits du souverain ne seraient jamais appliqués au détriment de ce *statu quo*. Cependant, dès 1796, une déclaration du 28 juillet annexait aux domaines les biens ecclésiastiques.

Il n'était pas probable que les scrupules qui n'avaient pas arrêté le gouvernement prussien au lendemain des traités fussent plus puissants 20 ans plus tard. Le 30 octobre 1810 (2), il avait décidé que pour faciliter le paiement de la contribution à la France sans qu'il en résultât des charges trop pénibles pour les fortunes particulières, on séculariserait les biens des couvents et des institutions religieuses. Cependant, après la reconstruction du royaume en 1815, les effets de la sécularisation ne furent pas étendus aux provinces nouvellement acquises ; un ordre du cabinet (2 août 1816) établit même formellement que, sur les territoires récemment annexés, on ne procéderait pas à une sécularisation générale et que la suppression de chaque couvent devrait être autorisée par un décret spécial (3).

En réalité, ces promesses n'avaient d'autre but que de rassurer les esprits, et elles ne gênèrent guère l'administration dans la réalisation de ses projets. Quelques mois à peine après son installation, Zerboni commençait la lutte contre les monastères : une ordonnance du 16 sep-

(1) 25 septembre 1793. Przyłuski, *Promemoria*, p. 1 et 2 ; Poznań, 1848.

(2) M. Meyer, La sécularisation des couvents, p. 161, XV, *Zeitschrift der historischen Gesellschaft*.

(3) *Id.*, p. 163-164. XV.

tembre 1815 interdisait ainsi à tous sujets prussiens, hommes ou femmes, d'entrer dans un ordre religieux sans l'autorisation du pouvoir civil. Les parents et les tuteurs étaient responsables de l'exécution de cet ordre et ils seraient punis d'amende ou de prison, s'il était enfreint par l'enfant dont ils avaient la charge.

Les couvents étaient nombreux et riches : on en trouvait 18 dans la seule régence de Bydgoszcz et la province comptait 27 ordres religieux d'hommes et sept de femmes⁽¹⁾. Les fonctionnaires avaient hâte de mettre la main sur une proie si tentante et si facile. Mieux avisée, l'autorité centrale contenait leur impatience qui fût facilement devenue compromettante. Quand la régence de Bydgoszcz demanda au ministre de l'intérieur Schuckmann la suppression des congrégations, il lui répondit que, pour le moment, mieux valait se contenter de rendre le noviciat plus difficile en le soumettant à l'autorisation préalable. Le but restait le même, puisqu'on rendait ainsi presque impossible le recrutement des religieux, et si l'on y arrivait un peu plus lentement, du moins on ne heurtait pas de front les intérêts et les convictions des catholiques. Les convoitises prussiennes se lassèrent vite de ces ménagements et, comme l'opinion paraissait assez docile, on se lança dans une politique active de sécularisation. Une série hâtive d'ordres spéciaux prescrivit la fermeture des couvents : leurs biens, après le paiement des charges dont ils étaient grevés, devaient être employés à répandre l'instruction. Dans la majorité des cas, on les consacra aux écoles protestantes. C'est ainsi que les revenus des Carmélites à Bydgoszcz et à Markowice, du couvent de Cîteaux à Koronowo,

(1) En 1822, il y avait 235 moines et 63 religieuses en Posnanie.

furent répartis entre le gymnase de Bydgoszcz, où il n'y avait qu'un seul professeur polonais, le séminaire et l'école protestante de Koronowo (1); sur ces mêmes fonds, le gymnase protestant de Frédéric-Guillaume à Poznań, reçut en 1833 une rente de 3. 500 thalers, et on institua des bourses jusqu'à concurrence de 2.000 thalers (2) pour les élèves de la confession réformée. Cette hâte maladroite altéra bientôt les rapports des autorités administratives et ecclésiastiques. Le gouvernement avait mis la main sur les biens très considérables de l'archevêché de Poznań et des chapitres (3) : du moins payait-il à Raczyński une rente de 30.000 thalers. Il refusa de la continuer à Gorzeński qui, en 1821, succéda à Raczyński (4), et son traitement fut ramené à 12.000 thalers ; c'est la somme que reçoivent encore aujourd'hui tous les archevêques.

En général sans doute les domaines religieux ne furent pas purement et simplement confisqués, mais les intérêts du clergé n'en furent pas moins sérieusement lésés. Le

(1) Rakowski, *Histoire du Grand-Duché*, p. 2, publié par Gebethner, Cracovie, 1904 ; Adamski, Un court aperçu sur l'histoire de l'archidiocèse de Poznań et Gniezno, p. 95. *Journal mensuel ecclésiastique*, janvier 1909.

(2) Les anciennes propriétés des jésuites rapportaient 30.000 thal. de revenus : 5.000 thal. furent accordés aux Universités de Königsberg, Francfort et Halle pour créer des cours de latin pour les étudiants de la Prusse Méridionale. Ch. Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 183.

(3) Dans les derniers temps de la République, ils comprenaient 11 villes et 271 fermes domaines, 84 moulins et quelques dizaines d'étangs. La seule vente de l'eau-de-vie rapportait 389.555 florins polonais et les dîmes produisaient 80.000 flor. — Adamski, Un court aperçu sur l'histoire de l'archidiocèse de Poznań et de Gniezno, p. 39-40.

(4) Raczyński en 1818 abandonna son siège archiepiscopal de Poznań.

trésor commençait en effet par s'attribuer la moitié des revenus des biens ecclésiastiques, comme appartenant au roi, seigneur du pays. Il retenait ensuite 10 o/o pour les frais d'administration, 5 o/o pour les constructions, l'amélioration du bétail et pour l'inventaire (1).

En définitive, le clergé payait de 70 o/o environ de ses revenus, l'avantage d'être débarrassé des soucis matériels qui le gênaient dans l'accomplissement de sa tâche spirituelle. De plus, la somme qu'il recevait était fixée une fois pour toutes et il perdait tout espoir de profiter de l'augmentation du prix des céréales ou des progrès de l'exploitation agricole.

Ces mesures provoquèrent un mécontentement général et jetèrent le clergé dans l'opposition. Théophile Wolicki, le successeur de Gorzeński, était un ardent et énergique patriote. Il réorganisa le diocèse, releva le niveau moral de son clergé et opposa une résistance tenace aux autorités qui s'ingéraient de plus en plus dans les affaires intérieures de l'Eglise et prétendaient diriger par leurs commissaires les élections des évêques et des prieurs (2). A mesure d'autre part que l'opposition grandissait, le gouvernement s'efforçait d'étendre son autorité. Les paroisses avaient sauvé de la sécularisation quelques pauvres parcelles : les curés furent tenus de fournir de leur administration des comptes détaillés. La juridiction ecclésiastique fut restreinte dans de notables proportions. Entraînée par la lutte et encouragée par le succès apparent, l'administration qui, au

(1) Ch. Meyer, *Die Geschichte des Landes Posen*, p. 284 ; Adamski, Un court aperçu sur l'histoire de l'archidiocèse de Poznań et de Gniezno, p. 39-40.

(2) Adamski, p. 41.

début, avait au moins dissimulé ses desseins sous des raisons plus ou moins spécieuses, en arriva à trahir sa partialité pour les Allemands protestants. Elle apparait clairement dans un incident qui eut quelque retentissement. En 1829, après l'extinction du couvent des Bernardins à Gołancz, le curé dont l'église paroissiale menaçait ruine, avait transporté les offices dans l'église du monastère abandonné. La même année, une ordonnance royale attribua l'église et les bâtiments de l'ancien couvent à la communauté protestante nouvellement formée. Les catholiques se plaignirent, mais leurs pétitions furent rejetées et ils n'eurent d'autre ressource que de faire reconstruire à leurs frais l'église paroissiale (1).

Pour triompher des sourdes rancunes que provoquaient ses empiètements, la Prusse comptait sur l'école.

Le développement de l'enseignement primaire avait été naturellement retardé d'une part par la déplorable organisation sociale, et ensuite par les crises politiques qui avaient troublé la dernière période.

Le Duché de Varsovie léguait à la Posnanie 720 écoles avec 884 maîtres et 31.000 élèves (2).

Les établissements d'instruction secondaire étaient représentés par le gymnase de Poznań, deux séminaires ecclésiastiques à Poznań et à Gniezno, une école normale primaire, l'école supérieure de Leszno, célèbre par son fondateur et ses professeurs, Amos Comenius (3), Rybinski,

(1) Przyłuski, *Promemoria*, p. 12-13, Poznań, 1848.

(2) Morawski, *L'histoire de la nation polonaise*, vol. 6, p. 228 ; Bäck, *Die Provinz Posen*, p. 50, en compte 254 dans la régence de Poznań et 289 dans celle de Bydgoszcz ; sur ce nombre, 252 n'auraient guère existé que nominale.

(3) Amos Comenius, réfugié à Leszno, avec les autres frères bohèmes,

Wengierski, Johnstone ; un séminaire à Trzemeszno, des écoles cantonales à Bydgoszcz, Wschowa ; les collèges des pères Piaristes à Rydzyna et des pères Observantins à Pakosć étaient les derniers vestiges des anciennes écoles des palatinats « *szkoly wojewódzkie* » organisées dans le but patriotique de préparer le relèvement du pays par la Commission de réforme de l'éducation nationale. Les Piaristes s'efforçaient d'unir à une sérieuse culture humaniste le culte du sentiment polonais. Le conseiller Gedike (Oberconsistorialrath) visita en 1802 les établissements scolaires de la Prusse Méridionale ; il avait pour interprète Samuel Bandtkie, bien connu plus tard par ses travaux de philologie et d'histoire. Gedike juge assez sévèrement le gymnase de Poznań ; les bons manuels font défaut, on y abuse de la méthode mnémotechnique. Il constate en revanche avec quelque surprise que l'enseignement des pères Observantins à Pakosć est meilleur qu'il ne l'aurait supposé (1) ; ils réunissaient souvent plus de 100 élèves (2).

Les méthodes et les programmes d'enseignement, tels qu'ils avaient été fixés par la « commission d'éducation », étaient en somme satisfaisants, et une circulaire officielle (3) reconnaissait qu'il n'y avait qu'à les conserver (4). Il fal-

après la bataille de la Montagne blanche, écrivit pour l'école son fameux traité *Janua linguarum reserata*. Johnstone, d'origine écossaise, auteur connu du livre sur l'histoire universelle. — Ch. Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, p. 100-101.

(1) Beck., *Das Gymnasium zu Posen in südpreussischer Zeit*, p. 62, III. *Jahrgang der histor. Gesellschaft*.

(2) Beheim Schwarzbach, *Der Netzdistrikt zur Zeit der ersten Theilung Polens*, VII. *Jahrgang der historischen Gesellschaft*, p. 253.

(3) Du 7 août 1818. Morawski, *Histoire de la nation polonaise*, vol. 6, p. 228.

(4) Le journal officiel du 7 août 1818 prescrivait aux autorités

lait seulement augmenter le nombre des établissements scolaires. Dans ce but, une commission fut constituée sous la présidence du lieutenant général. Elle constata tout d'abord que, pendant la première occupation du pays par la Prusse, de magnifiques projets avaient été ébauchés, mais sans aboutir à aucun résultat pratique (1).

Le gouvernement ne tenait pas évidemment beaucoup à répandre les lumières parmi ses sujets, dont l'ignorance lui garantissait la soumission. Tout son effort s'était porté sur les écoles allemandes, dans la pensée visible d'assurer ainsi toujours plus la supériorité des immigrés sur l'ancienne population du pays (2).

Avec d'autres procédés et sous d'autres formes, les mêmes préoccupations dictèrent la conduite des autorités après 1815. Les questions scolaires relevaient du consistorat « Schulcollegium » qui avait à sa tête le président supérieur. Sous divers prétextes, des professeurs allemands furent envoyés dans des régions purement polonaises, et l'abus fut poussé si loin qu'il choqua même le major Royer Luehnes, qu'il serait pourtant difficile d'accuser de sympathies polonaises (3).

de se conformer exactement aux règlements du 12 janvier 1808 relatifs à l'organisation des écoles primaires rurales et municipales dans le Duché de Varsovie.

(1) Rapport de l'assesseur de la régence Salkowski : « jusqu'en 1807 la domination prussienne n'a apporté aucune amélioration dans l'instruction publique ; on a cependant entassé les paperasses .. et accumulé les rapports pompeux ». — *Zeitung der hist. Gesells.*, III Jahrgang, 1888, p. 53.

(2) Skarbek, *Histoire du Duché de Varsovie*, vol. I, p. 40-41.

(3) Dans une lettre à Hardenberg, il critique ainsi la nomination au gymnase de Marie-Madeleine à Poznań, des Allemands Brandt et Gerbhardt. — Dr Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 81.

Comme ces nouveaux venus ne savaient pas un traître mot de la langue de leurs élèves, leur arrivée provoqua des manifestations tumultueuses. L'autorité se trouva fort empêchée : châtier les coupables, c'était risquer de froisser la jeunesse et de l'écarter des établissements officiels ; d'autre part, si l'on éloignait les professeurs, on faisait preuve de faiblesse, et on compromettait la discipline. On chercha à agir sur les parents des rebelles en leur persuadant que ces nominations n'avaient nullement été déterminées par des arrière-pensées d'hostilité contre la langue polonaise.

Les faits cependant démentaient trop clairement ces protestations de neutralité et d'impartialité. Le gouvernement réservait toutes ses faveurs aux écoles protestantes. Bien qu'ils ne représentassent qu'un tiers de la population totale, les protestants avaient, dès 1821, 455 écoles rurales et 106 urbaines contre 416 écoles catholiques (1).

L'autorité allemande ne se bornait pas d'ailleurs à cette propagande officielle dans les écoles publiques. Elle surveillait avec une jalousie soupçonneuse tous les établissements qui auraient pu devenir des centres de résistance nationale. Les séminaires de Poznań et de Gniezno possédaient des ressources propres qui, d'après les décrets du concile de Trente, dépendaient de l'évêque diocésain seul, et c'est à lui qu'appartenait le droit exclusif d'en désigner tous les professeurs. Le gouvernement prussien exigea que toute nomination fût soumise à son approbation préalable (2). Il pouvait ainsi écarter les maîtres dont le dévouement lui était suspect et dont la docilité lui semblait douteuse.

(1) 309 écoles rurales et 107 urbaines. Komornicki, *La Pologne en Occident*, Plater, p. 158, indique, d'après Fridrick, le chiffre de 1.018 écoles en 1820.

(2) Przyłuski, *Pro memoria*, p. 24.

L'ardeur des parangons du germanisme frisait parfois le ridicule. Tel le discours du directeur du gymnase de Poznań, Kaulfuss, qui, vantant la supériorité de l'allemand sur le français, mettait en garde ses auditeurs contre le danger dont la connaissance du français pouvait menacer la nationalité polonaise (1). Les arguments de Kaulfuss produisirent-ils beaucoup d'effet sur ses auditeurs ? « La langue et la littérature allemandes, leur disait-il, sont de meilleurs moyens d'instruction et ne sont pas par essence aussi dangereuses à la race polonaise que le français ; elles sont plus favorables au développement intellectuel, car elles contribuent plus à l'éducation de l'esprit et du cœur que n'importe quelle langue et quelle littérature européenne ! » Il eût sans doute fallu des raisons plus précises et plus topiques pour déraciner chez les Posnaniens le goût de cette culture française vers laquelle les portaient leurs souvenirs et leurs prédilections.

Ces démonstrations un peu niaises n'eurent d'autre effet que de mettre en garde les Polonais contre des desseins trop visibles de dénationalisation. « Il y aurait eu pourtant, ainsi que le remarquait avec infiniment de bon sens Royer de Luehnes, un moyen très simple et très aisé d'écarter les obstacles que devait opposer au gouvernement l'amour-propre national, c'eût été de ne pas l'attaquer : il se fût éteint dans l'inaction (2). »

Le ministre de l'instruction publique, Altenstein, parut le comprendre, et son ordonnance du 13 décembre 1822, animée d'un esprit sincèrement libéral, était de nature à

(1) « Hypothèse bizarre dont on ne pouvait méconnaître la tendance » remarque Royer de Luehnes dans un de ses rapports au chancelier.

— Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 81.

(2) Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 82.

apaiser les inquiétudes soulevées par les excès de zèle de ses subordonnés.

« Quant à la propagation de la langue allemande dans le pays, écrivait le ministre (1), il convient avant tout de se rendre un compte exact du but que l'on poursuit. Faut-il tendre à ce que les Polonais de la province apprennent la langue allemande en général, ou bien veut-on que toute la nation par degrés et par une transition insensible, mais pourtant complète, si c'est possible, se germanise? » D'après le ministre, c'est le premier but seul qu'il est raisonnable de se proposer. Pour que les Polonais puissent être vraiment des sujets loyaux et utiles à l'Etat, il est nécessaire qu'ils comprennent la langue de la majorité et qu'ils puissent s'en servir. Mais il n'est pas utile ni désirable qu'ils renoncent à leur langue maternelle ou qu'ils la dédaignent.

« La religion et la langue maternelle d'un peuple, ajoute-t-il, sont son trésor le plus intime et le plus sacré ; sur elles repose sa conception même de la vie. Il suffit de les respecter pour mériter sa confiance, et l'on ne saurait sans crime porter sur elles une main sacrilège. La moindre atteinte contre ces biens essentiels de l'âme d'une nation, soulève l'indignation et provoque la haine.

« Ce serait une lamentable illusion que de supposer qu'on hâterait et qu'on relèverait l'éducation du peuple polonais en le dépossédant de sa langue. Pour un individu comme pour une nation, une instruction sérieuse et utile ne saurait avoir d'autre base que la langue maternelle. Imposer artificiellement à quelqu'un un idiome étranger, c'est l'engager dans une fausse voie de développement. C'est une vérité universelle, et combien n'est-elle pas plus

(1) Dr. Buzek, « *Histoire de la politique nationale* », p. 52.

manifeste quand la langue qu'il s'agirait de détruire est une langue aussi riche, aussi particulière, et arrivée à un aussi remarquable développement grammatical que le polonais.

« Si l'on veut vraiment développer l'instruction en Posnanie, c'est sur le polonais qu'il faut s'appuyer, et l'intérêt du gouvernement demande seulement que dans chaque école, l'allemand soit enseigné de manière à ce que les enfants en aient une notion suffisante quand ils auront terminé leurs études. »

Généreuses pensées où se reflétaient les doctrines libérales qui inspiraient encore Hardenberg et quelques-uns de ses principaux collaborateurs ! C'était comme le dernier vœu de la génération qui avait grandi sous l'influence de l'Aufklärung et qui ne devait pas laisser d'héritiers (1). Sous l'action de la volonté d'Altenberg² on appliqua quelque temps le régime bilingue dans les écoles primaires des villes du Grand-Duché : les élèves qui se destinaient au professorat devaient apprendre l'allemand et le polonais. L'allemand ne fut la langue de l'enseignement que dans les contrées déjà à demi-germanisées, où son emploi ne rencontra pas de difficultés particulières. Même cependant au cours de cette période, — assez courte, — de libéralisme relatif, l'administration avait ralenti et adouci ses procédés de germanisation, plutôt qu'elle n'avait abandonné ses desseins. Si l'on renonçait pour le moment à transformer la masse compacte du peuple des campagnes, on espérait agir plus facilement sur les classes moyennes. C'est ainsi que l'on supprima bientôt les collèges piaristes de Rydzyna et des Observantins de Pakosć. Des institutions polonaises

(1) Hardenberg mourut la même année.

secondaires, il ne subsista plus alors que le gymnase de Poznań et l'école supérieure de Leszno ; celle-ci fut réorganisée sur le modèle allemand (1) ; quant au gymnase de Poznań, on y institua l'enseignement parallèle polonais et allemand dans les quatre classes inférieures, les deux dernières furent exclusivement allemandes.

C'est en somme, dans le domaine scolaire, le double courant opposé que nous avons déjà eu l'occasion de constater. L'autorité centrale était plus libérale que les administrations locales, et les ordonnances générales étaient étudiées et interprétées dans un esprit antipolonais par les agents d'exécution. Directement engagés dans la lutte, ceux-ci poursuivaient avec une hâte maladroite le but que le gouvernement ne prétendait atteindre que dans un avenir indéterminé et lointain. La tolérance intelligente que recommandait ~~Altengiersch~~ ^{Altengiersch} n'empêcha ainsi ni les tracasseries ni les conflits, et le conseiller d'instruction Jacob ne s'inspira guère dans ses rapports avec ses subordonnés des conseils de patience et de modération qui arrivaient de Berlin.

Sur ces entrefaites, quelques élèves du gymnase de Poznań eurent l'idée d'offrir à leurs professeurs Muczkowski, Trojanowski et Cassius (2) des bagues ornées des portraits de Napoléon, de Kosciuszko, de Joseph Ponia-towski. C'était un enfantillage assez inoffensif, et l'on trouva la répression tout à fait disproportionnée, quand l'autorité exigea la démission des trois professeurs. Une circulaire rigoureuse menaça du même châtimement ceux de

(1) Dr Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 53, Léopol, 1909.

(2) W. Rakowski, *Histoire du Grand Duché de Posen*, p. 22.

leurs collègues qui commettraient des imprudences analogues.

Le curé de la cathédrale de Poznań, Wolicki, le futur archevêque, dans un mémoire (1) au ministre de l'instruction prit la défense des professeurs frappés et dénonça les excès de zèle de l'inspecteur Jacob, dont la sévérité et l'ardeur germanisatrices formaient un pénible contraste avec la modération de son prédécesseur, le respecté conseiller Stephasius. « Dès la première heure, écrivait Wolicki, le nouveau fonctionnaire a semblé prendre à tâche de provoquer le sentiment national ; il a manifesté officiellement son indignation que, dans la capitale d'une province prussienne, toutes les questions scolaires fussent traitées en polonais et que le polonais fût en majeure partie la langue de l'enseignement. L'étonnement pénible causé par cette profession de foi s'est changé bientôt en inquiétude quand on a vu sectionner les classes inférieures en divisions allemandes et polonaises et que la langue nationale a été supprimée comme langue d'enseignement dans les classes supérieures. Ces mesures étaient contraires à la volonté royale, telle qu'elle ressortait de la patente du 15 mai 1815, et l'on ne pouvait y voir que la volonté de gêner les études des élèves polonais. C'est de là qu'est venu tout le mal, et les professeurs frappés ne l'ont été que parce qu'ils n'approuvaient pas la provocation de l'inspecteur. On n'a pas respecté le règlement qui protégeait les professeurs. Le directeur Kaulfuss (2) et le professeur Cassius ont été condamnés sans que le conseiller Dunin ait été consulté, par une décision

(1) Rakowski, *Histoire du Grand-Duché*, p. 249-253.

(2) Kaulfuss était pourtant un Allemand très zélé, comme nous avons eu l'occasion de le constater; mais il connaissait mieux la situation et sa prudence sans doute avait déplu à Jacob.

arbitraire de l'Inspecteur seul. Pour les remplacer, il a fait venir des professeurs allemands. C'étaient sans doute les plus grands savants du monde, mais ils ne savaient pas le polonais, et tout leur talent ne pouvait ainsi servir à rien. Leurs manières et leurs habitudes étaient peut-être excellentes, mais elles n'étaient pas celles du pays et choquaient les traditions ».

L'inspecteur, en faisant les affaires de l'Allemagne, ne négligeait pas les siennes. Il nommait un de ses frères professeur à Poznań et un second, directeur de l'école municipale de Krotoszyn, au lieu du professeur Czwalina, qui était candidat au même poste et que désignaient ses titres et l'opinion unanime.

Encouragé par l'indifférence ou la connivence de l'autorité supérieure, Jacob poussa sa pointé. Il étendit son autorité sur le gymnase de Marie-Madeleine qui était un établissement catholique indépendant et toutes les réclamations se heurtèrent à son entêtement. Il excusait ses empiètements par de belles déclarations et affectait volontiers de défendre les intérêts des Polonais. « L'indignation me prend, écrit l'abbé Wolicki, à la fin de son mémoire au ministre, quand le conseiller Jacob, en présence du lieutenant général et du prince Sułkowski, « kurator » du collège de Leszno, blâme la négligence générale avec laquelle on traite le polonais et rappelle la volonté royale. C'est lui cependant qui a réduit le polonais à n'être plus, comme auparavant, la langue de l'enseignement, mais une simple matière d'études. Comment ne pas s'indigner aussi quand on entend les nouveaux professeurs se permettre envers le pays et la nation polonaise des expressions que la décence ne me permet pas de citer ! »

« C'est avec une profonde tristesse qu'on voit ici anéan-

tir les projets du meilleur des souverains et qu'on constate la contradiction entre ces garanties solennelles et ces règlements arbitraires des fonctionnaires qui ruinent ainsi les effets des efforts du gouverneur et des citoyens les plus honorables en vue de fortifier le dévouement des habitants au trône et à l'Etat. »

Wolicki traduisait avec autant de modération que de fermeté les sentiments encore un peu vagues et flottants de l'opinion. Les empiétements d'une bureaucratie conquérante tendaient peu à peu à élargir le fossé qui séparait les deux nations, et leurs envahissements, sournois ou brutaux, devaient fatalement jeter dans une opposition irréductible même les modérés et ceux qui au début se renfermaient dans une politique d'expectative et presque de confiance.

Sous l'effet de ces provocations, les relations de l'Eglise catholique avec les autorités deviennent bientôt nettement hostiles.

Les écoles primaires catholiques étaient à ce moment sous la surveillance du clergé. Comme l'on y enseignait l'allemand, un décret ministériel du 14 août 1827 (1) déclara qu'aucun instituteur ne serait nommé et qu'aucun ecclésiastique ne recevrait la direction d'une paroisse s'il n'avait prouvé une connaissance suffisante de l'allemand. Le gouvernement ordonna aux autorités ecclésiastiques de transmettre cette décision aux séminaristes. Le refus de Wolicki, qui après son avènement au siège pontifical, refusa de se faire le complice de ces manœuvres germanisatrices, provoqua un conflit grave.

En 1829 la « régence » refusa d'approuver la nomination du curé d'Opalenica, parce qu'il ne savait pas assez bien

(1) Przyłuski, *Pro memoria*, p. 30.

l'allemand (1). Elle lui accordait un délai d'un an pour compléter sa connaissance, et si, à ce moment, il n'avait pas prouvé une entente suffisante de la langue officielle, il serait déplacé. Une enquête dressée à ce sujet démontra que dans toute la paroisse, sur les 1.698 fidèles pratiquants, 19 seulement ne parlaient pas le polonais (2).

Le départ de Zerboni di Sposetti avait inspiré une nouvelle ardeur aux fonctionnaires dont son libéralisme tolérant n'avait pas sans difficulté contenu le zèle agressif. Son exemple aurait pu leur prouver cependant que les Polonais n'étaient pas si difficiles à gouverner, pour peu qu'on y montrât quelque tact et qu'on respectât les traditions nationales qu'ils étaient résolus à ne trahir à aucun prix. Quand sa santé affaiblie l'avait contraint à quitter la vie publique pour se retirer sur son domaine de Rombczyn (3) (Grand-Duché de Posen), il avait adressé aux populations qui lui avaient accordé leur confiance des adieux émus. « J'ai pu me convaincre, écrivait-il, qu'un fonctionnaire n'éprouvera jamais aucune difficulté en Posnanie à faire respecter les décrets de son souverain, s'il joint à l'accomplissement strict de ses devoirs officiels la bienveillance qui fut la source de ces décrets mêmes. »

Les souvenirs des services qu'il avait pu rendre à la province embellissaient sa retraite, qu'atténuait seulement le regret que les circonstances ne lui eussent pas toujours permis de réaliser les projets qu'il eût voulu exécuter dans l'intérêt de ses concitoyens.

Zerboni était un des derniers représentants de cette classe

(1) Dr Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 56. Przyłuski, *Pro memoria*, p. 30.

(2) Finalement le curé fut confirmé, sans doute parce qu'il s'était soumis aux exigences gouvernementales.

(3) Il y mourut le 25 mai 1891.

de fonctionnaires qui, grandis sous l'influence de la philosophie du XVIII^e siècle, avaient le respect du droit des peuples. La bureaucratie prussienne depuis lors a accepté d'autres principes : elle est devenue l'implacable exécutrice de la force et elle n'a reculé devant aucun moyen pour assurer à tout prix le triomphe de l'Etat germanique. Zerbini lui-même n'avait pas toujours réussi à désarmer ses haines et à réprimer ses insolences : après lui, elle eut le champ libre. Le prince Radziwill, timide, faible, était fort incapable de résister à sa pression énergique et tenace. Il assistait aux événements, attristé et impuissant.

« Pourquoi ne vous adressez-vous pas au lieutenant-général, disait un jour le major Royer, à un des principaux personnages du pays qui se plaignait de quelque injustice.

« Oui, lui répondait son interlocuteur, on nous l'a souvent dit et nous l'avons cru d'abord, et nous avons eu confiance, mais l'expérience nous a instruits, elle nous a montré que ceux qui se sont adressés au Statthalter n'ont fait qu'empirer leurs affaires ; son intervention n'a servi qu'à rendre la persécution plus forte et même à faire perdre leurs places à ceux dont le prince a pris la défense... Que gagnerais-je donc à m'adresser à lui ? J'irriterais ceux à qui j'ai affaire. Je m'attirerais des désagréments et des persécutions. Dans les rapports multiples que j'ai avec eux, ils trouveraient mille moyens de me tourmenter. J'aime mieux souffrir une injustice que d'en attirer plusieurs sur moi par mes efforts de l'écarter (1). »

Cela se passait en 1816, dans la pleine lune de miel de l'occupation, lorsque Hardenberg était président du con-

(1) Rapport de Royer écrit en français. Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, p. 77. Sonder-Veröffentlichungen der historischen Gesellschaft.

seil et Zerboni président supérieur du Grand-Duché. Il est facile de se figurer ce que se permirent les fonctionnaires quand la réaction triompha en Europe, que Frédéric-Guillaume III se fut docilement courbé sous la direction de Metternich et qu'un esprit de servitude et de violence souffla de Berlin.

La plupart d'entre eux arrivaient dans la Posnanie en conquérants et y restaient en ennemis. Beaucoup s'enrichissaient aux dépens du pays, mais leurs bénéfices n'amélioreraient pas leurs sentiments pour la population : ils avaient conscience d'être des intrus, et ils ne songeaient qu'à se venger de l'animosité qu'ils sentaient autour d'eux ; comme on ne les aimait guère, ils voulaient au moins inspirer la terreur. Ce qu'ils pardonnaient le moins à leurs subordonnés, c'était de ne pas s'incliner avec respect devant la *culture* germanique ; les résistances polonaises leur paraissaient une sorte de blasphème et de sacrilège. Depuis des siècles les Allemands s'étaient habitués à ne voir dans les Slaves que des vaincus, des barbares, des parias, incapables de s'élever à une civilisation véritable. Ils se regardaient comme une race supérieure et leur morgue insolente rendait incurables les plus légères blessures. Ils avaient de remarquables qualités, laborieux, probes, appliqués à leur tâche et dévoués à leurs devoirs, mais ils les rendaient insupportables par la manière dont ils les étalaient ; à bien des points de vue ils auraient pu exercer une influence heureuse sur le progrès moral de leurs subordonnés, et à la longue cette influence s'exerça réellement, en dépit des antipathies et des luttes ; mais ils dominaient de si haut et avec un tel détachement qu'ils ne pouvaient récolter que colère et rancune. Perdus dans l'admiration d'eux-mêmes, de leurs vertus, de leur science, de leur mé-

thode, ils étaient absolument incapables de comprendre et d'apprécier les qualités réelles des vaincus ; ils ne voulaient apercevoir que leurs défauts, leur mobilité, leurs habitudes de gaspillage, leur exubérance : ils se refusaient à reconnaître les vertus solides de la race, sa ténacité, sa confiance dans la vie, sa merveilleuse force de résistance, son art de s'adapter aux circonstances sans perdre son originalité, toutes les qualités en un mot intellectuelles et morales qui lui ont permis de survivre à tous les désastres.

Un des traits essentiels de l'Allemand, c'est le culte de la force. Pour lui le succès crée les droits, la victoire est l'argument supérieur. Ne pas s'incliner devant l'arrêt du destin, c'est de la niaiserie et de la folie. Ils ne parvenaient pas à comprendre que la Pologne persistât à conserver ses souvenirs et ses regrets. Son deuil leur paraissait à la fois une insolence et une stupidité. Que les Slaves ne renonçassent pas ainsi à oublier leurs coutumes, leurs conceptions particulières de la vie, leurs mœurs, ils n'y voyaient pas l'action naturelle des forces du passé, mais une sorte de conspiration perpétuelle. Ils ne se doutaient pas qu'ils eussent quelque chose à se faire pardonner, ils ne sentaient pas que les conquies pouvaient avoir besoin d'indulgence et que les peuples vaincus ont droit au respect.

Ils semblaient prendre à tâche de froisser les habitudes de leurs subordonnés.

Les Polonais étaient accoutumés à voir les fonctions publiques occupées par de grands seigneurs qui s'entouraient, dans l'exercice de leurs charges, de tout l'éclat de la richesse et du luxe. En comparaison, les nouveaux bureaucrates, mal payés, pingres, de pauvres manières, faisaient triste figure. Leur train provoqua quelque éton-

nement et un peu de dédain. On leur eût vite cependant pardonné leur médiocrité, si elle se fût accompagnée de quelque simplicité. Mais leur fatuité s'émut de l'ironie qu'ils soupçonnaient, et ils essayèrent d'obtenir le respect par la raideur de leur ton et la hauteur de leur attitude. Leur morgue formait un contraste trop saisissant avec la mesquinerie de leur fortune, et la société s'éloigna toujours plus de cette misère insolente.

Les Polonais en arrivèrent peu à peu à regarder comme une dégradation d'entrer au service public (1). Ce fut un malheur.

Les Slaves se condamnaient à une sorte d'émigration à l'intérieur. Maintes fois le patriotisme fournit à leur paresse un prétexte honorable et facile ; ils se contentèrent trop souvent d'épigrammes spirituelles et inoffensives, assistèrent inactifs à l'envahissement progressif de l'élément étranger et perdirent le goût et le sens de la lutte et de l'action.

Leur retraite cependant laissait le champ libre aux immigrés. Naturellement le gouvernement favorisait cette infiltration ; les nouveaux arrivants en général étaient loin d'appartenir à l'élite de la nation allemande.

Vivre au milieu d'une population hostile, dans un pays dont on ne comprend pas la langue et dont on ne connaît pas les usages, ce n'est pas une perspective bien séduisante. Ce n'est pas non plus une tâche très agréable que celle de travailler à l'oppression d'un peuple, de se consacrer à tuer en lui ses sentiments les plus nobles et les plus saints. C'est une loi historique générale que les réactions et les tyrannies soient déshonorées par les frau-

(1) Skarbek, *Histoire du Duché de Varsovie*, vol. I, p. 38.

des et les violences de leurs agents. — Tel maître tel valet. — N'arrivaient ainsi en Pologne que des hommes plus ou moins tarés ou médiocres, qui n'avaient aucune chance de réussir ailleurs et qu'attiraient des fonctions relativement lucratives et aussi l'assurance que leur conduite ne serait pas surveillée de trop près (1). Mécontents, aigris par leurs anciens déboires, ils souffraient de leurs déconvenues passées, comme de leur exil nouveau, et ils passaient leur mauvaise humeur sur leurs malheureux administrés.

Les militaires surtout faisaient assaut de morgue et d'insolence. Ils tenaient le haut du pavé et ne permettaient pas qu'on leur contestât, à eux ou à leurs épouses, le premier rang partout. Si nous en croyons Motty qui, tout jeune, fréquentait chez le gouverneur, Mme Wrangel manifestait en termes très vifs à la princesse Louise Radziwiłł l'étonnement que lui causait l'amabilité « superflue » (2) qu'elle témoignait aux dames polonaises : une d'elles, à la cour princière, n'avait-elle pas reçu la préséance sur la générale ?

Son mari n'était pas plus commode à vivre. Dans un des bals qui réunissaient dans le palais du lieutenant-général la haute société polonaise, Wrangel, charmé par la grâce et l'élégance d'un jeune gamin, s'avisa, avec le tact qui distingue ses compatriotes, de lui demander s'il aimait les Allemands. « Pas du tout », répliqua vivement le petit danseur.

Le général en conçut une telle indignation qu'il ne demanda rien moins que la destitution du père du petit coupable, et le prince Radziwiłł ne sauva pas sans peine le malheureux fonctionnaire (3).

(1) Voir chapitre II, p. 34, note.

(2) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. V, p. 9.

(3) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. V, p. 16.

Les rapports sociaux devaient nécessairement devenir de plus en plus tendus à mesure que s'accroissait la politique de compression et de violence. Malheureusement, elle trouvait un appui de plus en plus décidé dans l'administration supérieure. Il y avait toujours eu à Berlin, autour du roi, un parti très hostile à la Pologne et qui prêchait un régime de germanisation intense ; c'était lui que représentait Gruner (1), quand il présentait au roi, avant la paix de Tilsit, son mémoire fameux. Depuis la mort de Hardenberg, c'était ce parti qui triomphait sans résistance et presque sans discussion.

Sans doute, il convient de ne pas exagérer le libéralisme de l'ancien chancelier et de ses agents. Le but qu'ils poursuivaient, était le même que celui que se proposaient leurs successeurs. Nous en avons la preuve dans les plans que traçait Royer de Luehnes en 1816.

« Il faut, disait-il, instruire et convertir la nation par la nation elle-même. C'est-à-dire il faut commencer par se concilier le clergé, les seigneurs, la petite noblesse surtout dont l'action peut être décisive ; assez fortunée pour être indépendante, elle échappe aux moyens ordinaires d'influence et de corruption. Sa fierté se soumet plus aisément au patriotisme et au talent qu'à la richesse ou à la seule naissance (2) ». Une fois qu'on aura réussi à gagner les classes supérieures, on parviendra assez vite par celles-ci à gagner les masses. Luehnes compte donc bien transformer la Pologne et l'amener à abdiquer ses traditions nationales. Mais encore y a-t-il la manière. Les meilleurs ouvriers de la première heure ne veulent pas froisser l'orgueil national ni brusquer les événements ; ils préfèrent les voies

(1) Directeur *Der Kriegs und Domänen Kämmer*, à Poznań, en 1805.

(2) Rapport du 22 juillet 1816 écrit en français.

détournées, les conquêtes progressives ; ils croient aux séductions de l'intérêt plus qu'à la violence. « Que l'on institue des foires pour la laine, dit Royer, que l'on améliore les conditions de l'agriculture, que l'on démontre à la noblesse par des faits, que le gouvernement est soucieux des intérêts de ses sujets ; le meilleur moyen d'obtenir le dévouement du peuple, c'est de le mériter. D'ailleurs ces projets matériels seront autant d'occasions de conquêtes morales. On fondera une société agronomique ; un de ses principaux soins sera évidemment de répandre des manuels, et ces manuels seront allemands, puisque ce sont les meilleurs.

« On attirera et on retiendra la noblesse à Poznań, et elle s'y trouvera forcément en contact avec les fonctionnaires prussiens et se pénétrera de leur loyalisme. »

Au fond, il est probablement heureux pour la cause polonaise que cette tactique insinuante et sournoise n'ait pas prévalu. Non pas sans doute qu'elle pût étouffer définitivement des sentiments déjà trop anciens et trop ancrés dans les âmes ; mais elle eût retardé la résistance et peut-être jeté dans le peuple les germes d'une division qu'il n'eût pas ensuite été facile de guérir.

Si les patriotes polonais avaient éprouvé quelque inquiétude en face des procédés de séduction savante qui avaient un moment paru être adoptés par l'administration, certes leurs craintes furent vite écartées. La modération relative de l'administration pendant les premières années de l'occupation s'expliquait au moins en partie par l'exemple d'Alexandre I^{er}. Tant que le Tsar s'attachait à maintenir les espérances de ses sujets polonais et les berçait de ses ondoyantes et vaines promesses, il eût paru maladroit de favoriser ces obscures ambitions par des imprudences qui

lui auraient facilité la voie. Il importait de ne pas pousser à bout les Posnaniens par des rigueurs qui risquaient de les jeter dans les bras de la Russie. Avec Nicolas I^{er}, qui rejetait dédaigneusement le rêve généreux de son frère, toute crainte disparut. Désormais le champ était libre ; les idées de transaction et de lente conquête disparurent ; au programme de Zerboni succéda le programme de Grolmann (1). Celui-ci se donnait volontiers pour libéral ; il n'admettait guère que la liberté du bien, et à ses yeux, le bien suprême, c'était le triomphe de l'Allemagne. Il détestait les Polonais, et sa haine ne supportait ni tergiversation ni délais. Tous les moyens lui paraissaient bons pour la suppression d'une race inférieure qui arrêtaît la marche de la civilisation et le triomphe de la Germanie. Ces théories et ces convictions implacables trouvaient des admirateurs dociles et des exécuteurs impitoyables, dans tous les fonctionnaires qui se consolaient de l'exercice de leur tâche quotidienne par la pensée qu'ils servaient, en exterminant un peuple, la cause de l'humanité.

Le plus grand danger consistait, selon lui (2), dans la noblesse polonaise ; c'est donc avec elle qu'on devait en finir au plus tôt (3). N'était-elle pas accourue en 1806 au secours de Napoléon contre la Prusse ? Il fallait qu'elle expiât cette criminelle trahison. On la chasserait de ses terres qu'on distribuerait aux invalides à tous les degrés de la hiérarchie militaire, depuis les simples soldats jus-

(1) Général d'infanterie, prit une part active à la guerre de 1813-1814 ; après 1830, commanda le 5^e corps à Poznań, il mourut en 1843.

(2) Il se rencontre dans ses idées avec presque tous les stratégestes politiques allemands.

(3) Conrady, *Leben und Wirken Karls Grolman des Generals der Infanterie*, p. 24. Berlin, 1896.

qu'aux généraux. Les capitaux nécessaires, on les demanderait à la Seehandlung et aux autres banques prussiennes, dont les avances seraient garanties par les propriétés qu'il s'agissait d'exproprier. C'est le plan qui, depuis un siècle, se poursuit toujours avec la même obstination féroce et la même ardeur inutile et folle.

On essaierait, par contre, de se concilier le tiers état en lui offrant la protection gouvernementale, mais sans se départir pourtant du principe de ne jamais accorder à un Polonais une situation dans les provinces polonaises.

Pour gagner le clergé au germanisme, on instituerait des Facultés catholiques de théologie dans les Universités allemandes, et aucun ecclésiastique ne serait nommé à une fonction publique sans avoir obtenu certains grades universitaires. Les candidats au sacerdoce, placés dans un milieu purement allemand à l'âge où les sentiments sont encore incertains et où l'esprit est plastique, y oublieraient les vieilles traditions nationales et en reviendraient avec une âme nouvelle. Ils y contracteraient des amitiés qui les préserveraient contre toute rechute. On aurait soin d'ailleurs de ne les nommer que dans les anciennes provinces, tandis que les cures du Grand-Duché seraient réservées à des prêtres d'origine allemande.

Les jeunes soldats polonais seraient envoyés dans les régiments de l'intérieur et ils ne seraient libérés que quand ils auraient appris à lire et à écrire en allemand ; ceux qui, après avoir fini leur temps de service, n'auraient pas acquis une connaissance suffisante de la langue de l'Etat, ne seraient pas autorisés à rentrer dans leur patrie, mais seraient versés dans les compagnies de garnison.

Les soldats autorisés à revenir en Posnanie feraient obligatoirement partie de la milice territoriale qui s'orga-

nisait à cette époque ; ceux d'entr'eux qui détenaient des parcelles de biens-fonds en deviendraient les libres propriétaires et ne dépendraient plus sous aucun rapport du seigneur de leur domaine (1).

Dans chaque commune, on enverrait un certain nombre d'anciens soldats, proportionnellement au chiffre de la population, et ils recevraient 120 arpents de Magdebourg, une maison et le bétail nécessaire pour l'exploitation agricole. Les Polonais émigrés ne pourraient plus rentrer dans le pays et leurs fermes seraient distribuées aux colons allemands.

Les fonctions des sous-préfets (Landrätthe) seraient exclusivement réservées à des officiers en retraite et, pour les aider dans leur tâche de germanisation, on leur adjoindrait d'autres officiers retraités en guise de secrétaires. L'administration provinciale du Grand-Duché ne serait d'ailleurs pas la même que celle des anciennes provinces, mais elle serait confiée à des gouverneurs civils et militaires, munis d'un pouvoir assez large pour triompher des résistances locales et préparer la transformation du pays. Par la suite seulement, et quand le triomphe de l'élément germanique serait complètement assuré, on introduirait en Posnanie les institutions du reste du royaume. Il va sans dire que jusque-là la police et les tribunaux seraient exclusivement formés d'Allemands.

On multiplierait les écoles allemandes et même l'enseignement religieux serait donné dans la langue officielle. Les enfants ne recevraient la confirmation que lorsqu'ils feraient preuve d'une connaissance satisfaisante de l'allemand. Grolmann attendait de cette dernière prescription

(1) Dans ce temps là les relations des paysans envers les seigneurs n'étaient pas encore réglées.

les résultats les plus merveilleux, puisque les jeunes filles, dont il redoutait l'entêtement patriotique, seraient ainsi forcées d'apprendre l'allemand pour pouvoir se marier (1).

Ce vaste plan de conquête, Grolmann demandait qu'on l'appliquât aussitôt, sans hésitation et sans retard. On n'avait déjà que trop perdu de temps et on s'était leurré du fallacieux espoir de gagner les sympathies des habitants par des ménagements absurdes et niais.

« Toutes nos petites farces (kleine Possen) n'agissent pas sur les Polonais, ils ne songent qu'à la restauration de leur royaume. Sans doute, Radziwiłł est plus raisonnable et plus tranquille que Zerboni (2). Mais pour obtenir des résultats sérieux, il faut un maintien plus ferme, un programme plus net, et une politique plus active. »

Grolmann ne faisait en somme que présenter sous une forme plus nette les pensées qui animaient la bureaucratie prussienne presque tout entière. Le programme qu'il avait tracé devint dès lors comme la base d'action et l'idée maîtresse du gouvernement. Si certaines des mesures qu'il conseillait ne furent pas appliquées, c'est uniquement qu'elles présentaient des difficultés spéciales, comme par exemple l'attribution de propriétés à d'anciens soldats. Mais les projets de tolérance et de conciliation qu'avaient un moment conçus Zerboni et ses premiers auxiliaires, furent définitivement abandonnés. Les autorités étaient pénétrées

(1) Aveuglé par son zèle de propagande ou peut-être parce que ses connaissances théologiques étaient moins grandes que son ardeur nationale, le général oublie ici que l'Eglise n'exige pas la confirmation pour bénir les mariages ; il lui suffit que les futurs époux aient fait leur première communion.

(2) *Vernünftiger und ruhiger über vieles als Zerboni*. Lettre datée de Poznań le 9 juillet 1816. — Conrady, *Leben und Wirken des Generals v. Grolman*, vol. III, p. 38.

désormais de cette conviction qu'il était absurde de songer à réconcilier les Polonais avec leur nouvelle situation et qu'il fallait par conséquent exterminer par tous les moyens une nationalité dont l'existence était à la fois un scandale pour la civilisation et un danger pour le pays.

Le résultat de cette politique sans merci fut naturellement de raviver et d'exaspérer le patriotisme polonais. Au moment où la Posnanie avait été cédée à la Prusse, le pays était épuisé par de longues années de guerre ; les conditions générales de l'Europe rendaient d'ailleurs impossible pour longtemps la reconstitution de l'ancien royaume. Les habitants, au moins en grande partie, sans renier leur foi et sans abandonner leurs espérances, étaient par conséquent disposés à se résigner ; ils acceptaient avec tristesse, mais avec soumission, les conditions que leur avait faites la fortune. Ils avaient supporté même sans de trop vives protestations les hésitations et les incertitudes du début ; ils ne méconnaissaient pas les avantages matériels que pouvait leur apporter le nouvel ordre de choses. Ils se consolaient de leurs déboires par la pensée que le roi tiendrait ses promesses, que leur langue serait respectée et que, pourvu qu'ils remplissent leurs devoirs de sujets, on ne leur défendrait pas de rester Polonais.

Voici cependant qu'ils se heurtaient à la défiance et à la haine. On voyait une trahison dans leur douleur et on exigeait d'eux une abdication complète de leur passé, un abandon absolu de toute pensée d'avenir. On prétendait leur imposer une apostasie définitive et, comme gage de leur fidélité, on entendait leur arracher leurs souvenirs et leur langue. On poursuivait leurs croyances et leurs institutions. Ils opposèrent la haine à la haine et, puisqu'on ne leur laissait le choix qu'entre la guerre et la mort, ils ten-

dirent toutes leurs forces pour sauver contre les entreprises ennemies les biens qui leur restaient encore. Ils savaient bien que pour le moment ils ne devaient pas songer à reconquérir leur indépendance et que les Allemands ne lâcheraient pas leur proie. Mais, à défaut de l'autonomie politique, ils pouvaient espérer sauver leur nationalité. Ils s'y réfugièrent comme dans leur dernier donjon, et, en somme, de cette forteresse dernière, ils ont refoulé depuis un siècle les assauts les plus violents. En dépit de l'infériorité de leur force, ils ont gardé, impénétrable à toutes les attaques de l'ennemi séculaire, leur domaine national, intellectuel et moral.

CHAPITRE VI

DE 1825 A 1830.

SOMMAIRE.

Le Grand-Duché après la mort d'Alexandre et de Zerboni di Sposetti : — Baumann, président supérieur. — Le Statthalter s'éloigne pour éviter les conflits. — Les rigueurs et les tracasseries gouvernementales. — La promesse d'une constitution : espérances qu'elle provoque. — Le régime électoral. — Les élections : L'incident de Krobia et ses conséquences. — L'ouverture de la diète. — Les propositions royales : — Les pétitions des États. — Les démarches du maréchal Sułkowski à Berlin. — L'attitude du prince Radziwiłł. — La réponse royale. — Ses concessions. — Le contraste entre les désirs du souverain et le texte du règlement publié dans le *Journal officiel*. — Les bonnes dispositions royales effectives sur le domaine de la juridiction. — Latitude laissée aux fonctionnaires dans l'exécution des promesses royales.

L'année 1825 fut marquée par deux événements graves, la mort d'Alexandre I^{er} et celle de Zerboni di Sposetti, qui eurent l'une et l'autre une répercussion considérable dans l'histoire du Grand-Duché de Posen. Elles contribuèrent à aggraver la situation et à rendre plus hostiles les rapports de la population et du gouvernement.

Bien que le libéralisme du tsar eût fléchi rapidement après le Congrès d'Aix-la-Chapelle, la cour de Berlin redoutait toujours quelque surprise de ce côté ; elle se demandait

avec angoisse jusqu'à quel point Alexandre était guéri de ses sympathies polonaises, et elle ménageait ses sujets de Posen pour ne pas provoquer chez eux des comparaisons dont elle redoutait des conséquences possibles. Nicolas I^{er} était le gendre de Frédéric-Guillaume III et il affichait pour son beau-père une attentive et tendre vénération. On le savait médiocrement disposé pour la Pologne, très peu populaire à Varsovie. Le moment parut favorable pour en finir avec la politique de ménagements et de modération.

Baumann, nommé président supérieur à la place de Zerboni di Sposetti, n'avait ni la largeur d'idées ni l'indépendance de son prédécesseur. Avant 1806, il avait été fonctionnaire dans la Prusse Méridionale et il avait séjourné autrefois à Varsovie. Il n'était pas hostile aux Polonais, mais il tenait par dessus tout à plaire à la cour et il n'essaya pas de lutter contre les tendances réactionnaires décidément victorieuses à Berlin. Il en aggrava l'impression par ses allures extérieures, son physique bourru (1) et la rudesse de ses manières (2).

Le prince Radziwiłł, à qui le gouvernement n'avait jamais entendu accorder qu'un titre honorifique et qui, même pendant la première période, n'avait jamais conquis d'influence, était absolument hors d'état d'opposer une résistance sérieuse aux nouvelles tendances. Attristé et isolé, il assistait impuissant aux tentatives de germanisation. Sûr que ses représentations, s'il en essayait, ne rencontreraient qu'une dédaigneuse indifférence, il cherchait avec les siens un refuge en Silésie, dans son château préféré de Ruhberg.

(1) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. V, p. 8.

(2) Askenazy, *La Russie et la Pologne*, p. 3.

On profita de son absence pour supprimer les concessions si parcimonieusement octroyées aux Polonais et que, dès le début, on s'était ingénié à restreindre.

Le Grand-Duché avait reçu en 1815 un sceau particulier, qui portait en écusson l'aigle prussien surmonté de l'aigle blanc. L'ordonnance du 31 mars 1817 en réserva l'emploi au Statthalter, aux régences et au tribunal supérieur de Poznań ; les autres autorités durent se servir uniquement de l'aigle prussien royal.

Les anciens uniformes (1) à l'usage des propriétaires fonciers se transformèrent peu à peu en livrée prussienne. Jusqu'à 1817, on les conserva sous leur forme primordiale ; ensuite on modifia les épaulettes, où l'aigle noir devint obligatoire pour les cérémonies officielles (2). Un règlement de 1824 stipula que toute personne autorisée à porter l'uniforme ne pourrait plus ni paraître devant le souverain, ni assister aux cérémonies publiques sans la tenue prescrite, et on invita les autorités à tenir strictement la main à cette ordonnance (3). De cette façon, on imposa l'aigle prussien à tous les nobles qui voulaient prendre part à un événement solennel.

L'administration se montrait toujours plus ombrageuse et tâtilonne. Elle interdisait le port des décorations distribuées par Napoléon (4). Elle s'offusquait de coutumes traditionnelles qui lui semblaient propres à maintenir le sentiment national.

(1) Mundury obywatelskie.

(2) Règlement publié par le *Journal officiel* du 18 décembre 1817.

(3) Règlement 42 : le *Journal officiel*, n° 43, du 19 octobre 1824.

(4) Quiconque apercevait une personne avec un insigne au chiffre de l'empereur devait le lui enlever et l'envoyer au président supérieur, n° 63 de la *Gazette Posnanienne* de 1815.

Rien ni personne n'échappa à cette domination despotique : les gardiens de nuit, après avoir sifflé l'heure, entonnaient une courte chanson polonaise : « Ecoutez, citoyens, telle et telle heure a sonné ». Ces mélodies, d'abord tolérées, ne trouvèrent pas grâce auprès de la nouvelle administration. Elle les supprima sans condamner pourtant le sifflet et l'annonce de l'heure en polonais. Mais elle s'alarma bientôt de cette excessive liberté. Les gardiens de nuit furent mandés à l'hôtel de ville où on leur enseigna à crier les heures en allemand. Comme leurs progrès furent médiocres et que leurs fautes grammaticales offusquaient trop péniblement les oreilles prussiennes, on en vint à une mesure radicale. Les sifflets et les appels furent remplacés par une fanfare qui, elle, au moins, n'avait plus l'impertinence d'évoquer le passé et de permettre aux Polonais l'illusion qu'ils avaient encore une patrie (1).

Tracasseries ridicules et d'autant plus malencontreuses que les nouveaux sujets de la Prusse se montraient très dociles et affichaient un loyalisme irréprochable. C'est ainsi qu'après une maladie de Frédéric-Guillaume III, sa guérison était célébrée, non seulement par un *Te Deum* solennel à la cathédrale, mais par un grand banquet au casino, où parurent de nombreux invités. Un Polonais, Sypniewski, témoigna de son attachement à la dynastie en faisant don à cette occasion d'un terrain qui lui appartenait au faubourg Saint-Roch, pour l'Institut des enfants moralement abandonnés (2).

Le 4 mai 1827, pour l'anniversaire du président supé-

(1) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. IV, p. 136 ; Poznań, 1890, Imprimerie du « Dziennik Poznański ».

(2) *Gazette du Grand-Duché*, n° 27, p. 317, 1827.

rieur, le maire de Poznań, à la tête de la municipalité du conseil de ville, lui apportait le diplôme de citoyen d'honneur (1). A ces témoignages de bonne volonté qui n'étaient pas sans mérite, parce qu'ils représentaient un difficile effort et une volonté courtoise de réconciliation, le gouvernement ne répondait que par des mesures d'hostilité contre les Slaves. Pour combattre l'influence polonaise dans la Prusse occidentale (2), on la réunit à la Prusse orientale, à peu près complètement germanisée, et on plaça la nouvelle province sous la présidence de Schön (3), qui, quelque libéraux que fussent ses principes politiques, ne comprenait pas que les sentiments nationaux d'une partie importante de la population eussent droit au respect.

Ces tracasseries ne soulevaient pas une opposition aussi générale et aussi vive qu'il serait permis de le supposer, parce que les Polonais comptaient sur l'avenir. Ils espéraient que Hardenberg et les partisans d'un régime constitutionnel finiraient par triompher des résistances que leurs projets rencontraient à la cour : si une diète était convoquée, leurs représentants trouveraient l'occasion d'y dénoncer les manœuvres de fonctionnaires plus royalistes que le roi. En 1817, le chancelier avait visité les diverses provinces de la monarchie et conféré avec les diverses personnes dont il lui était utile de connaître l'opinion. En Posnanie, il s'adressa notamment au général Amilkar Kosiński, et les considérations que celui-ci lui présenta furent

(1) *La Gazette du Grand-Duché*, n° 42, 1827.

(2) La Prusse occidentale comptait en 1815, 25.000 kilomètres carrés avec 700.000 habitants, parmi lesquels se trouvaient à peu près 350.000 Polonais, autant d'Allemands et 20.000 Juifs. — Askenazy, *La Russie et la Pologne*, p. 159

(3) Treitschke, *Deutsche Geschichte*, vol. III, p. 235-236.

encore appuyées de l'autorité du conseiller d'Etat Ancillon (1). Mais les chefs de la réaction, Kamptz, Wittgenstein, le duc Charles de Mecklembourg gagnaient chaque jour du terrain. Les libéraux étaient écartés des affaires, disgraciés, soumis à la surveillance de la police. Les souvenirs de la période des guerres de l'indépendance étaient suspects et proscrits... « Nous avons le meilleur des rois, écrivait un fonctionnaire, nous sommes riches en princes qui autorisent toutes les espérances : quelles meilleures garanties pourrait-on désirer (2) ? » L'agitation des étudiants, les fêtes de la Wartbourg, l'assassinat de Kotzebue achevèrent de convertir Frédéric Guillaume III au système de Metternich. Dans l'entrevue de Teplitz (1819), il fit amende honorable, abandonna Hardenberg, « vieux, usé moralement et physiquement ». Après la mort du chancelier (1822), ses successeurs allèrent chercher leur mot d'ordre à Vienne. Les promesses de constitution, longtemps ajournées, furent définitivement abandonnées. Frédéric-Guillaume III ne niait pas les promesses solennelles qu'il avait données à son peuple quand il l'avait appelé aux armes contre Napoléon (3), mais il en ajournait l'exécution à une époque indéterminée. Il lui suffit, pour libérer sa conscience, d'instituer des Etats provinciaux.

On n'y procéda pas sans hésitation, après une série d'enquêtes, de contre-enquêtes, de projets et de discussions. Au mois de mars 1823, on convoqua à Berlin des notables de Poznań pour les interroger sur leurs vœux. La

(1) Kosiński à Ancillon. *Correspondance de Kosinski*, p. 162.

(2) E. Denis, *L'Allemagne, 1810-1852*, p. 120.

(3) Edits des 27 octobre 1810, 7 septembre 1811 et 22 mai 1815. D^r Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 30.

joie des habitants fut très vive, mêlée seulement d'un vague scepticisme : les séances étaient secrètes et les censeurs veillaient strictement à ce que les journaux n'en donnassent aucune nouvelle (1). Ces délibérations durèrent huit jours : elles portèrent, non sur la compétence de la diète, mais seulement sur sa composition, les droits électoraux. On décida que la diète représenterait les trois états, noblesse, bourgeoisie, paysans, et qu'elle serait formée de 48 membres.

L'égoïsme de la noblesse favorisa les secrets projets du gouvernement en écartant du vote la majorité des paysans. Pour être électeur, il fallut posséder plus de 30 arpents de terre, et plus de 60 pour être député. Comme d'ailleurs, il fallut pour prendre place à la diète être propriétaire d'un bien fonds au moins depuis dix ans et que les droits de propriété des paysans ne furent réglés que par le statut de 1823, on ne compta pas un seul Polonais parmi les représentants de la classe rurale, qui était cependant en grande majorité slave.

Parmi les députés des villes, il n'y eut que deux Polonais (2). En revanche, ils comptaient vingt représentants parmi les 24 députés de la noblesse.

Les droits de la diète, des plus restreints, n'étaient guère que consultatifs. Elle devait donner son avis sur les règlements qui visaient spécialement la province et aussi sur les ordonnances générales relatives au droit des particuliers, à la propriété et aux impôts.

Les députés étaient autorisés à présenter des requêtes et des pétitions ; enfin, sous la surveillance du gouverne-

(1) Treitschke, *Deutsche Geschichte*, vol. III, p. 236.

(2) Komornicki, *La Pologne à l'Occident*, p. 231.

ment et avec la réserve de l'approbation royale ils s'occupaient des affaires des communes.

Dans les premières élections, les questions nationales ne jouèrent aucun rôle. C'est ainsi que dans le district de Wągrowiec, la noblesse élut député Zerboni di Sposetti, sans tenir compte de son origine (1). Sa mauvaise santé le força de décliner le mandat qu'on lui offrait et il fut alors remplacé par un Polonais.

La seule élection qui donna lieu à quelque agitation fut celle du district de Krobia. La majorité voulait désigner un propriétaire de Pakosław, Joseph Krzyżanowski, qui se trouvait à ce moment en prison à Thorn pour avoir fait partie d'une société secrète patriotique, fondée par Umiński (2). Il fut élu, malgré les protestations du Landrath, mais le président supérieur cassa l'élection. Treize propriétaires seulement se réunirent alors pour procéder à un nouveau vote, et cinq parmi eux votèrent pour un nouveau candidat, Czarnecki. Mais Czarnecki refusa le rôle qu'on prétendait lui faire jouer et se prononça pour Krzyżanowski.

Baumann, assez embarrassé, en référa à Berlin. L'affaire y avait vivement ému les conseillers du roi ; le 10 janvier 1827, les privilèges politiques de la noblesse du district de Krobia furent suspendus et elle fut privée du droit de prendre part à la diète tant qu'elle n'aurait pas donné des gages d'un meilleur esprit (3).

(1) Manfred Laubert, *Wahlkonflikt in Krobia*, p. 300 ; *Zeitschrift der historischen Gesellschaft*, 1904.

(2) Manfred Laubert, *Wahlkonflikt in Krobia*, p. 301 ; *Zeitschrift der historischen Gesellschaft*, 1904.

(3) Randow à Baumann, 24 octobre, 1^{er} décembre 1826 ; Rep. 6 novembre, Baumann au Ministre d'Etat les 6 et 11 décembre, le protocole de la session du 14 décembre ; Manfred Laubert, *Wahlkonflikt in Krobia*, p. 304.

La mesure n'était pas seulement rigoureuse, elle était nettement illégale, et elle suffisait à elle seule pour prouver la manière dont le gouvernement prussien comprenait la liberté constitutionnelle. Ce qui montre d'autre part combien l'esprit public était encore timide et peu éveillé, c'est qu'elle ne souleva qu'une assez légère émotion. Les électeurs ainsi frappés s'excusèrent, plaidèrent les circonstances atténuantes ; une faible minorité seulement, neuf électeurs en tout, persista à ne pas vouloir d'autre représentant que Krzyżanowski. La soumission de la majorité désarma Baumann qui demanda au Ministre de revenir sur sa décision : était-il juste de frapper 32 innocents pour 9 coupables !

Comme le ministre d'Etat cependant ne se laissait pas fléchir, les Polonais, sur l'initiative du prince Sułkowski, adressèrent au roi une nouvelle pétition (1). Elle fut appuyée par le Landrath, qui craignait que l'affaire ne s'envenimât : la noblesse du reste du pays ne pouvait-elle pas prendre fait et cause pour ses compatriotes de Krobia ? Déjà on annonçait que ses députés refuseraient de prendre part aux délibérations de la Diète, tant que le district injustement frappé n'y serait pas représenté (2). Toutes ces considérations demeurèrent inutiles et la décision royale resta en vigueur jusqu'à la mort de Frédéric-Guillaume III.

(1) Manfred Laubert, *Wahlkonflikt in Krobia*, p. 305.

(2) Sur ces entrefaites, le 26 novembre 1827, la Cour supérieure de Poznań ordonna la libération temporaire de Krzyżanowski. Il adressa une requête au roi pour lui exposer qu'aucune raison juridique ne paraissait s'opposer désormais à son élection. « Krzyżanowski a été libéré uniquement *ab instantia*, répondit le roi, il ne peut donc être ni électeur ni élu. » Les administrateurs locaux essayèrent alors par tous les moyens d'obtenir son désistement : ils échouèrent, et son refus ne contribua pas peu à maintenir la mauvaise humeur du souverain. — Manfred Laubert, *Wahlkonflikt in Krobia*, p. 307 et 309.

Ces discussions avaient amené l'ajournement de la diète et elle ne se réunit que lorsque déjà toutes les autres diètes de la monarchie avaient terminé leurs travaux (1).

La séance d'ouverture eut lieu le 21 octobre 1827. L'assemblée fut ouverte par un discours du prince Statthalter en polonais. Il y dit sa joie d'être l'interprète d'un souverain dont il connaissait les projets pleins de bienveillance pour ses compatriotes. La tranquillité, le bien-être du pays devaient être le fruit d'un rapprochement sincère des sujets et du souverain. Il présenta ensuite aux Etats le président supérieur en qualité de commissaire royal.

Le discours du commissaire Baumann, morne, insignifiant, était aussi beaucoup moins optimiste. Il contenait des allusions aux influences étrangères qui cherchaient à s'exercer sur les députés ; il les mettait en garde contre les conseils qui pouvaient leur venir du dehors (2). La réunion de la diète avait en effet amené à Poznań un très grand nombre de nobles, et Baumann avait assez peu de confiance dans leurs sentiments.

Le maréchal de la diète, le prince Sułkowski, était un ancien général des armées napoléoniennes. Peut-être pour dissiper les soupçons que pouvait créer son passé, peut-être aussi par conviction sincère, il mit une émotion vraie dans ses paroles, quand il invoqua « la bénédiction céleste sur les débats de la diète et sur le meilleur des rois ».

Ce jour mémorable pour la province finit par un brillant dîner offert par le prince Radziwiłł ; toutes les autorités civiles et militaires y assistèrent, ainsi que le clergé

(1) Askenazy, *La Russie et la Pologne*, p. 157.

(2) Żychlinski, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 39.

des deux confessions et les députés de la diète (1). Le lendemain, les Etats envoyèrent une adresse de remerciements au roi (2), rédigée en polonais et en allemand ; un règlement antérieur avait décidé que tous les écrits de la diète au trône seraient présentés dans les deux langues.

Le roi désigna comme suppléant du maréchal, Poniński, directeur général de la Société du Crédit Foncier, et représentant à la diète du prince Thurn et Taxis qui possédait ainsi que le prince Sułkowski une voix personnelle (3). La représentation de la noblesse fut accrue d'une voix supplémentaire, réservée au groupe des grands propriétaires de domaines fidéi-commis, et le roi désigna pour l'occuper le comte Atanazy Raczyński (4).

Sauf de rares exceptions, les trois ordres votèrent en commun. Les Polonais disposèrent ainsi d'une légère majorité et purent de la sorte exprimer leurs doléances.

Le premier, le colonel André Niegolewski (5), dénonça les mesures arbitraires et injustes qui avaient limité l'usage du polonais dans les écoles et l'administration. Il opposa à la pratique abusive des fonctionnaires les promesses du souverain et les déclarations des ministres (6).

La majorité ne cherchait pas de conflit et elle le prouva en reconnaissant l'utilité d'une étude sérieuse de la langue allemande dans les écoles; elle demanda même que

(1) N° 85 de la *Gazette du Grand-Duché*, en 1827.

(2) Treitschke, *Deutsche Geschichte*, vol. III, p. 387, juge sévèrement cette adresse : « la conscience sarmate, écrit-il, trouvait sans peine des expressions exaltées (*überschwängliche*) ». — Les historiens allemands sont difficiles à satisfaire.

(3) Virilstimme glos Wirylny.

(4) N° 86 de la *Gazette du Grand-Duché* du 27 octobre 1827.

(5) C'était lui qui avait commandé l'immortelle charge de Sommo-Sierra en 1808, comme colonel d'un régiment de Napoléon.

(6) Décret du 13 décembre 1822.

le nombre d'heures consacré à l'étude de l'allemand fût augmenté, mais elle ne devait être à l'avenir qu'une matière obligatoire de l'enseignement et le polonais serait rétabli dans sa situation normale et légale de « langue de l'enseignement ». Très désireuse de favoriser l'instruction, elle demanda que l'on instituât des « éphorats » chargés de surveiller les gymnases et les écoles rurales, sous la direction d'un éphorat central qui serait composé de cinq membres : le gouverneur général, l'archevêque, le président supérieur, le conseiller président du consistoire évangélique et un chef conseiller de la régence de Poznań « Hauptschulrath ». Il aurait la haute surveillance des écoles, veillerait à ce que les maîtres des écoles primaires dans les villages et les villes fissent preuve d'une connaissance suffisante du polonais, administrerait les fonds scolaires, distribuerait les bourses et surveillerait les instituteurs dans l'accomplissement de leurs devoirs ; enfin, il proposerait au souverain trois candidats polonais pour la fonction de conseiller supérieur de l'instruction. Il présenterait à la diète, tous les deux ans environ, un rapport général (1) que signeraient les membres de l'éphorat.

Cette pétition fut accompagnée d'une autre requête relative à la substitution des fonctionnaires allemands aux polonais. Après avoir ainsi nettement manifesté son patriotisme qui, pour le moment encore, se conciliait avec une sincère résignation au fait accompli, la diète passa à l'examen des propositions royales.

Les conditions du régime électoral furent acceptées sauf quelques modifications secondaires. La ville de Gniezno, malgré sa décadence, avait joué un tel rôle dans

(1) Zychliński, *Histoire des diètes du Grand-Duché*, vol. I, p. 65.

l'histoire du pays qu'il parut juste de lui accorder un député supplémentaire. La pauvreté générale rendait désirable l'abaissement du cens primitivement exigé pour être éligible ; il fut ramené à quinze cents thalers pour les bourgs, et à 60 arpents de Magdebourg pour les campagnes ; pour être député d'une ville, il suffirait de posséder un bien de 4.000 thalers (au lieu de 6.000).

Seraient électeurs les bourgeois qui possédaient un bien de 300 thalers et les paysans dont les tenures étaient au moins de 30 arpents de Magdebourg. Il n'est pas contestable que les considérations nationales avaient déterminé le vote de la diète, mais il n'est pas davantage douteux qu'elles coïncidaient ici avec la justice absolue, et, ce qui peut paraître étrange, c'est l'attitude des historiens allemands qui condamnent une loi dont le seul tort était de permettre une représentation adéquate de la majorité de la population.

A l'époque du Grand-Duché de Varsovie et sous l'influence des idées françaises, les communes avaient reçu des maires (Wójtów) et des conseils municipaux. Le gouvernement prussien, désireux de supprimer tous les vestiges d'un passé qui lui était naturellement odieux, — se demandait s'il fallait conserver cette organisation. La diète, qui n'avait pas les mêmes raisons pour rompre avec les traditions napoléoniennes, se prononça pour le maintien de l'ordre des choses existant, au moins jusqu'à ce que les Etats et les conseils des districts eussent commencé à fonctionner.

Pour l'organisation de ces Etats de districts, la Diète s'inspirant de l'heureuse expérience qui avait été faite dans le Duché de Varsovie, demanda qu'ils fussent formés par les propriétaires des biens équestres « Rittersgutsbesitzer », auxquels s'adjoindraient un député de chaque

ville du district et trois députés des communes rurales. Les Etats des districts devaient avoir une part active dans l'administration, surveiller les rapports des Landrätthe avec les communes, intervenir dans la répartition des fonds de secours et les questions d'impôt. Ils pourraient, en dehors des sessions régulières, se réunir au moins une fois chaque année ; il suffirait, pour que leurs résolutions fussent valables, de la présence de 7 membres, et les débats seraient présidés par un de leurs membres désigné par l'élection et par l'âge. Enfin, le Landrath serait choisi sur une liste de trois candidats proposés par eux ; ces candidats seraient nécessairement originaires de la province et connaîtraient les deux langues (1).

La question financière devait naturellement tenir une place considérable dans le débat de la diète. Un des points obscurs était la question des arriérés d'impôts. Pendant l'existence du Grand-Duché de Varsovie, comme les ressources régulières du budget ne suffisaient pas à l'entretien de l'armée et qu'il était impossible d'augmenter les impôts en argent, on avait eu recours au système des contributions en nature, des réquisitions en foin, paille, blé, etc. (2). Les propriétaires fonciers, saignés à blanc, s'étaient trouvés bien des fois, en dépit de toute leur bonne volonté, dans l'impossibilité de suffire aux demandes de l'administration. Les moyens violents demeuraient inutiles en face de la misère universelle, et souvent l'administration y renonçait. Les retards s'accumulaient, et quand, après l'occupation prussienne, on essaya d'établir

(1) Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 53.

(2) Ce système avait donné lieu à la plus extraordinaire confusion. En 1812 on compte 78 différentes manières de percevoir les impôts en nature. — Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 54.

les comptes, on se trouva en présence de telles complications qu'on y renonça. En 1823, le roi ordonna à Radoński et à Działowski de reprendre l'étude de l'affaire, mais en réservant la solution définitive à la diète provinciale. A l'unanimité elle sollicita décharge de tous les arriérés et la majorité demanda l'annulation de toutes les créances relatives aux réquisitions de l'année 1808. Quant aux fournitures livrées aux armées russes en 1814 et dont le trésor russe demeurait débiteur à la Prusse, on chargea Brodowski et Loga d'en négocier la liquidation.

La misère du pays ne permettait pas de faire face aux améliorations même les plus urgentes. Le roi avait demandé à la Diète d'entreprendre la construction d'une maison de force ; elle se déclara incapable d'assumer une charge aussi lourde et demanda à la Couronne d'y contribuer pour une somme déterminée.

On est assez étonné de trouver parmi les propositions du gouvernement un projet qui conférait aux Juifs les droits de citoyen. Était-ce un souvenir retenu par mégarde des anciennes velléités libérales, désormais bien oubliées ? Ou bien, ce qui semble plus probable, les ministres prussiens espéraient-ils trouver en eux des instruments dociles et des auxiliaires peu scrupuleux ? La diète flaira le piège. Elle déclara que la condition des juifs ne permettait pas leur émancipation immédiate ; mais elle ne se contenta pas d'une simple fin de non-recevoir et proposa une série de mesures qui devaient, suivant elle, avoir pour effet de préparer l'assimilation.

On exigerait des rabbins et des instituteurs juifs (1) la connaissance des deux langues du pays : les offices re-

(1) Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 57-58.

ligieux seraient célébrés dans un de ces deux idiomes, la jeunesse juive serait élevée dans les mêmes écoles que les autres enfants ; elle serait soumise au service militaire ; les juifs ne pourraient prendre pour domestiques des chrétiens ; il leur serait interdit d'exercer la profession de cabaretiers et leurs débiteurs seraient autorisés à faire la preuve que le chiffre des dettes qui leur était réclamé n'était pas exact, même si ces dettes étaient attestées par un document écrit. Au bout de dix ans, les Juifs qui auraient rempli ces diverses conditions, jouiraient des mêmes droits que les autres habitants.

Au point de vue de la justice absolue, ces exigences sont dures et il est permis de regretter que la diète ne se soit pas montrée plus généreuse. Mais, quand on connaît la condition dans laquelle croupissaient alors les Juifs de la province et leur avilissement matériel et moral, on s'explique les timidités de la majorité (1). Et quand on songe aux lettres de Børne et à la manière dont Treitschke traite encore les Sémites, on s'étonne que les Allemands jugeaient si rigoureusement l'intolérance polonaise !

(1) Le fin et perspicace observateur des conditions intérieures du Grand-Duché, le major Royer de Luehnes, définit ainsi cette partie du corps social : « Sans industrie personnelle, le juif polonais spéculé sur l'industrie des autres et surtout sur leur corruption. Son grand talent est de tirer le parti le plus avantageux de leurs vices. Les chrétiens n'attribuent ici le bon marché auquel il livre ses marchandises qu'à son adresse à frauder les droits du gouvernement ; mais il faut cependant encore l'attribuer à une autre cause, à une sobriété si parcimonieuse qu'il a beaucoup moins besoin que le chrétien de gagner pour vivre. Mais aussi cette sobriété extrême du juif, cette misère apparente si grande est un mal réel pour l'Etat à qui son avarice ne rend rien, puisqu'il ne consomme presque rien. » — Dr Manfred Laubert, *Berichte des Majors Luehnes*, p. 93, rapport du 3 octobre en français.

Les délibérations de la première diète furent en somme assez paisibles. Les Allemands, en minorité dans l'assemblée, étaient mal assurés de leur domination : ne rencontrant pas dans l'administration un appui très chaleureux, ils n'osèrent guère protester contre les requêtes des Etats qui ne faisaient que rappeler au roi ses engagements solennels. Le jour de la clôture des sessions, le 22 décembre, le maréchal prince Sułkowski, dans son discours au Statthalter, avait, avec une discrétion qui n'excluait pas la clarté, laissé entendre que le pays attendait avec impatience le moment où les belles paroles qu'on lui avait prodiguées, se traduiraient par des actes. Après la séparation de la diète, il se rendit à Berlin. Il était en relations assez étroites avec le prince héritier (1) ; on espérait que, grâce à lui, il déciderait le roi à sanctionner les propositions de la diète, que peut-être même il obtiendrait que les pouvoirs du gouverneur général fussent étendus. La pensée dernière, le désir secret de la noblesse était d'obtenir pour la province une très large autonomie, qui aurait rappelé dans une certaine mesure la condition du royaume de Pologne sous la domination russe. — Le Statthalter aurait été assisté de quatre conseillers (justice, administration, finances, affaires ecclésiastiques) qui auraient fait figure de ministres, et les affaires de la province auraient relevé à Berlin non pas des administrations générales, mais d'un secrétariat d'Etat qui n'aurait dépendu que du roi.

Jusqu'à quel point Sułkowski avait-il partagé les illusions de ses compatriotes ? — Dans tous les cas, il put facilement se convaincre qu'il aurait de sérieuses difficultés à surmonter et qu'il ne triompherait pas rapidement

(1) Plus tard, Frédéric-Guillaume IV.

des mauvaises dispositions qu'il rencontrait. Ses lettres intimes nous donnent de précieux renseignements sur l'état des esprits à Berlin : « Avec les personnages officiels, il faut s'y prendre ici comme si l'on maniait des œufs, et je doute de pouvoir réussir dans un séjour de quelques mois à établir les bases d'une condition favorable pour le Grand-Duché. On était très curieux de connaître la disposition des esprits à la diète de Poznań ; j'ai remis une copie du procès-verbal des séances au prince royal, avant que le président Baumann l'eût expédié ; il en a été très satisfait ainsi que les autres personnages (1). »

On s'appliquait évidemment à Berlin à gagner le grand seigneur polonais. Il fut nommé membre du Conseil d'Etat pour la section étrangère. Après quelques difficultés il obtint, malgré la candidature de l'abbé Mathy, bien vu de l'administration, la confirmation de l'abbé Wolicki à l'archevêché de Gniezno. Le nouveau prélat, qui s'occupait alors de la restauration de la chapelle royale et des monuments des premiers rois polonais, Mieczyslas et Boleslas, reçut même du souverain, un très gracieux appel. « J'ai confiance en vous, lui dit Frédéric Guillaume III, et j'estime vos principes. » Les paroles du roi ne pouvaient guère viser que le patriotisme de Wolicki qui avait donné des preuves nombreuses de son dévouement à la cause polonaise, et elles eurent un écho dans la province. Encouragé peut-être par ces déclarations favorables, le prince Radziwiłł déployait tout à coup une activité assez inattendue. Il affichait avec quelque ostentation ses sentiments nationaux, apparaissait revêtu de la « czamarka » (2) et méritait

(1) Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 80 (en polonais).

(2) « Czamarka » habit national, chamarré de brandebourgs à la manière hongroise.

les éloges un peu sceptiques de Sułkowski : « Pour peu qu'il agisse toujours de la même manière, écrivait le maréchal, il en imposera aux fonctionnaires, et il est possible que désormais il suive une autre conduite » (1).

Tout cela n'était encore qu'eau bénite de cour. Sur les questions essentielles, l'accroissement de l'autorité du gouverneur général et l'institution d'un secrétariat d'Etat pour le Grand Duché, Sułkowski se heurtait à une résistance inerte, mais invincible. Convaincu qu'il lui fallait renoncer à ses trop audacieuses espérances, il s'appliqua du moins à obtenir du roi l'approbation des demandes de la diète. Mais il se trouva en face de la mauvaise volonté des fonctionnaires prussiens, du président supérieur Baumann en particulier. Ses dernières lettres montrent son découragement. « La réponse royale fera beaucoup de mécontents, écrit-il en novembre 1828, mais ma conscience m'affirme que personne n'aurait pu obtenir davantage. »

La réponse de Frédéric-Guillaume III à la diète fut courtoise et aimable dans la forme (2) : il se félicitait de l'harmonie qui avait régné dans les débats et du zèle avec lequel les questions avaient été étudiées. Sur quelques points de détail, il accordait diverses satisfactions aux Etats ; la ville de Gniezno recevrait une voix supplémentaire ; il ne faisait aucune objection à ce que les frais de la diète fussent supportés par les fonds départementaux et à ce que l'administration actuelle des communes fût provisoirement maintenue dans les mêmes conditions.

Ces concessions, en somme secondaires, avaient surtout pour objet d'adoucir le refus que l'administration

(1) Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 86.

(2) 20 décembre 1828, publié par Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 86 à 100.

opposait aux demandes essentielles des Polonais. — Il était inutile de rétablir les conseils de districts, tels qu'ils avaient existé dans le Duché de Varsovie, puisque l'on allait créer des Etats cantonaux qui répondraient aux mêmes besoins. Repoussé de même l'établissement en Posnanie d'Etats de districts organisés sur un principe différent de celui qui avait été admis pour les autres provinces ; on leur refusait le droit de participer à la répartition de l'impôt et de déterminer une fois pour toutes l'époque où ils se réuniraient ; les Landrätthe auraient seuls le droit de les présider. Sur un point capital cependant, le droit des Etats à participer à l'élection des fonctionnaires du district « Landrätthe », le roi ne se prononçait pas nettement et ajournait sa résolution définitive à une ordonnance ultérieure (1).

Il ajournait de même sa décision sur les modifications présentées par la Diète aux conditions d'éligibilité dans les communes rurales et urbaines, et sur la question juive. Il confirmait la nomination de Brodowski et de Loga, pour les règlements des dettes départementales, mais en leur adjoignant deux conseillers de régence « Regierungs-rätthe », et il recommandait aux autorités de hâter l'arrangement de cette affaire.

Il insistait sur l'allègement qu'apportaient aux communes les maisons de force et il concluait qu'il était juste que les charges fussent supportées par le budget local. Les sommes nécessaires pourraient être fournies en dehors des intérêts des fonds départementaux par des subventions des habitants, auxquelles prendraient part d'ailleurs les sujets de ses domaines. Il offrait pour sa part le couvent des Franciscains, dès que l'ordre aurait été supprimé.

(1) Żychliński, *Histoire des diètes*, vol. I, p. 87.

Ce qui ressort en somme des décisions du souverain, c'est que tout en s'efforçant de ne pas effrayer les Polonais et en leur manifestant des intentions pleines de bienveillance, il était bien résolu à ne leur accorder aucune concession qui laisserait au Grand-Duché une situation sensiblement distincte de celle des autres parties de la monarchie. C'est ce qui l'empêche de permettre même le rétablissement des conseils cantonaux. La proclamation du 15 mai avait pourtant semblé autoriser d'autres espérances ; il s'agit d'en atténuer le sens jusqu'au point de le réduire à rien. La volonté du gouvernement de Berlin tend avec une clarté qui éclate de plus en plus à faire de la Pologne prussienne une simple province de la monarchie.

Le meilleur moyen d'y arriver, c'était, bien entendu, de hâter la germanisation. Mais il était prudent de ne pas étaler des intentions qui, brutalement énoncées, auraient provoqué de redoutables résistances. Le roi promettait de conserver à la langue polonaise, dans les relations officielles, sa place à côté de l'allemand ; des instructions allaient être données pour mettre fin aux abus qui avaient été signalés ; désireux de satisfaire « ses fidèles Etats », le souverain ordonnait au ministre de la justice de blâmer immédiatement les fonctionnaires qui avaient méconnu sa volonté.

Le nombre des administrateurs qui savaient le polonais était d'ailleurs assez grand dans la province pour que ses prescriptions à cet égard fussent facilement exécutées. Si cependant quelques difficultés nouvelles surgissaient, il suffirait de les lui signaler pour qu'il assurât le respect des règlements. Mais il lui était impossible d'aller au-delà ; il n'avait jamais promis de faire du polonais la langue exclusive de l'administration dans

une province, dont un tiers de la population était allemande (1).

La diète s'était plainte de la proportion excessive des fonctionnaires allemands et demandait que la plus grande partie des charges publiques fût réservée aux Polonais. Mais les Polonais, répondit le roi, occupaient au dehors de nombreuses fonctions, leur réserver en outre presque tous les emplois dans leur pays, équivaldrait à leur assurer un privilège que rien ne justifiait. D'ailleurs, dans la régence de Poznań, tous les Landrätthe, sauf deux, étaient du pays ou y possédaient depuis longtemps des propriétés. Ne fallait-il pas aussi tenir compte avant tout des connaissances et de l'aptitude professionnelle. Or, pas un seul Polonais ne s'était présenté à l'examen exigé pour l'entrée dans l'administration publique. Ce n'était certainement pas que les talents manquassent. Cette abstention ne pouvait s'expliquer que par le peu d'attraction qu'exerçait sur eux le service royal. Peu à peu, sans doute, des intentions meilleures se manifesteraient ; dans ce cas, on serait heureux d'accueillir les bonnes volontés qui s'offriraient ; on tâcherait, autant que les circonstances le permettraient, de leur accorder la préférence pour les fonctions provinciales et on les accepterait volontiers pour les postes en dehors du Grand-Duché au même titre que les habitants des autres provinces (2).

(1) Selon la statistique officielle de Bergmann, *Zur Geschichte der Entwicklung der Provinz Posen*, p. 44. La population de la régence de Poznań comptait en 1825 :

	Catholiques	Evangéliques	Juifs	Total
de Poznań	485.375	175.165	45.856	706.396
de Bydgoszcz.	191.708	114.546	19.275	325.529
le total de la population.	677.083	289.711	65.131	1.031.925

(2) Il est difficile d'admettre que dans une région complètement

La diète avait demandé que les présidents de Landgerichte fussent des indigènes. La justice exige, répondait le souverain, que ces fonctions ne soient confiées qu'aux personnes versées dans la connaissance du droit ; d'ailleurs, dans les anciennes provinces il n'existe aucun règlement analogue ; par conséquent toute personne qui satisfait aux conditions requises doit avoir, quelle que soit sa nationalité, le même droit d'obtenir cette charge. Il était donc inutile de modifier l'ordonnance du 3 mai 1815 ou le statut de 1817 relatif à la juridiction.

Le roi se défendait enfin de toute pensée d'hostilité contre la langue polonaise ; il ne cherchait pas à répandre l'allemand au détriment de l'idiome national, et rien, ni dans ses propres arrêtés ni dans les actes de ses représentants, n'était de nature à justifier les craintes qui avaient été exprimées. « La langue qui est justement chère aux Polonais de la province, est sûre de l'appui et de la bienveillance du gouvernement ; mais l'allemand aussi peut

ruinée par la guerre, où les conditions économiques étaient assez difficiles, un grand nombre de jeunes gens n'aient pas été attirés par les carrières administratives. Comment concilier de plus les affirmations du roi avec les déclarations du *Journal officiel* du 23 mai 1828, n° 272, p. 287 : « En vertu de l'arrêté de la décision ministérielle, les élèves qui sont restés deux ans dans la même classe, sans pouvoir passer à la suivante et ont été reconnus par les professeurs à l'unanimité incapables, faute de capacité et de travail, de poursuivre avec fruit les classes de gymnase, doivent être renvoyés de l'institution après un avis donné aux parents et aux tuteurs trois mois à l'avance. Cette décision a été provoquée par l'affluence excessive de jeunes gens sans moyens et sans vocation pour les études universitaires ainsi que pour les fonctions publiques. Nous publions ce rescrit du ministère royal pour avertir les parents et les tuteurs. »

De la même année date un autre règlement par lequel les étudiants qui avaient échoué aux examens de maturité ne pouvaient se présenter qu'après une année d'intervalle pour subir une seconde épreuve.

et doit être maintenu, et il nous a été agréable d'apprendre que, dans leurs pétitions, les Etats admettaient la nécessité de propager dans la province la connaissance de la langue germanique. »

Il repoussait donc le vœu de la diète relatif à l'introduction du polonais comme langue exclusive de l'enseignement dans toutes les classes et dans les écoles. Pour que la langue polonaise pût exister et se perfectionner à côté de l'allemand, il ordonnait une série de dispositions qui, sous une apparence de justice, favorisaient en réalité la propagation de l'allemand.

« Dans les écoles primaires des communes exclusivement ou en majorité autochtones, le polonais sera la langue de l'enseignement et l'allemand sera une matière obligatoire ; le même principe sera appliqué dans les régions germanisées. Pour que ces règles puissent être observées, on choisira comme instituteurs et comme prêtres attachés aux écoles communales des personnes connaissant les deux langues du pays. Il est prescrit au ministre de l'instruction publique et des cultes de ne négliger aucun moyen de fournir un nombre suffisant de candidats qualifiés au poste à pourvoir. Les traitements des instituteurs, tout à fait insuffisants, seront relevés, de manière à solliciter les vocations ; les charges qui en résulteront seront bien entendu perçues sur le pays et les parents des élèves.

Les règlements en vigueur dans le gymnase de Bydgoszcz seront maintenus ; le polonais n'y sera pas la langue de l'enseignement, mais seulement une matière obligatoire ; en effet, dans le Grand-Duché, il n'y a parmi les élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement secondaire que très peu d'enfants qui ignorent l'allemand, et dans les environs de Bydgoszcz la majorité de la population est

allemande. Cependant, pour prouver ses sentiments de bienveillance à la population slave, le roi consent à ce que dans le gymnase de Poznań, on organise dans la quatrième classe des sections polonaises et allemandes, analogues à celles qui existent déjà dans les trois premières. — Dans le gymnase de Leszno où les Polonais sont en majorité, on instituera des divisions polonaises et allemandes dans les trois premières classes, et même, si c'est nécessaire, dans la quatrième. On s'occupera d'élever les bâtimens exigés par cette réorganisation et on nommera les professeurs indispensables.

Dans les deux classes supérieures des gymnases de Poznań et de Leszno, où les élèves divisés préalablement en sections nationales suivent les cours en commun, on emploiera le polonais et l'allemand comme langue d'enseignement, suivant le plan d'études qui devra être fixé par le conseil gouvernemental d'instruction. L'emploi de l'allemand sera dans tous les cas assez développé pour que les élèves, qui voudraient ensuite se destiner aux carrières administratives et scientifiques, puissent sans difficulté poursuivre leurs études dans les universités du royaume.

Afin de permettre le recrutement de professeurs capables d'enseigner à la fois dans les deux langues, on accordera des bourses aux jeunes gens, quelle que soit leur nationalité, qui connaissent les deux idiomes et désirent se vouer à la carrière de l'enseignement dans la province ; ces bourses pourront être prolongées à l'université pour les élèves qui auront subi avec succès leurs examens de fin d'études secondaires.

Les jeunes gens qui font leurs études dans une école libre du Grand-Duché et qui se destinent à la carrière administrative ou ecclésiastique, seront tenus de passer

l'examen de maturité dans un des gymnases publics, et ils ne seront autorisés par la commission d'instruction à s'y présenter qu'après avoir prouvé par son certificat une connaissance sérieuse du polonais ».

Ces garanties paraissaient au gouvernement de Berlin suffisantes pour rassurer les habitants. Aussi repoussait-il la création de « l'Ephorat scolaire », qui lui semblait incompatible avec l'organisation des autres parties de la monarchie.

Pour la nomination des conseillers, des directeurs et des professeurs des gymnases ou des séminaires, on prêterait d'ailleurs une attention particulière à leur connaissance suffisante du polonais, lorsque du moins il se présenterait des candidats répondant aux autres conditions ; en cas de mérite égal et en supposant bien entendu une parfaite connaissance de l'allemand, on choisirait de préférence pour ces postes des citoyens du Grand-Duché, sans tenir compte de leur nationalité d'origine.

Après avoir ainsi, tant bien que mal, essayé de répondre aux griefs des Polonais sur les questions d'organisation générale et d'instruction, qui leur tenaient particulièrement à cœur, l'administration s'occupait des propositions de la diète relatives aux questions sociales. Elle reconnaissait la nécessité de modifier sur divers points la loi de 1823 et de prendre diverses mesures pour empêcher le morcellement des tenures rurales. Mais elle refusait l'assistance que les propriétaires avaient réclamée pour faciliter l'exécution de la loi. Dans les autres provinces, les seigneurs avaient trouvé eux-mêmes les ressources nécessaires ; ceux du Grand-Duché devaient faire le même effort. On prendrait pour base des règlements entre les propriétaires et les villes seigneuriales les droits juridiquement établis, et,

après une enquête spéciale, des ordonnances ultérieures en préciseraient les détails. Quant à la proposition d'autoriser la Société du Crédit Foncier à admettre de nouveaux associés sous la condition d'un versement immédiat des cotisations payées par les membres depuis la fondation de l'institution, le roi déclarait qu'on ne pouvait l'accepter actuellement, mais qu'il confierait aux autorités le soin d'étudier cette affaire.

Les motions concernant la législation des professions étaient acceptées, et déjà un décret spécial à cette question avait réglé leur mise en application.

Pour les fournitures militaires, le gouvernement se proposait de faire autant que possible les commandes dans le pays où les régiments étaient en garnison ; avec les ressources industrielles dont disposait la province, il serait facile aux manufacturiers, s'ils veillaient bien à la qualité de leurs produits, de s'assurer de très larges débouchés.

Le roi n'oubliait pas la nécessité d'améliorer les voies de communication ; il le prouvait par la construction de nombreuses chaussées dans le département de Bydgoszcz. Les travaux ne seraient pas négligés par la suite. La construction de la route de Poznań à Berlin et à Breslau, commencée en 1827, dépendrait des fonds disponibles.

Les principes établis ne permettaient pas de mettre à la charge du Trésor le service de vaccination. Les taxes qui étaient perçues à cet effet pesaient, disait-on, d'une manière particulièrement onéreuse sur certaines classes de la population. Dans ce cas, le ministre des affaires étrangères et de l'hygiène publique examinerait s'il y avait lieu de les remplacer par des taxes supplémentaires perçues à l'occasion des mariages et des baptêmes.

La situation générale des finances interdisait une ré-

réduction générale du prix du sel dans l'ensemble de la monarchie, et il serait évidemment funeste de l'abaisser dans une seule province. Les plaintes qui s'étaient produites à cette occasion seraient sans doute apaisées, au moins dans une certaine mesure, par un nouveau règlement du ministre des finances qui rendrait le commerce plus facile et abolirait diverses conditions qui le gênaient.

Le roi acceptait l'institution d'une Cour d'appel dans la province, et le ministre de la justice avait reçu l'ordre de donner les instructions nécessaires à cet effet. Mais il ne saurait, du moins pour le moment, accueillir les autres vœux à propos de la législation et de l'organisation judiciaire. « L'Allgemeine Landrecht » et les divers codes étaient actuellement soumis à un examen attentif ; on verrait ensuite dans quelle mesure les coutumes spéciales du Grand-Duché, aussi bien que les lois et les traditions des autres provinces pourraient être respectées. La diète, dont les observations avaient été soumises au ministre de la justice, pouvait être certaine d'ailleurs que l'on tiendrait compte de ses vœux autant que le permettraient les intérêts généraux de la monarchie.

Quelle impression nous laisse cette réponse de Frédéric Guillaume III ? Il n'est guère douteux qu'il ait eu l'intention de ménager la diète, de lui accorder satisfaction sur toutes les parties secondaires, qu'il se soit appliqué à prouver ses sentiments de confiance et de bonne volonté. Mais, sous ces dehors d'aimable condescendance, une pensée domine et ressort clairement, c'est une volonté d'assimilation et d'unification. Il y a évidemment dès lors un malentendu complet, une opposition irréductible entre les sujets et le souverain. Les Polonais, à qui les circonstances ne laissent à ce moment aucun espoir de rétablir leur

indépendance, cherchent du moins à ménager leur individualité nationale ; il serait parfaitement injuste de les accuser d'aucune pensée de trahison ou de révolte ; ils acceptent au contraire la situation que leur ont faite les circonstances. Mais ils ont pris au sérieux les promesses des Hohenzollern. Ils entendent donc ne pas se confondre avec la Prusse et constituer sous l'autorité du nouveau monarque une province autonome. Ils y sont d'ailleurs contraints par la plus vulgaire prudence : il est en effet trop évident que, s'ils sont soumis au même régime que leurs voisins, ils sont condamnés à devenir rapidement la proie de la germanisation. C'est précisément ce que pensent les administrateurs de Berlin. Aussi leur souci constant est-il de réduire les Slaves au droit commun, de les soumettre aux règles générales. La lettre du roi est traversée comme par une série de refrains des mots « incompatibles avec les principes établis en d'autres provinces ». Ce qu'il a entrepris, c'est une œuvre d'unification. Ce qu'il réclame des Polonais, — et ce qu'il ne saurait obtenir, — c'est qu'ils acceptent la situation nouvelle comme définitive et qu'ils abdiquent leurs espérances.

Il sait bien au fond qu'il n'y parviendra que le jour où il n'y aura plus de Polonais. Cependant laisser percer ses lointains projets serait imprudent et pernicieux. Sur cette question particulièrement brûlante de la langue et de l'instruction, il se réfugie dans des promesses vagues et des formules obscures. L'important, c'est, tout en paraissant respecter les engagements solennellement acceptés, de ne pas lier les mains aux fonctionnaires, de leur laisser les moyens de pousser discrètement leur pointe et de poursuivre leurs usurpations. On pouvait compter sur leur zèle et sur l'interprétation du conseil scolaire pour réduire rapidement le domaine du polonais.

Parmi les concessions obtenues par la diète, les seules qui eussent quelque importance étaient celles qui concernaient l'organisation de la justice. Une circulaire du président de la Cour d'appel, Schönermarck, ordonna aux juges des tribunaux d'apprendre le polonais, et il nomma à Poznań les 5 conseillers polonais du tribunal, Ryll, Topolski, Chelmicki, Bojański et Gregor.

Le 1^{er} juillet 1829, selon l'ordre royal, on institua un tribunal d'appel de seconde instance à Poznań sous le nom de première chambre de la Cour supérieure d'appel. Désormais on avait donc une organisation judiciaire qui répondait à tous les besoins, et il était permis d'espérer que les intérêts des particuliers seraient mieux respectés et que la langue polonaise conserverait les privilèges que lui attribuait le roi.

Ces velléités de justice ne modifièrent pas d'ailleurs la marche générale des événements, et l'administration travailla sournoisement à assurer à l'allemand une situation privilégiée. En 1829, une ordonnance fixait les conditions requises pour les fonctions des Landrätthe et des députés du district. « Les candidats devront posséder une connaissance parfaite de l'allemand et savoir au moins suffisamment lire et écrire en polonais (1). » C'était un moyen de favoriser les immigrants qui avaient une connaissance plus ou moins sérieuse de la langue du pays. On pouvait facilement prévoir que, dans ces conditions, les Allemands fourniraient un plus grand nombre de candidats en état de lire et écrire en polonais que les habitants autochtones n'en présenteraient possédant la parfaite connaissance de la langue allemande.

(1) Amtsblatt, p. 307, § 7.

Avec cette méthode sûre et cette admirable précision dont les Allemands se vantent à juste titre, ils tâchaient d'accomplir leur œuvre de germanisation du pays. Prudence dans les procédés, ténacité dans l'infiltration, tel fut le mot d'ordre observé par les Prussiens pour préparer la réalisation du programme de Grolman. La politique de germanisation nous est apparue dans son application administrative. Nous l'avons suivie dans ses traits les plus caractéristiques, et partout nous avons saisi sur le fait et dans les moindres détails la tactique du gouvernement prussien qui s'était cru fort habile parce qu'il avait dissimulé ses projets réels sous de bienveillantes paroles. Les mesures générales avaient semblé modérées, mais elles étaient assez adroitement calculées pour laisser libre carrière aux envahissements progressifs de l'administration. Les fonctionnaires étaient sûrs d'une indulgence reconnaissante, même quand leurs empiètements étaient contraires au texte des règlements. Ils n'avaient été arrêtés ni par le gouverneur général, le prince Radziwiłł, qui, médiocre et faible, n'avait fait preuve que d'une bonne volonté timide et impuissante, ni même par la diète provinciale. Les demi-satisfactions qu'elle avait obtenues du roi et qui dissimulaient mal les intentions réelles et les désirs véritables du ministère de Berlin, n'avaient pas réussi à ramener la confiance et la sécurité. Le pays demeurait défiant et troublé ; il n'était maintenu dans l'obéissance que par la force des choses. Une politique cauteleuse et sournoise aboutissait naturellement à une résistance irréconciliable. Puisqu'il n'y avait pas place en Allemagne pour une Pologne autonome, que pouvaient faire les Polonais, sinon de rêver à une séparation qui seule leur assurerait une existence nationale ?

CHAPITRE VII

LA VIE INTELLECTUELLE.

SOMMAIRE.

Le mouvement intellectuel : défiance croissante qu'il inspire à l'administration : — Le théâtre polonais : les tournées ; autorisées au début sans difficulté, elles sont interrompues de 1819 à 1822. — A partir de ce moment le gouvernement central se montre plus défiant et plus hostile. — Les représentations de Boguslawski, Osinski ; difficultés que lui oppose Schuckmann. — Les représentations autorisées par Zerboni. — Mécontentement et attitude agressive du ministre : interdiction des chansons populaires de « Krakowiaczki ». — Toutes les manifestations de la pensée polonaise sont de même étroitement surveillées par les Allemands. — La presse : son insignifiance absolue. — La censure. — Tentatives de publications nouvelles : la *Mrówka* et le *Vétéran*. — Les mésaventures d'un manuel de littérature étrangère. — L'œuvre littéraire, supprimée. — Le Réveil : il est marqué par l'apparition des œuvres de Mickiewicz. — Deux grands patriotes posnaniens : l'un représente l'ancienne aristocratie, l'autre la Pologne moderne. — Raczynski : — Sa bibliothèque, — Ses publications, — Son œuvre comme écrivain et comme philanthrope, — Ses défauts ; ses difficultés avec ses compatriotes. — Marcinkowski : — Sa vie, — Son œuvre, — Son action, — Grâce à lui l'œuvre du gouvernement est tenue en échec.

Du moment où l'administration prussienne partait de la conviction que la possession de la Posnanie demeurerait incertaine et précaire tant que le pays ne serait pas germanisé et n'aurait pas oublié ses souvenirs nationaux, elle devait fatalement être amenée à poursuivre par tous les moyens la suppression de toute vie intellectuelle polo-

naise. Tout effort pour maintenir et développer la langue du peuple lui semblait une révolte, toute tentative pour réveiller le souvenir du passé était une menace. Elle soupçonnait un traître et un rebelle dans quiconque aimait le vieil idiome du pays et travaillait à en propager le culte. De là la rigueur méticuleuse, à la fois ridicule et odieuse, avec laquelle elle surveillait les plus inoffensives manifestations de la pensée, sur tous les domaines, théâtres, presse, littérature. Cette sévérité s'exaspère à mesure qu'elle se heurte à des difficultés inattendues. La culture germanique était si supérieure, aux yeux des fonctionnaires, l'attraction de l'Allemagne si irrésistible qu'ils avaient cru naïvement que les Posnaniens seraient heureux de s'en assurer les bienfaits. Ils ne demandaient qu'à faciliter à leurs nouveaux sujets l'accès de cette terre bénie. Ils éprouvèrent une sorte d'indignation quand ils s'aperçurent que les Polonais n'acceptaient que sous bénéfice d'inventaire les avantages qu'on leur offrait. Ils se révoltèrent à la pensée que ces Sarmates refusaient de renoncer à leur barbarie. Ils étaient convaincus qu'ils représentaient une civilisation plus avancée, une culture supérieure, et ils n'éprouvaient aucun scrupule à étouffer sans pitié tout germe d'une vie indépendante, qui, d'après eux, ne pouvait que faire obstacle au progrès réel.

Au début la tâche paraissait facile. Le pays était si épuisé, la période antérieure avait été si peu favorable à la vie intellectuelle que les esprits étaient tombés dans une torpeur apathique. Il suffisait en somme de veiller à ce qu'aucun bruit, aucune agitation ne ranimassent les âmes endormies et comme mortes. Le passé était gros de leçons : à plusieurs reprises, la Pologne avait déjà soulevé les portes du tombeau où on l'avait crue scellée ; il était pru-

dent de prévenir de nouvelles et désagréables résurrections. L'administration prussienne a de nombreux défauts, mais elle ne pêche ni par imprudence ni par paresse. Elle flaire les périls de loin ; quelquefois même elle les crée en les redoutant trop. Ce fut précisément ce qui arriva à Poznań. Elle s'attacha à dépister les projets de ses adversaires possibles avant même qu'ils eussent pris corps, et ses défiances finirent par les rendre réels et redoutables.

Elle avait pourtant cherché à dissimuler ses desseins ; au début, elle les cacha sous une sorte d'indifférence tolérante ; mais dès qu'elle se sentit maîtresse de la situation, elle avoua sa véritable pensée et elle se montra plus soupçonneuse et plus oppressive.

L'histoire du théâtre à ce point de vue est caractéristique (1).

En 1814, il n'y avait pas en Posnanie de troupe dramatique régulière ; diverses sociétés artistiques venaient de temps en temps y donner des représentations, qui se prolongeaient plus ou moins, suivant le succès qu'elles obtenaient. Pendant l'hiver de 1815 à 1816, Poznań et Gniezno eurent ainsi la visite de Jean Milewski et de ses artistes ; il y séjourna assez longtemps. Le 24 février 1816, il donna la pièce de « Pierre le Grand » ou « La mort du tsarewitch Alexis », que le professeur Szumski avait dédiée à Alexandre I^{er}. Son succès fut assez vif pour l'engager à solliciter le monopole du théâtre à Poznań. Sa demande fut repoussée, parce que, lui répondit-on, sa conduite ne justifiait pas une telle faveur. Quels étaient ses torts ? Nous

(1) Pour l'histoire du théâtre, nous nous référons principalement au travail de l'éminent professeur de l'Université de Breslau, dr Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, Posener Theater, 1815-1847, 1908.

l'ignorons. Probablement assez véniels puis qu'on lui permit de donner des représentations, mais seulement en concurrence avec une société allemande qui avait à sa tête Berg et Döbbelin.

Les deux troupes s'entendirent mal et il fallut l'intervention du prince Radziwiłł pour éviter une rupture complète. Il fut décidé (5 juin 1816) que, pendant la foire de la saint Jean qui rassemblait presque toute la noblesse du pays, le directeur allemand donnerait des représentations dans un édifice loué spécialement à cet effet, et que le théâtre municipal serait mis à la disposition de la troupe polonaise. Il était juste, disait l'arrêté, de procurer quelques dédommagements aux artistes polonais dont la campagne d'hiver avait été fort peu lucrative et d'assurer quelques distractions à la société indigène. — Cette concession parut pourtant excessive à Zerboni qui prétendit en retour autoriser Döbbelin à jouer trois fois par semaine tout le temps de la foire. On finit par réduire les soirées allemandes à un jour par semaine. Mais, quand la foire fut terminée, Döbbelin, en dépit des réclamations de Milewski, fut libre de jouer tous les deux jours.

L'année suivante, arriva à Poznań une autre société artistique, sous la conduite de Louis Osiński. — Le cas avait été prévu dans la concession octroyée à Döbbelin, et Zerboni accorda assez facilement aux artistes polonais le droit de donner des représentations. Elle joua douze fois, diverses pièces de Molière, de Shakespeare et aussi une tragédie historique du général Krupiński, « Ludgarda », étranglée par l'ordre du roi Przemyslas II, son mari.

La presse jugea très favorablement la compagnie d'Osiński, la compara aux meilleures troupes allemandes, et ces éloges déplurent vivement aux immigrants.

Milewski revint en 1818. Pas plus qu'à Osiński l'année précédente, on ne lui fit aucune difficulté tant qu'il ne fut question que d'une saison temporaire. Mais il avait de plus vastes projets, et songeait à organiser à Poznań un théâtre polonais permanent.

Les autorités refusèrent : elles ne voulaient pas compromettre l'avenir du théâtre allemand qui finirait bien sans doute un jour ou l'autre par conquérir le public polonais. Milewski, autorisé seulement à une campagne de quelques mois, organisa un abonnement pour les opéras, tragédies, comédies et petits ballets. Il monta des œuvres nationales comme « Casimir le Grand » de Chyliński, et donna la première représentation de « Barbara Radziwiłłówna » d'Alois Feliński. Son succès fut très vif et mérité, même d'après le témoignage des Allemands.

Après lui, les spectacles polonais furent assez longtemps interrompus. Quelques impresarios étrangers, Louis Volange (au printemps de 1819), Grandville après lui, donnèrent des représentations dont l'intérêt et la valeur paraissent avoir été des plus médiocres. On a gardé un vague souvenir des essais d'un certain Vincent Raszewski, qui aurait songé à ouvrir un théâtre dans le manège situé près de la porte de Wronki, qui avait déjà auparavant servi de salle de spectacle. Il semble s'être heurté aux difficultés que lui opposa l'administration. En somme, jusqu'en 1822, la province en fut réduite aux joies temporaires que lui offrait la scène allemande.

La fondation d'un théâtre permanent polonais à Poznań se rattache à Adalbert Bogusławski, à qui ses traductions et ses œuvres dramatiques avaient valu alors une réelle renommée (1). D'abord officier, puis auteur, acteur et di-

(1) Bogusławski, né à Glinno, près de Poznań, en 1760, mort 1829.

recteur, Boguslawski est un des précurseurs du romantisme polonais. Son œuvre la plus populaire, « Le Prodige supposé » ou « les Cracoviens et les montagnards », contemporaine de l'insurrection de Kosciuszko (1), n'a rien de politique ; c'est un mélange de farce, de drame et de ballet. Mais elle mettait en scène l'élément populaire et avait été accueillie avec enthousiasme. Après le troisième partage, l'auteur avait parcouru avec sa troupe les diverses parties de l'ancienne République : en 1802 il avait obtenu du gouvernement prussien le privilège de donner des représentations dans toute la Prusse Méridionale pendant 10 ans (2), et il avait fondé, en 1811, le théâtre dramatique de Varsovie. Favori de la foule, il avait en général réussi cependant à ne pas provoquer les foudres officielles ; il savait se plier aux circonstances et en 1804 il avait ajouté à son programme des représentations allemandes (3). Cependant, le premier janvier 1801, il avait eu l'imprudence de faire distribuer aux spectateurs, sans autorisation préalable de la censure, une poésie patriotique où la police découvrit des allusions à la reconstitution de la Pologne. Elle dénonça aussitôt ce dangereux conspirateur, et peu s'en fallut que sa carrière artistique ne fût complètement arrêtée. Il comptait heureusement de fervents admirateurs, et, dans le nombre, des personnages influents, parmi eux, le ministre dirigeant de la Prusse Méridionale, Voss. Ils réussirent à détourner le coup qui le menaçait.

Ses œuvres complètes, qui se composent surtout de traductions, ont été publiées à Varsovie, 1822-1823, 12 vol. chez Glucksberg. La pièce du Cud (le Prodige) est encore au répertoire et n'a pas perdu la faveur du public.

(1) Représentée en 1794.

(2) Koryzna, Mémoires de la scène nationale, p. 2.

(3) Koryzna, *Idem.*, p. 4.

Le souvenir de cet incident ne s'était pas effacé chez les autorités prussiennes, et lorsque, en 1822, Bogusławski voulut donner des représentations à Poznań, le gouvernement de la province crut nécessaire de solliciter l'avis des autorités supérieures. Le ministre, moins timoré, — comme il arrivait d'ailleurs assez fréquemment, — ne crut pas devoir tenir compte d'une imprudence vénielle et d'ailleurs aussi ancienne, et il accorda à Bogusławski l'autorisation qu'il demandait.

A l'automne de la même année, le directeur d'une société artistique de Cracovie, Skibiński, voulut donner une représentation à Poznań ; on essaya de l'en détourner en lui opposant les réclamations de Mme Leitner, qui dirigeait alors le théâtre allemand. Ces objections tombèrent quand Mme Leitner elle-même concéda à Skibiński, moyennant une indemnité de 200 ths, l'autorisation de donner neuf représentations pendant le mois d'août (1).

Elle se montra moins conciliante l'année suivante. Bogusławski et Osiński demandaient à revenir dans le Grand-Duché pour la foire de la saint Jean. Elle s'adressa au ministre Schuckmann pour se plaindre du tort que lui faisait une concurrence qui détournait de sa maison le public pendant le moment où elle aurait eu quelque chance de faire des bénéfices : dans le courant de l'année, le public était rare et les recettes maigres ; était-il juste qu'on lui

(1) Nous relevons parmi les spectacles d'alors : « Kosciuszko sur les bords de la Seine » ; « Deux mystères » ; « La femme qui trahit ». Le prix des places était :

Billet pour loge du 1 ^{er} étage.	3 fl. pol.
— 2 ^e étage.	1 fl. 15 sgr.
au parterre.	2 fl.
amphithéâtre.	1 fl.

Koryzna, *Mémoires de la scène nationale*, p. 26.

enlevât le moyen de profiter de la meilleure saison. — Ses raisons frappèrent d'autant plus le ministre qu'il considérait les représentations polonaises comme superflues, du moment que la partie cultivée de la société était censée savoir l'allemand. Il n'en fallait pas plus pour le décider à refuser à Osiński la concession du théâtre polonais (1).

Depuis la mort de Hardenberg, et surtout depuis que la conversion définitive d'Alexandre aux doctrines réactionnaires avait débarrassé le gouvernement de Berlin des craintes qu'il avait quelque temps inspirées les velléités libérales du Tsar, l'administration prussienne se montrait toujours plus dédaigneuse des vœux des Polonais.

Les dispositions favorables de Zerboni et l'intervention du prince Radziwiłł contre-balancèrent d'abord pourtant les tendances de la bureaucratie. Zerboni, qui ne partageait pas ses inquiétudes et n'approuvait pas ses préoccupations germanisatrices, avait accueilli favorablement la demande d'Osiński, sans en référer préalablement à Schuckmann. Il ne voyait aucun inconvénient aux tournées dramatiques des artistes polonais en Posnanie et le déclarait formellement à Radziwiłł : « Il me semble, écrivait-il, vraiment inconvenant d'ôter à la noblesse réunie à l'occasion de la foire de la saint Jean, le plaisir d'assister à des spectacles polonais. En outre, si la population apprenait que la permission accordée à Osiński a été révoquée en Haut Lieu, cela provoquerait certainement son mécontentement. »

En présence du fait accompli, Schuckmann abandonna ses objections, et Osiński put donner douze représentations. Malgré les prix élevés, l'affluence fut considérable et, encouragé par son succès, le directeur voulut reprendre son entreprise en automne et mettre au programme

(1) Manfred Laubert, *Posener Theater*, p. 135.

des opéras et des ballets. Le ministre de l'intérieur s'émut de nouveau et fit remarquer aux autorités de Poznań que les avantages industriels et financiers qui pouvaient résulter pour la ville de l'entreprise d'Osiński étaient plus que compensés par les inconvénients politiques qu'elle entraînait (1).

Il rappela que le directeur, même s'il avait obtenu le droit d'organiser des spectacles pendant la foire, devait s'adresser exclusivement au ministre pour les représentations qu'il prétendait donner pendant le reste de l'année. « C'est au ministère seul, écrivait-il, qu'il appartient de décider si la valeur de la troupe polonaise répond aux exigences du public et contribue au progrès de la moralité. De plus, il convient d'examiner si l'attitude du directeur et de ses acteurs mérite et permet une telle faveur, et si les pièces choisies et la manière de les représenter ne sont pas propres à exciter dans une certaine partie des habitants une disposition d'esprit bien connue du gouvernement, qui se trouverait en opposition avec ses intérêts. »

En face de ces dispositions, le gouvernement local jugea prudent de refuser temporairement l'autorisation, en laissant au directeur la liberté de s'adresser au ministre.

Les démarches d'Osiński ne ramenèrent pas Schuckmann à des dispositions plus amènes et, en 1823, il n'y eut pas de saison d'automne. Il ne s'agissait pourtant, il convient de ne pas l'oublier, que d'une saison musicale, et il faut que les bureaucrates de Berlin n'aient pas eu une foi bien vive dans la force de la monarchie pour admettre aussi facilement que les destinées du royaume fussent ébranlées par quelques motifs d'opéras ou quelques dan-

(1) Dr Manfred Laubert, *Posener Theater*, p. 136.

ses populaires. Schuckmann, quelque ridicules que puissent paraître ses résolutions, persévéra dans ses rigueurs. Quand, en janvier 1824, les autorités locales lui demandèrent son avis sur les représentations polonaises pour la foire de la saint Jean, il fit ses conditions : « Le choix des pièces sera soumis d'avance au gouvernement de Berlin, de façon qu'il puisse l'examiner en toute liberté et empêcher qu'elles ne soient un moyen d'exciter et d'entretenir des dispositions néfastes qui ont déjà prouvé leur action pernicieuse. » De cette manière, on évitera le retour des incidents passés, qui doivent servir d'avertissement pour l'avenir.

Il ne dissimulait pas à l'administration locale le regret que lui inspirait son laisser-aller antérieur et espérait que désormais de pareilles négligences ne se renouvelleraient pas.

La troupe polonaise de Varsovie avait dans ce temps là pour directeur Osiński dont la prudence paraissait mériter toute confiance. Cependant, avant son départ de Varsovie, le consul général prussien Schmidt lui fit de sérieuses recommandations ; il lui demanda d'éviter toutes les pièces qui renfermaient des allusions politiques et pouvaient provoquer quelque émotion populaire, d'écarter surtout celles qui avaient été interdites par le gouvernement russe. Osiński fut-il effrayé des difficultés que lui laissaient prévoir les avertissements de Schmidt ? Dans tous les cas, il resta à Varsovie avec une partie de sa troupe et envoya à Poznań Kudlicz avec huit acteurs et cinq actrices. La tournée commença mal. Il paraît que Kudlicz négligea quelques formalités, qu'il ne présenta pas ainsi à l'approbation du ministre le programme des futurs spectacles. Schuckmann, aussitôt prévenu de l'arrivée des acteurs

varsoviens par Madame Leitner qui ne cherchait qu'à se débarrasser de rivaux redoutables, adressa une sévère admonestation aux autorités du Grand-Duché : ses prescriptions n'avaient pas été observées et peu s'en était fallu qu'il n'eût immédiatement interdit la représentation polonaise ; il n'avait été arrêté que par la crainte d'infliger à la Régence royale un blâme public. Les représentants du pouvoir local s'excusèrent de leur mieux, alléguèrent les précautions minutieuses qu'ils avaient prises : les pièces annoncées étaient fort inoffensives et par surcroît la scène polonaise était soumise à un censeur spécial. Ces excuses ne désarmèrent pas le ministre. Ses subordonnés ne voulaient pas le comprendre : en fait, à ses yeux une pièce était dangereuse et suspecte par cela seul qu'elle n'était pas en allemand ; il leur reprochait de ne pas faire de différence entre les acteurs étrangers et des sujets du royaume. S'ils retombaient à l'avenir dans une semblable erreur, rien ne le détournerait d'interdire ces spectacles et le directeur serait expulsé. Les termes de la lettre de Schuckmann méritent d'être cités textuellement : « Vous avons appris avec mécontentement (1), écrivait-il, que les artistes de la société étrangère ont chanté publiquement sur la scène des « Krakowiaczki » (2), et d'autres chansons d'un carac-

(1) Le délateur qui avait si mal informé le ministre Schuckmann était un professeur de gymnase, Jules Max Schottky. Il avait écrit un ample mémoire au sujet de l'influence pernicieuse sur les « Höheren Staats Maximen » des représentations polonaises qui avivent la flamme patriotique et font applaudir par la foule les « Krakowiaczki » empreints de germanophobie. Le savant posnanien y voit avec regret une conséquence fâcheuse des dispositions du prince gouverneur, protecteur des artistes de Varsovie et de Cracovie, auxquels il procurait parfois des secours matériels. Manfred Laubert, *Theater und Zensur*, p. 139.

(2) Chansons populaires qui accompagnent les danses rustiques dans la contrée de Cracovie.

tère émancipé, hardi, « Frevelhafter Tendenz » ; le gouvernement a résolu de ne pas souffrir à l'avenir une pareille indécence. Si dorénavant les acteurs de Varsovie retombent encore une fois dans une pareille faute, il faudra instantanément fermer le théâtre et interdire désormais toute représentation. On ne doit plus tolérer au théâtre de pièces ou de chansons qui peuvent être désagréables à ceux des habitants de la province qui ont des notions justes de leurs devoirs et une idée nette des conditions actuelles du pays. » (1)

Il est difficile de comprendre en quoi ces chansons populaires avaient offusqué le ministre et il est plus malaisé encore d'y trouver l'ombre d'une parole qui fût de nature à froisser les sentiments d'une partie des habitants. Leur seul inconvénient, mais il suffisait aux yeux des germanisateurs, était de rappeler aux Polonais des coutumes et des souvenirs nationaux. Schuckmann jugeait cependant le cas si grave qu'il revint à la charge ; le 5 juin, dans une lettre au président supérieur, il le chargeait de veiller personnellement à ce que les chansons ne fussent plus tolérées et à ce que les acteurs fussent soumis à un contrôle spécial. Il lui enjoignait de se montrer sévère, perspicace, rigoureux, attentif aux plus légers symptômes ; beaucoup d'habitants étant suspects de mauvais sentiments : si l'on avait la moindre raison de supposer que les acteurs partageaient ces dispositions coupables, si surtout ils contribuaient à entretenir ou à répandre des tendances hostiles au gouvernement, il faudrait, sans aucun ménagement, sans tenir compte d'aucune intervention, de quelque côté qu'elle vînt (2), révoquer l'autorisation et fermer le théâtre polo-

(1) Manfred Laubert, *Posener Theater*, p. 138.

(2) Allusion au prince Radziwiłł.

nais. Car, ajouta-t-il, on lui a fait part de circonstances qui prouvent des dispositions « Nach Beförderung einer sogenannten polnischen Nationalität » (1).

Zerboni n'eut aucune difficulté à démontrer au ministre combien ses alarmes étaient vaines : les représentations polonaises étaient fréquentées par beaucoup d'Allemands, et jamais aucun d'eux n'avait porté la moindre plainte contre l'attitude ou les paroles des acteurs. Ils étaient pourtant très susceptibles. « Comme beaucoup d'entre eux connaissent mal la langue et les coutumes du pays, il leur arrive souvent de ne pas bien comprendre ce qu'ils entendent, et leur excessive sensibilité les pousse à chercher ce qui n'existe pas. » Si donc aucune dénonciation ne s'est produite, il faut bien admettre que c'est qu'il n'y avait vraiment rien à reprendre dans les pièces et dans le jeu des Polonais (2). Le ministère se trouva dans une situation désagréable, lorsque les autorités du Grand-Duché reconnurent que la délation au sujet des « Krakowiaczki » et de leur « frevelhafter Tendenz » était absolument contraire à la vérité « durchaus unwahr » et qu'elles eurent expliqué que le mystérieux « Krakowiaczki » n'était autre chose que l'opéra de Bogusławski, depuis 30 ans en faveur auprès des Polonais et exécuté en 1822 par la troupe de Skibiński et aussi autrefois dans la Prusse Méridionale.

Zerboni ne put se refuser une petite ironie à l'égard du ministre craintif en ajoutant qu'au cours de l'action de cet opéra, une paysanne chante en effet une chanson, où elle déclare qu'elle ne veut pas d'un étranger pour mari. Le genre de la pièce et la succession d'événements qui s'y

(1) Manfred Laubert, *Posener Theater*, p. 139.

(2) Manfred Laubert, *Posener Theater*, p. 139.

déroulent sont tellement innocents qu'elle n'est pas jusqu'à présent interdite à Varsovie ; à Poznań on l'a représentée de tout temps (1).

Ces arguments ne persuadèrent pas plus Kamptz que son chef, et dans sa réponse du 19 juillet au directeur du théâtre qui lui assurait que son répertoire ne contiendrait que des pièces jouées à Varsovie, le ministre annonça que c'était là une garantie insuffisante, car à Varsovie l'opéra de « Krakowiaki » est joué, et pareille autorisation ne peut être donnée (2).

Dans de telles conditions, en 1825, il ne se trouva plus de directeur assez courageux pour affronter les foudres officielles. L'année suivante, la troupe de Skibiński réussit à s'accommoder aux exigences gouvernementales et donna 21 représentations ; ce furent les dernières jusqu'en 1838, il n'y eut plus de troupes polonaises à Poznań. Excepté quelques chanteurs et mimes, les artistes nationaux disparurent et la scène polonaise resta muette pendant plus de dix ans (3).

Que la fermeture du théâtre polonais n'ait pas eu d'autre cause que le refus d'autorisation officielle, la mention suivante dans le « Tygodnik literacki », 1843, paraît en témoigner. L'auteur d'un article s'y plaint en ces termes du peu de succès des représentations polonaises. « Il n'y a pas encore fort longtemps que nous désirions ardemment une scène polonaise, et la police n'a daigné accorder sa permission qu'une fois en dix ans à une troupe de Varsovie ou de Cracovie (4). »

(1) Manfred Laubert, *Posener Theater*, p. 141.

(2) Manfred Laubert. *Posener Theater*, p. 141.

(3) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. II, p. 58.

(4) Koryzna, *Mémoires de la scène nationale*, p. 27.

Les Polonais furent désormais restreints au théâtre permanent allemand qu'ils fréquentaient faute de mieux. Ils y paraissaient d'ailleurs, volontiers, preuve que les animosités nationales ne s'étaient pas encore réveillées entièrement (1).

Le théâtre est certainement un des moyens d'action les plus puissants sur la vie intellectuelle du pays, et on s'explique sans peine qu'il ait attiré l'attention particulière de l'administration prussienne. Il n'épuisait cependant pas sa vigilance et elle suivait avec le même esprit d'hostile défiance toutes les manifestations de la pensée.

La presse n'avait encore ni autorité ni influence. Elle était de date très récente. En 1795, un certain Decker avait fondé la « Süd-preussische Zeitung » qui paraissait deux fois par semaine. Il y joignit deux ans plus tard un journal polonais « Gazeta Pruss Południowych » qui publiait, à côté des ordonnances et des règlements officiels, quelques nouvelles politiques et des annonces.

De 1798 à 1799, Ignace Krasicki édita un journal hebdomadaire « Co Tydzień », où il traitait des sujets d'ordre social et moral, publiait ses fables, comme le Héron, l'Ecrevisse et le Poisson, etc...

En dehors de ces deux périodiques, la société agronomique que protégeait le gouvernement et qui avait été instituée, sous prétexte d'encourager l'agriculture, dans une pensée de germanisation, fonda une revue mensuelle bilingue: « Pismo miesięczne Pruss Południowych », c'était un journal de propagande allemande dissimulée sous des apparences scientifiques. Ces feuilles anodines, ou souvent hostiles à l'élément polonais, n'avaient que de très rares lecteurs. Elles traînèrent une existence obscure au milieu

(1) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. II, p. 59.

de l'inattention générale. En réalité, la vie intellectuelle était comme anéantie (1), et la pensée semblait morte. L'assoupissement était du moins si profond que même l'émotion provoquée par les victoires françaises et la fondation du Grand-Duché de Varsovie ne ranimèrent pas les esprits. Le moment d'ailleurs n'était pas favorable aux lettres ; tous ceux qui avaient quelque vigueur morale étaient aux armées, les autres peinaient sous le fardeau des impôts et des contributions militaires, si bien que cette époque de réveil national n'a laissé que de bien pauvres traces dans l'histoire littéraire. Les enfants désertaient les écoles pour s'engager sous les drapeaux de Napoléon. Les hommes à qui leurs études et leurs travaux avaient valu quelque réputation, quittaient leur cabinet de travail pour mettre leurs talents au service du gouvernement de Varsovie (2). Le gouvernement impérial d'ailleurs n'avait qu'une médiocre sympathie pour les journaux et il ne favorisait guère les habitudes de discussion. La presse demeura bornée pendant cette période à la *Gazette de la Prusse méridionale*, qui porte depuis 1806 le nom de *Gazette Posnanienne*. Quant à la littérature, elle se résume pour la Posnanie dans le livre du général Amilkar Kosiński sur l'amélioration de la condition des paysans.

Après la chute de Napoléon et l'occupation du Duché par les troupes russes sous le général en chef Worontzow,

(1) Casimir Jarochoowski, *La littérature posnanienne dans la première moitié du XIX^e siècle*, p. 32, Poznań, librairie Żupański, 1884.

(2) Staszyc (né à Piła en 1771, mort en 1826), Laurent Surowiecki (né à Gniezno en 1769, mort en 1827), auteurs d'importantes études historiques, statistiques et sociales, furent ainsi membres de l'administration supérieure de Varsovie et prirent une part active à l'organisation du Grand-Duché.

les espoirs nationaux se dirigent vers le Tsar. Le professeur Szumski les traduit dans son drame de « Pierre le Grand ». La pièce est sans valeur et les convictions de l'auteur n'étaient pas très solides, puisqu'en 1815 il publiait dans la gazette du Grand-Duché, une poésie où il célébrait le retour du pays sous la domination des Hohenzollern qui sauraient tenir leurs promesses et assurer le bonheur du pays (1).

Cette gazette du Grand-Duché qui offrait un asile aux élucubrations de Szumski, se publiait en allemand et en polonais. L'édition allemande était meilleur marché, 5 thalers à Poznań et 6 thalers 22 sbgr. à la campagne, contre 7 thalers 5 et 8.7. Son directeur Raabski, bon patriote, devait tenir compte des volontés du propriétaire, un ancien chef d'escadron, Prussien corps et âme, Rosensiel (2), et il lui fallait surtout éviter tout conflit avec la censure. On chercherait vainement aussi dans la *Gazette* le moindre reflet des sentiments du peuple ; c'est une feuille officielle, aussi plate que le sont d'habitude les publications analogues, et elle étalait à propos de tout et sans propos son loyalisme servile. A l'occasion de l'entrée des premières divisions prussiennes à Poznań, qui, d'après les témoignages contemporains, furent accueillies au milieu d'un silence glacial, elle décrit avec exaltation l'ivresse des habitants à la pensée de la félicité qui les attend.

Les lecteurs de la *Gazette* étaient rares, et, d'ailleurs, dans le morne désespoir où l'on était tombé, la politique

(1) N. 62, 3 août 1815, Supplément de la *Gazette du Grand-Duché*.

Minęła burza świetne słońce wschodzi

Wilhelm co dawniej kraj nasz uszczęśliwiał

Lecz z woli losu opuścił na chwile

Wilhelm dzis znowu przyjinuje nas mile.

(2) Moty, *Promenades à travers la ville*, vol. I, p. 112.

n'intéressait plus personne. Les journaux étrangers n'arrivaient guère dans le Grand-Duché. On trouvait cependant à la confiserie de Douché « Le Constitutionnel » de Paris (1). La « Vossische Zeitung » avait quelques abonnés. Dans la province, les familles aisées se contentaient d'un journal de modes français.

Tel était l'état des choses et des esprits quand, le 18 octobre 1819, le gouvernement publia un édit sur les livres et les journaux (2). Le présent n'inspirait aucune inquiétude, mais il fallait songer à l'avenir et prévenir des périls, qui étaient pour le moment bien invraisemblables, qui n'étaient pourtant pas absolument impossibles. Aucune publication ne pourrait être imprimée ni vendue sans autorisation préalable ; on condamnait d'avance tout écrit de nature à ébranler les principes religieux, la morale et les bonnes mœurs, à ruiner les bases constitutives de l'Etat ou à blesser les puissances étrangères.

La direction de la censure était confiée au président supérieur, qui présenterait au ministre, pour les postes de censeurs, des employés instruits et sûrs. — Les journaux, les revues périodiques et les publications historiques et politiques plus considérables seraient soumis au ministère des affaires extérieures, — les œuvres théologiques et scientifiques au ministère du culte, les autres publications au ministre de l'intérieur. La police locale surveillerait, sous l'autorité du président supérieur, les écrits de circonstance et les œuvres d'importance secondaire (3).

(1) Mémoires de Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. II, p. 81.

(2) Manfred Laubert, *Presse und Zensur in neupreussischer Zeit*, p. 196.

(3) Manfred Laubert, *Presse und Zensur*, p. 197.

C'est vers cette époque qu'un libraire juif, Munck, qui savait mieux le français que le polonais (1), lança une revue mensuelle. Elle n'eut qu'une existence éphémère ; mais, sans se laisser décourager par son échec, il fit paraître, en 1821, un journal « Mrówka » (*La Fourmi*) ; il était rédigé par Królikowski et se proposait de conserver la pureté de la langue et d'entretenir les souvenirs nationaux.

Królikowski ne manquait pas d'esprit, et les habitants souriaient quand il leur parlait, dans une correspondance de la ville des miracles, d'une invention ultra-moderne : « Le pressoir à exprimer les vivats, — machine enthousiastico-patriotique pour les solennités nationales, — hommages, jours de fête, anniversaires, remise des aigles — ; elle inspire à la foule des sentiments enthousiastes quand le gosier refuse de laisser passer les vivats attendus (2). »

Malgré tout et en dépit du prix très peu élevé de l'abonnement, six thalers par an, le nombre des abonnés ne dépassa jamais 157, et la « Mrówka » disparut au bout de quelque six mois d'une existence misérable (3). Abandonné par Munck qu'effrayait un déficit de 600 thalers, Królikowski remplaça *La Fourmi* par la revue mensuelle de Poznań, « Pismo Miesięczne Poznańskie », qui végéta trois mois et sombra à son tour.

La revue mensuelle, *Le Vétéran*, qui commença à paraître en 1825, se consacra surtout à faire revivre les souvenirs de l'époque impériale. Les articles, non signés, respiraient un enthousiasme sincère et ils étaient de nature à trouver un écho dans l'armée des vieux combattants de l'ère

(1) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. I, p. 39.

(2) P. 43.

(3) Manfred Laubert, *Presse und Zensur*, p. 233-234.

napoléonienne ou des anciens compagnons de Kosciuszko. Les adversaires de Bonaparte y étaient jugés avec une sévérité impitoyable, et il suffisait de la plus légère allusion défavorable pour exciter la colère du rédacteur : le Posnarien Bernard Polacki était ainsi durement malmené parce que, dans son voyage dans une partie de l'Italie, il avait constaté la joie des habitants de Trieste à la chute de l'Empereur.

Cette partialité était sans doute le meilleur moyen de plaire à une partie des lecteurs et d'attirer les abonnés, mais il était inévitable qu'elle inquiât la censure. Les autorités locales, déjà fort timorées, étaient sans cesse tenues en haleine par les avertissements de l'administration centrale qui les taxait volontiers de négligence et d'imprudence. C'est ainsi qu'en 1824 Schuckmann reprocha à Zerboni d'avoir laissé passer quelques lignes où il était question de l'esprit hostile aux Allemands qui régnait dans le gymnase de Marie-Madeleine (1). Le ministre fut plus ému encore par la publication d'un manuel, qui était l'œuvre d'un professeur de langue française, Motty (2).

Le crime de Motty était de parler assez légèrement de la langue allemande. Comment le censeur Sobański, demandait Schuckmann, n'avait-il pas compris la nécessité d'arrêter des idées aussi pernicieuses ? Le devoir du gouvernement était de mieux choisir ses fonctionnaires et de les avertir sérieusement de leurs devoirs. Indigné d'un pareil méfait, Schuckmann accusa le censeur Sobański de ne pas veiller suffisamment à combattre une tendance perni-

(1) Manfred Laubert, *Presse und Zensur*, p. 294.

(2) Jean Motty, Français établi à Poznań, avait été nommé, par le ministre Staszyc, professeur au lycée, à l'époque du Grand-Duché de Varsovie.

cieuse et néfaste et il somma Zerboni de remédier à ce mauvais état de choses en surveillant mieux des employés plus soigneusement choisis.

Zerboni se défendit avec sa netteté et son courage ordinaires (1). L'accusation dont le livre de Motty a été l'objet, répondait-il, est une pure calomnie, ou du moins elle prouve une extrême légèreté ; les prétendus coupables jouissent de l'estime universelle, et leur attachement à l'Etat ne saurait être soupçonné. Pour justifier le censeur innocent, le Président fit traduire par le conseiller fiscal, Fittel, les chapitres incriminés du livre de Motty, qui portait le titre innocent *Précis de l'histoire de la littérature française*. La réponse était topique. Motty, d'après le plan même de son œuvre, n'avait pas eu l'occasion de faire même allusion à la langue allemande, et on s'explique difficilement les causes de l'émotion de Schuckmann. Tout en rétablissant les faits, Zerboni crut cependant prudent de demander à Motty certaines modifications, avant d'autoriser l'usage de son livre dans les classes : le gouvernement avait pour tâche de propager chez les jeunes gens de Posnanie le goût de la littérature germanique : il était donc tenu de surveiller avec soin tout ce qui était de nature à entretenir ou à provoquer chez eux des dispositions défavorables. Naturellement, Motty s'inclina et accepta, sans bien comprendre, les changements qu'on lui imposait.

Ce n'était pas seulement l'administration de Berlin à qui les écrivains devaient ne pas déplaire ; ils étaient tenus de ménager avec le même soin le gouvernement russe. L'ambassadeur d'Alexandre à Berlin se montrait très poin-

(1) Manfred Laubert, *Presse und Zensur*, p. 295.

tilleux ; dès 1820, le ministre prussien écrivait à Zerboni que les réflexions auxquelles avait donné lieu la seconde Diète du royaume de Pologne avaient provoqué diverses plaintes de la Russie et il lui prescrivait de redoubler d'attention (1).

Sous un pareil régime, il serait extraordinaire que la production littéraire eût été très abondante. Elle se réduisait à quelques travaux assez misérables. Une grammaire polonaise, une grammaire latine de Trojanski, Sextus Aurelius, Victor « *de Viris illustribus* » ; Analyse supérieure ou les calculs différentiels de Buchowski (1822) ; « *Les Souvenirs d'un voyage en Italie* » de Bernard Polacki, 1825, un périodique pour la jeunesse : « *Les jouets littéraires* » ; la traduction d'un livre allemand : « *Das Noth und Hülfsbüchlein oder lehrreiche Freuden und Trauergeschichte des Dorfes Mildheim* », que l'éditeur, Thomas Wolicki, voulait faire distribuer aux paysans pour répandre parmi eux des idées plus rationnelles de culture, d'hygiène et de morale (2), tel est à peu près le bilan de la bibliographie posnanienne dans cette période.

Au milieu de cette torpeur générale, l'apparition des œuvres de Mickiewicz, qui furent publiées en 5 volumes de 1828 à 1829, éclata comme un coup de foudre. Ce fut un éblouissement, le strident clairon d'appel de la patrie qui ralliait sous son étendard des fils qui semblaient l'oublier au milieu de leurs soucis financiers et du règlement des questions économiques. Vers la même époque (1829) Edouard Raczyński, l'éminent philanthrope, donna à Poznań sa célèbre bibliothèque avec plus de 40 mille volumes. Pour les loger, il avait construit à grands

(1) Manfred Laubert, *Presse und Zensur*, p. 297.

(2) *Mrówka* du mois de mai, p. 273.

frais (80.000 thals.) un monument, dont la façade d'un style très pur, avec ses colonnes corinthiennes, est encore aujourd'hui un des plus magnifiques monuments de Poznań. Raczyński ne prévoyait pas le système d'envahissement qu'allait poursuivre l'administration prussienne, et il crut assurer sa bibliothèque aux Polonais en en confiant la direction au lieutenant Général, au président supérieur, au maire de la ville et au maréchal de la Diète : en réalité il la livrait aux Allemands.

Pour reconnaître sa générosité, le roi, par un privilège du 24 janvier 1830, libéra la bibliothèque de tout impôt : un peu plus tard, il ordonna, 9 avril 1832 (1), que les exemplaires des œuvres publiées dans le Grand Duché et qui, en vertu du règlement du 28 décembre 1824, devaient être remis à la bibliothèque de l'Université de Breslau, reviendraient à la bibliothèque Raczynski, jusqu'à la fondation d'une académie posnanienne. Le premier bibliothécaire fut le savant historien Łukaszewicz, le futur rédacteur de *l'Ami du peuple*. Łukaszewicz, prit par la suite un rang des plus honorables parmi les écrivains du pays et devint un des principaux représentants du parti conservateur.

Très riche et très généreux, le comte Raczyński prenait un intérêt particulier à la littérature nationale. Nous lui devons la publication des œuvres suivantes :

« Les lettres de Jean Sobieski à sa femme Marysieńka. »

« Les Mémoires d'Otwinowski, du temps d'Auguste II. »
Poznań, frères Scherk, 1838.

« Les Mémoires de Kitowicz du temps d'Auguste III et pendant les premières années de Stanislas Auguste ». Poznań, 1840.

(1) N° 85, *Gazette du Grand-Duché de Posen*, du 9 avril 1832.

« Les Mémoires de Pasek, » publiés d'après un manuscrit à Poznań, chez Heine, 1836-1837, illustrés en 1840.

« Les Mémoires d'Albrychl Stan. Radziwiłł, » publiés d'après un manuscrit. Poznań, les frères Scherk, 1839.

« Les Mémoires du chanoine Pstrokoński, » publiés d'après un manuscrit. Breslau, chez Schletter, 1844.

« Les Mémoires de Wybicki Joseph, » 3 volumes, à Poznań, 1840.

« Marie-Louise Portofolio, » à Poznań, librairie Nouvelle, 1842.

Parkossimus Jacobus (Parkosz de Żórawice), « Antiquissimus de orthographia Polonica libellus ». Posnaniæ, chez Decker.

« Radziwiłł Albrecht, » sa vie publiée d'après un manuscrit. Poznań, 1840.

Kosciuszko, « La guerre de 1792, » publié d'après un manuscrit à Poznań, 1843.

Hugo Kołłątaj : « Stan oswiecenia w Polsce, » d'après un manuscrit. Poznań, 1841.

« Codex diplomaticus Lithuaniae, » publié à Breslau, Rychter, 1815.

« Codex diplomaticus Majoris Poloniae ab anno 1136 ad annum 1597, » Posnaniæ, 1840.

« Le journal de voyage de Kopeć en Asie, » publié à Breslau, Friedländer, 1837.

« Deux voyages de Jacob Sobieski, » 1833.

« Voyage de Kontryna en Pologne, », 1829.

« L'histoire de Jean Casimir, » d'après Vespasien Kochowski, 1840.

« L'Ambassade de Sigismond III au Tsar moscovite Dimitri, » publié d'après un manuscrit. Breslau, 1837.

« Les Mémoires concernant le règne d'Etienne Batory, » Varsovie, Glücksberg, 1830.

« La campagne de Jean Dąbrowski en Grande Pologne, » 1844.

« Le tableau de la Pologne et des Polonais au XVIII^e siècle, » Poznań, nouvelle librairie, 1840-1842.

« Le tableau des Polonais célèbres du XVII^e siècle, » 16 vol. Poznań, 1841.

« La chronique de Wigand, » Poznań, nouvelle librairie, 1842.

« Un traité statistique et politique sur l'Angleterre, » par Edouard prince Lubomirski.

Trentowski, « Chowanna ou le système de la pédagogie nationale, » Poznań, 1842.

« Les œuvres de Thadée Czacki, » 3 volumes, Poznań, librairie nouvelle, 1843-1845.

Kozmian, « Les propriétaires fonciers, » Breslau, Schletter, 1839.

Krasicki, « Œuvres poétiques, » Poznań, Decker, 1830.

Seweryn Goszczyński, « Les pensées, » Poznań, 1841.

« Un recueil dramatique sur les théâtres d'amateurs, » Poznań, 1841.

Comte Frédéric Skarbek, « La vie et les accidents de F.-T. Dodosiński, » Wrocław Schletter, 1838.

Bohdan Zaleski, *Poésies*, Poznań, 1841-1842.

« La bibliothèque des classiques latins, » Breslau, Schletter, 1839-1840.

Raczyński eut le grand mérite de rechercher et de publier des manuscrits rares comme les lettres de Jean Sobieski à sa femme, les Mémoires de Pasek, de Radziwiłł, etc. Cependant, toujours autoritaire, il se laissa entraîner par ses goûts et son jugement personnels, ainsi il fit changer à son gré le texte de quelques œuvres, et fit supprimer ou traduire dans Pasek tous les macaronismes,

dont les mémoires étaient remplis ; dans ceux de Witwicki, Kitowicz, Kollataj il fit écarter des noms et quelquefois des pages entières qu'il considérait comme susceptibles d'être désagréables aux vivants, quelquefois aussi il les supprimait, parce qu'elles lui déplaisaient (1). Cette censure lui paraissait tout à fait justifiée.

En dehors de ces publications d'anciens textes polonais, Raczyński a le mérite d'avoir popularisé les œuvres latines en les traduisant ; c'est ainsi qu'il donna en polonais le livre de *Vitruvii de Architectura*, imprimé à Breslau, Schletter, 1840, et la *Chronique de Wigand* qui parut à Poznań en 1842.

Il a laissé aussi des travaux originaux où il a donné le résultat de ses études scientifiques et de ses expéditions, « Dziennik podróży do Turcyi », ainsi le récit du voyage qu'il a fait en Turquie en 1814 (publié à Breslau chez Gross Barth et Cie, 1821). Cette œuvre fut traduite en allemand par Henri de Hage, et en partie en français par Tailliard (1843). Editée avec luxe, ornée de gravures par les peintres de Vienne, de Prague, de Rome et de Dresde, illustrée par Furrhman qui accompagna Raczyński dans son voyage, elle témoigne de connaissances étendues en histoire et en littérature classique et elle reste encore, après 90 ans écoulés, fort intéressante. On peut savoir gré à l'auteur de ne pas s'être laissé gagner par la faiblesse générale des grands seigneurs polonais qui faisaient volontiers alors parade de leur habileté à manier le français et écrivaient rarement dans la langue nationale.

Au cours de ses deux volumes de *Souvenirs de la Grande Pologne* (2), Raczyński nous présente, outre la description

(1) Molty, *Promenades à travers la ville*, vol. II, p. 8.

(2) Poznań, Orędownik, 1842-1843.

des églises, des châteaux et des édifices publics, ainsi que des monuments funèbres des anciens palatinats de Kalisz, Gniezno, Poznań, un aperçu historique rétrospectif ; mais il s'intéresse aussi aux conditions de l'agriculture et de l'industrie et les pages relatives aux paysans prouvent un réel esprit de bienveillance et d'humanité. Les gravures de ces œuvres furent exécutées d'après les dessins de sa femme. Le goût des recherches historiques conduisit Raczyński à publier une autre œuvre de grande valeur : *Gabinet medalów polskich*, en 4 volumes (1), depuis les époques les plus reculées jusqu'au règne de Stanislas Auguste ; c'est le fruit des études approfondies de l'auteur dans les collections publiques et privées, à Dresde, Berlin, Paris, Londres, Vienne, Venise, Milan et Turin.

Son compte rendu de la restauration de la chapelle funéraire de Mieczislas I et de Boleslas le Grand (Poznań, 1841), devait démontrer aux malveillants ses efforts personnels et attester la réalité de sa contribution pécuniaire à l'érection de ces monuments nationaux.

C'était un aristocrate de haute allure et de fière race, et ses contemporains éprouvaient peu de sympathie pour lui. Sa hauteur les tenait à distance et sa générosité fastueuse s'attristait d'un pessimisme maladif qui le conduisit finalement au suicide. La postérité, qui n'a pas à souffrir de ses défauts, ne se souvient plus que de son patriotisme sincère, de son activité féconde et des services éminents qu'il a rendus à la cause nationale.

Misanthrope humanitaire, il ne ménageait pas les dédains à ses compatriotes, mais il s'appliquait à améliorer

(1) Breslau, chez Friedländer, vol. I et II ; à Poznań, le vol. III ; à Breslau le vol. IV de 1838 à 1843.

leur sort. Les conditions hygiéniques de la ville de Poznań étaient alors assez médiocres ; il fit amener des collines voisines une eau excellente que distribuèrent des fontaines charmantes (1). Il s'efforça de relever la fortune publique en développant l'industrie. Pour répandre la culture des betteraves, il mit au concours le moyen le plus pratique d'élever une sucrerie avec un capital de 1.000 thalers. L'auteur du mémoire couronné reçut 100 ducats. Pour relever l'agriculture il envoya le frère de l'évêque coadjuteur Janiszewski, suivre pendant deux ans les cours de l'Académie d'Elden. Il ouvrit ensuite à Jerzewo un Institut agronomique où Janiszewski devait former de 6 à 8 élèves chaque année (2). L'Institut ne dura guère, et le collège des jeunes filles pauvres d'origine noble, à laquelle il destinait 100.000 thalers, n'eut pas plus de succès. Les élèves ne se présentèrent pas et le comte, froissé de la réserve du public, renonça à ses projets.

Peut-être manquait-il un peu de persévérance, mais les échecs ne le décourageaient pas, et son activité trouvait sans cesse de nouveaux domaines où s'exercer. Il attribuait l'inertie de ses concitoyens à l'éducation trop exclusivement littéraire qu'ils recevaient, et il offrit à la municipalité 120.000 thalers pour l'aider à fonder une école réale, à condition qu'on lui laissât une certaine influence sur la direction des études. Les autorités refusèrent : il leur paraissait peu convenable d'abdiquer ainsi en faveur d'un simple particulier une part de leurs attributions. Elles ne changèrent pas d'avis quand il offrit en outre de prendre à sa charge le traitement des professeurs.

(1) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. II, p. 15.

(2) Conrad, « Meine Erinnerungen an den Grafen Eduard Raczyński », *Historische Zeitschrift*, 1885, p. 197.

Les rives de l'Obra étaient encombrées de marécages stériles et malsains. Pour avoir l'occasion d'intervenir dans leur dessèchement, il acheta de vastes terrains au comte Czarnecki, fit régulariser une partie du cours du fleuve et fut un des fondateurs les plus actifs de la société pour l'amélioration des terrains inondés par la rivière.

Fidèle aux souvenirs de sa race, il ne connaissait pas la haine ni l'intolérance et ses bienfaits s'étendaient aussi bien aux Allemands qu'aux Polonais. Son fils avait eu pour précepteur un jeune Allemand, Conrad, pauvre, de santé débile ; il se prit de pitié et d'affection pour lui, l'aida dans ses études et finit par lui assurer un poste de confiance dans sa maison de Rogalin (1). Rien ne permet de supposer que la conduite de Raczyński vis-à-vis de Conrad ait provoqué le moindre blâme ni même le moindre étonnement dans la société polonaise, et cela suffirait à prouver l'erreur des historiens qui s'efforcent de rejeter sur elle la responsabilité unique des haines et des luttes ultérieures.

Il eût fallu à Raczyński beaucoup d'adresse et de tact pour se faire pardonner sa générosité fastueuse. Malheureusement, de toutes les qualités c'étaient la modestie et la finesse qui lui manquaient le plus, et l'aristocratie qu'il avait humiliée et gênée par ses largesses, saisit avec joie l'occasion de lui faire sentir sa mauvaise humeur. Au mois de décembre 1827, Wolicki avait demandé au roi l'autorisation d'ouvrir une souscription pour élever un monument à la gloire des premiers rois de Pologne. Frédéric-

(1) Ce Conrad est l'auteur de l'article que nous avons déjà eu l'occasion de citer ; les détails qu'il renferme émanent d'un témoin direct ; c'est donc un document de premier ordre pour l'œuvre et le caractère de Raczyński.

Guillaume III(1) et Nicolas envoyèrent leur offrande. Raczyński fut choisi comme chef de comité et l'œuvre fut confiée à Rauch. Il exécuta au prix de 28.000 thalers deux monuments en bronze qui furent placés dans la chapelle royale reconstruite par Lanci et Cristofle.

La comtesse Raczyńska offrit un tableau en très belle mosaïque du prix fort élevé de 30.000 thalers, et son mari dépensa 25.000 écus pour la restauration de la chapelle royale. Comme le total des dons ne dépassait pas 28.000 thalers, il se crut autorisé à rappeler, par une inscription placée sur les monuments, la part prépondérante qu'il avait prise à leur érection (2).

Le prétexte parut merveilleux à tous ceux qui nourrissaient quelque rancune contre le comte. On l'accusa de vouloir détourner sur lui la gloire d'une œuvre qui appartenait au pays tout entier ; la question fut discutée à la Diète avec une mauvaise foi évidente ; on prétendait exiger de Raczyński des comptes détaillés. Il essaya vainement de mettre fin à tous ces commérages en offrant de rembourser de ses deniers toutes les cotisations, capital et intérêts. L'émotion ne se calma que quand il se fut décidé à faire effacer sa malchanceuse inscription.

Raczyński, c'est, au début du XIX^e siècle, le représentant de l'ancienne Pologne. Il incarne la vieille noblesse, avec sa magnificence brouillonne, sa philanthropie distante et hautaine, sa curiosité inquiète, ses goûts de luxe et de pompe, sa magnificence et sa vanité, avec aussi cet obscur

(1) Le premier participa pour 100 ducats, le second offrit 500 thalers. Dr Warschauer, « Die Rauchsche Fürstengruppe in Dom zu Posen », p. 219. *Zeitschrift der historischen Gesellschaft der Provinz Posen*, 1908.

(2) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. II, p. 13.

sentiment de mélancolie qui s'attache aux castes qui finissent et aux races qui ont manqué leur vie... En face de lui Marcinkowski représente l'avenir. Il sort du peuple et il a le sentiment que c'est de lui que peut seulement venir le salut. La Pologne a été vaincue parce que les classes populaires, les plus nombreuses et les plus riches d'avenir, sont restées jusque-là inactives et méprisées ; elles renferment dans leur sein des ressources incépuisables qui jusque-là ont été dédaignées. Il suffit, pour que l'avenir soit plus heureux que le présent, de les amener à la lumière, de les féconder par la science ; il faut faire de cette masse inerte qui est restée passionnément nationale, mais que son ignorance expose à toutes les surprises et à toutes les défaillances, un peuple véritable, lui apprendre son passé, éclairer sa conscience, lui montrer le rôle qui lui appartient. Marcinkowski s'est promis d'être l'éveilleur et l'instructeur de ses compatriotes : dès ses années d'université il commence son œuvre d'apostolat : il le continuera avec un inlassable dévouement jusqu'à l'heure de sa mort.

Il était né dans un faubourg de Poznań le 23 juin 1800 : son père était cabaretier (1). Après avoir terminé ses classes au Lycée Maric-Madeleine, il obtint une bourse du legs Grabski et suivit les cours de médecine de l'Université de Berlin. Déjà, il songeait à travailler au relèvement national en répandant l'instruction dans la classe inférieure.

Il groupa presque tous ses compatriotes de l'Université dans une société patriotique : « Polonia » (2) ; on n'aimait

(1) Il avait une petite brasserie et ses gains lui permirent de prendre à ferme un village ; mais l'affaire tourna mal et il mourut à peu près ruiné ; sa femme retourna à Poznań et ouvrit un estaminet grâce auquel elle éleva tant bien que mal ses cinq enfants.

(2) Askenazy attribue à Mauersberger la première idée de la fondation de « Polonia » (Łukasiński, t. II, p. 411).

guère alors à Berlin les associations d'étudiants, et les Polonais y avaient toujours été suspects ; la « Polonia » disparut après une existence éphémère, et son fondateur expia son initiative, d'abord par huit mois de prison préventive, puis par une condamnation à un an de détention dans la forteresse de Weichselmünde (1).

On l'y enferma dans un cachot humide et froid, où il contracta le germe de la maladie de poitrine qui devait l'enlever prématurément. En 1823, il revint à Poznań pour y exercer la médecine : il n'y avait alors dans toute la province que des médecins allemands et juifs (2).

Le premier acte du nouveau docteur fut d'offrir à l'établissement des sœurs de la Charité les 1.150 thalers restant de sa bourse dont il n'avait dépensé que 650 pour ses études. Rapidement, les sympathies vinrent à lui, conquises par ses talents et par son inépuisable dévouement. A la mort de Herfurth, médecin en chef de l'hôpital de la Charité, Marcinkowski, et son ami Charles Schneider, qui avaient été ses principaux collaborateurs, demandèrent au président supérieur d'être chargés ensemble de la direction de l'établissement. Le successeur de Zerboni ne voulut pas confier à un Polonais un poste aussi en vue, et Schneider seul le reçut. Ce ne fut qu'après la mort de celui-ci que Baumann consentit à accepter les offres de Marcinkowski (26 décembre 1828). A peine entré en fonctions, le jeune directeur abandonna aux malades le traitement qui lui était assigné. Au moment de l'insurrection de Varsovie, il s'engagea comme simple uhlan dans l'ar-

(1) Dr J. Zielewicz, *Les mérites et la biographie de Marcinkowski*, p. 12.

(2) *Id.*, p. 15.

mée nationale, après avoir prévenu de son départ les autorités (1). Les médecins étaient rares parmi les insurgés ; sur l'ordre formel du commandant général, il consentit à accepter la fonction de chirurgien major, en conservant son uniforme bleu marine, avec col et épaulettes rouges, ceinture et bandoulière en cuir et bonnet à la française (2).

Les volontaires accourus de Poznań formaient un escadron qui se composait presque exclusivement de nobles ; leur uniforme élégant et sobre, leur solidité au feu, leur discipline en faisaient un corps d'élite. Après les dures journées de marches et de combat, Marcinkowski soignait les malades et les blessés. De santé médiocre, il était soutenu par sa volonté et sa passion. Après Grochow, il reçut avec un de ses compagnons posnaniens, le prêtre Loga, la croix d'or du mérite « *virtuti militari* ». Il resta à son poste jusqu'à la fin de la malheureuse expédition de Lithuanie, puis avec l'aide de son chef, le général Chłapowski, devenu son ami, il réussit à passer en Ecosse. A Edimbourg et à Londres, il visita les hôpitaux, les universités, cherchant dans le travail la seule consolation qui pût adoucir les tristesses de la défaite. A Edimbourg, ses études sur le choléra furent couronnées (3). Un succès plus grand encore l'attendait à Paris, où il fit un séjour de deux ans ; il y poursuivit ses recherches et publia en 1833 un travail sur le traitement du choléra, qui lui valut une médaille d'or de l'Académie des Sciences. Il se plaisait en France, mais on lui écrivit : les pauvres ont besoin de toi, et il se hâta de repartir, sans s'in-

(1) Il avait fait son service militaire sous la domination prussienne dans un régiment d'infanterie de ligne, et il appartenait à la réserve comme médecin.

(2) Dr J. Zielewicz, p. 23.

(3) Dr J. Zielewicz, p. 34.

quiéter des dangers auxquels il s'exposait. Arrêté à Berlin pour avoir pris part à l'insurrection, il fut retenu six mois en prison préventive, ensuite enfermé à Swidnitz ; il n'en sortit qu'en 1837, parce qu'une nouvelle invasion de choléra rendait nécessaires ses services. Tant que dura l'épidémie, il prodigua à ses compatriotes ses soins et son dévouement.

Les soucis de sa profession ne suffisaient pas à absorber sa pensée. Il cherchait par tous les moyens à élever le niveau matériel et moral du pays. A peine revenu à Poznań, il avait créé le Bazar, qui réunissait dans un même local des salles de réunions et des magasins et qui allait devenir le centre du commerce et de la vie polonaise en Posnanie (1). Les revenus en étaient consacrés à développer la vie économique du pays (2). Les statuts prouvent toute la largeur de la pensée du fondateur. La nouvelle société avait pour objet de construire un Bazar dans le but de relever l'industrie et de favoriser le progrès de l'agriculture. Au bout de deux ans, la société se procurerait par un emprunt hypothécaire les ressources nécessaires pour fonder un institut agronomique, qu'elle établirait dans une propriété achetée à cet effet. On y formerait des intendants, on répandrait des notions d'élevage, on organiserait des

(1) Le Bazar s'établit dans un bâtiment construit par Krzyżanowski, le premier architecte polonais. Il subsiste encore et sa prospérité n'a cessé d'augmenter. Motty, vol. I, p. 84, Poznań, 1891.

(2) Un sixième des bénéfices serait versé au fonds de réserve et permettrait de faire face aux dépenses imprévues ; un tiers serait consacré à améliorer les conditions du pays, et le reste seulement serait réparti comme dividende entre les actionnaires. La direction appartiendrait à un comité ainsi constitué : le prêtre Brzeziński, Joseph Grabowski, Jaraczewski, Tertulian Koczorowski, Joseph Lubieński, Mathieu Mielżyński, Modlibowski, Gustave Potworowski et Joseph Szulczyński.

expositions d'instruments aratoires et d'animaux ; en un mot, on s'efforçait d'assurer aux agriculteurs tous les secours nécessaires pour augmenter la production. Marcinkowski ne se contentait pas de formuler des programmes ambitieux ; il n'était pas satisfait quand il avait fait voter des statuts pleins de promesses ; il stimulait les bonnes volontés somnolentes et communiquait un peu de sa foi à ceux qui l'entouraient : « Ayez pitié de vous-mêmes, leur disait-il, et fondez l'école. Je ne suis qu'un médecin, mais je vois que c'est uniquement faute de connaissances agromomiques que vos propriétés vous échappent ; il n'y a pas d'autre moyen pour éviter cette catastrophe (1). »

Son œuvre maîtresse, celle qui lui mérite l'éternelle reconnaissance de la Pologne, ce fut la fondation de la Ligue de secours à l'instruction : « Towarzystwo Pomocy naukowej (2). » Elle n'a pas cessé d'être un des plus solides points d'appui de la nationalité slave en Prusse.

(1) Dr J. Zielewicz, *Les mérites et la biographie de Marcinkowski*, p. 49.

(2) Kraushar dans *Un des Kraszewski* (*Jeden z Kraszewskich*), Une page de l'histoire du Grand-Duché, Kartka z dziejów W. Ks. Poznańskiego, p. 40, prétend que l'idée de la création de la Société est due à Antoine Kraszewski, né en 1797, patriote éminent, zélé et instruit. Dans le but d'organiser une société, il convoqua ses compatriotes à Poznań, où la réunion eut lieu sous la présidence de Radziwiłł et de Wolicki, dans le palais même de l'archevêque. Tout d'abord il y eut communauté de vues dans les délibérations et le projet fut accepté à l'unanimité ; Kraszewski proposa de choisir un comité pour arrêter les détails des statuts. Une divergence de détail retarda la réalisation du projet que Marcinkowski reprit plus tard, mais sous une autre forme. Kraszewski voulait créer une Société pour aider les études, l'agronomie et le commerce ; pour subvenir aux dépenses il proposait d'établir une contribution de 6 groschen par arpent ; les boursiers restitueraient les avances qui leur auraient été faites. La différence essentielle des deux conceptions consistait en ce que Marcinkowski

C'est comme l'aube d'une ère nouvelle, l'apparition d'une génération qui a traversé le romantisme et qui en a aperçu l'insuffisance et la faiblesse. — Il ne convient pas de désespérer de l'avenir et il est permis de croire que des circonstances générales amèneront un jour la résurrection de la république. Mais dans combien de temps résonnera la trompette libératrice ! Et jusque-là que de luttes à soutenir, que d'ennemis à combattre ! Contre ces adversaires impitoyables, il faut ne compter que sur soi-même et ceindre ses reins pour la lutte de tous les jours. Un peuple qui ne veut pas succomber est invincible, si seulement il sait user des forces que lui offrent la liberté, la civilisation et la science. La Pologne est morte parce qu'elle a dédaigné le travail, oublié les études et négligé le peuple ; elle se régénérera par l'effort et par la justice : « Si les gouvernants, disait Marcinkowski, pouvaient trouver un règlement qui interdirait à tout le monde d'être bête et oisif, d'un seul coup la société humaine deviendrait un paradis terrestre (1). » Il avait médité les paroles de Guizot à un de ses compatriotes : « Instruisez-vous, enrichissez-vous et attendez (2). » C'est le mot d'ordre qu'il a laissé à ses successeurs.

Le gouverneur prussien escomptait la défection des classes inférieures que leur ignorance livrait aux suggestions de l'égoïsme. Marcinkowski s'attacha à conquérir à la patrie ces couches profondes qui deviendraient la force vive du pays, dès qu'on aurait ouvert les intelligences et jugeait suffisante l'obligation morale de l'engagement d'honneur, tant pour participer aux cotisations que pour rembourser les emprunts.

(1) Dr J. Zielewicz, *Les mérites et la biographie de Marcinkowski*, p. 45.

(2) Motty, *Promenades à travers la ville*, vol. I, p. 18.

les cœurs. Un paysan de plus à l'école, c'était un nouveau soldat sous le drapeau national. Toute âme gagnée à la science, l'est aussi à la patrie.

Le but de Marcinkowski, en fondant la Société d'encouragement, était moins de réunir des ressources matérielles que d'intéresser tous les adhérents à une œuvre commune. Il savait que les sacrifices sont un puissant moyen d'action sur les âmes et il voulait habituer ses compatriotes à travailler pour le peuple. De là le système fédératif qu'il adopta ; la société fut divisée en sections de district qui avaient chacune leur terrain d'action et leur domaine propre ; il devait s'établir entre elles une rivalité généreuse et féconde. Ce système assurait aussi un contrôle plus direct et plus sérieux sur les protégés de chaque section, qui, pour chacune, ne dépassaient pas de 15 à 20 personnes.

Les élèves qui recevaient des bourses étaient groupés en petit nombre autour de quelques professeurs qui étaient les correspondants de la Société ; l'administration s'effraya vite d'ailleurs de cette organisation et interdit à ses subordonnés toute relation avec le Towarzystwo.

Les sommes avancées aux étudiants par la Société étaient des prêts d'honneur, sans date fixe, mais qu'ils devaient rembourser dès que leur situation le leur permettait. Les rentrées, perçues par les comités cantonaux et renvoyées par eux au siège central, servaient à distribuer de nouvelles bourses. Afin d'exciter le zèle des comités locaux, chacun d'eux recevait du siège social une somme totale supérieure à celle qu'il avait recouvrée (1). On tenait compte aussi naturellement, pour la distribution des bourses, de la valeur et du titre des candidats.

(1) Ludwig Bernhard, *Das polnische Gemeinwesen im Preussischen Staat*, p. 205, Leipzig, Duncker-Humblot, 1907.

La fondation nouvelle se développa très rapidement. Elle trouva un appui très vif auprès de l'archevêque Dunin qui engagea vivement le clergé de ses deux diocèses à s'y associer et se fit même présenter par les doyens la liste des prêtres qui y avaient adhéré avec le chiffre de leurs cotisations. Au bout de quelques mois, les listes de la Société comprenaient 366 membres du clergé : c'était encore trop peu pour Marcinkowski qui, en 1842, demandait à Dunin d'intervenir de nouveau auprès des indifférents et des retardataires. Pour désarmer la sourde hostilité qu'il rencontrait dans l'administration prussienne, il étendit aux Allemands le bénéfice de l'institution et, si le Conseil directeur se composait de Polonais, Marcinkowski, Gustave Potworowski, ensuite Libelt et André Moraczewski (1), aucune condition de religion ou de nationalité n'était exigée des candidats. Les bourses n'en servaient pas moins avant tout aux Polonais, et c'était naturel, puisqu'ils formaient la grande majorité de la population et qu'ils en étaient aussi la partie la plus misérable.

Plus heureux que Raczyński, d'un esprit plus large aussi et plus ouvert, Marcinkowski fut soutenu dans ses efforts par la confiance et l'affection de son peuple. Ses coréligionnaires, reconnaissant ses mérites, lui offrirent une bague (2) qui avait appartenu à Wolicki ; comme l'arche-

(1) Ces hommes éminents, ainsi que Mathieu Mielżyński, furent les collaborateurs les plus zélés de Marcinkowski. Les mêmes besoins nationaux stimulaient leur ardeur, concentraient leurs volontés dans le travail autour du bien public. Tous les efforts collectifs et individuels pour les intérêts de la patrie étaient sûrs de trouver un appui dans leur inlassable action sociale.

(2) Lorsque éclata l'insurrection de novembre, Marcinkowski la remit à ceux qui s'occupaient de lever les tributs nationaux pour la guerre de l'Indépendance. Motty, *Promenades à travers la ville*, p. 17, vol. I.

vêque, n'avait-il pas consacré au service de la patrie une vie toute de devoir et de désintéressement ! Mais, de même que sa charité ne faisait pas de distinctions entre les souffrances, les sympathies venaient à lui de tous les partis les représentants de toutes les confessions tenaient à honneur de s'associer à ses œuvres. Ce ne fut pas une de ses moindres hardiesses et un de ses plus médiocres succès que de grouper ainsi des juifs, des protestants et des catholiques dans la « Société pour l'assistance » : l'archevêque Przyluski y coudoyait le superintendant protestant et le rabbin (1).

Comme les diverses confessions, il rapprochait les diverses classes. Nobles et roturiers, patriciens et ouvriers, il voulait rassembler dans une pensée commune tous ces hommes que divisaient leurs intérêts et leurs traditions. Il ne fallait rien moins que l'union de toutes les bonnes volontés pour guérir de ses misères le pays qui mourait par l'inertie, l'indolence et l'égoïsme.

Il enseigna à la petite bourgeoisie, qui s'endormait dans une périlleuse indifférence, à s'intéresser aux affaires publiques, et à prendre part aux élections. Grâce à lui, les Polonais conquièrent la majorité à l'Hôtel de Ville, et Marcinkowski fut nommé vice-président du conseil de Poznań (1845) ; à côté de lui siégeaient d'autres vaillants patriotes, formés à son école, capables de le comprendre et de le continuer : des médecins, Gąsiorowski, Matecki, des conseillers, Pilecki, Ogrodowicz, et des industriels (2).

La santé de Marcinkowski, depuis longtemps ébranlée par les souffrances de sa captivité, s'était usée dans ces continuels efforts. Quand il succomba, il put du moins se

(1) Dr J. Zielewicz, p. 53.

(2) *Idem.*

dire que sa vie n'avait pas été perdue. Sans doute, l'avenir était gros de nuages ; mais il avait appris à ses concitoyens à vouloir, à s'unir, à ne pas désespérer de l'avenir. Si les Posnaniens ont depuis supporté sans faiblesse tout le poids des haines prussiennes, s'ils ont usé le poing des Bismarck et des Hakatisles, l'honneur en appartient avant tout à ce vaillant combattant de la première heure qui n'avait été ni effrayé par les brutalités des gardes-chiourme allemands, ni découragé par les défaites de l'insurrection. Les années de misère qu'il avait traversées pendant son enfance, l'expérience de 1831, peut-être par la suite son séjour en France et son contact avec les vainqueurs de Juillet, avaient élargi son âme naturellement généreuse ; il aimait le peuple, compatissait à ses souffrances, à son abandon et il voyait en lui le gardien de l'avenir et la réserve du pays. Il avait compris que le plus grand danger qui menaçait la nation, la cause réelle de sa faiblesse, c'était la division des castes, la dédaigneuse hauteur des nobles, l'indifférence morose du peuple à qui sa détresse et son ignorance ne laissaient pas le loisir de songer aux intérêts généraux.

Seules ces divisions et ces défaillances morales favorisaient la sourde propagande prussienne. Si l'on unissait la nation tout entière dans une même volonté de résistance, toutes les forces se briseraient devant elle. Il ne lui appartenait pas de modifier les règlements que préparait sourdement la germanisation ; il n'avait pas les moyens de supprimer une censure ombrageuse qui paralysait toute activité intellectuelle ; il n'était pas en son pouvoir d'arrêter le système d'usurpation qui restreignait au profit des immigrés le domaine de l'école et de la langue slaves. Mais il pouvait — et ce fut sa tâche et sa gloire —

rappeler à ses compatriotes leurs devoirs et leur inspirer la volonté de survivre envers et contre tous. Il compléta l'armée de la défense nationale et il amena à la vieille cavalerie noble une infanterie solide, le tiers-état, dont l'absence laissait sur le champ de bataille un vide par où les vainqueurs menaçaient de pénétrer dans la place. Un peuple n'est vaincu que lorsqu'il s'abandonne. Aux désespérés de 1831, Marcinkowski jeta son sublime *Sursum Corda*, et sur ce sol engraisé de victimes et nourri de héros, de nouveaux combattants se dressèrent à sa voix, animés de la même foi, mais soutenus par un nouvel esprit, l'esprit des temps modernes.

CONCLUSION

L'histoire des provinces polonaises restituées à la Prusse par les traités de Vienne, pendant les premières années de l'occupation allemande, présente un intérêt spécial ; c'est dans cette période en effet que se détermine et se fixe l'avenir du Grand-Duché de Posen. C'est une histoire malaisée à écrire, et la tâche est rendue plus difficile par la jalousie particulière avec laquelle le gouvernement interdit l'accès des Archives aux travailleurs dont il n'a pas éprouvé la complaisance (1).

Il nous a donc fallu nous contenter de sources de seconde main. Nous ne contestons certes pas la probité des érudits germaniques et nous avons tiré grand profit des publications de l'*Historische Gesellschaft für die Provinz Posen*. Est-il bien sûr cependant qu'ils aient bien vu tous les documents et interprété fidèlement tous les textes ? Il s'est trouvé même en Allemagne des critiques qui ont relevé dans Treitschke plus d'un jugement contestable et d'une affirmation singulière. Qui oserait soutenir que les élèves sont plus infaillibles que le maître ?

Du côté polonais, nous n'avons que de rares mémoires ; la presse, à son berceau, est encore bâillonnée par une censure rigoureuse, et la *Gazette du Grand-Duché* ne nous apprend pas grand'chose de plus que le *Journal officiel*.

Notre tâche a consisté, en nous servant surtout des quel-

(1) V. à l'Appendice les lettres que nous avons reçues de la direction des Archives.

ques monographies consacrées à des questions spéciales, à essayer de tracer de ces premières années de la domination prussienne un tableau d'ensemble un peu plus précis et plus complet que celui qu'offraient les publications assez rares que nous possédons. En dépit de lacunes qu'il n'a pas tenu à nous d'éviter, nous osons espérer que notre récit aura permis au lecteur de se rendre un compte assez exact de l'évolution politique et morale du Grand-Duché au lendemain de la chute de Napoléon.

C'est une histoire assez morne et peu faite pour plaire aux amateurs de pittoresque ; elle ne comporte ni défilé de rois, ni cortège de princes ; on n'y trouve ni faits héroïques ni événements dramatiques. Du moins, et c'est son intérêt, on sent renaître le patriotisme national qui, au lendemain d'efforts excessifs et de brusques désespoirs, avait paru près d'abdiquer. Ce réveil du sentiment national, qui se serait peut-être d'ailleurs produit dans tous les cas, n'aurait été cependant ni si rapide ni si passionné sans la politique maladroite et provocatrice du gouvernement.

Au début, l'administration paraît incertaine de ses voies et hésitante dans ses résolutions. Le roi, en prenant possession de ses nouvelles provinces, leur adresse quelques promesses dont la vague bienveillance n'exclut pas toute espérance et doit faciliter l'adhésion des âmes endolories et découragées.

Ce que valaient ces promesses, l'expérience le prouve bientôt. Les intentions réelles du gouvernement se précisent dans une série de règlements qui annulent peu à peu les stipulations du traité de Vienne. Ils préparent le régime d'oppression ouverte qui, après 1830, atteint son apogée sous la présidence de Flottwell.

C'est après la révolution de novembre que le système germanisateur s'étale sans dissimulation ; mais, si Flottwell a la gloire peu enviable d'en avoir été l'instrument implacable, on lui a fait à tort l'honneur de l'avoir inventé. En réalité, il se borne à appliquer les principes exposés dans les Mémoires du *Legationsrath* Gruner en 1807, et du général Grolmann en 1816. Ils se résument dans la volonté de supprimer par tous les moyens et le plus rapidement possible la nationalité polonaise.

Leurs idées, qui ne sont que des haines, Gruner et Grolmann les ont reçues eux-mêmes directement de Frédéric II. Au lendemain de la première occupation, le roi déclarait nettement que tous les moyens étaient bons pour se débarrasser des Polonais et, dans son Instruction du 3 janvier 1782 au Kammerdirektor de Bydgoszcz, il l'invitait à ne pas se laisser arrêter par quelque vain scrupule de légalité (1) : « Um nur die Polen loss zu werden, weil Ihnen dorten ein guter Bürger lieber ist wie alles das polnische Volk. »

Si l'on pouvait supposer un instant que, à un moment quelconque, la politique prussienne ait été capable de se dégager des haines séculaires des Allemands pour les Slaves, Frédéric-Guillaume III se fût sans doute demandé s'il n'avait pas avantage à recourir à d'autres procédés. Il pouvait, en observant loyalement les stipulations du traité de Vienne, respecter la nationalité polonaise, en n'exigeant des sujets qu'un sincère loyalisme politique ; il pouvait même, sans renoncer à l'espoir de germaniser les Polonais, s'en remettre à l'action du temps et ménager les transitions.

La cour de Berlin n'eut pas cette probité ni même cette

(1) Preuss, *Friedrich der Grosse*, t. IV, p. 381. Berlin, Nauckische Buchhandlung.

prudence. En réalité son parti était arrêté d'avance et, au moment même où, par ses paroles, le roi paraissait écarter tout projet de violence, ses ministres ne songeaient qu'au moyen de réduire les Slaves à merci. Ce qu'ils voulaient, c'était une revanche impitoyable contre les rebelles qui, au lendemain d'Iéna, avaient commis le crime impardonnable de retrouver avec joie l'indépendance dont ils avaient été traîtreusement dépouillés.

Dès 1807, Gruner demandait (1) que l'on exécutât les chefs nobles qui avaient aidé Napoléon et que l'on confisquât leurs biens. Les moins coupables seraient internés dans les anciennes provinces, privés des domaines qu'ils tenaient à ferme et frappés d'amendes considérables. Ces rigueurs et diverses autres mesures forceraient beaucoup de propriétaires à vendre leurs domaines ; les prix s'aviliraient et l'Etat acquerrait dans des conditions très avantageuses leurs terres qu'il revendrait ensuite à des colons allemands (2).

Les Polonais paieraient un impôt de 24 à 34 et même 40 o/o de leurs revenus ; la langue polonaise serait exclue de l'administration (3) ; on encouragerait par tous les moyens l'immigration des ouvriers et des cultivateurs allemands ; l'instruction serait obligatoire et toutes les écoles seraient allemandes ; les conscrits de la Prusse Méridionale seraient envoyés dans les anciennes provinces et y resteraient tout le temps de leur service militaire ; enfin, l'on relèguerait dans l'intérieur de la Prusse les femmes suspectes de patriotisme polonais.

(1) Dr Kurt Schottmüller, *Der Polenaufstand*, 1806-07, p. 59. Posen, 1907.

(2) L'idée de Gruner fut reprise après 1830 par Flottwell.

(3) Dr Kurt Schottmüller, p. 65.

Quand on lui présenta le mémoire de Gruner, Hardenberg trouva que les moyens brutaux qu'il préconisait n'étaient ni sans inconvénient ni sans danger. Il avait pris une part prépondérante aux négociations de Vienne et il ne voulait pas, par un trop brusque revirement, risquer de blesser Alexandre. D'ailleurs, à ce moment même, il était en coquetterie réglée avec le parti libéral et il avait gardé quelques souvenirs du cosmopolitisme qui avait, vers le début du xix^e siècle, dominé un moment en Allemagne. Une politique plus conciliante lui semblait mieux faite pour réconcilier les Polonais avec leur nouvelle situation. C'est dans cette conviction qu'il rédigea un mémoire, dont l'esprit était très différent de celui de Gruner (1). — Ce qu'il fallait, c'était empêcher la formation d'un parti national qui songerait à la reconstitution d'une Pologne indépendante ; le mieux pour cela était de ménager les susceptibilités légitimes : on ouvrirait aux Polonais les fonctions publiques, on leur donnerait une armée nationale. A quoi bon menacer les intérêts en retirant aux propriétaires le crédit qui leur permettait de vivre tant bien que mal ? On provoquerait ainsi une irritation générale, pour des résultats problématiques ; car, « s'il ne se trouvait pas d'acheteurs allemands, les riches Polonais pourraient acquérir les biens mis en vente » (2). Il désapprouvait plus nettement encore les mesures que proposait Gruner pour le contingent du Grand-Duché.

Frédéric-Guillaume III avait encore présents à l'esprit les projets du Tsar et il savait qu'Alexandre n'avait pas renoncé à son désir de reconstituer le royaume de Pologne.

(1) Dr Kurt Schottmüller, pp. 158, 174, 177.

(2) Dr Kurt Schottmüller, p. 177, traduit de l'allemand.

Il jugea préférable de ne pas provoquer par des rigueurs immédiates une comparaison qui pouvait créer à la Prusse, encore si mal affermie, des difficultés et des dangers. Aussi se garda-t-on à Berlin de montrer dès le début une polonophobie trop manifeste ; le programme de germanisation immédiate fut jugé impraticable, tant que le Tsar était encore dans le premier feu de son libéralisme de parade.

Cela ne veut pas dire que la cour ait jamais sérieusement songé à des concessions sincères, assez larges pour lui assurer le concours loyal de ses sujets slaves en cas de conflit avec la Russie. Les ménagements n'y furent jamais considérés que comme une concession momentanée, arrachée par les circonstances, et, dès le début, alors qu'on cherchait à gagner la confiance de la population par des paroles conciliantes, on ne perdait pas de vue le but poursuivi. Nous en trouvons la preuve dans un mémoire, très intéressant et très significatif, du « Legationsrath » Küpfer (1)

Dans ce recueil de conseils écrits en 1837 (2), Küpfer constate dans la politique du gouvernement quelques hésitations et un certain flottement. Il attribue ces timidités de la cour de Berlin à la crainte de paraître violer, au lendemain même du congrès, les clauses du traité de Vienne relatives à la nationalité polonaise.

Dans de telles conjonctures, le cabinet de Berlin devait,

(1) Tiré des Archives secrètes et révélé à la postérité par Dr Manfred Laubert : *Forschungen zur Brandenburgischen und preussischen Geschichte*, p. 192. Leipzig, 1906, Duncker et Humblot.

(2) Le Mémoire de Küpfer est, avec quelques différences de détail, inspiré par le même esprit que ceux de Gruner et de Grolmann ; mis en vigueur pendant la période de Flottwell et conservé pieusement dans la tradition prussienne par Bismarck, il a été repris par les hakatistes d'aujourd'hui.

bon gré mal gré, s'attarder un certain temps au système expectatif; il n'abandonnait pas ses projets, mais les ajournait à un moment où un événement à Pétersbourg, qui ne pouvait pas manquer de se produire assez vite, lui permettrait de reprendre impunément une politique plus active. En attendant, tout en s'appliquant à ne pas froisser l'orgueil national polonais, il était parfaitement possible, à condition d'y apporter quelque tact, de commencer la conquête morale et de préparer par une série de mesures, d'abord comme imperceptibles à la majorité des habitants, la transformation radicale que l'on désirait.

On ne faisait encore ainsi que suivre l'exemple donné par Frédéric II qui, après le partage de 1772, ordonnait à Brenkenhoff, lors de la première occupation prussienne, d'avancer les poteaux frontières avec adresse et d'une façon insensible (1).

L'histoire détaillée de la domination prussienne dans le Grand-Duché nous a permis de suivre l'exécution conséquent et continue de ce plan d'envahissement sournois et d'usurpations hypocrites qui visait à ruiner sans éclat et sans scandale les quelques garanties qui avaient été accordées aux habitants. C'est une sorte de travail d'érosion qui use peu à peu les clauses protectrices du traité de 1815.

Le travail fut si insidieusement mené que les puissances étrangères, même si elles en avaient eu la volonté, auraient trouvé difficilement matière à des réclamations diplomatiques. Mais il n'échappa pas à l'attention des intéressés, et, à mesure que cette politique se dessine plus

(1) *Die Grenzpfähle unmerklich weiter rücken*, J. D. T. Preuss, Friedrich der Grosse, IV Band, p. 52; Berlin, 1884.

nettement, le patriotisme polonais se réveille : à défaut de l'indépendance politique qu'il serait vain d'espérer dans les conditions actuelles, il s'efforce au moins de sauver sa nationalité contre l'emprise étrangère.

Au début, il s'est courbé devant une fatalité inéluctable et les garanties qu'il a reçues lui ont facilité la résignation. On espère que l'ordre rétabli dans le pays épuisé par les guerres va donner au peuple une nouvelle force en lui assurant la sécurité. Les immigrés allemands ne sont pas encore considérés comme un danger national : leur nombre, jusqu'alors relativement restreint, pourra diminuer, pense-t-on, grâce à la force assimilatrice du pays ; — leurs relations avec les indigènes n'ont pas à cette époque le caractère d'hostilité qu'elles revêtiront plus tard.

Les Polonais croient que la volonté souveraine sera interprétée par des administrateurs, sinon bienveillants, du moins justes et sensés, et ces sentiments de confiance et d'espoir sont entretenus par le choix des fonctionnaires à qui l'on remet d'abord l'administration du Grand-Duché. Le Président supérieur, Zerboni di Sposetti, dont l'attitude antérieure dans la Prusse Méridionale a laissé des souvenirs très favorables, est accueilli avec sympathie.

On a foi, malgré sa parenté avec les Hohenzollern, dans le patriotisme du Prince Radziwill, dont on sait qu'à Berlin la maison est ouverte à ses compatriotes, même à ceux qui sont mal en cour (1). Il a donné des gages répétés de son attachement à la Prusse (2), mais on se plaît

(1) Ainsi le général Umiński et Wojczyński, Dr Kurt Schottmüller, *Der Polenaufstand*, p. 4.

(2) Dans un mémoire de 1807, il avait conseillé à Frédéric-Guillaume III de prendre le titre de roi polonais et de s'attacher ainsi la nation,

à croire que, s'il a toujours poursuivi le rattachement de la Pologne à l'Allemagne, c'est par dévouement aux intérêts de son pays, et les lamentables résultats de l'aventure napoléonienne paraissent justifier ses prévisions. Il est permis de supposer que le roi se souviendra de sa fidélité éprouvée et tiendra compte de son intervention en faveur de ses compatriotes. Sans doute le rôle qu'on lui assigne à Poznań n'est guère que représentatif, mais le caractère de ses relations intimes avec la cour de Berlin n'en constitue pas moins comme un lien direct entre la patrie et le souverain.

De fait, le nouveau gouverneur-général paraît avoir eu quelques-unes des qualités nécessaires pour faciliter la réconciliation et pour produire l'apaisement, si la cour prussienne les avait véritablement désirés. « Sa bonhomie enjouée, nous dit la femme du Ministre Bernstorff, qui avait eu l'occasion de le voir souvent pendant le congrès de Vienne (1), sa candeur allemande, son adresse et sa grâce polonaise s'harmonisaient d'une façon si agréable que toute sa manière d'être plaisait dans le grand monde ; elle devait être ravissante dans l'intimité. » Des témoins assez différents confirment en somme cette opinion favorable : « Très digne, écrit Natzmer (2), plein d'esprit, avec des dispositions artistiques, il résumait dans sa personne l'élément chevaleresque, poétique, noble, tout ce qu'on trouve chez un gentilhomme polonais ; une belle

pour se servir d'elle contre les Français ; en 1813, il avait essayé à Cracovie de persuader Joseph Poniatowski de trahir la cause napoléonienne et d'embrasser celle des alliés. Journal historique trimestriel, XXIV.

(1) Gräfin Elisa v. Bernstorff, *Ein Bild aus der Zeit*, p. 163, Berlin, 1899.

(2) v. Natzmer, *Kaiser Wilhelm I, die Princess Elise und die Kaiserin Augusta*, p. 9, 10; Berlin, 1890.

âme dans un beau corps, de l'esprit, du tempérament, de la bonté... Possédant une instruction sérieuse, remarquablement doué pour la musique, le prince jouait du violoncelle, chantait et composait en maître. Goethe a dit de lui que c'était le premier troubadour qu'il eût vu. Mécène des jeunes talents, il exerçait une franche hospitalité et secondait d'une main généreuse quiconque en avait besoin. Les premiers artistes recherchaient ses conseils. »

Les Polonais ne pouvaient pas juger avec moins de sympathie le brillant gentilhomme, l'artiste délicat, qui incarnait avec éclat quelques-unes des qualités les plus séduisantes de la race. C'est en grande partie sous son influence que les relations des vainqueurs et des vaincus furent au début assez faciles, et les quelques incidents fâcheux que nous signalent les mémoires contemporains ne sont pas imputables aux indigènes.

Courte idylle, sans lendemain ! Quelque bonne volonté d'espérance que témoignassent les Polonais, l'attitude de l'administration les tira bientôt de leur quiétude.

Une circulaire avait fixé la formule du serment que doivent prêter les fonctionnaires du Grand-Duché, et elle indiquait nettement la situation distincte de la province : « Je reconnais le roi prussien pour souverain unique et légitime de ce pays et de cette partie de la Pologne, ma patrie, qui est échue au roi de Prusse en vertu du traité de Vienne, et je m'engage à la défendre au prix de mon sang contre toute violence et oppression, envers et contre tous, en quelque circonstance que ce soit. » Ce serment imprimé, envoyé par Zerboni à 400 fonctionnaires qui l'ont signé, est retiré par Hardenberg sur le conseil de Schönermarck ; Manteuffel à la diète de 1849 en niera l'existence (1).

(1) Cette question a provoqué des discussions passionnées. Voir

En 1815, des armoiries spéciales avaient été octroyées au Grand-Duché ; elles sont supprimées par une ordonnance du ministère des finances du 1^{er} juillet 1816. Le Président supérieur proteste contre cet édit auprès du chancelier le 30 septembre ; sur les représentations de Hardenberg, qui blâme la précipitation de son collègue, l'ordonnance est retirée (1) et l'on rétablit, partout où on l'avait supprimé, l'écusson cramoisi spécial du Grand-Duché, avec l'aigle prussien portant sur sa poitrine l'aigle blanc (2). Le triomphe de Hardenberg n'est pas de longue durée, et, si l'on n'ose pas interdire complètement les armes polonaises, on en limite rigoureusement l'emploi : un règlement du 9 janvier 1817, inséré au *Journal officiel*, stipule que le sceau avec les armoiries du Grand-Duché sera rigoureusement réservé au Statthalter, aux Régences et à la Cour d'appel de Poznań.

Rien de ce qui peut rappeler l'indépendance passée n'échappe à l'attention de la bureaucratie. Elle impose la modification du costume traditionnel que portaient les propriétaires fonciers, de manière à les assimiler aux uniformes prussiens.

Pour détourner les esprits de ses véritables desseins, le ministère entame des négociations ostentatoires avec le général Kosiński, à qui il se propose, dit-il, de confier le

dans le *Przegląd Poznański*, 1850, p. 160, les procès-verbaux de la commission nommée, à la suite d'une interpellation dans la diète prussienne de 1849, pour étudier la condition du Grand-Duché de Posen.

(1) Réponse de Hardenberg au Président (24 oct.) : il n'approuve nullement le décret (Keineswegs billige). V. Laubert, *Eine heitere Episode aus dem deutsch-polnischen Nationalstreit*, p. 73, *Hist. Monatsblätter*, 1907.

(2) V. sur le titre de ce volume la reproduction de cet écusson.

commandement d'un corps national ; une longue et ample correspondance s'engage, naturellement sans résultat, jusqu'au moment où le général s'aperçoit du rôle d'appeau qu'on lui fait jouer, et à bout de patience sollicite sa démission (1).

Il importait cependant de ne pas laisser gagner de terrain aux influences moscovites que l'on redoutait et que l'on surveillait. Le grand-duc Constantin venait, avec l'autorisation de son frère, d'épouser une jeune polonaise, Jeanne Grudzińska, et ce mariage avait eu grand retentissement dans tout le pays. Il se trouva heureusement à ce moment, — les cœurs des princes ont de ces à-propos, — que le prince Guillaume, le second fils du roi, était amoureux de la fille du prince Radziwiłł. Frédéric-Guillaume III, qui avait d'ailleurs ses raisons pour ne pas être insensible aux exigences de la passion, ne parut pas condamner sans appel le choix de son fils. En 1820, par une dérogation à l'étiquette qui n'était pas involontaire et qui ne passa pas inaperçue, la jeune princesse Elisa Radziwiłł fut confirmée dans la chapelle royale (2), exclusivement réservée aux solennités concernant les membres de la famille régnante.

Ne risquait-on pas cependant, en allant plus loin, de mécontenter le Tsar ? — Frédéric-Guillaume, pour obtenir l'approbation d'Alexandre, lui fit proposer par Nicolas d'adopter la princesse Elisa, en lui conférant ainsi l'éga-

(1) Peut-être l'idée de constituer un corps polonais distinct, — qui n'eut d'ailleurs jamais en réalité d'avenir, — fut-elle plus vite écartée par crainte de déplaire au gouvernement russe qui s'en montrait très ému — Boudiet jemou tieplo — Il lui en cuira, — avait dit le grand-duc Constantin en apprenant que Kosiński acceptait les propositions de Frédéric-Guillaume.

(2) Osvald Baer, *Princess Elisa Radziwiłł*, p. 9. Berlin, 1908.

lité de naissance qui rendrait l'union régulière. La Cour de Pétersbourg repoussa aimablement cette combinaison bizarre et d'ailleurs, depuis que les dispositions d'Alexandre vis-à-vis des Polonais s'étaient visiblement modifiées et que la lune de miel de 1816 avait fait place à des soupçons et à des récriminations, le vieux souverain ne tenait plus beaucoup à cette alliance. Le prince Guillaume, après quelques façons, s'en consola.

Du moins, jusqu'alors évitait-on les actes trop décisifs. On pourrait dire sans exagérer que la Russie, si dure pour les Polonais qu'elle gouverne, les protège dès qu'ils ne sont plus sous sa férule. Pendant ces premières années l'ombre du Tsar arrêta encore et contenait les partisans d'un régime impitoyable, les inventeurs de l'Ausrottung. C'est ainsi dans l'idée de ne pas favoriser involontairement les désirs d'Alexandre, que l'on respecte en partie l'organisation judiciaire établie par Napoléon, que l'on conserve aussi l'institution des juges de paix et la procédure d'enquête. Les présidents des Landgerichte, dont les charges n'étaient d'ailleurs guère que nominales, sont choisis parmi les Polonais ; mais ce sont des Allemands qui sont directeurs des tribunaux et on leur réserve toute l'autorité réelle. Nous avons sur ce point une sorte d'aveu de Schönermarck, dans l'article amphigourique qu'il publia à propos de la nomination de Mikowski à la présidence du tribunal (1) : « Des arrêtés précis vont régler les rapports officiels des présidents et des directeurs de Landgerichte d'une manière honorable pour les deux fonctions. Dès lors, la surveillance de la juridiction et des fonctionnaires leur incombe mutuellement ; donnez donc, Messieurs, le bon exemple à vos su-

(1) *Gazette du Grand-Duché*, n° 19, 5 mars 1819.

bordonnés. » — Evidemment Schönermarck se préoccupe de ménager les Polonais sans rien abandonner des intentions de l'administration supérieure. Il veut à la fois respecter la promesse du souverain et laisser la porte ouverte aux empiètements futurs. Il n'est animé personnellement d'aucun sentiment hostile et il vante à l'occasion les anciens fonctionnaires, leur attitude et leur zèle (1) ; mais il n'entend pas que ses politesses de parade engagent l'avenir.

Dans tous les domaines de la vie publique c'est la même réserve prudente, la même bonne grâce officielle qui se propose de désarmer les résistances et de préparer les agressions futures. La propagande germanique se dissimule : dans les discours prononcés lors de l'ouverture du gymnase de Poznan, en 1817, on fait une place au polonais à côté de l'allemand et du latin (2).

On flatte et on caresse le clergé catholique. Il n'était pas mal disposé, assez irrité contre Napoléon dont la main s'était à plusieurs reprises assez durement abattue sur lui. Tout de suite il s'était appliqué à s'insinuer dans les bonnes grâces du nouveau maître. La lettre pastorale où Raczyński annonçait à ses ouailles le retour du pays sous la domination prussienne parlait de la miséricorde de Dieu et il faisait aussitôt célébrer des offices en l'honneur du souverain (3). Le 3 août 1815, lors de la cérémonie solennelle de l'hommage, le chanoine Kawiecki célébrait « l'heureux décret de la Providence, qui remettait le sort de la nation entre les mains d'un descendant des Jagellons,

(1) N° 22 de la *Gazette du Grand Duché*, 1817.

(2) N° 72 de la *Gazette du Grand-Duché*, 1817.

(3) N° 59 de la *Gazette du Grand-Duché*, 14 juillet 1815.

d'un roi qui n'avait pas hésité à choisir pour son représentant un prince cher au pays par son origine » (1).

La Prusse trouvait dans Raczyński un allié docile et utile contre les prétentions russes. Dans l'affaire de la primatie, contrairement à l'opinion du cardinal Consalvi et au bref pontifical, « Justibus gravibusque causis », l'archevêque s'opposait à ce que l'on transférât dans la Pologne russe la suprême dignité ecclésiastique (2). En présence de l'inutilité de ses efforts pour conserver au trône archiepiscopal de Gniezno et de Poznań son ancienne primauté, il alla jusqu'à résigner sa dignité et se retira à Rome, chez les Jésuites.

Berlin se montrait disposé à rémunérer ces services : l'ordre du cabinet du 4 décembre 1815 libérait les ecclésiastiques de toutes les charges imposées par les événements de la guerre et leur rendait intégralement les revenus dont ils avaient joui jadis dans la Prusse Méridionale.

Dès ces premières années cependant, les froissements ne manquent pas. Le clergé de la Régence de Bydgoszcz est sommé de payer dans la semaine les impôts qui avaient été établis par les autorités du Grand-Duché de Varsovie et qui étaient en souffrance depuis le 1^{er} juin 1815. L'archevêque est obligé de s'entremettre (6 septembre 1816) (3) et il obtient de Zerboni di Sposetti que la contrainte dont le clergé de Bydgoszcz est menacé sera suspendue jusqu'à ce qu'on ait reçu de nouveaux ordres de Berlin.

(1) N° 63 de la *Gazette du Grand-Duché*, p. 863.

(2) Askenazy, *Deux siècles*, p. 273.

(3) Archives archiepiscopales de Poznań. *Correspondance avec les autorités du Grand-Duché*, vol. I, n° 8. *Generalia*, vol. III, Let. D, n° 175.

Les fonctionnaires de la province de Bydgoszcz paraissent d'ailleurs avoir été d'humeur particulièrement tracassière dans leurs rapports avec l'Eglise. Tout leur est matière à chicane. Ils attaquent la validité de la profession religieuse de quelques nouveaux moines, qui cependant, ainsi que le font remarquer les supérieurs ecclésiastiques, date du 11 mai 1815, c'est-à-dire est antérieure au règlement du 16 septembre 1815 qui a établi le régime de l'autorisation préalable (1). L'année suivante, ils s'émouvent du zèle de propagande des prêtres, et, dans une note très aigre (2), ils blâment « leur insistance répréhensible et coupable pour la conversion des mineurs et des malades à toute extrémité » ; ils flétrissent les enterrements solennels qu'organisent les catholiques à ces occasions et « les triomphes antichrétiens qui sont pour les protestants des spectacles désagréables. De tels cas se sont produits dans la ville même. Cette ardeur fanatique de conversion est inconciliable avec la législation prussienne et ne pourrait pas être plus longtemps tolérée ». Aussi le Président supérieur va-t-il traduire en justice tout prêtre qui se sera laissé entraîner à des fautes analogues. — Y avait-il eu vraiment des abus individuels du côté catholique ? Ce n'est pas sans doute impossible, mais c'est tout de même assez invraisemblable, parce que nous ne trouvons guère trace à cette époque de fanatisme religieux. Du moins, les actes officiels ne rapportent aucun fait précis, ne donnent aucune indication nominative. Ne l'auraient-ils pas fait s'il y avait eu vraiment des actes de pression et, en l'absence de preuves directes, n'a-t-on pas le droit de voir dans ces colères une

(1) Archives du consistoire de Poznań. *Generalia*, vol. III, n° 175, Let. D.

(2) Archives archiépiscopales de Poznań. *Generalia*, vol. III, n° 175.

manœuvre de l'autorité qui cherche à rejeter les torts sur ses adversaires ?

C'est que le protestantisme est la religion officielle et il faut, à tout prix, par tous les moyens, dans tous les domaines, assurer la prépondérance de l'élément germain. Le règlement du 9 février 1817 viole déjà nettement les promesses qui avaient garanti aux Polonais le libre usage de leur langue, en décrétant que l'allemand sera seul admis dans les rapports des tribunaux avec les autorités judiciaires supérieures. Ce qui est plus grave, l'allemand devient la langue obligatoire dans tout procès où une des deux parties le connaît. En principe, on ne conteste pas l'égalité des deux idiomes et ils pourront être employés « ze względu na strony », — en ayant égard aux parties. — Seulement l'expression allemande est singulièrement plus vague : Nach dem Bedürfnisse der Parteien, suivant le besoin des parties (1).

Qui sera juge de ce besoin des parties ? Naturellement le tribunal. Certains magistrats, particulièrement dans la régence de Bydgoszcz, en arrivent à n'admettre presque exclusivement que l'allemand ; c'est à peine s'ils consentent à interroger en polonais l'inculpé qui ne sait pas d'autre langue. C'est en allemand qu'est rédigée la correspondance du gouvernement avec les autorités judiciaires.

C'est en allemand aussi qu'il s'adressa aux prêtres des paroisses. Beaucoup d'entre eux ne comprenaient pas les instructions qu'ils recevaient ainsi, et ce fut une cause perpétuelle de malentendus et de conflits.

Naturellement, c'étaient les jeunes générations qu'il importait avant tout de conquérir : l'attention particulière du gouvernement s'applique à l'instruction publique.

(1) Askenazy, *Les deux siècles*, p. 279.

Qu'avait-on promis aux habitants ? De leur permettre de faire élever leurs enfants dans leur propre langue. Mais il ne pouvait être question de permettre aux Polonais d'entendre leur nationalité au détriment des Allemands. Il fallait donc commencer par établir avec précision les paroisses où dominaient les éléments germaniques. Personne n'ignore cependant les merveilleux résultats que peut donner la statistique, quand on sait s'en servir. Très vite ainsi, l'administration arrive à réduire dans les plus étranges proportions les groupes de population qui ont droit à l'enseignement polonais.

Et est-il possible que, dans un Etat allemand, tous les enfants ne soient pas mis à même d'apprendre la langue de la majorité ? L'allemand devient ainsi la langue de l'enseignement dans les écoles primaires. Il fallait pour cela des instituteurs qui maniassent les deux langues : on n'en trouve guère et on s'en console facilement. On nomme donc des maîtres qui savent mal ou pas du tout le polonais, de sorte que la langue nationale est complètement sacrifiée (1). On choisit les maîtres non seulement parmi les Allemands du pays, mais on en fait venir des anciennes provinces (2).

(1) Askenazy, *La Pologne et la Russie*, p. 151-152.

(2) Que ce système ne fût guère favorable au progrès des élèves, qui ne comprenaient pas leur maître, le gouvernement n'en avait cure ; il se conformait d'ailleurs en cela aux traditions de Frédéric II. Brenkenhoff lui avait conseillé d'employer comme instituteurs dans les campagnes des sous-officiers et des soldats congédiés de quelque mérite. L'avis avait paru bon au roi qui, le 31 juillet 1779, demandait au général Schulenburg une liste des invalides à qui l'on confierait ces postes ; la direction des affaires spirituelles en reçut une avec 74 noms. « Es war ein trauriger Schlag für die Landschulen », s'écrie

Toutes les faveurs furent réservées aux écoles protestantes fréquentées par des Allemands ; on leur attribua les fonds provenant de la sécularisation des couvents les plus richement dotés, de sorte que leur nombre, par rapport aux écoles catholiques, finit par être presque en proportion inverse des chiffres respectifs de la population.

Dans l'instruction secondaire, le gouvernement supprime les dernières écoles nationales. L'institution des Pères Piaristes de Rydzyna jouissait d'une ancienne et légitime renommée ; elle est transportée à Leszno, et, comme les immigrés y étaient nombreux, on substitue, dans l'enseignement, l'allemand au polonais. Les séminaires de Poznań et de Gniezno qui disposaient de revenus indépendants suffisants pour assurer leur existence étaient soumis uniquement à l'autorité épiscopale. Ils doivent désormais obtenir l'approbation du gouvernement pour nommer les professeurs. Dans le gymnase polonais à Poznań, on installe des professeurs allemands, qui ne connaissent pas la langue de leurs élèves. L'administration supérieure trouve un auxiliaire précieux dans le « conseiller d'études » Jacob, qui exerce une autorité sans contrôle. Sans tenir compte de l'avis de ses collègues polonais, il remplace dans le corps enseignant leurs compatriotes par ses créatures, instruments faméliques dont le zèle germanisateur se doublait d'une reconnaissance servile. On crée dans le gymnase des classes parallèles, et, dans les cours supérieurs, l'allemand devient la langue exclusive de l'enseignement. On préparait ainsi les étudiants qui devaient ensuite, espérait-on, achever dans les universités de Königsberg ou de Breslau de se pénétrer des

l'historien Preuss dans son histoire de *Frédéric le Grand*, vol. III, p. 116, publié à Berlin, 1833.

influences germaniques et devenir des sujets dociles et loyaux.

Les travaux d'approche avaient été ainsi bien conduits , avec autant de persévérance que d'hypocrisie ; et tout était prêt pour profiter des conditions favorables, dès qu'elles se présenteraient. L'attente ne fut pas longue et les circonstances permirent bientôt au gouvernement de rompre avec le système de ménagements relatifs qu'il avait été d'abord forcé d'adopter et de donner libre cours à sa politique polonophobe.

Un souffle de réaction courait sur l'Europe entière et le libéralisme de tête d'Alexandre ne résistait pas aux représentations pusillanimes qui l'assaillaient de tous côtés. La sourde agitation qu'il sentait autour de lui dans son empire et qui avait profondément atteint le corps d'officiers russes, lui inspirait de sérieuses inquiétudes et le disposait à écouter docilement les conseils de Metternich. Il doutait de son œuvre et renonçait à en poursuivre l'exécution. Les Polonais du Royaume, déçus dans leurs espérances, commençaient à se détourner de la Russie. Leur sort n'était décidément plus assez enviable pour exercer une invincible attraction sur les Slaves du Grand-Duché. En même temps, à Berlin, les derniers représentants de la politique libérale étaient écartés des affaires : Hardenberg, dont l'influence était depuis longtemps battue en brèche, laissait le pouvoir aux hommes qui exécutaient docilement le mot d'ordre venu de Vienne. Le souverain, timoré et fatigué, oubliait ses promesses les plus solennelles. Quand il ne tenait pas la parole qu'il avait donnée à ses sujets allemands, comment aurait-il mieux traité des rebelles dont il n'avait pas oublié la défection !

Désormais les adversaires des Polonais ont les mains

libres et les mesures de germanisation se multiplient. Même les mélodies nationales, chantées traditionnellement par les gardiens de nuit, ne trouvent pas grâce devant l'esprit tracassier des règlements. Les sages conseils donnés autrefois par de Royer Luehnes sont méconnus par des fonctionnaires impatients d'arriver au plus vite à la transformation du pays. Il suffit de parcourir l'histoire du théâtre polonais au Grand-Duché, pour voir avec quel crescendo on suscite des difficultés pour empêcher les représentations les plus anodines. Tout prétexte semble bon pour chicaner les artistes polonais ; on interdit comme criminel (*frevelhaft*) un opéra populaire, *Krakowiaki*, — si innocent en réalité qu'il avait été joué souvent dans la Prusse Méridionale et qu'il n'inquiétait même pas la vigilance de Nowosiltzow.

Les officiers prussiens, bien que la part directe qui revient à leur courage dans la nouvelle conquête du Grand-Duché soit des plus minimes, étalent une morgue insolente, et leur sotte jactance, dont ils font profession même dans les salons de la princesse Louise Radziwiłł, rend si difficiles et si pénibles les relations mondaines que la famille du lieutenant général, pour éviter tous ces désagréments, prend le parti de vivre le plus possible loin de Poznań. Les deux sociétés qui se rencontraient au début dans le palais du prince perdent ainsi tout contact. Les fonctionnaires, que leur morgue rend peu sympathiques, deviennent de plus en plus odieux à des administrés dont ils blessent toutes les sympathies, dont ils violent tous les droits. Le contraste des deux peuples, que tout sépare, les habitudes, les souvenirs, les goûts, le caractère, rendait déjà les rapports très difficiles ; les vainqueurs prennent à tâche d'exaspérer les ressentiments. Jadis les fonctions publiques

étaient aux mains d'une noblesse généreuse, hospitalière, qui avait fait son éducation à Versailles. Elles sont désormais entre les mains de bureaucrates hargneux, dont les habitudes sont sordides et les manières rebutantes, qui représentent de la manière la moins séduisante un pouvoir déjà subi sans plaisir.

Naturellement l'opposition la plus active, la plus redoutable aussi, se rencontrait dans les rangs de cette noblesse ainsi dépossédée, et c'est elle que dénonçait avec une acrimonie particulière le général Grolmann, dans son mémoire sur la germanisation :

« On trouve, écrivait-il (1), dans le Grand-Duché, quelques centaines de propriétaires fonciers nobles qui, avec leurs cousins (szlachcice), leurs serviteurs, les wojts, représentent un clan de quelques milliers de têtes. C'est là le mauvais tronc de la province. Il est essentiel de les éloigner, car des générations entières s'écouleraient encore avant que leur nature polonaise se transformât en nature humaine. » Avec plus ou moins d'âpreté, ces sentiments bienveillants animaient tous les administrateurs, et les Polonais ne pouvaient pas ne pas s'en apercevoir. Comment s'étonner qu'ils aient été mis en défiance et qu'ils se soient placés sur la défensive ?

Pendant quelque temps, ces haines latentes furent contenues par la présence de Zerboni di Sposetti, qui ne partageait pas les préjugés et les haines de la plupart de ses subordonnés. Quand il disparut, la Posnanie se trouva à la merci d'une bureaucratie détestée. Le prince Radziwill n'avait ni la ténacité, ni le courage, ni l'activité qui eussent été nécessaires pour défendre ses compatriotes (2).

(1) E. v. Conrady, *Leben und Wirken Karls v. Grolman*, t. III, p. 277.

(2) V. p. 179, n. 2. — Lettre à Hardenberg écrite de Poznań le 9 juil-

Comme il n'avait pas vis-à-vis de ses concitoyens le sentiment de remplir tout son devoir, il s'absente de plus en plus de la province et les germanisateurs profitent de la liberté qu'il leur laisse ainsi.

Le nouveau président supérieur, Baumann, avait été jadis président de la régence de Königsberg, et il avait servi dans l'administration de la Prusse Méridionale ; il n'avait peut-être pas de sentiments particulièrement hostiles pour les Polonais ; mais c'était un simple fonctionnaire, incapable de s'élever à des conceptions générales et qui croyait remplir tout son devoir en travaillant de son mieux à l'unification de l'Etat. Les désirs de la population lui étaient absolument indifférents et il ne tenait pas à mériter sa sympathie. Il eût été sans doute assez étonné si on l'eût accusé d'injustice, mais il interprétait les traités dans un sens judaïque, et sa conscience était en repos pourvu que les termes des règlements ne fussent pas trop outrageusement violés.

Avec cet entêtement paisible, cette patience méthodique, qui sont une des forces de la Prusse, il s'appliqua ainsi à évincer peu à peu l'élément indigène de toute la hiérarchie administrative. On remplit d'Allemands les tribunaux ; on choisit même parmi les Allemands les juges et les assesseurs des tribunaux de paix, qui étaient cependant en contact perpétuel avec les paysans qui ne savaient que le polonais. Un règlement ministériel du 14 août 1827 décida que l'on ne nommerait instituteurs et organistes que les candidats qui prouveraient leur connaissance de l'allemand ; les prêtres qui ne sauraient pas l'allemand ne pourraient pas être pourvus de cures.

Les plus optimistes, les plus résignés se virent ainsi forcés de reconnaître le but vers lequel tendait le gouvernement. Ce qu'il poursuivait, ce n'était pas l'esprit d'opposition et de révolte : il serait impossible d'en trouver alors la moindre trace. Il engageait la lutte contre la nationalité même ; il ne lui suffisait pas d'avoir conquis la Posnanie, il voulait la supprimer, la réduire au même niveau que les autres parties de la monarchie.

Telle était cependant la fatigue générale, et si défavorables aussi étaient les conditions de la politique européenne qu'ils cherchèrent encore un moment à se faire illusion ! C'est ainsi qu'ils rattachèrent leurs espoirs chancelants à la Diète provinciale qui fut instituée à ce moment. Elle leur permettrait d'exposer leurs griefs, de faire arriver leurs plaintes jusqu'au souverain.

Sans doute, le régime électoral avait été adroitement calculé de manière à favoriser les immigrés ; n'étaient électeurs que les habitants qui possédaient déjà depuis assez longtemps une propriété importante : c'était éliminer la classe presque entière des paysans, la plus nombreuse, la moins pénétrée aussi par les éléments étrangers. Malgré tout, on ne doutait pas que l'Assemblée se fit l'interprète des sentiments unanimes de la population. On avait confiance dans le roi, d'autant plus qu'on se sentait libre de tout reproche vis-à-vis de lui. Dans diverses circonstances, on lui avait témoigné non seulement un loyalisme sincère, mais même un véritable sentiment d'affection.

Les Polonais avaient donné des gages indéniables de leur esprit de soumission. Sans murmurer, ils avaient accepté les impôts nouveaux et la conscription obligatoire, lourde charge pourtant pour une province qui avait été ruinée par de longues années de guerre et qui ne se remet-

lait que lentement de ses horribles souffrances ! En retour de tous ces sacrifices, que demandaient-ils ? La justice, le respect des promesses solennellement répétées et des engagements garantis par des traités internationaux. Comment admettre que le souverain pût ne pas écouter de si légitimes et de si modestes revendications !

La Diète présenta ses vœux et ses plaintes sous la forme la plus modérée ; elle s'attacha à éviter tout ce qui aurait pu paraître une inconvenance et aurait risqué de froisser le souverain. La réponse du roi n'arriva qu'au bout d'un an. Aimable dans les termes, elle écartait cependant les revendications les plus importantes ; les concessions mêmes qu'elle semblait promettre étaient si vagues, certaines des restrictions si obscures qu'elles permettaient toutes les interprétations et justifiaient toutes les défiances. Surtout le souverain laissait le soin d'exécuter ses volontés aux autorités locales, c'est-à-dire aux bureaucrates dont on lui dénonçait les envahissements et les abus de pouvoir.

Le résultat, facile à prévoir, c'est que rien ne fut changé dans le système. Frédéric-Guillaume III avait exprimé le regret que les Polonais ne montrassent pas plus d'empressement à entrer dans les services publics. Mais il entendait naturellement qu'ils commençassent par oublier leur nationalité, et les règlements officiels visaient à empêcher une trop grande affluence de jeunes gens vers les carrières gouvernementales.

Dans le domaine de l'instruction publique, le plus important, celui où les susceptibilités nationales étaient naturellement le plus en éveil, l'administration provinciale conservait une autorité absolue. Les réclamations des diètes ultérieures nous montrent comment elle en usa,

Dans de pareilles conditions, alors qu'on ne tenait même pas compte des textes les plus précis, il était un peu puéril et il était dans tous les cas certainement vain, d'espérer obtenir quelques concessions nouvelles, pour lesquelles on n'avait pas à invoquer de convention solennelle. Le prince Sułkowski, que l'on avait chargé de plaider auprès du roi la cause du Grand-Duché, fut inondé d'eau bénite de cour, mais revint les mains vides.

La bureaucratie, qui avait été quelque peu émue par la nouvelle de la réunion d'une assemblée élue, fut vite rassurée, quand elle connut les résultats de ses requêtes. Elle se remit à l'œuvre avec plus d'entrain que jamais, et les deux années qui s'écoulèrent jusqu'à la convocation de la seconde diète, furent marquées par un redoublement d'usurpations.

Désormais le programme est nettement formulé et appliqué sans ménagement. Le but fixé, c'est la germanisation du pays ; le moment est venu de réaliser les idées de Gruner, et toutes les mesures sont combinées dans ce sens. On propose de transporter à Breslau le grand séminaire de Poznań, pour que les futurs prêtres s'y pénètrent de l'esprit prussien (1), et l'on n'y renonce qu'en présence de la résistance énergique de l'autorité épiscopale.

(1) Naturellement, le gouvernement n'avoue pas nettement ses intentions : il s'agit seulement d'assurer un recrutement suffisant de prêtres qui connaissent les deux langues. — V. au sujet de ce projet, qui a été contesté, la lettre de Flottwell à l'archevêque Dunin, en allemand, 1^{er} sept. 1831. — « Je dois vous rappeler la lettre du 6 mai 1829, n° 435, dans laquelle mon prédécesseur vous informait qu'il avait plu à S. M. le roi de faire savoir : qu'on doit employer n'importe quel moyen pour attirer un nombre suffisant de candidats aux fonctions sacerdotales, en possession d'une connaissance satisfaisante des langues polonaise et allemande. » *Les archives de la chancellerie archi-épiscopale à Poznań*, rép. 72, P.

Malgré les termes formels de la réponse faite par le roi à la diète en 1828, le ministre, par une note du 28 avril 1829 (1), adresse un blâme au doyen du chapitre Przyłuski (2), qui a eu « l'inconvenance » de lui adresser le 2 mars un compte rendu, rédigé en polonais et relatif aux conférences du professeur Theiner à Breslau. « Quoique, continue la remontrance ministérielle, l'emploi du polonais soit autorisé par la loi, cependant, dans les rapports directs des autorités ecclésiastiques, archiépiscopales ou autres, avec le gouvernement et spécialement avec le ministre des cultes, il ne doit pas se produire. Le clergé, dans ce cas, doit se servir de la langue allemande. Tout au plus peut-il être autorisé, dans les sujets d'ordre technique, où il pourrait trouver trop de difficulté à se faire comprendre parfaitement en allemand, à joindre au rapport allemand un « Pro memoria » en langue latine (3).

Les archives archiépiscopales jettent ainsi une lumière crue sur les procédés et les intentions du gouvernement et l'on s'explique que les archives officielles soient si rigoureusement fermées à tous les travailleurs dont le dévouement n'est pas garanti. Le cabinet tenait à sauvegarder les apparences; aussi ne publiait-il pas dans la « Gesetzsammlung » les rescrits en opposition trop criante (4) avec les promesses royales de 1815 et celles, plus récentes, de 1828. Mais il était sûr des administrations locales, et il leur laissait les rênes sur le dos. Quels que fussent leurs

(1) *Les archives de la chancellerie archiépiscopale à Poznań*, rép. n° 72, P., n° 177.

(2) Archevêque après la mort de Dunin.

(3) Ecrit en allemand.

(4) Le décret du 14 août 1827 n'a jamais paru dans la « Gesetzsammlung », ni dans les *Amtsblätter* de 1827.

empiètements, les fonctionnaires étaient assurés d'une complaisance à toute épreuve.

Chaque année arrivent de nouveaux immigrés qui, surnoisement ou de vive force, dans les écoles, dans les fonctions administratives, dans les tribunaux, éliminent l'élément indigène. La seconde diète signale l'invasion des cours judiciaires par ces étrangers, qui ne connaissent pas les lois et la tradition du pays, en ignorent la langue et ne présentent aucune des garanties que les habitants ont le droit d'exiger (1).

Les séances de la deuxième diète nous donnent une image assez exacte de la situation réciproque de la Prusse et des Polonais au bout de quinze ans de domination. Comme dans la précédente assemblée, Baumann, le Président supérieur, fut commissaire royal et le prince Sułkowski maréchal.

Sułkowski, dans son discours d'ouverture, commença par se louer de l'établissement de la Diète qui permettait aux sujets d'apporter aux pieds du trône tous leurs vœux et leurs désirs. Que souhaitaient les Polonais ?—Que la langue polonaise ne fût pas menacée et que les fonctions publiques ne fussent pas systématiquement interdites à leurs compatriotes. « Nous sommes, ajoutait-il, des sujets fidèles

(1) Que nous n'exagérons pas, nous en avons la preuve dans l'exposé général de Frankenberg, le successeur de Schönermark (29 janv. 1838) : « Je trouvai en 1832, dit-il, des désordres incroyables dans les affaires, des retards (*Verschleppungen*) sans bornes, l'intégrité des juges compromise et l'ignorance chez beaucoup d'employés. Le niveau moral et intellectuel d'une grande partie des juges se trouve abaissé, faute d'une surveillance suffisante. L'administration judiciaire dans les instances inférieures avait un caractère arbitraire. »

Karl Martell, *Gerichtsorganisation für die Provinz Posen*, p. 85, XVIII *Jahrbuch Zeitschrift der histor. Gesellschaft*. Posen, 1903.

qui accomplissent leur devoir. Il faudrait donc aussi que les fonctionnaires n'oubliassent pas ce à quoi nous sommes en droit de nous attendre, et au sujet de quoi nous ne saurions jamais être ni ne resterions à nulle époque indifférents. »

Les paroles du maréchal, modérées et courtoises dans la forme, indiquaient cependant avec une clarté suffisante l'irritation croissante et marquaient un changement profond dans l'attitude de l'assemblée. Après Sulkowski, divers orateurs dénoncèrent la suppression de la langue polonaise dans les tribunaux. Le colonel André Niegolewski (1) se plaignit du dommage qui résultait pour lui de l'interdiction de se défendre en polonais, bien que la partie adverse connût cette langue, et qu'il pût ainsi invoquer le bénéfice du règlement du 9 février 1817.

Les Etats dénoncèrent dans une pétition la contradiction flagrante des décrets royaux et des mesures des fonctionnaires. Ils rappelèrent avec vivacité que, dans sa réponse aux réclamations de la précédente assemblée, le roi avait exprimé nettement sa volonté que la langue polonaise, propriété chère aux habitants du Grand-Duché, fût placée sous la sauvegarde des autorités. Ils invoquèrent aussi les engagements qui avaient été pris vis-à-vis d'eux relativement à la nomination des fonctionnaires et qui étaient outrageusement violés. C'était là une des causes essentielles des maux dont on souffrait, parce que le pays était envahi par des intrus, qui ne tenaient aucun compte ni des besoins du peuple ni des ordres du souverain. Aussi la diète demandait-elle que la réalisation de la pensée royale (2) fût confiée à des fonctionnaires versés dans les deux lan-

(1) Żychliński, *Histoire des diètes du Grand-Duché*, vol. I, p. 407.

(2) Żychliński, *Histoire des diètes du Grand-Duché*, vol. I, p. 117 et 118.

gues, et que toutes deux, selon le choix des parties, fussent officielles dans les tribunaux. On revint sur le jugement par contumace rendu par le Landgericht contre le colonel Niegolewski après qu'on lui avait interdit de se défendre dans sa langue maternelle. On cita le fait de la nomination d'un certain Mikulowsky comme premier juge à la Cour d'appel de Poznań, bien qu'il ne sût pas un mot de polonais (1). On se plaignit que, dans les Landgerichte, si tous les directeurs baragouinaient plus ou moins le polonais, un seul fût en état de l'écrire, — que, sur 29 conseillers, il ne se trouvât que 7 Polonais et 22 Allemands, dont 5 seulement connaissaient la langue du pays (2).

Dans l'administration, le tableau était sensiblement le même. Le Président supérieur Baumann ne parlait pas trop mal le polonais, mais le vice-président et les deux conseillers supérieurs de la régence de Poznań l'ignoraient de la façon la plus absolue.

La statistique officielle nous montre d'ailleurs que ces récriminations de la diète étaient parfaitement justifiées : sur 14 conseillers, il y avait 8 Allemands, dont 3 à peine pouvaient se servir de la langue polonaise. Pour les assesseurs, la proportion était plus défavorable encore (3).

La diète s'occupa ensuite d'une pétition qui proposait de restituer à la noblesse de Krobia le droit d'élection, qu'on lui avait enlevé après l'élection de Krzyżanowski (4).

(1) Żychliński, *Histoire des diètes du Grand-Duché*, vol. 1, p. 118.

(2) Żychliński, *voï. I*, p. 121 ; Buzek, *Histoire de la politique nationale*, p. 49.

(3) 4 Allemands, dont un seul sait le polonais, et un Polonais. Dans la régence de Bydgoszcz la situation est encore pire : tous les fonctionnaires sont d'origine étrangère ; le président, le vice-président et deux assesseurs seuls savent le polonais. Żychliński, *I*, p. 121.

(4) Voir chap. VI, p. 189,

La diète avait bien d'autres griefs encore à présenter. Le gouvernement avait modifié les limites du Grand-Duché, telles qu'elles avaient été fixées par le Congrès de Vienne, en en détachant les districts de Chelmno, de Michałow et de Thorn, qui avaient été incorporés à la Prusse occidentale. On avait promis en échange de rattacher au Grand-Duché les districts de Walecz et de Kamin. Il est facile de deviner que les réclamations ultérieures des diètes sur ce point demeurèrent toujours inutiles.

Les Etats sollicitèrent encore l'autorisation qui leur était nécessaire pour élever un monument à la mémoire des premiers rois polonais, Mieczyslas et Boleslas ; ils demandèrent que les examens d'assesseurs qui ne pouvaient être passés qu'à Berlin pussent être subis devant la Cour d'appel de Poznań ; que le nombre d'heures consacrées à l'étude du grec, fût réduit pour tous les élèves du gymnase de Poznań, obligés d'apprendre le polonais comme langue supplémentaire, et enfin qu'une école des Beaux-Arts fût établie près du gymnase pour les architectes, les peintres et les sculpteurs.

D'autres vœux de la diète nous indiquent que, en dehors même de leurs griefs nationaux, les Polonais sentaient durement le poids de leurs nouveaux maîtres. Le service militaire universel était une lourde charge pour les veuves et les parents avancés en âge. Les Etats demandent que l'on tienne compte de ces misères et que l'on accorde l'exemption d'un fils par famille. Ils sollicitent la création d'hôpitaux de districts sur les fonds rendus disponibles par la sécularisation des couvents et l'institution d'une banque de prêts sur gages ; ils attirent l'attention de l'administration sur la nécessité de fournir au Grand-Duché les capitaux indispensables pour relever sa pros-

périté et de prolonger pendant 5 ans encore la faculté d'accession au Crédit Foncier (1).

En somme, même après leurs déceptions antérieures et malgré leur mécontentement légitime, les délibérations de la diète nous prouvent qu'elle s'attachait à ne pas rompre avec le gouvernement et à ne pas donner prise contre elle. Ses vœux nous paraissent des plus modestes et elle avait soin d'écarter d'elle-même tout ce qui lui semblait de nature à provoquer les inquiétudes de la cour. Elle ajournait ainsi comme prématurée une motion du député Zakrzewski relative à la fondation d'une université à Poznań.

Dans le discours du prince Sułkowski au président supérieur, qui clôtura les séances de la diète, il rappela que le seul moyen d'obtenir des Polonais une adhésion sincère à la monarchie prussienne était de respecter le palladium de leur nationalité et de leur langue. « Nous aimons le roi, dit-il en terminant, parce que c'est un souverain juste et sage ; il ne dépend que du gouvernement de nous faire aimer les autorités (2). »

Le problème était nettement posé, et il eût suffi pour le résoudre, d'un peu de loyauté, de bon sens et d'humanité. Les Polonais, à la suite des cruelles épreuves qu'ils avaient traversées, avaient renoncé aux vastes espérances : ils n'ou-

(1) Il y a ici un intérêt capital à mentionner la réponse faite par le président supérieur Flottwell aux héritiers de Zerboni di Sposetti. C'était grâce à Zerboni, disaient-ils, que la province avait été dotée du Crédit Foncier. Ils demandaient, en conséquence, à être admis au prêt dans des conditions privilégiées. Flottwell répondit sans nul déguisement que le gouvernement, gêné dans la réalisation de ses projets par l'institution du Crédit Foncier, ne savait aucun gré au fondateur de cette œuvre. Żychliński, vol. 1, p. 132.

(2) Żychliński, vol. 1, p. 130.

bliaient pas les gloires de leur passé et ils n'abdiquaient pas leur patriotisme ; mais ils étaient bien forcés de s'avouer que, pour le moment, il ne leur restait qu'à courber la tête sous les coups de l'implacable fatalité. Ils étaient prêts à accepter loyalement la situation qui leur était faite, et leur soumission résignée était assurée au gouvernement, pourvu que ce gouvernement fût équitable, ne les harcelât pas par des tracasseries intolérables et montrât à leur égard des sentiments de justice. C'est ce que la cour de Berlin, par défiance, par suite aussi de cet esprit de domination et d'insolence que les Allemands ont toujours montré vis-à-vis des Slaves, se refusa à comprendre. Dès le premier jour, elle ne vit dans ses nouveaux sujets que de futurs rebelles, qu'il fallait mater à tout prix. Elle ne vit d'autre sécurité pour elle que dans l'anéantissement de la nationalité polonaise. Elle répondit à la confiance par la haine, au désir d'apaisement par des mesures d'oppression hypocrites et sournoises ; elle détourna ainsi par sa faute les bonnes volontés qui venaient à elle, elle découragea les hommes les plus portés à la conciliation, elle reforma contre elle un faisceau indestructible de résistances. A ce point de vue, les années qui suivirent le rétablissement de la domination prussienne dans la Posnanie ont une importance décisive dans l'histoire de la nationalité polonaise. Elles prouvèrent une fois de plus que la situation n'avait pas changé depuis le moment où, au dixième siècle, la lutte s'était engagée sur les bords de l'Elbe et de l'Oder entre les Germains et les Slaves. Les Polonais avaient un moment failli oublier leur haine séculaire. La politique prussienne leur rappela qu'en face des Germains il n'y a de refuge que dans la résistance à outrance et qu'il n'y a pas de salut à attendre de l'adversaire.

Dès 1830, il apparaît ainsi nettement qu'un conflit est inévitable. Il s'engage décidément quand Baumann meurt (octobre) et qu'il est remplacé par Flottwell. Avec lui s'ouvre une période nouvelle, celle du combat ouvert. Jusque-là les deux partis opposés ont pris position, plutôt qu'ils ne se sont engagés à fond. D'abord, au lendemain des terribles guerres napoléoniennes, les adversaires sont également épuisés et ils éprouvent le besoin de se remettre et de rassembler leurs forces. Puis, les Polonais ont pris au sérieux les proclamations qui leur ont été adressées, et ils attendent du roi un gouvernement bienveillant, une domination équitable et impartiale. Enfin, l'administration prussienne est un moment tiraillée elle-même entre des tendances opposées. Les idées libérales comptent un certain nombre de représentants qui veulent ménager les populations, encourager les bonnes volontés qui s'offrent et préparer une réconciliation durable en garantissant aux Slaves le respect de leur nationalité. Très vite cependant, comme nous l'avons vu, ces libéraux et ces modérés, qui ne forment qu'une infime minorité, sont submergés par les partisans d'une politique d'oppression et l'œuvre de conquête et de germanisation commence, dissimulée d'abord, bientôt plus acerbe et plus provocante. En face de ces mesures, les Polonais se rejettent en arrière et se préparent à la résistance. Dès ce moment va commencer la lutte inexorable qui dure encore. Les historiens allemands, comme d'habitude, en rejettent la responsabilité sur leurs adversaires ; ils les accusent de trahison. Ils ne veulent pas se rappeler que ce sont les vainqueurs qui ont rendu la rupture inévitable et le conflit fatal, du jour où ils ont exigé des vaincus une soumission sans réserve et comme l'abdication de leur âme. C'est au milieu de cette

crise morale que les Polonais du Grand-Duché furent surpris par la révolution de 1830. Leurs déconvenues leur parurent plus amères quand ils apprirent les révolutions de Grèce et de Belgique. Leur émotion fut naturellement bien plus profonde et plus générale quand, à côté d'eux, la vieille Pologne sembla un moment renaître ; comme sous un choc électrique, à l'appel du tocsin sonné le 29 novembre à Varsovie, la Posnanie frémit tout entière. Les indifférents et les timides eux-mêmes, qui cherchaient une consolation à leur asservissement dans les avantages matériels qu'avait entraînés la domination étrangère, se réveillèrent patriotes et les premiers échecs des Russes stimulèrent dans les âmes un moment assoupies l'enthousiasme et la foi. L'élan fut général et sincère. Les vieux soldats napoléoniens rougirent du repos qu'ils avaient accepté et abandonnèrent leurs biens et leurs familles pour courir se ranger sous le drapeau de la patrie. La jeunesse des gymnases jeta ses livres pour aller grossir les rangs de l'armée polonaise.

Le gouvernement provisoire du Royaume s'efforçait de circonscrire la lutte et il désirait éviter toute complication avec la Prusse. À l'instigation d'Adam Czartoryski, il se hâta d'écrire au consul allemand à Varsovie, Schmidt, pour le prier d'assurer son gouvernement que les provinces prussiennes seraient respectées (1). Le gouvernement de Berlin, de son côté, qui redoutait une explosion, s'efforça par tous les moyens d'apaiser la surexcitation générale. Sur ses instances, le successeur de Wolicki, l'archevêque Dunin, lança une lettre pastorale contre les malintentionnés et les brouillons qui menaçaient l'ordre public. Mala-

(1) Treitschke, *Deutsche Geschichte*, vol. IV, p. 62.

droite et imprudente déclaration qui accrut l'agitation plutôt qu'elle ne l'atténua et qui compromit à jamais le pasteur infidèle qui trahissait la cause de son peuple ! Dunin eut beau par la suite s'efforcer de regagner par sa conduite en face des Prussiens les sympathies qu'il s'était aliénées : son courage n'effaça jamais complètement les défiances qu'avait soulevées sa défaillance. Nous en trouvons l'écho au moment de sa mort en 1842, dans l'article que publia sur lui à ce moment le « Tygodnik literacki. »

Il est certain que, quelle qu'eût été la politique des Hohenzollern, l'insurrection de Varsovie aurait, dans tous les cas, provoqué à Poznań une profonde fermentation. Elle n'eût pas été cependant aussi menaçante et aussi universelle sans les fautes qu'avait entraînées l'application des mesures préconisées par le zèle germanisateur. Au moment où il formulait son programme impitoyable, Gruner lui-même n'avait pu réprimer un mouvement de pitié et son âme s'était émue.

« Mon cœur tremble, écrivait-il, à la pensée des mesures que je dois proposer, mais ma raison les reconnaît nécessaires (1). » — Les Prussiens se rendent vite maîtres de ces faiblesses sentimentales, quand il s'agit de l'intérêt de l'Etat et du triomphe de la Germanie. Les successeurs de Gruner avaient sans trembler poursuivi l'exécution du plan dont le dernier mot était dans leur esprit l'anéantissement d'une race qui avait eu ses jours de gloire et qui n'avait pas été inutile à la civilisation. Au peuple vaincu, ils avaient appliqué la parole de Goethe : Und bist du nicht willig, so brauch ich Gewalt. — Les Polonais

(1) Mein Herz zittert bei den Massregeln welche ich vorschlagen muss, aber mein Verstand erkennt sie als nothwendig. » Dr Kurt Schotzmüller, *Der Polenaufrstand*, 1806, p. 130.

leur répondirent par la parole du poète latin : *Una salus victis nullam sperare salutem*. — Ils avaient pu renoncer à leur indépendance politique ; ils ne se résignèrent pas à sacrifier leur langue, leurs traditions, leur nationalité. Depuis plus d'un siècle, ils ont supporté sans faiblir l'assaut de la Germanie victorieuse et, pas plus que Gruner ou Flottwell, Bismarck et les hakatistes n'ont eu raison de leur courage.

Vu et admis à la soutenance le 22 mars 1911 :

Le doyen de la Faculté des lettres de l'Université
de Paris,
A. CROSET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

KÖNIGL. STAATS-
ARCHIV
St. A. 1181/09.

*Posen O. l, den 2^{ten} Dezember 1909.
Schlossberg, n^o 1.*

Auf Ihr Gesuch vom 13 v. Mts. eröffnen wir Ihnen im Auftrage des Herrn Generaldirektors der Königlichen Staatsarchive zu Berlin, dass Ihnen die hier befindlichen Akten aus der Zeit von 1820-40 nicht zur Benützung vorgelegt werden können, weil sie zur Zeit einem einheimischen Gelehrten für eine im Auftrage der Archivverwaltung zu veröffentlichende Darstellung der Verwaltungsgeschichte desselben Zeitraums überlassen worden sind.

(Signé) : PRUMERS.

An

Frau Anna v. Lipinski

z. Z.

Posen, Bismarckstrasse, 6.

KONIGL. STAATS- : *Posen O. l., den 28^{ten} November 1910.*
ARCHIV *Schlössberg, n° 1.*
St. A. 1302/10.

Auf Ihr unter dem 12 d. M. an den Herrn Generaldirektor der Staatsarchive gerichtetes Gesuch um Benützung der hier befindlichen Statthalter und Oberpräsidialakten aus den Jahren 1827-30 eröffne ich Ihnen im Auftrage des Herrn Generaldirektors, dass Ihrer Bitte aus dem Ihnen bereits im vorigen Jahre mitgetheilten Grunde nicht entsprechen werden kann.

(Signé) : PRUMERS.

An
Frau v. Lipinska
Posen O. l.
Bismarckstrasse, n° 2.

KGL. GEHEIMES
STAATSARCHIV

G. St. A. 3512.

Bei Erwiderung wird um
Angabe dieser Nummer
ersucht.

*Berlin, C. 2, den 28^{ten} Dezember 1910.
Klosterstrasse, 76.*

Zum Schreiben vom 14 d. Mts.

Mit Bezugnahme auf die Schreiben des Königlichen
Staatsarchivs zu Posen vom 2 Dezember v. Js. und 28 v.
Mts.

Wir sind nicht ermächtigt worden dem gefälligen An-
trage vom 14 d. Mts. zu entsprechen.

(Signé) : BAILLEU.

An
Frau A. v. Lipinska
Hochwohlgeboren,
Lausanne.

BIBLIOGRAPHIE

Recueil des documents.

- Archives archiépiscopales de Poznań. Generalia, vol. III, n^o 175.
- Les archives de la chancellerie archiépiscopale*, L. D.
- Chodźko d'Angeberg, *Le recueil des traités concernant la Pologne*, Paris, Amyot, 1862.
- Cieszkowski August, *Zusammenstellung von Staats und Volksurkunden*, Berlin, Unger.
- Klüber, *Acten des Wiener Congresses*, vol. 7. Erlangen, chez Palm, 1817.
- Korespondencja Kosińskiego Amilkara, Poznań, Żupański, 1861 (*La correspondance d'Amilkar Kosinski*, publiée à Poznań, 1861).
- Martens, *Nouveau recueil de traités*, t. II, Gættingue, 1818.
- Nouveau Supplément au recueil de traités*, fondé par Frédéric de Martens, vol. I, Gættingue, 1839.
- Roczniki Chodźki, Les annuaires de Chodźko. *Archives de Rapperswil*.
- Franz Rühl, *Briefe und Aktenstücke*, 3 vol., Leipzig, 1899.
- Dr Kurt Schottmüller, *Der Polenauflstand*, 1806-07, Lissa, 1907.
- Skórzewski, « Najważniejsze prawa », Poznań. Merzbach, 1861 (*Les principaux droits*).

Szescioletnia, Korespondencja Władz Duchownych z. władzami cywilnymi wyd., 1816 (*Correspondance des autorités ecclésiastiques avec les autorités civiles du Duché de Varsovie*).

Mémoires.

- H. v. Brandt, *Aus dem Leben des Generals der Infanterie Heinrich v. Brandt*, Berlin, Mittler u. Sohn, 1870, 3 vol.
 Aleks. Guttry, « Pamiętniki », Poznań, Rzepecki, 1891.
 Koryzna, « Pamiętnik Sceny Narodowej », Poznań, Druk Dziennika Poznańskiego, 1888.
 Mańkowska, « Pamiętniki », Poznań, Simon, 1880.
 Motty, « Przechadzki Po mieście » (*Promenades à travers la ville*), 5 vol. Dziennik Poznański, 1891-1892.

Livres et Articles.

- Adamski, « Krótki Rzut oka na dzieje archidiecezji Gniezn. Pozn. » (*Un court aperçu sur l'histoire de l'archidioecèse de Posen et Gniezno*), Miesięcznik Kościelny Styczeń, 1909.
 Askenazy, « Dwa Stulecia » (*Deux siècles*), Warszawa Gebethner i Wolff, 1910.
 — « Łukasiński », Warszawa Wende, 1908.
 — « Rosja i Polska » (*La Russie et la Pologne*), Lwów, Altenberg, 1907.
 Bäck, *Die Provinz Posen*, Berlin, Posen, Bromberg, 1847.
 Oswald Baer, *Princess Elisa Radziwill*, Berlin, Siegfried Miltler, 1908.
 Jan Wincenty Bandtkie Stężyński, « Historia polskiego prawa » (*Histoire du droit polonais*). Warszawa, 1850.
 Samuel Bandtke, « Historisch Critische Analecten zur Erläuterung der Geschichte des Ostens von Europa », Breslau, 1802.

- Ludwig Bernhard, *Das polnische Gemeinwesen im Preussischen Staat*. Leipzig, Duncker-Humblot, 1907.
- E. v. Bergman, *Zur Geschichte der Entwicklung deutsch. poln. und jüdischer Bevölkerung*, Tübingen, H. Laupp, 1883.
- Gräfin Elisa v. Bernstorff, *Ein Bild aus der Zeit*, von 1789-1835. Berlin, 1896.
- D^r Buzek, « *Historja Polityki Narodowosciowej* » (*Histoire de la politique nationale du gouvernement prussien*). Lwów Wende, 1909.
- Conrady, *Leben und Wirken Karls Grolman des Generals der Infanterie*. Berlin, 1896, 2 vol.
- E. Denis, *L'Allemagne, 1810-1852*. Paris, Société française d'éditions d'art, 2 vol.
- Dużyński, « *Z. dziejów Opalenicy* » (*De l'histoire d'Opalenica*), Poznań Druk. Dzien. Pozn., 1902.
- Forschungen zur Brandenburgischen und preussischen Geschichte*, Leipzig, 1906, Duncker et Humblot.
- Geffken, « *Preussen und Polen* », Berlin, 1906.
- Grevenitz, *Die Bauern in Posen*, Berlin, 1818.
- M. Handelsman, *Napoléon et la Pologne*, Paris, Félix Alcan, 1909.
- Adolphe Herzog, *Die Entwicklung der gewerblichen Verhältnisse*, Poznań, 1867.
- Kazm. Jarochoowski, « *Litaratura Poznańska v. pierwszej połowie 19 wieku* » (*Littérature Posnanienne*), Poznań, Żupański, 1884.
- Klebs, « *Die Landeskultur Gesetzgebung und deren Ausführung* », Berlin, Springersche Buchhandlung, 1860.
- Komornicki, « *Polska na Zachodzie* » (*La Pologne à l'Occident*), Lwów, 1904.
- T. Korzon, *Wewnętrzne Dzieje Polski za Stanisława Augu-*

- ta, 3 vol. ; *L'histoire intérieure de la Pologne sous Stan. Auguste*, publiée à Varsovie, 1882-1884.
- Kraushar, « kartka z. Dziejów z. Poznańskiego. Jeden z. Kraszewskich » (*Un des Kraszewski*), Warszawa, Orgelbrandt, 1907.
- Dr Manfred Laubert, *Studien zur Geschichte der Provinz Posen*, Sonder-Veröffentlichungen der historischen Gesellschaft, 1815-1847. Publié en 1908. Posen, Lissa.
- Lehmann, *Freiherr von Stein*, Leipzig, 1902.
- Lehtonen, *Die Polnischen Provinzen Russlands*, Berlin bei Georg Rainer, 1907.
- Löwenberg, « Das Enthüllte Posen », Berlin in Commission bei L. Weyl, 1848.
- Łubieński, « Uregulowanie stosunków włościańskich w. W. Ks. Poznańskiem » (*La réglementation des conditions des paysans*), Lipsk, Librairie étrangère, 1843.
- Łukaszewicz, « Obraz historyczno-statystyczny miasta Poznania » (*Tableau historique et statistique de la ville de Poznań*), Poznań, Pompejusz, 1838.
- Łukaszewicz, « Wiadomości historyczne o Dysydentach » (*Nouvelles historiques sur les dissidents*), Poznań, Pompejusz, 1832.
- Marchlewski, « Stosunki społeczno ekonomiczne na ziemiach polskich » (*Les relations sociales et économiques*), Lwów Tow. Pol., 1903.
- Dr Johann Metzig, « Suum cuique », Hamburg Hoffman, 1856.
- Ch. Meyer, *Die Geschichte der Provinz Posen*, Gotha, chez Perthes, 1891.
- *Geschichte des Landes Posen*, Posen, Jolowicz, 1881.
- M. Meyer, *Die Kirchenbücher im Regierungsbezirk Brom-*

berg, *Jahrbuch der histor. Gesellschaft für den Netzdistrikt*, 1898.

Teod. Morawski, « Dzieje narodu polskiego » (*Histoire de la nation polonaise*), 6 vol. Poznań, Żupański, 1877.

G. v. Natzmer, *Kaiser Wilhelm, die Princess Elisa und die Kaiserin Augusta*, Berlin, 1890.

G. v. Natzmer, « Unter den Hohenzollern », Gotha Perthes, 1889.

Ostrowski, « Prawo cywilne narodu polskiego » (*Le droit civil de la nation polonaise*, Varsovie, 1787), Warszawa u. Pijarów, 1787.

Ed. Pehmler, *Die preussischen Beamten*. Léopold, 1886, chez Gubrynowicz.

Lud. Plater, « Obraz historyczno statystyczny W. K. Poznańskiego » (*Description historique et statistique du Grand-Duché de Posen*), Lipsk Bobrowicz, 1846

Preuss, *Friedrich der Grosse*, t. IV. Berlin, Naucksche Buchhandlung, 1833.

Przyłuski, *Pro memoria*, publié à Poznań par Kamiński, 1848.

Kaz. Rakowski, « Dzieje W. Ks. Poznańskiego » (*Histoire du Grand-Duché de Posen*), Kraków, Gebethner, 1904.

Frédéric v. Raumer, « Vermischte Schriften », t. 2, Leipzig Brockhaus, 1830-1832.

Sarrazin, *Die Entwicklung der Preise des Grundes und Bodens in der Provinz Posen*. Publié à Halle, 1897. Inaug. Dissert.

Schmidt, « Dzieje porozbiorowe narodu polskiego » (*Histoire polonaise après les partages*), Lwów, 1894.

D^r Kurt Schottmüller, *Handel und Gewerbe im Regierungsbezirk Posen bis zum Jahre 1851. Festschrift der Handelskammer zu Posen*.

- Skarbek, *Dzieje Ks Warszawskiego (Histoire du Duché de Varsovie)*, 2 vol., Poznań Żupański, 1860.
- Witold Skarzynski, « Szkic historyczny » (*Esquisse historique*), druk Dziennika Poznańskiego, 1889.
- Smolka, « Polityka Lubeckiego » (*La politique de Lubecki*), 2 vol., Kraków Akademia Umiejętności, 1907.
- Sorel, *La question d'Orient*, Paris, Plon-Nourrit, 1889. 2^e édition.
- Max Sosnowski, « Lebensabriss des Grafen Raczynski », Posen, 1885, katalog des Raczynskischen Bibliothek.
- Alfred Stern, « Geschichte Europas ». 3 vol., Berlin, 1897-1901.
- Szoldrski, *Die Landwirtschaftliche Entwicklung der Provinz Posen*. Inaug. Dissert. Posen, 1903.
- A. Thoma, *Ueber die Verhältnisse der bauerlichen Einsassen im Grossherzogtum Posen*, publié à Berlin en 1878. En vente chez Eslin.
- Treitschke, *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, 4 vol., Leipzig, Hirzel, 1906-1908.
- Voigt Rhetz, *Denkschrift ueber die politische Stellung*, Berlin, 1849.
- H. v. Wuttke, *Städtebuch des Landes Posen*, Leipzig, 1864, In Commission bei H. Friers.
- v. Zedlitz, « Staatskräfte der preussischen Monarchie », Berlin, 1828, Maurersche Buchhandlung.
- Dr J. Zielewicz, « Życie i Zasługi Marcinkowskiego » (*Les mérites et la biographie de Marcinkowski*), Poznań. 1891.
- kazm. Zimerman, « Bank przemysłowców » (*Banque des Négociants*), Poznań druks w. Wojciecha, 1907.
- Żychliński, « Historja Sejmów w Ks Poznańskiego » (*Histoire des diètes du Grand-Duché*), Poznań, Merzbach, 1867, 2 vol.

Journaux et périodiques.

Amtsblatt des Regierungsbezirkes Posen de 1816 à 1833
(*Journal officiel*).

Hist. Monatsblätter, Posen, 1900-1909 (*Les feuilles mensuelles historiques*).

Gazeta W. Ks. Poznańskiego 1815-1838 (*Gazette du Grand-Duché*), Poznan, 1815-1838.

Kwartalnik historyczny 1887-1909 (*Journal historique trimestriel*), Lwów.

Mrówka, Poznań, 1821 (*La Fourmi*).

Nouvelle Revue, n° 32, 15 avril 1902. *L'éloquence de la chaire en Pologne*, article de L. Leger.

Orędownik Naukowy, 1845, Poznań.

Przegląd Poznański Poznań, 1840-1850 (*La Revue Posnannienne*).

Tygodnik literacki. Poznań, 1843 (*Le Journal littéraire hebdomadaire*).

Weteran. Poznań, 1825 (*Le Vétéran*).

Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen, Posen, 1885-1910.

INDEX

Les noms qui se répètent trop souvent, comme Frédéric Guillaume III, le Grand-Duché de Posen, Poznań, la Prusse, l'Allemagne ne sont pas mentionnés.

A

Saint Adalbert, 128.
Aix-la-Chapelle (Le Congrès d'), 182.
Albert (Duc de Prusse), 133.
Alexandre (Empereur). 2, 3, 6, 27, 50, 51, 134, 135, 138, 140, 147, 175, 182, 183, 215, 220, 233, 259, 266, 267, 274.
Alexis (Tsarewitch), 215.
Altendorf, 161, 163, 164.
Ancillon, 139, 187.
Angleterre, 2, 4, 66, 107, 237.
Anhalt, 30.
v. Appeln, 34.
Asie, 236.
Askenazy, 243.
Auguste II, 235.
Auguste-Ferdinand, 31.
Autriche, 2, 3, 5, 6, 7, 16, 57, 137.

B

Babimost, 28, 29, 143.
Bade, 30.
Baldwin, 113.
Baltique, 6, 115, 135.

Bandtkie (Samuel), 158.
Baranowo, 111.
Barth (Gross), 238.
Baszków, 111.
Batory (Etienne), 116, 236.
Baumann, 183, 189, 190, 191, 199, 200, 244, 277, 282, 284, 288.
Bayonne (la convention de), 69.
Belgique, 289.
Bénédictins, 149, 157.
Berg, 216.
Bergman, 141.
Berlin, 33, 49, 55, 57, 59, 73, 74, 122, 139, 164, 170, 174, 182, 183, 189, 198, 199, 202, 207, 208, 210, 212, 220, 221, 222, 233, 239, 243, 244, 246, 257, 260, 262, 263, 269, 274, 287, 289.
Bernardins, 128.
Bernstorff, 263.
Białystok, 171.
Bielany, 65.
Bielski (Martin), 123.
Bischofswerder, 33.
Bismarck, 252, 260, 291.
Bnin, 111.
Børne, 197.

- Bogusławski (Adalbert), 213, 217,
 218, 219, 225.
 Bohème, 2.
 Bohèmes (Frères), 150.
 Bohwid, 49.
 Bojanowo, 29, 111, 133, 142, 143.
 Bojanowski, 29.
 Bojański, 149.
 Boleslas (Prince), 113, 123.
 Boleslas le Grand, 156, 199, 239,
 285.
 Boleslas le Timide, 114.
 Bonaparte, 232.
 Borek, 111.
 Boyen, 32, 50, 51, 56.
 Brandebourg, 6, 28, 29, 30, 93.
 Brandt, 133 (professeur, 159).
 Braun, 141.
 Brda (Brabe), 84, 128.
 Brenkenhoff, 261, 272.
 Breslau, 19, 208, 236, 237, 238,
 273, 280, 281.
 Brodowski, 196, 201.
 Brunswick, 30.
 Brzesc Kujawski, 19.
 Brzeziński, 246.
 Buchowski, 234.
 Burg, 51.
 Buk, 111.
 Bülów, 32, 50, 137.
 Butrymowicz, 81.
 Bydgoszcz (Bromberg), 21, 28,
 40, 41, 42, 93, 122, 127, 128,
 131, 143, 154, 155, 157, 205,
 208, 269, 270, 271, 284.

C

- Carmélites, 154.
 Casimir le Grand, 78, 114, 123,
 217.
 Casimir le Rénovateur, 127.

- Cassius, 164, 165.
 Castlereagh, 4.
 Charlottenbourg, 35, 122.
 Caro (Isaak), 142.
 Chelmicki, 211.
 Chelmno (Kulm), 19, 23, 285.
 Chine, 133, 135, 137.
 Chlapowski, 75, 106, 107, 245.
 Chodzieszyn, 28, 111.
 Chopin, 61.
 Chreptowicz, 81.
 Chyliński, 217.
 Citeaux, 29, 77, 154.
 Comenius (Amos), 157, 158.
 Conrad, 241.
 Consalvi, 269.
 Constantin (gr. duc), 3, 53, 65, 266.
 Constantinople, 116.
 Cosaques Zaporogues (le pays
 des), 6.
 Cokus, 81.
 Cracovie, 78, 124, 219, 223, 226,
 263.
 Cristofle, 242.
 Crypten (Jean), 116.
 Cujavie, 19, 33, 93, 129.
 Cybina, 123.
 Czacki (Thadée), 237.
 Czarnecki, 189.
 Czarnecki (Comte), 241.
 Czarnków, 28, 93, 111.
 Czarnkowski, 29.
 Czartoryski (Adam), 21, 289.
 Czartoryski (Princes), 81.
 Czech, 123.
 Czempin, 111, 113.
 Czerniejewo, 113.
 Czwalina, 166.

D

- Dantzig, 66, 79, 84.

Decker, 227, 236, 237.

Dedz, 113.

Denso, 34.

Dessau, 84.

Dimitri, 236.

Döbbelin, 216.

Dobrzyń, 111.

T. Dodosiński, 237.

Dolsk (Doltzig), 132.

Dombrowski, 51, 61, 64.

Douché, 230.

Dresde, 3, 69, 238, 239.

Dunin, 165, 250, 280, 289.

Dupin, 111.

Peter v. Dusden, 113.

Działowski, 196.

E

Ecosse, 245.

Edimbourg, 106, 245.

Elden, 240.

Europe, 1, 5, 36, 68, 72, 78, 170,
180, 274.

F

Faust, 61.

Feliński (Alois), 217.

Fittel, 233.

Flottwell, 256, 257, 260, 280, 286,
288, 291.

France, 153, 245, 252.

Francfort, 19, 155.

Franciscains, 201.

François I^{er}, 6.

Franconie, 30, 77.

Frankenberg, 282.

Frédéric-Auguste, 3.

Frédéric II, 30, 31, 51, 83, 117,
120, 128, 131, 257, 261, 272.

Frédéric Guillaume II, 30.

Fuhrmann, 238.

G

Gasawa, 113.

Gąsiorowski, 251.

Gdańsk (Dantzig), 116, 122.

Gedike, 153.

Gerbardt, 159.

Glatz, 33.

Głogowa (Glogau), 32.

Gniezno (Gnesen), 19, 113, 116,
117, 128, 129, 149, 157, 160,
193, 199, 200, 215, 228, 239,
269, 273.

Goethe, 264, 290.

Goldbeck, 33, 34, 84.

Gołańcz, 111, 157.

Gopło, 28, 129.

Gorka, 29, 149.

Gorka (ville), 113.

Gorzeński, 44, 155, 156.

Gostyń, 111.

Goszczyński (Seweryn), 237.

Grabowski (Joseph), 246.

Grabski, 243.

Grande-Bretagne, 17.

Grandville, 217.

Grèce, 289.

Gregor, 211.

Grégoire de Szamotuly, 124.

Grochów, 245.

Grodno, 153.

Grodzisk, 111, 143.

Grolmann, 178, 179, 257, 260,
276.

Gross, 123.

Grudzińska (Jeanne), 266.

Gruner, 174, 257, 258, 259, 260,
280, 290, 291.

Grudziński, 150.

Guillaume (Prince), 266, 267.

Guizot, 248.

H

Haehncl, 142.
 Haff, 16.
 Halle, 32, 78, 113, 114, 155.
 Hage (Henri de, 238).
 Hake, 58.
 Hanovre, 30.
 Hardenberg, 3, 5, 18, 22, 50, 64,
 135, 159, 163, 169, 174, 186,
 187, 220, 259, 264, 265, 274.
 Hassforth, 48.
 Haym, 34.
 Held, 34.
 Henri (Prince), 117.
 Henri le Barbu, 114.
 Herfurth, 244.
 Hesse, 30.
 Hoffmann, 39.
 Hohenzollern, 210, 229, 262, 290.
 Hohenzollern (Ferdinand - Au-
 guste), 31, 46, 63.
 Hohenzollern (Henri), 63.
 Holder-Egger, 48.
 Hongrie, 6, 79.
 Hoym, 18, 33, 34, 85, 123.

I

Iéna, 258.
 Inowroław, 19, 93, 122.
 Innocent II, 129.
 Italie, 234.

J

Jabłonowski, 81.
 Jacob, 164, 165, 166, 273.
 Jagellons, 80, 116, 268.
 Jagiełło, 80.
 Janicki (Clément), 124.
 Janiszewski, 240.
 Janowice, 111.

Jaraczewski, 241.
 Jaranowo, 111.
 Jarocin, 111.
 Jean Casimir, 236.
 Jerzewo, 240.
 Jésuites, 29, 61, 124, 126, 149,
 150, 269.
 Johnstone, 157, 158.
 Jutrosin, 111, 133.

K

Kalisz, 1, 2, 19, 21, 22, 23, 33,
 81, 150, 239.
 Kamień, 19, 24, 285.
 Kamptz, 187, 226.
 Kargowa, 29, 111.
 Karski, 65.
 Kaulfuss, 161, 165.
 Kawiecki, 268.
 Kcynia, 113, 117.
 Kempno, 111.
 Kieszkowo, 111.
 Kiev, 116.
 Kitowicz, 235, 238.
 Klewitz, 136.
 Knesebeck, 50.
 Kobyla-Góra, 111, 130.
 Kobylin, 111.
 Kochowski (Vespasien), 236.
 Koczorowski (Tertulian), 246.
 Kołłataj (Hugo), 236, 238.
 Konarski (Adam), 149.
 Königsberg, 12, 122, 155, 273,
 277.
 Kontryna, 236.
 Kopec, 236.
 Koronowo (Krone), 19, 24, 154,
 155.
 Koscian, 114, 117, 133.
 Kosciuszko, 75, 82, 164, 218, 219,
 232, 236.

Kosiński, 18, 50-60, 186, 228, 265, 266.
 Kostrzyń, 113.
 Koszyce, 79.
 Kotzebue, 187.
 Kozmian, 237.
 Krasicki (Ignace), 227, 237.
 Fr. Krasinski, 81.
 Kraszewski (Antoine), 247.
 Kraushar, 251.
 Krobia, 189, 190, 284.
 Królikowski, 231.
 Krotoszyn, 111.
 Krüger, 142.
 Krupiński, 216.
 Kruszwica, 113, 129, 149.
 Krzycki (André), 124.
 Krzyżanowski, 246.
 Krzyżanowski (Joseph), 189, 190, 284.
 Kudlicz, 222.
 Küpfer, 260.
 Kupke, 141, 142.
 Kurnik, 117.
 Kwieciszewo, 111.
 Kwidzyna, 19.

L

Ladislav (Prince), 113.
 Ladislav IV, 116.
 La Haye, 17.
 Lambrecht, 113.
 Lanci, 242.
 Laubert (Manfred), 20.
 Lech, 123, 128.
 Leipzig, 116, 142.
 Leipziger, 135.
 Leitner, 219, 223.
 Leszczynek, 29.
 Leszczyńska (Marie), 111.
 Leszczyński (Stanislas), 81.

Leszno, 29, 111, 113, 133, 143, 150, 157, 164, 166, 206, 273.
 Libelt, 250.
 Lithuanie, 65, 79, 135, 140, 245.
 Lniski, 34.
 Loga, 196, 201.
 Loga (prêtre), 245.
 Londres, 239, 245.
 Louis (de Hongrie), 69.
 Lubecki, 140, 143.
 Lubelskie, 100.
 Lubomirski (Edouard prince), 237.
 Lubrański (Jean), 124.
 Ludgarda, 216.
 Lwówek, 111.

Łabiszyn, 111.
 Łekno, 111.
 Łódź, 141.
 Łobżenica, 111.
 Łopienno, 111.
 Łokietek (Ladislav), 123.
 Łubieński (Joseph), 246.
 Łukaszewicz, 235.
 Łukasiński, 64.

M

Machnicki, 64.
 Magdebourg, 33, 78, 113, 114.
 Magdebourg (Arpent de), 86, 93, 104, 178, 194.
 Małkowska, 60, 61.
 Mannteufel, 264.
 Marcinkowski, 243, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 253.
 Margonin, 111.
 Marie-Louise, 236.
 Markowice, 154.
 Marysieńka, 235.

Massalski, 81.
 Matecki, 231.
 Mathy, 199.
 Mauersberger, 243.
 Mecklembourg, 30.
 Mecklembourg (Charles de), 187.
 Merecz, 81.
 Metternich, 170, 187, 274.
 Miasteczko, 111.
 Michalski, 63.
 Michałów (Michelau), 19, 23, 283.
 Mickiewicz, 212, 234.
 Mieczislas I (Miészko), 128, 149,
 199, 239, 283.
 Mieczislas II, 129.
 Międzychód, 28.
 Międzyrzec, 28, 111, 133, 134, 143,
 Miejska Góra, 111.
 Mielżyn, 111.
 Mielżyński (Mathieu), 63, 246, 250.
 Mieszkowo, 121.
 Milan, 239.
 Milewski (Jean), 213, 216, 217.
 Miłosław, 111.
 Mikowski, 267.
 Mikulowsky, 284.
 Modlibowski, 246.
 Modrzeski (André Frycz), 81.
 Mogilno, 113.
 Moldavie, 6.
 Molière, 216.
 Moltke, 95.
 Moraczewski (André), 250.
 Morawski, 30.
 Moscou, 132, 140.
 Motty, 173, 232, 233.
 Muezkowski, 164.
 Munck, 231.

N

Nakło, 113, 117.

Napoléon, 32, 51, 69, 70, 87, 106,
 164, 176, 184, 187, 228, 236,
 238, 267, 268.
 Napoléon (Code de), 41, 43, 131.
 Natzmer, 263.
 Navrath, 34.
 Nia, 128.
 Nicolas I^{er}, 176, 183, 242, 266.
 Niegolewski (André), 192, 283, 284.
 Nieszawa, 140.
 Noteć (Netze), 24, 28, 84.
 Nowe Miasto, 111.
 Nowogrod, 132.
 Nowymost, 111.
 Nowy Tomysl, 111.
 Nowosilzow, 135, 136, 275.

O

Obra, 16.
 Obrzycko, 111.
 Observantins, 158, 163.
 Oddalanów, 19, 111.
 Oder, 84, 128.
 Ogiński, 81.
 Ogrodowicz, 251.
 Opalenica, 111, 167.
 Opaleński, 30.
 Oppeln, 19.
 Orange Nassau, 17.
 Ordre teutonique, 129.
 Osieczno, 111.
 Osiński (Louis), 216, 217, 219, 220,
 221, 222.
 Ostrowo, 111.
 Ostrowski, 76.
 Ostrzeszow, 19.
 Othon III, 116, 128.
 Otwinowski, 235.

P

Pakość, 111, 158, 163.

Pakosław, 189.
 Paris, 230, 239, 245.
 Parkosz de Żórawice, 237.
 Pasek, 236, 237.
 Pays-Bas, 17, 133.
 Pelrycy, 81.
 Pétersbourg, 261.
 Piaristes, 158, 273.
 Piast, 61, 113.
 Pierre le Grand, 215, 229.
 Pilecki, 251.
 Piła, 143.
 Piotrków, 32, 44.
 Pleszew, 19, 111, 143.
 Podlasie, 100.
 Pogorzel, 111.
 Polacki (Bernard), 232, 234.
 Połaniec, 82.
 Poméranie, 6.
 Poniatowski (Joseph), 81, 164, 263.
 Poniński, 21, 192.
 Popiel, 129.
 Potocki (Stan), 81.
 Potulicki, 30.
 Potworowski (Gustave), 246, 250.
 Powidz (Poussec), 23, 113.
 Prague, 238.
 Prosna, 23.
 Przemęc, 111.
 Przemysław, 113, 114, 123, 129.
 Przemysław II, 113, 216.
 Przyłuski (archevêque), 251, 281.
 Przyłuski (Jacob), 81.
 Pstrokoński, 236.
 Pszczel, 111.
 Pyzdry (Peysern), 23.
 Punisz, 29.

R

Raabski, 229.
 Raczyński (archevêque), 151, 152,
 155, 268, 269.

Raczyński (Atanazy), 192.
 Raczyński (Edouard), 211, 234, 235,
 237, 238, 241, 242, 250.
 Radolin, 111.
 Raczyńska, 242.
 Radoński, 196.
 Radziwiłł (Albrycht Stan.), 236,
 237.
 Radziwiłł (Antoine), 18, 24, 27,
 31, 32, 35, 36, 37, 38, 41, 44,
 45, 46, 47, 55, 57, 58, 61, 62,
 63, 152, 169, 173, 179, 183, 191,
 199, 212, 216, 247, 262, 266,
 276.
 Radziwiłłówna (Barbara), 217.
 Radziwiłł (Elise), 61, 266.
 Radziwiłł (Louise), 31, 46, 63, 173,
 275.
 Randow, 189.
 Raszewski (Vincent), 217.
 Raszków, 111.
 Rauch, 242.
 Rawicz, 126, 133, 140, 141, 143.
 Reichenbach, 2.
 Rhin (Province du), 44.
 Rietz, 33.
 Rogalin, 241.
 Rogowo, 111.
 Rogoźno, 111, 113, 122.
 Rohrbruch, 111.
 Rombczyn, 168.
 Rome, 67, 238, 269.
 Rosenstiel, 229.
 Rosrązewo, 111.
 Royer de Luebnes, 18, 45, 46, 47,
 49, 53, 55, 56, 62, 63, 159, 161,
 169, 174, 175, 275.
 Ruhberg, 183.
 Rus, 123.
 Russie, 6, 7, 13, 17, 21, 69, 71,
 134, 135, 137, 139, 143, 176,
 234, 260, 267.

Russie Rouge, 116.
 Rybiński, 137.
 Ryczywół, 111.
 Rydt (Christophe), 116.
 Rydt (Zacharie), 149.
 Rydzyna, 111, 113, 158, 163, 273.
 Ryll, 211.
 Rzepicha, 61.

S

Salbader, 123.
 Salkowski, 159.
 Sarnowo, 113.
 Saxe, 2, 16, 30 (roi de), 69.
 Schmakenburg, 34.
 Schmidt, 222, 289.
 Schneider, 244.
 Schöffler (Von), 3.
 Schollen, 111.
 Schön, 137, 186.
 Schönermark, 18, 44, 45, 49,
 211, 264, 267, 268, 282.
 Schotkin, 29.
 Schottky (Jules Max), 223.
 Schrötter, 85.
 Schuckmann, 154, 213, 219, 220,
 221, 222, 223, 224, 232, 233.
 Schulenburg, 272.
 Seidel, 141, 142.
 Sforzia (Bona), 124.
 Shakespeare, 216.
 Sigismond I^{er}, 115, 124.
 Sigismond Auguste, 81, 115, 116,
 124.
 Sigismond III, 81, 116, 236.
 Silésie, 6, 32, 84, 113, 114, 133,
 183.
 Silésie (Haute), 28.
 Sieradz, 19.
 Sieraków, 111.
 Simmler, 135.
 Skarbek (Comte Frédéric), 237.

Skarga, 80.
 Skibiński, 219, 225, 226.
 Służewo, 111.
 Sobański, 232.
 Sobieski (Jacob), 236.
 Sobieski (Jean), 235, 237.
 Sommo-Sierra, 192.
 Souabe, 77.
 Sroda, 126.
 Srodka, 114.
 Sulmierzyce, 111.
 Stägemann, 123.
 Stanislas Auguste, 235.
 Staszyc, 228, 232.
 Stein, 130.
 Stenger, 121.
 Stephasius, 165.
 Stęszewo, 111.
 Struensee, 118, 131.
 Struss (Joseph), 124.
 Suède, 116.
 Sułkowski, 166, 190, 191, 192,
 198, 200, 280, 282, 283, 286.
 Surowiecki (Laurent), 228.
 Swarzędz, 111, 150.
 Swidnitz, 246.
 Swinarski (Wacław), 81.
 Sypniewski, 185.
 Szamocin, 29.
 Szczaniecki (Louis), 64.
 Szmigiel, 111, 133.
 Sznajder, 64, 65.
 Szoldrski, 30.
 Szrem, 113.
 Szubin, 28, 111.
 Szulczyński (Joseph), 246.
 Szuman, 96 (Pantaléon).
 Szumski, 215, 229.

T

Tailliard, 228.

Talleyrand, 3.
 Targowica, 82.
 Tartarie (Petite), 6.
 Teplitz, 2, 187.
 Thaer, 106.
 Theiner, 281.
 Thomas, 113.
 Thümen, 18, 22, 24, 34, 39, 47,
 48, 49, 53, 54, 55.
 Thuringe, 30.
 Thurn et Taxis, 192.
 Tilsit, 2, 18, 174.
 Topolski, 211.
 Toruń (Thorn), 3, 23, 79, 122, 189,
 285.
 Transylvanie, 6.
 Treibsdorf, 141.
 Treitschke, 197, 255.
 Trentowski, 237.
 Triebenfeld, 33.
 Trieste, 232.
 Trojański, 234.
 Trojanowski, 164.
 Trzemeszno, 113, 157.
 Trzciel (Tirsztigiel), 29, 111.
 Tures, 116.
 Turew, 106, 107.
 Turin, 239.
 Turno, 62.
 Turquie, 238.
 Tyszkiewicz, 81.
 Tyzenhaus, 81.

U

Ukraine, 100.
 Umiński, 61, 65, 262.
 Unrub, 29.

V

Varsovie, 20, 22, 35, 43, 53, 65,

69, 70, 136, 137, 183, 222, 224,
 226, 244, 289, 290.
 Varsovie (Duché de), 20, 23, 39,
 41, 42, 59, 69, 87, 111, 123, 157,
 194, 195, 201, 228, 269.
 Vatican, 155.
 Venatius, 129.
 Venise, 239.
 Versailles, 276.
 Vienne, 23, 44, 60, 187, 238, 239,
 259, 274.
 Vienne (Congrès de), 1, 4, 5, 15,
 17, 23, 35, 134, 141, 263.
 Vienne (Traité de), 7, 8, 16, 17,
 18, 19, 25, 53, 58, 69, 71, 135,
 137, 264.
 Vistule, 3, 24, 84, 128.
 Vitruvi, 238.
 Volange Louis, 217.
 Volynie, 65, 100.
 Voss, 218.

W

Wągrowiec, 93, 122, 189.
 Walecz, 19, 285.
 Wargarsky, 34.
 Warta, 113, 122, 123.
 Wartbourg, 187.
 Weichselmünde, 244.
 Wengierski, 157.
 Westphalie (paix de), 29.
 Widawa, 126.
 Wielichowo, 111.
 Wieruszow, 21, 22.
 Wigand, 237, 238.
 Wilda, 48.
 Willamowitz, 57.
 Witkowo, 111.
 Wittgenstein, 187.
 Witwicki, 238.

Witzleben, 57, 58.
 Wislica, 78, 79.
 Wojczyński, 262.
 Włocławek, 129.
 Wolicki (Thomas), 234.
 Wolicki (Théophile), 156, 165, 166,
 167, 199, 241, 247, 250, 289.
 Wolsztyn, 111, 143.
 Worontzow, 228.
 Wrangel, 173.
 Wrangel (Mme), 173.
 Wróbel (Walenty), 124.
 Wronki, 111, (porte de) 217.
 Wrzesnia, 111.
 Wschowa (Fraustadt), 28, 113,
 117, 126, 132, 133, 143, 158.
 Wurtemberg, 30.
 Wybicki Joseph, 236.
 Wyrzysk, 28.
 Wytomysl, 29.

Z

Zaborowo, 143.
 Zagorów, 126.
 Zakrzewski, 286.
 Zaleski (Bohdan), 237.
 Zamoyski (André), 81, 82.
 Ząbszyń, 111.
 Zduny, 113, 133.
 Zerboni di Sposetti, 18, 20, 21,
 22, 23, 24, 32, 33, 34, 38, 39,
 40, 41, 44, 45, 47, 48, 49, 50,
 57, 60, 71, 142, 145, 153, 168,
 169, 170, 176, 179, 182, 183,
 189, 213, 216, 220, 225, 232,
 233, 244, 262, 264, 269, 276,
 286.
 Zimmermann, 136.
 Żydowo, 111.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

La politique du Congrès de Vienne.

Les causes du nouveau partage de la Pologne en 1815, 2. — La politique de lord Castlereagh et sa note au Congrès de Vienne, 4. — La réponse du chancelier Hardenberg, 5. — Les stipulations de Vienne concernant les garanties nationales, 6. — Le choix du domicile, etc., 8. — La liberté de la navigation, 12. — L'expression d'incorporation du Grand-Duché de Posen dans la monarchie prussienne est évitée dans le traité, 15.

CHAPITRE II

Les premières années : Exposé général de la situation.

Le Grand-Duché de Posen et ses limites, 19. — Les circonstances qui obligèrent Frédéric Guillaume III à hâter la prise de possession du pays, 19. — Les lettres patentes de la prise de possession, 23. — La proclamation royale du 15 mai et ses expressions paradoxales, 25. — Les habitants du Grand-Duché, leur nombre et les deux éléments : germain et slave, 27. — L'origine de l'élément allemand en Posnanie, 29. — Le prince Radziwiłł ; ses idées ; son activité ; son rôle, 31. — Zerboni di Sposetti ; ses antécédents ; son affaire avec Hoym, 32. — L'accueil fait à Radziwiłł par la province, 35. — Le serment prêté par les fonctionnaires du Grand-Duché, 35. — Le discours du Statthalter, 36. — Les dispositions hostiles du général Thümen, 39. — L'organisation de l'administration et des tribunaux, 39. — Schönermarck, 44. — Le témoignage de Royer de Luehnes, 45. — L'incident de l'alarme du 30 avril, 48. — Les deux courants de la politique gouvernementale, 49. — Les négociations avec le général Kosiński, 50. — Sa correspondance, 57. — La cour de Radziwiłł, foyer de la vie

mondaine, 61. — La franc-maçonnerie nationale, 64. — L'influence libérale de Hardenberg dans le verdict qui frappa les membres de la Société nationale patriotique, 65. — Les mesures économiques, 65. — La misère du pays et ses causes, 66. — La création de la Société du Crédit Foncier, 70. — Les clauses du traité de Vienne violées par la Convention douanière, 71. — Les impôts, 72. — Conclusion, 73.

CHAPITRE III

Situation matérielle. — Les paysans.

Les diverses catégories des paysans polonais, 76. — Les colons allemands, 77. — Leur établissement, 77. — Leur juridiction, 77-78. — Aggravation de la condition des paysans au cours de l'histoire du xv^e au xviii^e siècle, 79. — Premiers essais de réforme, 81. — Projets favorables de la Constitution du 3 mai et de Kosciuszko, 82. — Les relations du seigneur et du serf ; L'indifférence patriotique du paysan, 83. — Mesures prises par Frédéric II pour développer l'agriculture, 83. — Tentatives du gouvernement de la Prusse méridionale pour adoucir le sort des paysans sans froisser les seigneurs, 84. — Diversité des corvées, 86. — Transformation des conditions rurales par la Constitution donnée au Duché de Varsovie, 87. — Conséquences funestes, 89. — Causes multiples de la détresse du pays, 90. — Maintien des relations après 1815, 91. — La situation s'améliore à partir de 1819, 94. — Réglementation des relations rurales promulguée en 1823, 95. — Les paysans polonais favorisés par le gouvernement, 96. — Conditions mises à l'accession à la propriété, 96. — Les difficultés de la transition, 99. — La distinction des classes de cultivateurs accentuée par la baisse des prix, 102. — Changements apportés aux contrats de louage de service, 103. — Evaluation des corvées par les sommes payées, 104. — Augmentation du prix de la terre après la réglementation, 105. — L'organisation de l'agriculture dans les grands domaines après la réglementation, 105. — Progrès dû à Dezydery Chłapowski, 106. — Les conséquences de son œuvre, 107.

CHAPITRE IV

Les villes. — Le commerce. — L'industrie.

Exposé général de la situation, 108. — Les causes essentielles

empêchant le développement économique, 109. — Le manque de besoins, 109. — Les villes médiates, 110. — Les villes royales, 112. — La bourgeoisie, 113. — Les corporations, 114. — Le commerce, 116. — Les Juifs, 118. — Les mauvaises voies de communication, 122. — Poznań : Sa fondation, 123. — Sa germanisation ; Son essor national, 124. — Sa floraison, 124. — Sa décroissance, 125. — Bydgoszcz, 127. — Gniezno, 128. — Kruszwica, 129. — La réforme de Stein, 130. — Les mesures gouvernementales, 130. — Impôts doublés, 130. — Charges imposées aux villes ; Essai de réformes avantageuses, 131. — Les métiers facilités : Les industries ; Fabrication du drap, 132. — Son développement et sa ruine par la violation des articles du traité de Vienne, 140. — La convention commerciale de 1825, 143. — Les trois industries en progression, 144. — Manque de capital, 145. — La déchéance de la foire de la Saint-Jean, 145. — Conclusion, 146.

CHAPITRE V

La situation morale : l'Eglise, l'instruction, la langue. — Germaines et Slaves.

La situation morale : I. L'Eglise : l'importance du clergé en Pologne ; La Réforme, 149. — La réaction catholique, 149. — Les jésuites, leur influence, 149. — La proportion des deux confessions, 150. — Les Juifs ; La politique de l'administration prussienne vis-à-vis du clergé, 151. — La sécularisation des biens ecclésiastiques contraire au traité de Grodno, 153. — Circulaire pour préparer la suppression des couvents, 154. — Le clergé froissé par la diminution de ses revenus, 155. — Théophile Wolicki et ses relations avec les autorités, 156. — L'affaire de Gołancz, 157. — II. Les écoles : La situation au moment de l'occupation prussienne, 157. — Les tendances du nouveau gouvernement, 159. — Les professeurs allemands, 159. — L'extension des écoles protestantes, 160. — L'Etat s'arroge le droit de confirmer tous les professeurs, 160. — Les excès de zèle des nouveaux fonctionnaires ; Discours de Kaulfuss, 161. — L'opinion de Royer de Luehnes, 161. — L'ordonnance du 13 décembre 1822, 161. — Les tracasseries officielles ; l'affaire des bagues, 164. — Mémoire de Wolicki, 165. — III. Les relations entre les Allemands et les Polonais : La situation s'aggrave après la démission de Zerboni, 168. —

Mauvaises dispositions et nouvelles exigences des fonctionnaires, 169. — Causes de mécontentement de la société polonaise, 169. — La morgue et la vanité prussiennes, 170. — Les mesures préconisées par Royer de Luehnes : la politique de germanisation à outrance et le programme de Grolman, 176. — Le réveil du patriotisme polonais, 180.

CHAPITRE VI

De 1825 à 1830.

Le Grand-Duché après la mort d'Alexandre et de Zerboni di Spocetti, 182. — Baumann, président supérieur, 183. — Le Statthalter s'éloigne pour éviter les conflits, 183. — Les rigueurs et les tracasseries gouvernementales, 184. — Les bonnes dispositions des Polonais, 185. — La promesse d'une constitution : espérances qu'elle provoque, 186. — Le régime électoral, 188. — Les élections, 189. — L'incident de Krobia et ses conséquences, 189. — L'ouverture de la diète, 191. — Les pétitions des États, 193. — Les démarches du maréchal Sułkowski à Berlin, 198. — L'attitude du prince Radziwiłł, 199. — La réponse royale, 200. — Ses concessions, 202. — Le contraste entre les désirs du souverain et le texte du règlement publié dans le *Journal officiel*, 204. — Les bonnes dispositions royales effectives sur le domaine de la juridiction, 209. — Latitude laissée aux fonctionnaires dans l'exécution des promesses royales, 210.

CHAPITRE VII

La vie intellectuelle.

Le mouvement intellectuel : défiance croissante qu'il inspire à l'administration ; Le théâtre polonais, 215. — Les tournées autorisées au début, sans difficulté, 217. — Elles sont interrompues de 1819 à 1822, 217. — A partir de ce moment le gouvernement central se montre plus défiant et plus hostile. — Les représentations de Bogusławski, Osinski, 218. — Difficultés que lui oppose Schuckmann, 220. — Les représentations autorisées par Zerboni, 220. — Mécontentement et attitude agressive du ministre, 221. — Interdiction des chansons populaires de « Krakowiaczki », 224. — Toutes les manifestations de la pensée polonaise sont de même étroitement sur-

veillées par les Allemands, 227. — La presse, 227. — Son insignifiance absolue, 227. — La censure, 230. — Les premières tentatives ; la Mrówka et le Vétéran, 231. — Les mésaventures d'un manuel de littérature étrangère, 232. — L'œuvre littéraire supprimée, 233. Le Réveil : il est marqué par l'apparition des œuvres de Mickiewicz, 234. — Deux grands patriotes posnaniens : l'un représente l'ancienne aristocratie, l'autre la Pologne moderne : Raczyński ; Sa bibliothèque, 234. — Ses publications, 235. — Son œuvre comme écrivain et comme philanthrope, 238. — Ses défauts ; ses difficultés avec ses compatriotes, 242. — Marcinkowski, 243. — Sa vie, 244. — Son œuvre, 246. — Son action, 247. — Grâce à lui l'œuvre du gouvernement est tenue en échec, 252.	
CONCLUSION	255
ANNEXES	293
CARTE DU GRAND-DUCHÉ DE POSEN.	
BIBLIOGRAPHIE	297
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES.	305
TABLE DES MATIÈRES.	315

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
